



EURASIAPEACE

Centre de Réflexion et de Prospective sur la Paix en Eurasie



Russie, isolée sur la scène internationale ?



AVERTISSEMENT

EurasiaPeace - Centre de Réflexion et de Prospective sur la Paix en Eurasie est le premier think tank français dédié aux problématiques de construction de la paix dans l'espace eurasiatique. Il exerce des activités de recherche, de conseil, de formation et de publication.

Équipe de rédaction - Iliona Asseline, Robin Salle, Enzo Padovan, Johann Lemaire, Corentin Delon

Entretiens avec Jeanne Cavelier, Carole Grimaud, Ilya Platov, David Teurtrie, Julien Vercueil, Isabelle Facon

Pour citer ce dossier :

Iliona Asseline, Robin Salle, Johann Lemaire, Enzo Padovan, Russie, isolée sur la scène internationale ? EurasiaPeace, Nyons, Août 2024.

Tous les propos tenus par les rédacteurs et les chercheurs invités dans ce dossier collectif n'engagent que leur seule responsabilité.

Tous droits réservés - EurasiaPeace - 2024

61, Avenue Henri Rochier 26110 Nyons

Email : contact@eurasiapeace.org

Site internet : <https://eurasiapeace.org>

Table des matières

Propos introductifs.....	1
Les auteurs.....	5
Le redéploiement de l'influence russe à l'échelle internationale.....	6
Les BRICS : au croisement des ambitions russes et des revendications du Sud Global.....	6
Les BRICS : traduction d'un ordre mondial contesté.....	7
Stratégie russe : géopolitique et influence de la Russie au sein des BRICS.....	12
Conflits d'intérêts et perspectives.....	15
Conclusion.....	18
Les stratégies diplomatiques et sécuritaires russes en Afrique.....	19
L'évolution de la diplomatie russe en Afrique.....	21
La présence russe au Sahel et les questions sécuritaires.....	28
L'humanitaire et le soutien diplomatique, les nouveaux atouts de la Russie.....	37
Conclusion.....	47
L'importance grandissante de l'Asie-Pacifique pour la Russie de Poutine.....	48
L'histoire de l'influence de Moscou.....	48
Une nouvelle polarisation en Indo-pacifique.....	50
La volonté russe de revenir dans la région.....	52
Conclusion.....	55
Le Moyen-Orient comme radeau stratégique de la Russie.....	56
Le Moyen-Orient : un terrain de luttes idéologiques.....	57
Un radeau économique et stratégique : entre intérêts énergétiques et sécuritaires.....	60
Le cas de la Syrie : une situation paradoxale.....	64
Conclusion.....	67
Partenaires éloignés : l'essor des relations russo-latino-américaines depuis 2014.....	68
Des partenaires pas si éloignés : entre motivations et objectifs communs.....	69
Le retour stratégique de la Russie en Amérique latine.....	72
Le cas particulier du Venezuela.....	75
Conclusion.....	77
Zoom sur : L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud-Alanie.....	78

Hard et soft powers : un panorama des leviers d'influence.....	79
Le développement du Triangle de Fer entre Moscou, Téhéran et Pékin.....	79
L'idéologie et l'histoire.....	79
Une alliance naturelle ?.....	81
Les dynamiques internes.....	83
Conclusion.....	87
La pensée stratégique du soft power ou la confrontation des imaginaires.....	87
La dimension théorique du soft power russe.....	88
Une concrétisation stratégique.....	93
Un grand panel de secteurs et des réussites variables.....	96
Les défis et les limites inhérentes à une stratégie de soft power russe.....	98
Conclusion.....	101
Entretien avec Ilya Platov : L'évolution de l'imaginaire et de l'idéologie russe.....	102
Les relations entre le Kremlin et les organisations sportives internationales depuis 2014.....	120
Les sanctions et exclusions sportives (2014-2018).....	121
Les conséquences à long terme (2018-2022).....	122
L'évolution récente et les perspectives futures (2022 et au-delà).....	124
Conclusion.....	130
Entretien avec Isabelle Facon – Le complexe militaro-industriel et la défense russe depuis 2014.....	131
Entretien avec Julien Vercueil – Sanctions et isolement économique de la Russie.....	140
Zoom sur : L'Emirat islamique d'Afghanistan.....	147
Conséquences et effets de la guerre en Ukraine.....	148
La réémergence des questions d'armement nucléaire depuis 2022.....	148
La force nucléaire russe.....	149
La guerre en Ukraine et ses conséquences.....	156
Une potentielle utilisation du nucléaire sur le front ukrainien.....	159
Une stratégie de dissuasion risquée.....	161
Les conséquences du regain d'intérêt pour le nucléaire russe.....	164
Conclusion.....	171
ONG et monde de la recherche : état des lieux de la société civile en Russie depuis 2022.....	173
Les conséquences de la guerre en Ukraine pour les ONG en Russie : une société civile russe abandonnée à elle-même ?.....	174

La liberté scientifique et intellectuelle en Russie depuis 2022.....	179
Conclusion.....	182
Entretien avec Jeanne Cavelier – Liberté de la presse et guerre informationnelle dans le contexte de la guerre en Ukraine.....	183
Entretien avec Carole Grimaud : Désinformation et guerre d’information dans le contexte du conflit russo-ukrainien.....	193
Entretien avec David Teurtrie : Résilience économique russe et discours sur l’isolement dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne	204
Le pari Kadyrov : Tchétchénie et Kremlin depuis le conflit ukrainien.....	213
Études et analyses des relations russo-tchéchènes.....	215
L’option politique Kadyrov pour le Kremlin depuis 2022.....	221
Le succès du discours d’insoumission de Ramzan Kadyrov.....	229
Conclusion.....	234
Zoom sur : La Russie et le Myanmar.....	234
Conclusion.....	235



EURASIAPEACE

Propos introductifs

«Il y a quelques jours, j'ai dit que les Russes n'étaient pas fous et qu'ils n'attaqueraient pas l'Ukraine. J'avoue que j'avais tort (...). Le fou doit être isolé. Et il s'agit de ne pas s'en défendre uniquement par des mots, mais par des mesures concrètes».

La déclaration de l'ancien président tchèque Milos Zeman, faite quelques heures seulement après le début de l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022, met en lumière deux questions clés qui ont marqué les premiers mois du conflit dans l'espace public occidental : d'une part, la nature irrationnelle de l'offensive russe, et d'autre part, la stratégie d'isolement diplomatique proposée en réponse à cette agression. Ce qui est particulièrement intéressant dans cette déclaration, c'est le lien sous-jacent entre ces deux affirmations, qui sont intrinsèquement connectées.

Milos Zeman semble suggérer que la « folie » de l'agression russe justifie une réponse par l'isolement. Cette rhétorique repose sur l'idée que le comportement irrationnel, ici au niveau étatique, nécessite une réponse d'isolement pour préserver l'ordre international. Dans la pensée de Hobbes, telle

que l'a analysée Dominique Weber¹, le « fou » en politique incarne une incapacité à évaluer les conséquences à long terme de ses actions. Selon Hobbes, un individu qui se laisse guider par des impulsions irrationnelles, sans tenir compte des effets futurs, devient un agent de désordre et de sédition, menaçant la stabilité de l'État et la cohésion sociale.

Dominique Weber souligne que la folie, en tant que pathologie du désir, révèle les dangers posés par un individu qui agit selon des passions irrationnelles et méprise les lois naturelles. **Dans ce contexte, le « fou » politique est perçu comme un perturbateur potentiel de l'ordre établi, mettant en péril la conservation du Léviathan, c'est-à-dire de l'État souverain.**

Dominique Weber souligne que la folie, en tant que pathologie du désir, peut conduire à des comportements irrationnels menaçant la cohésion sociale. Dans ce cadre, l'isolement pourrait être vu comme une manière de protéger la société des effets nuisibles de la sédition et de la désorganisation engendrés par un individu considéré comme fou.

¹ Duhamel, Jérémie. "Compte rendu de Hobbes et le désir des fous. Rationalité, prévision et politique, de Dominique Weber." *Politique et Sociétés* 28, no. 3 (2009): 212–215.

Il est également important de noter que, selon Hobbes, l'isolement peut ne pas être la solution la plus efficace. Plutôt que de recourir à l'isolement, des approches axées sur l'éducation, la docilité et l'intégration des individus au sein d'une institution politique pourraient être plus bénéfiques pour la société. Hobbes insiste sur l'importance de la rationalité et de l'apprentissage institutionnel pour maintenir l'ordre, suggérant ainsi que la réhabilitation et l'éducation pourraient constituer des alternatives viables à l'isolement.

Cette analyse philosophique de la notion de folie nous révèle que le terme utilisé pour qualifier l'invasion russe n'est pas trivial. En étendant le concept de folie d'un individu à un État, et en appliquant la lecture de Hobbes sur la folie comme vecteur de désorganisation et de sédition, on comprend mieux les propos de Milos Zeman sur l'invasion de l'Ukraine. Derrière la logique et la stratégie de l'isolement se cache une perception de la folie qui soulève des inquiétudes quant à la stabilité de l'ordre mondial.

Cette amorce permet d'illustrer la genèse de notre dossier. Ce travail de recherche a débuté deux ans après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que deux ans après les déclarations de l'ancien président tchèque Milos Zeman.

L'objectif est de faire le point sur les stratégies occidentales de sanction envers la Russie, en soulevant plusieurs questions pertinentes.

La première question, la plus évidente, est de savoir si la Russie est réellement une puissance isolée. Un examen des activités diplomatiques russes depuis 2022 montre que cette isolation n'est pas manifeste. En fait, la Russie semble au contraire étendre son influence et ses relations diplomatiques dans divers domaines.

Une autre question concerne l'efficacité des mesures restrictives et des sanctions imposées par les pays occidentaux : ont-elles un impact sur le conflit en Ukraine ? Il est raisonnable de penser que ces sanctions exercent une pression sur la Russie, mais il est difficile de déterminer dans quelle mesure elles ont contribué à un isolement diplomatique effectif.

L'Occident pouvait-il vraiment espérer une réaction unanime de la communauté internationale pour condamner la Russie et rompre les relations diplomatiques avec elle ? Si tel était

l'objectif, pourquoi mettre en place une stratégie d'isolation si elle semblait vouée à l'échec ?

Ce sont ces interrogations qui ont motivé notre recherche. En explorant l'isolement de la Russie sous les angles géopolitique, diplomatique et rhétorique, plusieurs pistes de réflexion ont émergé au début de ce travail.

Ces réflexions ont évolué en une question de recherche qui sert de fil conducteur pour l'ensemble des articles. L'isolement de la Russie sur la scène internationale est un thème central dans le cadre des sanctions imposées en réponse à son agression contre l'Ukraine. Cet isolement découle d'une série de mesures économiques, sociales et militaires principalement décidées par les puissances occidentales, visant à contraindre le Kremlin à changer de comportement.

Les sanctions économiques, telles que l'interdiction d'exporter des biens de haute technologie et l'importation de matières premières, visent à affaiblir l'économie russe². Ces mesures sont conçues pour infliger plus de dommages à la Russie qu'à l'Europe, démontrant ainsi la détermination des pays occidentaux à exercer une pression significative sur le

² Fontanel, Jacques. "Les conséquences économiques et sociales des sanctions internationales contre la guerre de la Russie en Ukraine." PSEI, 2022

gouvernement russe. De plus, des restrictions sur les investissements et les prêts dans les secteurs de l'énergie renforcent cette stratégie d'isolement, rendant les opérations économiques avec la Russie de plus en plus risquées pour les entreprises étrangères.

L'isolement de la Russie se traduit également par son exclusion de certains systèmes financiers internationaux, comme le gel des avoirs des oligarques et l'exclusion de banques russes de SWIFT³. Ces actions visent à couper la Russie de l'accès aux marchés financiers mondiaux, limitant ainsi sa capacité à mener des transactions économiques essentielles.

Cependant, cette volonté d'isolement n'est pas partagée par tous. Certains pays, comme le Japon⁴, adoptent une approche plus prudente, soulignant que l'isolement de la Russie est un processus complexe, influencé par des intérêts économiques et politiques variés. Malgré cela, l'image de la Russie en tant que paria international est renforcée, et le pays est confronté à une pression croissante pour mettre fin à ses actions militaires en Ukraine.

³"Ukraine: l'UE exclut les principales banques russes du système SWIFT." Représentation en France de la Commission européenne, 2 mars 2022.

⁴"Evolution de la situation en Ukraine et position du Japon." Fondation pour la recherche stratégique, 2024.

En conclusion, l'isolement de la Russie est un phénomène multidimensionnel résultant d'une combinaison de sanctions économiques et de mesures diplomatiques, visant à affaiblir le Kremlin tout en mettant en lumière les défis d'une réponse internationale unifiée face à cette crise.

Ce dossier souhaite étudier **les stratégies et les ressources mobilisées par le Kremlin pour contourner cette volonté d'isoler la Russie. Ces leviers utilisés par la Russie laissent émerger des opportunités, des limites et des doutes pour la diplomatie et le pouvoir russe.** Ce dossier propose un panorama des différentes stratégies du Kremlin pour contourner le plan occidental de l'isoler.

Notre démarche s'est divisée en deux procédés. D'abord la construction d'un plan regroupant les trois grandes thématiques abordées dans la recherche. La première partie de ce dossier analyse les stratégies géopolitiques et diplomatiques de la Russie pour redéployer son influence à l'échelle internationale. A travers une série d'articles et d'entretiens, nous questionnons les stratégies régionales du Kremlin pour entretenir et accroître sa présence politique, économique, diplomatique et militaire. Une deuxième partie

du dossier présente les outils d'Hard et de Soft Powers mobilisés par la Russie depuis la guerre en Ukraine. Il s'agit des ressources matérielles et immatérielles à la disposition du pouvoir russe pour exister internationalement malgré les sanctions occidentales. Enfin, une dernière partie du dossier présente les conséquences et les effets de la guerre en Ukraine pour la Russie. Depuis février 2022, la société russe se voit être confrontée à de nouveaux défis et de nouvelles problématiques. Cette partie présentera les bouleversements sociétaux et politiques en Russie depuis la guerre en Ukraine.

Johann Lemaire

Les auteurs

Les auteurs de ce dossier sont les membres de la veille Russie ainsi que deux stagiaires accompagnés par Morgan Caillet, fondateur d'EurasiaPeace.

Enzo Padovan, coordinateur de la veille Russie et analyste de la diplomatie russe en Asie et en Afrique. Il est titulaire d'un double-master II de l'IEP de Saint-Germain-en-Laye, en relations internationales, et de l'Université Paris-Saclay en *Diplomatie et Négociations Stratégiques*. Il est l'auteur de plusieurs articles dans ce dossier : *Les BRICS : au croisement des ambitions russes et des revendications du Sud Global* (co-écrit avec Iliona Asseline et Robin Salle), *Les stratégies diplomatiques et sécuritaires russes en Afrique*, *La réémergence des questions d'armement nucléaire depuis le 24 février 2022*, et *Les relations entre le Kremlin et les organisations sportives internationales* (co-écrit avec Corentin Delon et Johann Lemaire). Enzo Padovan est également à la coordination de ce dossier.

Johann Lemaire est titulaire d'un Master en Relations internationales de l'Université Libre de Bruxelles, et analyste des questions nord-caucasiennes pour EurasiaPeace. Il est l'auteur de plusieurs articles dans ce dossier : cette introduction, *le 'Pari Kadyrov' : Tchétchénie et Kremlin depuis le conflit ukrainien*; *ONG et monde de la recherche : état des lieux de la société civile russe depuis 2022*; ainsi que *Les relations entre le Kremlin et les organisations sportives internationales* (co-écrit avec Enzo Padovan et Corentin Delon). Il est également à la coordination de ce dossier de recherche.

Corentin Delon, analyste du Soft Power (influence culturelle et historique russe), pour EurasiaPeace. Il étudie à l'Université Toulouse Capitole dans un master porté sur la Politique, la Sécurité et les Relations Internationales. Corentin Delon a écrit deux articles dans ce dossier : *La pensée stratégique du soft power russe ou la confrontation des imaginaires* ; ainsi *Les relations entre le Kremlin et les organisations sportives internationales* (co-écrit avec Enzo Padovan et Johann Lemaire).

Iliona Asseline, étudiante en deuxième année de Master en Relations Internationales et Action à l'Étranger (MRIAÉ) à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Ses zones d'intérêt sont l'Europe Orientale, la Russie et l'Amérique Latine. Elle est l'auteur de plusieurs articles dans ce dossier : *Le Moyen-Orient comme radeau stratégique de la Russie*; *Partenariats éloignés : l'essor des relations russo-latino-américaine depuis 2014*; ainsi que *Les BRICS : au croisement des ambitions russes et des revendications du Sud Global* (co-écrit avec Enzo Padovan et Robin Salle).

Robin Salle, titulaire d'une licence LLCER de coréen de l'INALCO, il est aujourd'hui étudiant en Master de Géopolitique et de Relations internationales à l'Université Catholique de Paris. Il est l'auteur de plusieurs de plusieurs articles dans ce dossier : *L'importance grandissante de l'Asie-Pacifique pour la Russie de Poutine* ; *Le Triangle de Fer : Moscou, Téhéran et Pékin* ; ainsi que *Les BRICS : au croisement des ambitions russes et des revendications du Sud Global* (co-écrit avec Enzo Padovan et Iliona Asseline).

Le redéploiement de l'influence russe à l'échelle internationale

Les BRICS : au croisement des ambitions russes et des revendications du Sud Global

Iliona Asseline, Robin Salle et Enzo Padovan

Lors de leur dernier sommet à Johannesburg en août 2023, les BRICS ont annoncé l'intégration de six nouveaux pays : l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. Bien qu'au 1er janvier 2024, seulement cinq de ces pays aient officiellement intégré le groupe (l'Arabie Saoudite n'a rejoint l'organisation que plus tardivement), la volonté de diversifier et renforcer les BRICS, devenus BRICS+, est plus que jamais évidente⁵. Dans le même temps, les ambitions géopolitiques de la Russie au sein de ce groupe deviennent plus apparentes que jamais. Moscou, confrontée à une tentative d'isolement croissante sur la scène internationale du fait de la guerre en Ukraine, voit dans les BRICS une opportunité de renforcer sa position et d'amplifier son influence globale. La présidence russe des BRICS depuis janvier 2024 pourrait alors être une occasion unique pour Moscou. En proie aux sanctions occidentales et à une

⁵ École normale supérieure de Lyon. (s. d.). *Les BRICS passent de 5 à 10 membres et deviennent les BRICS+* — *Géoconfluences*. 2002 Géoconfluences ENS de Lyon.

réorientation de son économie, la Russie tente en effet de s'appuyer sur cette coalition pour contourner les pressions internationales et trouver de nouveaux partenaires économiques et politiques. Cependant, cette tentative de transformer les BRICS en un instrument de sa propre stratégie soulève des questions cruciales : comment la Russie surmonte-t-elle les divergences d'intérêts et les tensions internes entre les membres pour atteindre ses objectifs ?

Historiquement, la Russie a joué un rôle clé dans la formation et le développement des BRICS, apportant une vision de coopération multipolaire en opposition à la domination occidentale. Depuis la première réunion des ministres des Affaires étrangères des BRIC (avant l'ajout de l'Afrique du Sud en 2010)⁶, prenant place en Russie à Ekaterinbourg, Moscou a été un fervent défenseur du renforcement des liens économiques, politiques et sécuritaires au sein du groupe. L'organisation élargie représente aujourd'hui 46,5% de la population mondiale, ainsi qu'environ 30% du PIB mondial⁷. De fait, aujourd'hui plus que jamais, les BRICS sont un forum crucial pour diversifier les relations internationales russes, et atténuer les effets des sanctions imposées suite à l'invasion de l'Ukraine en 2022.

⁶ BALVAY, A. (s. d.). *PREMIER SOMMET DES B.R.I.C.* Encyclopædia Universalis.

⁷ Pourquoi les Brics accueillent de nouveaux pays membres ? (2023, 1 septembre). *L'Humanité*.

Dans ce contexte de guerre et d'isolement, les BRICS offrent à la Russie une plateforme indispensable pour développer des partenariats économiques et politiques sans concurrence occidentale, contrairement au G20 ou au G7 (que Moscou a précédemment quitté). Les échanges commerciaux avec la Chine et l'Inde, en particulier, ont pris une importance stratégique, tandis que la coopération énergétique et militaire se renforce. Pourtant, les ambitions russes sont confrontées à des défis de taille : les intérêts des membres des BRICS ne sont pas toujours alignés, et les tensions internes peuvent compliquer la mise en œuvre d'une stratégie unifiée. Ainsi, comment la Russie déploie-t-elle ses stratégies pour modeler les BRICS en fonction de ses intérêts ? Et, à l'échelle mondiale, de quelle manière le Kremlin tente-t-il de transformer cette organisation en un instrument de sa propre stratégie géopolitique, malgré les divergences d'intérêts et les tensions internes ?

Les BRICS : traduction d'un ordre mondial contesté

Genèse et évolution des BRICS

Le terme BRIC a été inventé en 2001 par Jim O'Neill, économiste en chef chez Goldman Sachs, pour désigner un groupe de pays émergents prometteurs : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Il prévoyait que ces pays deviendraient des

acteurs économiques majeurs au XXIème siècle. Le groupe a tenu son premier sommet officiel en juin 2009, à Ekaterinbourg, en Russie, afin de promouvoir le dialogue et la coopération parmi les économies émergentes et de répondre à la crise économique mondiale de l'époque.

En 2010, l'Afrique du Sud a rejoint le groupe, transformant les "BRIC" en "BRICS". Ce changement a marqué une étape importante, car il a inclus un membre du continent africain, élargissant ainsi la portée géographique et la diversité du groupe. Cette décision provoqua une certaine surprise après son annonce, même pour Jim O'Neill. L'Afrique du Sud n'avait alors qu'une croissance de 3,6% par an (un peu moins du tiers de la croissance chinoise), et son PIB était inférieur à celui d'autres puissances telles que la Turquie ou l'Iran. Pourtant, cette intégration marqua un tournant pour l'organisation. **L'inclusion de Johannesburg ne correspond pas à un objectif économique, mais bel et bien à un désir politique d'assurer une meilleure représentation des pays en développement dans l'ordre international.** Rappelons que jusqu'en 2023, l'Afrique du Sud était le seul État issu de ce continent à faire partie du G20, jusqu'à ce que l'Union Africaine y soit officiellement intégrée. Considérée comme un continent délaissé par la communauté internationale, la présence de l'Afrique du Sud aux BRICS a ouvert la voie vers une politicisation accrue de l'organisation, que la Russie ne tarda pas à revendiquer ouvertement. Depuis lors, les BRICS se réunissent annuellement pour discuter de diverses questions économiques, politiques et sociales, renforçant leur coopération multilatérale.

Les BRICS ont établi plusieurs institutions clés pour soutenir leurs objectifs. Le plus notable est **la Nouvelle Banque de Développement (NDB), fondée en 2015**, destinée à financer des projets d'infrastructure et de développement durable dans les pays membres et au-delà. La banque vise à fournir une alternative aux institutions financières dominées par l'Occident comme le FMI et la Banque mondiale. Depuis sa création, la NDB a financé plus de 100 projets, totalisant plus de 30 milliards de dollars de prêts.

En plus de la NDB, les BRICS ont mis en place **le Contingent Reserve Arrangement (CRA)**, un fonds de réserve conçu pour fournir des ressources temporaires aux pays membres confrontés à des déséquilibres de paiements. D'après le Parlement Européen, lors de sa création en 2014, le CRA détenait des réserves de monnaies équivalentes à 100 milliards de dollars américains. Ce mécanisme permet de stabiliser les finances extérieures des membres sans les conditions strictes souvent imposées par le FMI, et de défier ouvertement la domination d'un système économique hérité des accords de Bretton-Woods.

Les BRICS ont également lancé diverses initiatives et forums pour renforcer leur coopération dans des domaines spécifiques tels que la finance, le commerce, la technologie et l'innovation. Par exemple, le BRICS Business Council et le BRICS Academic Forum permettent aux entreprises et aux universitaires de collaborer et de proposer des politiques communes.

L'expansion récente en 2024, avec l'inclusion de l'Iran, de l'Égypte, de l'Éthiopie et des Émirats Arabes Unis, marque une nouvelle phase pour les BRICS. Cette expansion vise à renforcer encore l'influence du groupe sur la scène mondiale, en intégrant davantage de pays émergents et en diversifiant les perspectives économiques et politiques au sein de l'organisation. Le fait que l'organisation a déjà reçu et reçoit encore, chaque année, de nouvelles candidatures, prouve le caractère désormais incontournable de l'organisation pour les pays en développement.

Les BRICS, depuis leur création en tant que groupe informel de pays émergents, se sont transformés en une organisation intergouvernementale influente, promouvant le développement économique et la coopération multilatérale parmi les principales économies émergentes du monde. Leur histoire reflète un engagement continu à remodeler l'ordre économique mondial pour inclure une représentation plus équilibrée des pays en développement. L'Organisation des BRICS, regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, poursuit plusieurs objectifs communs tout en faisant face à des divergences internes significatives. Voici une analyse détaillée des principaux objectifs et des divergences, intégrant des faits précis et des citations.

Objectifs communs et divergences internes

Comme nous l'avons expliqué, les BRICS ont été créés pour renforcer la coopération économique, promouvoir le

développement durable, améliorer la paix et la sécurité, et réformer la gouvernance mondiale.

Au fondement de cette institution, se trouve la coopération économique. La NDB en est le parfait exemple, et la Russie fait tout ce qui est en son pouvoir pour en élargir les missions. Cette banque encourage l'utilisation des monnaies locales pour le financement des projets de développement afin de réduire la dépendance au dollar américain, s'inscrivant ainsi dans une stratégie de dé-dollarisation. Si cette dé-dollarisation est avant tout revendiquée comme une posture idéologique, afin de s'affranchir de l'influence occidentale sur le système économique mondial, cela s'explique aussi par des contraintes économiques. **Aux yeux de la Russie, une économie dé-dollarisée est une économie où le rouble gagne en puissance, et où elle peut plus facilement contourner les lourdes sanctions qui lui ont été imposées depuis 2022.**

Les États membres des BRICS, du fait de la nouvelle ligne qu'ils promeuvent, se présentent également comme défenseurs du développement durable. **Leur objectif est d'être perçus comme une alternative plus raisonnable qu'un Occident pollueur. Lors du sommet des BRICS en 2021, les membres ont réaffirmé leur engagement envers l'Accord de Paris** et ont lancé des initiatives conjointes pour réduire les émissions de carbone. *"Les BRICS sont déterminés à jouer un rôle clé dans la lutte contre le changement climatique en promouvant des pratiques de développement durable"*. Ces initiatives, financées par la NDB, reflètent la volonté des BRICS de trouver des

alternatives aux modèles de développement traditionnels dominés par le dollar.

L'enjeu de l'innovation technologique est aussi crucial pour un pays tel que la Russie, exclue du réseau SWIFT depuis 2022. C'est ainsi que des systèmes de paiement transfrontaliers indépendants de ce réseau, comme BRICS Pay, ont vu le jour. Désormais, la priorité est de travailler sur une monnaie numérique commune. Mais cette coopération ne se limite pas aux systèmes de transaction. Le BRICS Cardiovascular Health Innovation Center a lancé des programmes comme le "Xinmiao Visiting Scholar Program", qui recrute de jeunes médecins des pays des BRICS pour des échanges académiques et professionnels dans le domaine de la santé cardiovasculaire. Ces initiatives renforcent la coopération médicale entre les BRICS et permettent de partager des ressources scientifiques de haute qualité à travers les pays membres.

La réunion ministérielle sur la science, la technologie et l'innovation des BRICS en 2023, tenue en Afrique du Sud, a également mis en avant des priorités telles que la fabrication de vaccins, l'économie de l'hydrogène et les sciences marines. Le ministre sud-africain de la Science et de l'Innovation, Blade Nzimande, a souligné l'importance de ces domaines pour répondre aux défis sociétaux et a appelé à une coopération accrue dans ces secteurs.

Les BRICS lors de la rencontre de Johannesburg II ont déclaré qu'aucune alliance avec des groupes terroristes, quelque soit leur affiliation politique religieuse ou

nationale, ne pouvait être tolérée. Malgré ces grandes déclarations, il n'y a pas eu de réels exercices conjoints ou de collaboration sur cette question à grande échelle, à l'exception de timides tentatives de la part de l'Iran, de la Chine et de la Russie d'avancer la question afghane dans les discussions des BRICS. Ces tentatives n'ont, en revanche, pas rencontré le succès escompté.

En définitive, les BRICS plaident pour une réforme des institutions comme le FMI et la Banque mondiale pour mieux représenter les économies émergentes. *"Nous devons nous assurer que la gouvernance mondiale reflète les réalités économiques actuelles"* (Déclaration conjointe des BRICS, Sommet de Xiamen, 2017). L'Accord de Réserve Contingente (CRA) des BRICS sert d'alternative au FMI, permettant aux membres de soutenir leurs économies en cas de crise sans recourir aux institutions financières dominées par le dollar.

Les BRICS soutiennent activement des projets de développement en Afrique, notamment dans les domaines des infrastructures et de l'énergie. Lors du 15ème Sommet des BRICS, un projet majeur a été lancé en Afrique du Sud. La Nouvelle Banque de Développement (NDB) a signé un accord avec la Trans-Caledon Tunnel Authority (TCTA) pour financer la deuxième phase du projet d'eau des Highlands du Lesotho (LHWP) à hauteur de plus de 170 millions de dollars. Ce projet vise à construire un barrage en béton de 165 mètres de haut et un tunnel de 38 km de long pour augmenter la capacité de transfert d'eau du Lesotho vers l'Afrique du Sud, de 780

millions à 1260 millions de mètres cubes par an. Ce projet, financé également par la Banque Africaine de Développement et d'autres partenaires, comme la banque d'investissement européenne est crucial pour améliorer l'approvisionnement en eau pour la consommation et l'agriculture via le système intégré de la rivière Vaal (IVRS), qui est le plus grand système en Afrique du Sud, englobant 14 barrages dans quatre provinces.

Cette initiative est un exemple concret des efforts des BRICS pour renforcer le développement durable et les infrastructures en Afrique, tout en illustrant la collaboration Sud-Sud. Elle s'inscrit également dans le cadre de la stratégie plus large des BRICS visant à promouvoir un développement équitable et à réduire la dépendance aux financements traditionnels dominés par les économies occidentales.

Mais malgré ces objectifs communs, les BRICS font face à des divergences internes significatives, principalement dues à des différences géopolitiques, économiques et stratégiques. La Chine et la Russie cherchent à diminuer l'influence américaine en proposant une monnaie alternative au dollar, tandis que d'autres membres sont plus prudents. L'Inde, par exemple, continue d'échanger économiquement et stratégiquement avec les Occidentaux et ne voit pas dans le phénomène de dédollarisation une panacée qui répondrait à tous les problèmes de développement. Au contraire, New Delhi a plusieurs fois attiré l'attention de ses partenaires sur le fait que de telles initiatives pourraient, à terme, provoquer une réelle complexification du commerce mondial. **Cette**

divergence souligne la tension entre la stratégie "go-it-alone" de créer des institutions indépendantes et la stratégie "reform-the-status-quo" de réformer les institutions existantes pour réduire la domination du dollar.

Un autre point de friction a porté sur la répartition des droits de vote au sein de la NBD. **Bien que les cinq pays membres (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) aient un poids égal en termes de capital souscrit initialement, la Chine a cherché à augmenter son influence proportionnellement à sa puissance économique.** La Russie, quant à elle, a insisté pour maintenir un équilibre des droits de vote afin de prévenir une domination excessive de la Chine au sein de la banque.

Ambitions nationales, stratégies de développement et compétition intra-BRICS

Ces points de friction ont mené, inévitablement, à certains désaccords sur les stratégies à adopter pour le futur de l'organisation. Ces priorités divergentes sont notamment illustrées par la problématique du développement durable. **Tandis que la Chine met l'accent sur les technologies vertes, que d'autres membres privilégient l'industrialisation rapide, ou alors, comme dans le cas de la Russie, basent fortement leur économie sur l'exploitation et l'exportation d'hydrocarbures.** Du point de vue institutionnel également, la Nouvelle Banque de Développement continue d'utiliser le dollar comme référence,

malgré les discussions sur une monnaie alternative. *"L'usage du dollar par la NBD met en lumière les désaccords sur les réformes monétaires"*.

Les BRICS cherchent à renforcer leur coopération économique, à promouvoir le développement durable, à améliorer la paix et la sécurité, et à réformer la gouvernance mondiale. Cependant, des divergences internes significatives, notamment en termes de positionnement géopolitique, de politique économique et commerciale, et de stratégies de développement, compliquent leur cohésion et leur efficacité. Les efforts de dé-dollarisation, par le biais de la NBD et de l'Accord de Réserve Contingente, ainsi que les initiatives comme BRICS Pay, illustrent les ambitions des BRICS de réduire la dépendance au dollar et de renforcer leur indépendance financière.

Les BRICS poursuivent donc des objectifs variés selon leurs intérêts nationaux, tout en collaborant sur des initiatives communes. Le Brésil se concentre davantage sur l'attraction d'investissements pour stimuler la croissance économique, notamment dans les infrastructures. Par exemple, la Nouvelle Banque de Développement (NDB) a approuvé un prêt de 300 millions de dollars pour améliorer les infrastructures de transport. En matière énergétique, le Brésil est le deuxième plus grand producteur mondial de biocarburants, cherchant à réduire sa dépendance aux combustibles fossiles. Sur le plan diplomatique, le Brésil a renforcé en 2023 sa coopération avec les pays africains pour améliorer la sécurité alimentaire mondiale et la stabilité régionale. La Russie maximise les exportations de pétrole et de gaz, utilisant les BRICS pour

renforcer les liens énergétiques. En 2022, les exportations de gaz vers la Chine ont atteint 16,5 milliards de mètres cubes. La Russie cherche également à contrebalancer l'hégémonie occidentale en signant des accords de coopération militaire avec la Chine et l'Inde. Sur le plan technologique, la Russie collabore avec la Chine sur des projets spatiaux, tels que le lancement conjoint de satellites de télédétection en 2021. L'Inde vise à stimuler la croissance économique grâce à des investissements en infrastructures, avec un prêt de 500 millions de dollars de la NDB pour le développement urbain durable. En matière de technologie, l'Inde renforce ses capacités en TI et biotechnologie, avec des investissements croissants dans des parcs technologiques comme Bengaluru. Concernant la sécurité régionale, l'Inde intensifie sa coopération avec les BRICS, organisant des exercices antiterroristes conjoints en 2023.

La Chine investit massivement dans l'initiative Belt and Road, avec plus de 50 milliards de dollars investis dans des projets liés à travers les BRICS. La Chine partage ses avancées en 5G et en intelligence artificielle, menant des projets conjoints avec la Russie. Utilisant les BRICS pour promouvoir un ordre mondial multipolaire, la Chine a vu le commerce bilatéral avec l'Afrique du Sud atteindre 56,74 milliards de dollars en 2022. L'Afrique du Sud bénéficie d'un prêt de 170 millions de dollars de la NDB pour le projet d'eau des Highlands du Lesotho, visant à améliorer l'approvisionnement en eau. Renforçant les partenariats économiques avec les pays africains, elle soutient des projets d'infrastructure et de développement durable. L'Afrique du Sud met également en avant des initiatives

éducatives et technologiques, comme le Decadal Plan pour la science, la technologie et l'innovation adopté en 2022, pour stimuler l'innovation locale.

Stratégie russe : géopolitique et influence de la Russie au sein des BRICS

Ambitions russes et ordre mondial

La Russie voit les BRICS comme un instrument pour contester l'hégémonie occidentale et promouvoir un ordre mondial multipolaire. Elle utilise ce forum pour renforcer ses alliances et promouvoir des politiques qui réduisent la dépendance à l'égard des institutions dominées par l'Occident. **Depuis janvier 2024, la Russie occupe la Présidence des BRICS. Au-delà des responsabilités inhérentes à cette présidence tournante, c'est le symbole qu'il faut questionner. Les chancelleries occidentales ont tout fait pour présenter une Russie seule et isolée sur la scène internationale ; pourtant, celle-ci est aujourd'hui présidente d'une alliance de pays représentant 46% de la population mondiale.** L'image d'un Occident incapable de refondre en profondeur l'ordre mondial n'est pas aussi populaire que l'on pourrait le penser, et beaucoup de pays en Afrique, en Amérique Latine ou en Asie font davantage confiance à la Russie en la matière.

D'après Moscou, l'Occident connaît aujourd'hui un réel déclin, et il est temps pour le Sub-Global (dont les BRICS seraient les

parfaits représentants) de répartir les pouvoirs à leur avantage. La Russie est alors membre de ce bloc, et peut prétendre à réoccuper une place qu'il lui aurait été volée par l'Europe et les États-Unis au même titre que les pays colonisés.

La Russie n'est plus héritière d'un empire ayant colonisé d'immenses territoires et de nombreux peuples, mais acteur voire leader d'un mouvement de reprise d'importances de pays victimes de cette même colonisation par l'Occident. **La Russie est vue comme un "agent anti-colonial" et joue donc un jeu de "diplomatie de la mémoire"** : elle influence les autres en prenant avantage de cette image positive. Pour développer cette image, elle met notamment en avant la victoire contre le fascisme et le nazisme pendant la seconde guerre mondiale (ou la grande guerre patriotique en Russie), le fait qu'elle n'ait jamais colonisé un pays africain, et qu'elle ait soutenu des mouvements anti-coloniaux notamment en Angola ou au Mozambique.

Ce nouveau positionnement historique dans le discours officiel russe est en accord avec la nouvelle réalité économique post sanctions. **Avant la guerre en Ukraine, l'Union Européenne représentait plus de 50% des exportations russes. En 2023, elle ne représentait plus que 16,5%. Cette chute des échanges représente pour la Russie un manque à gagner de 106 milliards de dollars.** Sur la même période, les exportations russes vers l'Inde et la Chine ont augmenté de 108 milliards. Ces nouveaux partenaires essentiels sont désormais des alliés sur un plan politique, ce qui rend le commerce avec eux à l'avenir moins incertain.

Diplomatie active et alliances bilatérales

La Russie engage une diplomatie active au sein des BRICS en renforçant les liens bilatéraux avec chaque membre, et obtient ainsi des positionnements plus favorables qu'ils auraient pu être dans un contexte différent. Un des meilleurs exemples est la relation entre le Brésil et la Russie. **Le Brésil a depuis le début du conflit une position ambiguë, le président Lula expliquant qu'il ne fallait pas chercher à tout prix de responsable et que la Russie avait voulu se défendre d'une expansion de l'OTAN.** La relation avec l'Inde est plus compliquée en raison du positionnement de l'Inde plus proche des Occidentaux. Si dans l'histoire, New Delhi a joué un rôle dans le développement du mouvement des non-alignés, depuis quelques années l'Inde s'est positionnée proche des Occidentaux par des visites, comme celle du 14 juillet 2023. Si le commerce a augmenté récemment c'est principalement due à la possibilité pour New Delhi d'alimenter son importante économie et sa forte croissance avec une source d'énergie moins chère que sur les marchés internationaux.

Il ne faut cependant pas faire l'erreur d'interpréter ce lien du pétrole entre les deux pays comme une preuve d'un réchauffement des relations. Si la Russie a voulu mettre en avant la longue histoire de collaboration entre les deux pays, **l'Inde a préféré rester discrète pour ménager ses relations avec l'Occident. Cela va avec un rapprochement stratégique avec l'Occident et une volonté d'être moins dépendante de Moscou pour la fabrication de ses armes,** en passant la part des importations russes de 64% en 2018 à

45% en 2022 et une augmentation de la part française par exemple. De plus, l'Inde est historiquement l'une des porte-étendards du Mouvement des Non-Alignés, dont l'idéologie s'est bâtie justement sur le refus de l'idéologie occidentale et staliniste. **Si New Delhi est donc ouvertement amicale avec Moscou (Le Premier Ministre Modi l'a démontré, en enlaçant Vladimir Poutine lors de sa visite en Russie de juillet 2024), les discours autour d'une nouvelle Guerre Froide entre Occidentaux et Triangle de Fer peut représenter un sujet d'inquiétude.** Enfin, n'oublions pas de mentionner que malgré leur présence conjointe au sein des BRICS, les relations sino-indiennes (en raison de la question du Cachemire) ne sont pas forcément sans remous.

Reste la relation avec la Chine, avec laquelle le Kremlin a développé une alliance forte, étant donné que Beijing a aidé son partenaire à contourner une partie des sanctions occidentales, tout en la soutenant du point de vue diplomatique dans son argumentaire autour du Sud-Global. **La Chine est donc devenue l'assurance de vie du régime poutinien, du fait du soutien économique massif qu'elle lui apporte.** Et pour l'Afrique du Sud, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, elle a initialement adopté une politique de non-alignement. Cependant, cette position a été rapidement remise en question par les exercices militaires conjoints organisés par la Chine, la Russie et l'Afrique du Sud, mais aussi par la décision, de la part de Johannesburg, de ne pas envisager d'arrêter Vladimir Poutine si ce dernier s'était physiquement rendu aux rencontres des BRICS. Enfin, le scandale provoqué par l'ambassadeur américain en Afrique du Sud, Ruben Brigety, démontra que la

position sud-africaine sur l'Ukraine était assez complexe. L'ambassadeur avait alors affirmé, en 2023, avoir des preuves que des armes et des munitions sud-africaines avaient été chargées sur un navire russe en décembre 2022. Le gouvernement de Johannesburg a nié cette accusation, mais le président Cyril Ramaphosa a annoncé une enquête indépendante.

L'Afrique du Sud a signé un partenariat stratégique avec la Russie en 2013, couvrant divers domaines de coopération. Ce partenariat stipule qu'aucun des deux pays ne participera à des alliances militaires contre l'autre, ce qui ressemble à un pacte de non-agression. Les relations historiques de l'Afrique du Sud avec la Russie, notamment durant la lutte contre l'apartheid, sont souvent mises en avant par les responsables sud-africains.

Les relations militaires entre les deux pays se sont intensifiées, avec des exercices navals menés conjointement avec la Chine. Lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, l'Afrique du Sud a refusé de condamner l'attaque, prônant la résolution des conflits par la négociation. L'accusation de Brigety concernant les armes sud-africaines livrées à la Russie s'inscrit dans le cadre de ce rapprochement croissant entre les deux pays. Bien que la sagesse de cette alliance soit débattue, il est clair que l'Afrique du Sud est alignée sur la Russie.

La Russie utilise massivement les BRICS comme un outil d'influence dans sa stratégie géopolitique mondiale. En promouvant l'idée d'une monnaie numérique commune aux BRICS, Moscou entend augmenter les échanges commerciaux dans les devises locales tout en diminuant la dépendance au dollar américain, et donc l'influence financière des États-Unis. Dans le même sens, **les BRICS permettent à la Russie de conclure des accords en matière de défense et de sécurité : des accords ont notamment été conclus avec l'Inde, et cela malgré les pressions occidentales, pour fournir des systèmes de défense avancés, tels que les S-400⁸.**

Le domaine de la collaboration scientifique et technologique est également un outil majeur, permettant à l'Inde, la Chine et la Russie de travailler conjointement sur des domaines tels que les biotechnologies, l'informatique, ou encore le domaine spatial. **La Russie et l'Inde travaillent notamment sur des missions lunaires conjointes.** Lors du succès de l'atterrissage de la sonde indienne près du pôle Sud de la Lune en août 2023, le premier ministre indien, Narendra Modi, a notamment déclaré : *“le succès de la mission lunaire indienne n'appartient pas à l'Inde seule”*, faisant ainsi référence aux BRICS⁹.

8 Landrin, S. (2021, 7 décembre). En Inde, Poutine et Modi réaffirment leur pacte militaire. *Le Monde.fr*.

9 Dieterich, C. (2023, août 24). Une sonde indienne s'est posée près du pôle Sud de la Lune, une première mondiale. *Le Monde.fr*.

L'inclusion de nouveaux membres au groupe des BRICS peut également être perçue comme l'élargissement d'un outil d'influence russe. La récente entrée de l'Iran dans les BRICS+ peut en effet être perçue comme une victoire stratégique de Moscou, consolidant son alliance avec un acteur clé du Moyen Orient, et par la même occasion, son plus fidèle allié dans la zone.

En utilisant les BRICS+ comme un outil multifonctionnel, la Russie renforce ses positions stratégiques, qu'elles soient d'ordre économique, énergétique, militaire, scientifique ou diplomatique. Cette stratégie peut permettre à Moscou de contourner au mieux les sanctions occidentales liées à la guerre en Ukraine et d'exercer une influence accrue dans la gouvernance mondiale.

Conflits d'intérêts et perspectives

Résistances internes et ambitions russes

Au sein des BRICS, les ambitions russes se heurtent à des résistances de la part de certains membres. Sur le papier, rien ne prédestine les pays des BRICS à fonctionner ensemble, de pair et ce, du fait de leur manque de liens historiques ou encore de leur place différente dans la chaîne de production mondiale. C'est donc assez naturellement, que les ambitions

russes peuvent rencontrer des résistances internes et mettre à mal ses projets hors des BRICS.

Tout d'abord, **l'Inde se montre méfiante vis-à-vis des intentions de la Chine, alliée stratégique de la Russie, méfiance alimentées par des tensions frontalières¹⁰**. L'influence en Asie est en effet en jeu, et là encore, la Russie entend étendre sa propre influence dans la zone tout en soutenant la Chine. La Russie a en effet opéré une réelle bascule asiatique afin de récupérer une stature internationale. Dans ce cadre, les tensions entre États au sein des BRICS constituent des résistances face aux ambitions d'expansion d'influence.

La Russie aimerait également pouvoir imposer sa vision illibérale du monde au sein de l'organisation. Si cette vision est, du point de vue politique, souvent comprise et respectée par ses partenaires, la partie économique est déjà un peu plus complexe. **Le Brésil comme l'Inde ne se reconnaissent pas forcément dans le modèle économique que peuvent promouvoir la Russie et la Chine, et cela a notamment causé le retrait de l'Argentine à la dernière minute.** Cette dernière devait en effet rejoindre l'organisation en 2024, mais l'élection de Javier Milei à la tête du pouvoir, fin 2023, a rebattu les cartes. Javier Milei, qui se revendique lui-même comme libertarien, a immédiatement refusé d'intégrer une organisation où la Chine, toujours communiste, dispose d'une place prépondérante. C'est ainsi que les BRICS ont perdu un potentiel membre, et tous les avantages que la candidature

¹⁰ Arzt, R. (2023, 12 septembre). Entre la Chine et l'Inde, la méfiance devient rivalité. *Slate.fr*.

d'une économie comme celle de l'Argentine pouvait représenter.

Concernant le conflit direct avec l'Ukraine, les BRICS ne soutiennent pas la solution militaire décidée par la Russie, mais n'hésitent pas à s'afficher aux côtés de Moscou. En ce sens, le sommet de 2022 a exprimé la position des BRICS sur les crises en cours, en Afghanistan, en Corée du Nord, en Afrique, etc., se plaçant ainsi comme une instance responsable et consciente des équilibres mondiaux. La Russie a ainsi réussi à dissoudre la guerre russo-ukrainienne comme toile de fond des conflits mentionnés dans ce sommet, lui permettant de ne pas être dénoncée directement lors de ce sommet. **Ainsi, même si le conflit russo-ukrainien ne constitue pas un sujet de discorde en soi au sein des BRICS, la Russie se retrouve malgré elle avec une marge de manœuvre réduite, n'étant pas soutenue directement par la plupart des pays membres des BRICS.**

Les sanctions internationales pesant sur certains des membres des BRICS+, notamment la Russie, mais également l'Iran dorénavant, peuvent fragiliser dans une certaine mesure l'équilibre du groupe. En effet, ces sanctions viennent exacerber des tensions internes déjà présentes du fait des divergences politiques et économiques préexistantes. Cela constitue notamment une des raisons pour lesquelles l'Arabie Saoudite n'est pas encore rentrée dans le groupe des BRICS.

Dans le cadre de **l'établissement d'une nouvelle monnaie commune, la Chine se montre réticente à la création de celle-ci pour une question de stabilité interne, ce qui est**

pourtant encouragé par la Russie, mais pourrait fragiliser les fluctuations politiques et économiques internes au pays¹¹. **Ce refus apparaît comme crucial pour la Chine, notamment en ce qui concerne son contrat social implicite et donc sa stabilité : un gouvernement autoritaire en échange d'une prospérité économique.** Toujours dans une optique de stabilité, les marchés internationaux, tels que celui des matières premières, ont connu des bouleversements profonds, entraînant des différenciations de développement au sein des BRICS.

Depuis 2014, **la Russie est sujette à diverses pressions économiques occidentales, au sujet de l'Ukraine. Les sanctions économiques se font de plus en plus fortes à son égard**, mais les BRICS n'ont pas suivi les efforts des pays occidentaux pour isoler la Russie. Les pays des BRICS ont majoritairement choisi de se positionner comme neutres, sans condamner clairement les actions russes. Cette solidarité, plus ou moins muette, de la part des BRICS permet des perspectives économiques rassurantes pour la Russie, qui peut alors évoluer plus sereinement au sein des BRICS+ sur la scène internationale, et cela malgré les sanctions occidentales.

Quels scénarios d'évolution ?

Les choix finaux d'élargissement des BRICS ne sont, finalement que le reflet des préoccupations de chacun des pays : **l'Afrique du Sud a pu renforcer la présence de l'Afrique, ce qui**

¹¹ Le Point.fr. (2023, août 23). Monnaie commune des Brics : la fin du roi dollar ? *Le Point*.

pourrait avoir des conséquences économiques positives pour la région, tandis que la Russie et la Chine ont fait rentrer l'Iran, un allié de taille. L'intégration de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis n'est également pas un hasard, et pourrait bénéficier économiquement à la Russie, notamment pour les questions liées aux hydrocarbures et au pétrole¹².

Dans la perspective de l'évolution d'un monde multipolaire ou d'une nouvelle opposition entre deux blocs, les BRICS pourraient renforcer leur coopération afin de devenir davantage influents face à l'Occident. Cependant, cette évolution ne pourrait se faire que difficilement du fait des divergences internes. L'évolution de ce groupe semble dépendre en grande partie de leur capacité à surmonter les défis internes et externes. Pour cela, la Russie comme la Chine, les deux plus gros acteurs de l'organisation, devront faire preuve de compromis et de diplomatie avec leurs partenaires. Moscou étant sujette à de lourdes sanctions et porteuse d'ambitions à l'opposé du modèle occidental, cela pourrait revenir à une forte prise de parti de la part des BRICS que de suivre les aspirations de Moscou.

En ce sens, les candidats à l'entrée aux BRICS+, ainsi que les arrivées récentes au sein du groupe constituent davantage de possibilités pour le Kremlin. L'adhésion de nouveaux membres aux BRICS+ signifie une expansion du marché commun et de nouvelles opportunités commerciales pour la Russie, ce qui est

¹² Pour plus d'information à ce sujet, voir l'article dans ce même dossier sur *Le Moyen Orient comme radeau stratégique de la Russie*, partie II, sous partie "Enjeux économiques".

d'autant plus précieux actuellement pour Moscou. Sous sanctions occidentales, diversifier ses partenariats économiques offre à la Russie de nouvelles options en dehors des marchés européens. **L'Algérie fait notamment partie des candidatures soutenues par la Russie**¹³. En effet, ce pays d'Afrique du Nord possède des ressources énergétiques importantes et pourrait servir de porte d'entrée pour certains marchés africains. **Mais la candidature fut rejetée par l'Inde et le Brésil**, en raison du PIB par habitant de l'Algérie (qui s'élève environ à 3 500 dollars) trop faible pour intégrer l'organisation. Une fois de plus, les ambitions politiques du Kremlin sont mises à mal par des visions divergentes de ce que doivent devenir les BRICS.

L'Indonésie constitue également une candidature intéressante pour la Russie : avec une économie en croissance rapide et une position stratégique en Asie du Sud-Est, le pays pourrait offrir de nouvelles opportunités stratégiques à Moscou. De plus, l'intégration récente de l'Iran au sein des BRICS+ permet déjà à la Russie d'entrevoir une utilisation plus stratégique du bloc des BRICS à son avantage, renforçant le bloc anti-occidental tout en contrebalançant l'influence des États-Unis dans la zone moyen-orientale. En somme, la Russie a tout à gagner dans l'élargissement des BRICS.

¹³ La candidature de l'Algérie n'a pas été retenue du fait de la structure même de l'économie du pays, pas assez puissante ni présente à l'échelle mondiale. Ecofin, A. (s. d.). *La Russie soutient la demande d'adhésion de l'Algérie aux BRICS*. Agence Ecofin.

Pour l'instant, en revanche, un nouvel élargissement des BRICS ne reste qu'un espoir. **Moscou comme Beijing se sont rapidement rendus compte que l'intégration des nouveaux membres des BRICS demanderait beaucoup de travail, mais aussi un remaniement en profondeur des institutions de l'organisation**. En effet, si les cinq membres traditionnels ont tous des échanges commerciaux assez développés, tel n'est pas le cas des nouveaux adhérents. Par exemple, si le commerce entre la Russie et l'Iran est estimé un peu au-dessus de 3 milliards de dollars annuel, celui entre l'Éthiopie et l'Iran est cent fois moins élevé. Intégrer de nouveaux membres avec de tels écarts entre eux, surtout du point de vue économique, pourrait alors se révéler contre-productif, et ralentir les projets du Kremlin plus que les accélérer.

Conclusion

Les agissements et la place même de la Russie au sein des BRICS illustre une contestation de l'ordre mondial dominé par les puissances occidentales. Moscou entend bien se servir de l'organisation afin d'avancer sa propre vision du monde, et de recruter de nouveaux adhérents à sa cause. En proposant et soutenant des alternatives pour les économies émergentes, la Russie entend établir un nouvel équilibre international recentré sur ses propres ambitions. L'élargissement récent du groupe renforce cette dynamique, offrant une plateforme plus large pour promouvoir une vision multipolaire du monde.

Pour la Russie, les BRICS constituent un outil stratégique essentiel pour renforcer ses positions politiques, économiques et diplomatiques à l'échelle mondiale. En exploitant cette large alliance hétérogène, Moscou entend contourner les sanctions liées à la guerre en Ukraine et le narratif occidental d'isolement russe, tout en avançant ses propres objectifs géopolitiques. En ce sens, les BRICS+ constituent une plateforme de résistance mais aussi un levier pour recentrer la géopolitique mondiale vers la Russie.

Il est à noter que l'expansion des BRICS est, pour l'instant, largement dirigée vers le Moyen-Orient, laissant alors penser que la région sera d'autant plus centrale pour la Russie, et donc les BRICS+, dans les années à venir. Justement, en juin 2024, les accords conclus entre les États-Unis et les royaumes du Golfe Persique afin d'indexer les ventes de pétrole sur le dollar ont expiré. Avec la présence de la Russie au sein des OPEC+, mais aussi l'intégration des Émirats Arabes Unis puis de l'Arabe Saoudite au sein des BRICS, il est fort probable que le dé-dollarisation désirée par Moscou commence effectivement dans le secteur énergétique.

Les stratégies diplomatiques et sécuritaires russes en Afrique

Enzo Padovan

Du 3 au 5 juin 2024, Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, a mené une tournée diplomatique à travers quatre pays africains. Dans l'ordre des visites, ces derniers furent la Guinée, la République du Congo, le Burkina Faso et le Tchad¹⁴. Ces déplacements furent l'occasion, pour Sergueï Lavrov, d'aborder des questions assez diverses, touchant à la fois à des problématiques humanitaires, économiques, culturelles, mais aussi et surtout sécuritaires. En effet, emboîtant le pas à Brazzaville¹⁵ et à ses voisins burkinabés, le gouvernement tchadien de Mahamat Idriss Déby, vainqueur des élections de mai 2024, prépare désormais son propre accord militaire avec Moscou.

Interrogé en Guinée sur les motivations de cette tournée, Sergueï Lavrov s'exprima en ces termes¹⁶ : «*Notre principal objectif est le développement positif des relations. J'aimerais*

14 Barnaud, T. (2024, 5 juin). *Russie : la nouvelle tournée diplomatique anti-occidentale du Kremlin en Afrique*. L'Express.

15 Klomegah, K. (2024, 18 mars). *Russia Validates its Partnership with Republic of Congo*. Modern Diplomacy.

16 Ministère des Affaires étrangères russe. (2024, 3 juin). *Foreign Minister Sergey Lavrov's answer to a media question at a joint news conference following talks with Minister of Foreign Affairs, International Cooperation, African Integration and Guineans Abroad Morissanda Kouyaté* [Communiqué de presse].

faire remarquer que beaucoup de 'partenaires' occidentaux rendent visite aux pays africains afin d'exiger qu'ils rompent leurs relations avec Moscou ou Beijing. La Russie n'a jamais fait de telles demandes. Nous n'acceptons ni n'utilisons le langage du chantage et des ultimatums». Si la formulation peut faire réagir, elle n'en est pas moins claire : la Russie, en dépit des sanctions et des tentatives occidentales cherchant à endiguer son influence, souhaite renforcer sa présence diplomatique en Afrique. La diplomatie russe, reprenant de nouveau sa rhétorique autour du droit au développement, espère garantir des «solutions africaines aux problèmes africains», promettant ainsi un meilleur respect de la souveraineté des États concernés.

Ce phénomène de rapprochement est souvent analysé par le biais des questions sécuritaires : en effet, le remplacement progressif au Sahel des troupes françaises, puis américaines, par la société militaire privée russe du Groupe Wagner, est perçu comme un élément déclencheur. Cet événement amena, au gré des coups d'États pro-Moscou dans la région, la question des relations russo-africaines dans le discours public européen. Cependant, les rapports entre le Kremlin et ses partenaires africains avaient déjà connu un renouveau en dehors des thématiques militaires. Ainsi, le point de départ de ce rapprochement peut être daté du 23 octobre 2019, date du premier sommet Russie-Afrique. Cet événement, coprésidé par l'Égypte, avait réuni 45 chefs d'États et chefs de gouvernement, et s'était intéressé à des questions à la fois énergétiques, économiques, culturelles, et sécuritaires. Renouvelée en

2023¹⁷, cette rencontre devait annoncer le pivot progressif de l'Afrique vers de nouveaux partenaires non-occidentaux.

Bien que la Russie joue un rôle politique de plus en plus important sur le continent africain, elle n'est pas le seul État à s'intéresser au manque à gagner associé au départ des Occidentaux¹⁸. La Chine est un des plus gros partenaires économiques du continent africain (ses investissements directs à l'étranger, en Afrique, étaient presque équivalents à ceux des États-Unis en 2021), les pays du Golfe Persique s'y intéressent de plus en plus, et le gouvernement turc du Président Erdogan a fait de l'Afrique une de ses priorités. Cependant, l'expansion de la présence économique et politique de ces États sur le continent africain ne se fait pas, du moins pas systématiquement, en concurrence avec les Européens et les Américains. La Russie est un cas particulier, puisqu'elle voit l'Afrique comme une «nouvelle terre des opportunités» ; un champ de bataille sur lequel elle peut directement défier, et vaincre, un ordre mondial qu'elle perçoit comme une hégémonie occidentale.

Dès lors, comment le pouvoir russe, en redynamisant ses échanges avec le continent africain, espère-t-il affronter l'isolement diplomatique qui lui est imposé ?

Pour sortir de son isolement diplomatique, la politique du Kremlin a dû s'appuyer sur des relais présents sur le continent. Certains datent de l'ère Soviétique, mais d'autres sont plus

17 Le Cam, M. (2023, 25 juillet). *Sommet Russie-Afrique : qui posera sur la photo avec Vladimir Poutine ?* Le Monde.

18 CNUCED. (2023). *Regional trends Africa*.

récents, ou incarnent de nouvelles dynamiques dont l'examen permet de comprendre les intentions russes. Parmi celles-ci, la question sécuritaire est l'une des plus importantes. Au Sahel, si l'expulsion des puissances européennes au profit du Groupe Wagner et des Russes a pu en surprendre plus d'un, elle traduit néanmoins des phénomènes politiques et économiques plus profonds, sur lesquels la Russie a su s'appuyer. Enfin, la guerre en Ukraine a ouvert une nouvelle voie pour Moscou, qui a su utiliser la question humanitaire et la défense des intérêts africains au sein des instances onusiennes à son avantage. Tous ces éléments démontrent bien les changements profonds que connaît l'équilibre des forces en Afrique, qui n'est d'ailleurs pas forcément limité à l'opposition entre Russes et Occidentaux. Si la Russie veut pérenniser sa présence diplomatique en Afrique, et non se contenter simplement d'éviter l'isolement, il lui faudra jouer d'habileté et de compromission afin de séduire des partenaires aujourd'hui plus exigeants.

L'évolution de la diplomatie russe en Afrique

Le retour de la Russie sur le continent africain

La Russie a une relation complexe avec l'Afrique, qui ne se sont développées qu'assez récemment, en raison de la distance qui les sépare. **Le Kremlin se vante souvent de ne pas avoir eu d'empire colonial en Afrique, contrairement aux autres grandes puissances européennes (principalement le**

Royaume-Uni, la France, ou encore l'Allemagne). Cette affirmation est véridique (bien que quelques cosaques, en 1889, tentèrent bel et bien d'implanter une «*Nouvelle Moscou*» sur la côte de l'actuel Djibouti¹⁹), mais elle relève davantage d'un manque d'opportunités et de la distance que d'un rejet de la colonisation par l'Empire Russe. Il est d'ailleurs important de se souvenir que l'expansion des tsars dans le Caucase, l'Asie Centrale ou encore la Sibérie, pourrait aisément être qualifiée de conquête coloniale.

L'intérêt russe pour l'Afrique se développe principalement après la Seconde Guerre mondiale, à l'ère où la décolonisation assure une vague d'indépendances sur ce continent²⁰. Les Soviétiques y voient alors l'opportunité de nouer des liens avec des mouvements d'inspiration socialistes ou communistes, qui éprouvent pour certains une rancœur envers leurs anciens colonisateurs. **Ainsi, l'Union Soviétique s'impliqua dans plusieurs conflits africains²¹, apportant leur soutien à des mouvements d'indépendance (comme au Mozambique, de 1964 à 1974, où ils approvisionnèrent les socialistes du FRELIMO en armes et en munitions), ou dans des guerres civiles opposant des groupes politiques antimarxistes.** A titre d'exemple, la Russie fournit de l'aide et des conseillers militaires au MPLA angolais, afin de les soutenir dans leur

19 RadioFreeEurope. (2015, 2 avril). *Sagallo, Russia's Short-Lived Cossack Colony In Africa*. RadioFreeEurope.

20 N'Dimina-Mougala, A.-D. (2009). *Les manifestations de la Guerre froide en Afrique Centrale (1961-1989)*. *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, 2009/1(233), 53-65.

21 Telepneva, N. (2022). *Cold War Liberation: The Soviet Union and the Collapse of the Portuguese Empire in Africa, 1961-1975*. The University of North Carolina Press.

guerre contre les anticommunistes de l'UNITA et l'Afrique de Sud ségrégationniste.

Cependant, l'influence soviétique en Afrique resta limitée. **Beaucoup de pays, même après la décolonisation, firent le choix de rester dans l'orbite occidentale, voire de ne pas s'aligner sur l'un ou l'autre des deux blocs de la Guerre Froide.** Un bel exemple de ce cas de figure réside dans l'Égypte, un des pays où l'URSS s'investit le plus aux prémices de la Guerre Froide²². Le gouvernement de Gamal Abdel Nasser, ouvertement hostile aux Européens, conclut donc un accord de coopération militaire avec Moscou dès 1955 ; le Kremlin défendit ensuite farouchement les intérêts égyptiens lors de la Crise de Suez, à l'automne suivant, menaçant les Anglo-Français d'utiliser l'arme nucléaire s'ils ne retiraient pas leurs troupes du pays. Les Soviétiques allèrent jusqu'à assurer un tiers de la construction du haut-barrage d'Assouan, investissant des centaines de millions de dollars dans l'économie égyptienne par la même occasion.

Mais la prise d'importance de l'Égypte au sein du Mouvement des Non-Alignés, ainsi que l'arrivée au pouvoir d'Anouar el-Sadate en 1970, poussèrent peu à peu le Caire à s'éloigner de Moscou. Le point de bascule de cette relation fut la guerre du Kippour, en 1973, où les Soviétiques ne fournirent qu'un soutien symbolique dans l'offensive égyptienne contre Israël. Convaincue qu'elle ne dépendait plus de la superpuissance soviétique, l'Égypte chercha donc à diversifier ses partenariats en se rapprochant de l'Occident. Les financements que Le Caire

22 Central Intelligence Agency. (1966). *Egyptian-Soviet relations*. Central Intelligence Agency.

recevait du bloc de l'ouest étaient, de toute façon, plus conséquents que ceux de Moscou : en 1965, déjà, l'Égypte reçut 1,3 milliards de dollars du bloc capitaliste, soit près de trois fois plus des montants que l'URSS lui fournit la même année²³. La rupture fut officialisée en 1976, où, face à la réduction de l'aide militaire soviétique, le Président Sadate rompit le pacte d'amitié signé avec Moscou cinq ans plus tôt.

L'implication soviétique en Afrique, si elle est donc une réalité, était loin d'être hégémonique²⁴. L'influence du mouvement des non-alignés (menés, en Afrique, par le Ghana et l'Égypte), mais aussi du bloc de l'ouest, concurrença sérieusement la présence de Moscou sur le continent, qui s'en désengagea progressivement après l'effondrement du bloc soviétique. Bien qu'elle conserva de bonnes relations avec de nombreux pays africains (principalement l'Afrique du Sud et les États du Maghreb), la Russie fut contrainte de fermer plusieurs de ses ambassades sur place, faute de pouvoir en assurer le maintien. La relation entre Moscou et l'Afrique se limita donc à quelques contacts, et à quelques visites ponctuelles des président Poutine et Medvedev. Entre-temps, d'autres puissances telles que la Chine s'intéressèrent de plus près à l'Afrique.

Le retour de la Russie en Afrique se fit progressivement, à partir de la fin des années 2000, puis du début 2010²⁵. Cette décision politique n'est pas un fruit du hasard, mais bel et bien

23 Bradford, G. (1976). *The Rise and Fall of Soviet Influence in Egypt* [Thèse de doctorat].

24 Nakao, S. (2023). *L'«Afrique» dans la Guerre froide*. Dans Nationaliser le panafricanisme (p. 169-203). Karthala.

25 Duursma, A., & Masuhr, N. (2022). Russia's return to Africa in a historical and global context : Anti-imperialism, patronage, and opportunism. *South African Journal Of International Affairs*, 29(4), 407-423.

un calcul politique choisi ; à la suite de l'annexion de la Crimée, Moscou fut prise pour cible par de premières sanctions, et ses échanges avec le reste de l'Europe devinrent de plus en plus tendus²⁶. De plus, les anciennes républiques soviétiques ont su progressivement sortir de l'orbite de Moscou. A l'exception de la Biélorussie, les anciens vassaux d'Europe de l'Est se sont fortement rapprochés de l'Union Européenne, tandis que l'Asie Centrale se fait courtiser par la Chine. **La sphère d'influence traditionnelle russe, à savoir l'Eurasie, s'est révélée de plus en plus perméable aux influences étrangères. La projection de la puissance russe vers d'autres territoires était donc devenue une nécessité.**

Or, cette période coïncide aussi avec de brusques changements pour le continent africain. Tout d'abord, nous pouvons mentionner **le désengagement progressif des États-Unis en Afrique** : la politique étrangère de Donald Trump, par nature protectionniste et tournée sur les alliés plus traditionnels de Washington, ne s'intéressa qu'assez peu à ce continent²⁷. Entre 2008 et 2018, le commerce entre les États-Unis et l'Afrique connut une baisse de quasiment 60%, un manque à gagner que d'autres pays (surtout la Chine) pouvaient compenser. Ensuite, à partir de 2019, **la multiplication des coups d'États en Afrique subsaharienne** (dans l'ordre : Soudan, Mali, Guinée, Burkina Faso, Niger et enfin Gabon), pour la plupart dirigés par l'armée, témoigne d'un basculement dans l'équilibre politique du continent. Le modèle d'État de droit européen promettait à

²⁶ Åslund, A. (2019). Western Economic Sanctions on Russia over Ukraine, 2014–2019. CESifo Forum, 20(4).

²⁷ Owusu, F., & Carmody, P. (2020, 25 novembre). Trump's legacy in Africa and what to expect from Biden. The Conversation.

l'Afrique la prospérité, l'égalité et le progrès. Pourtant, l'expérience démocratique dans la région fut marquée par une succession de gouvernements corrompus et instables, mais aussi par des promesses non-tenues de la part des Occidentaux. De surcroît, **le cercle vicieux du réchauffement climatique** (les phénomènes climatiques rares se multiplient en Afrique²⁸, provoquant des phénomènes de migrations et de famines, eux-mêmes sources de tensions pour le contrôle de l'eau ou des terres arables) a exposé la vulnérabilité endémique de cette région. Il est alors difficile de jeter la pierre aux Africains, les laissés pour compte de la mondialisation et du modèle libéral, lorsqu'ils se tournent vers des juntes militaires jugées plus à même de rétablir l'ordre dans leurs pays.

La Russie et l'Afrique partagent donc des trajectoires communes, à savoir le rejet du modèle occidental, auquel l'accession fut toujours source de problèmes. **La montée en force de la diplomatie russe en Afrique s'explique donc par deux critères : d'une part, la nécessité, à Moscou, de trouver de nouvelles alliances à valoriser. Les ressources naturelles abondantes en Afrique apparaissent alors, à l'heure des sanctions économiques, comme une voie de secours intéressante pour les industries russes sous pression. D'autre part, nous pouvons citer les problèmes structurels internes au continent africain.** Jugés à tort ou à raison comme étant le résultat des idées capitalistes et démocratiques européennes, ces problèmes ont nourri une

²⁸ United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. (2023, 26 décembre). Seven things you need to know about climate change in Eastern and Southern Africa.

rancœur sur le continent, qui cherche désormais à punir ses anciens alliés d'une manière ou d'une autre.

Au cours de la Guerre Froide, le mouvement des Non-Alignés et l'influence américaine ou européenne avaient limité la diffusion des hard et soft powers soviétiques dans la région ; mais avec l'effritement des relations africano-européennes, et avec le désengagement américain progressif sous la présidence Trump, les circonstances paraissent propices à un retour des Russes en Afrique. Les stratégies mises en place par l'administration de Vladimir Poutine reflètent, par ailleurs, l'évolution du climat politique et social sur le continent.

Une relation basée sur différents volets

Afin de développer sa relation avec l'Afrique, le Kremlin a pu se baser sur différentes stratégies et approches, qui peuvent rompre avec les outils de la diplomatie traditionnelle. Du point de vue économique, par exemple, il est communément admis que le commerce et les investissements étrangers sont de bons outils diplomatiques. Pourtant, encore en 2023, à peine 1% de tous les investissements directs à l'étranger perçus par l'Afrique provenaient de la Russie. Comme expliqué plus tôt, du point de vue purement mathématique, le Kremlin ne peut pas concurrencer les mastodontes chinois ou américains ; dans les 7 premiers mois de 2023 seulement, 20% de toutes les opérations commerciales africaines furent conclues avec la

Chine²⁹. Le commerce entre Beijing et l'Afrique, rien qu'en 2022, représentait 282 milliards de dollars ; la même année, du propre aveu de Vladimir Poutine, les échanges commerciaux avec ce continent cumulèrent 18 milliards de dollars³⁰.

Ainsi, le Kremlin ne peut pas rivaliser avec les autres grandes puissances en matière d'économie, sur le continent africain, un fait dont il est parfaitement conscient. Dès lors, il lui a fallu miser sur ses propres forces pour se démarquer des autres partenaires économiques de l'Afrique. La vente d'armement constituait cette première démarcation : la Russie disposait déjà de nombreux programmes de coopération militaire avec l'Afrique, auxquels se sont ajoutés 20 nouveaux accords qui ont été signés depuis 2015. A vrai dire, la coopération militaire permit à la Russie d'établir de nouvelles têtes de pont sur le continent africain. Les nouveaux alliés de la Russie furent tout d'abord le gouvernement de la Chambre des Représentants de Libye (qui s'oppose au pouvoir du Gouvernement d'Accord National, reconnu par les Nations Unies), puis la République Centrafricaine : or, la Libye comme la Centrafrique³¹ sont visées par des embargos d'armes onusiens (respectivement depuis 2011 et depuis 2013). Tandis que les Occidentaux cessaient donc leurs exportations d'armes, la Russie s'est engouffrée dans la brèche et a pu tirer profit de ces embargos.

29 Global Times. (2023, août 23). *China-Africa trade rises 7.4 % in the first 7 months, keeping on expanding this year.*

30 Business Standard. (2023, 18 juillet). *Trade between Russia, Africa reached \$ 18 billion in 2022 : Vladimir Putin.*

31 Centre de presse des Nations Unies. (2023, 27 juillet). *Security Council Extends Arms Embargo on Central African Republic.*

En écoulant une partie de ses stocks massifs d'armement³² (un héritage de l'ère soviétique, sur lequel nous reviendrons) en Afrique, et en assurant la présence, à partir de 2018, du groupe Wagner en Centrafrique, Moscou a su conclure des partenariats avec des États jugés « peu désirables » selon les points de vue occidentaux.

Désormais, et ce **depuis 2023, la Russie est le plus grand exportateur d'armes sur le continent africain³³. En cinq ans, sa part du marché de l'armement africain est passé de 21 à 26%, détrônant par la même occasion la Chine.** L'année dernière, Beijing ne représentait donc plus que 18% de ces exportations sur le continent africain. A vrai dire, la pénétration russe du marché africain de l'armement, à tous égards, reflète bien leur stratégie globale pour la région : en visant des pays et des secteurs économiques où la concurrence internationale est faible, la Russie est capable de peu à peu remplacer les partenaires traditionnels de l'Afrique. Cette stratégie de grignotage, tant dans le domaine de l'armement, de l'agroalimentaire ou de l'énergie, a su porter ses fruits, et aider le Kremlin à devenir un des acteurs les plus influents sur la scène africaine³⁴.

En outre, la Russie a su tirer profit de l'effet des sanctions économiques, à son égard, afin de développer sa présence africaine. Le volet énergétique en est justement le parfait

32 Mamlöf, T. (2017). *Russia's Arms Exports: Successes and Challenges*. Revue Défense Nationale, 802(2017/7), 64-71.

33 Africa Defence Forum. (2023, 21 avril). *Russia Emerges as Top Weapons Supplier to Sub-Saharan Africa*.

34 Hedenskog, J. (2018). Russia is stepping up its military cooperation in Africa. Swedish Defence Research Agency.

exemple. Au début des années 2020, selon Euronews, la Russie approvisionnait 24,4% de l'énergie consommée dans l'Union Européenne, et représentait 42,6% de ses importations énergétiques. A la suite de l'invasion de l'Ukraine, en 2022, Bruxelles a pris la décision d'établir des sanctions sur le charbon et le pétrole russe. En retour, Moscou réduisit largement ses exportations de gaz à l'UE, et se résolut à vendre ses stocks ailleurs. **Ainsi, l'Afrique a pu acheter à prix cassé certaines des ressources énergétiques produites par la Russie (parfois à perte pour cette dernière³⁵, dans le cas du charbon, en raison de la baisse globale de la demande), une conséquence des sanctions économiques assez méconnue en Europe³⁶.** Le Kremlin a même signé des accords de prospection pour des installations gazières, ou pétrolières, au Maghreb et au Nigeria.

L'énergie nucléaire est, par ailleurs, une autre source de coopération importante entre Russes et Africains. **En 2024, pas moins de 20 États sur le continent disposaient d'un accord de coopération nucléaire avec le Kremlin, le plus souvent avec la société Rosatom³⁷.** Cette dernière a, cette année, validé des partenariats avec plusieurs pays, y compris le Burkina Faso, l'Algérie et le Mali³⁸. De plus, elle construit actuellement un nouveau réacteur nucléaire pour le compte de

35 Bne IntelliNews. (2024, 12 avril). Russian coal exports barely break even.

36 Yanatma, S. (2023, 24 février). *Europe's 'energy war' in data: How have EU imports changed since Russia's invasion of Ukraine?* Euronews.

37 Caprile, A., & Pichon, E. (2024, février). *Russia in Africa: An atlas*. Parlement Européen.

38 Griffin, R., & Mitchell, C. (2023, 27 juin). *Russia reshaping Africa energy links after Ukraine invasion*. S&P Global.

l'Égypte, près du Caire. L'importance d'une telle coopération n'est pas à négliger, car elle est lourde d'implications pour le futur. En effet, l'utilisation de l'énergie atomique demande un engagement sur le long terme ; entre le début de la construction d'un réacteur nucléaire, et sa mise en service, il faut en moyenne compter sept ans. Au vu de la transition énergétique actuelle à l'échelle globale, qui délaisse progressivement les énergies fossiles afin de se tourner vers les renouvelables et les énergies bas-carbone, la Russie prépare l'avenir en limitant sa dépendance diplomatique sur les exportations d'hydrocarbures.

Enfin, et d'un point de vue plus hypothétique, il n'est pas impossible que Vladimir Poutine ou ses successeurs se servent de la coopération énergétique comme d'une carte à abattre dans leurs rapports avec leurs partenaires africains. Si ces derniers devaient, dans un futur plus ou moins proche, se détourner de l'allié russe ou en critiquer les décisions, ce même allié n'hésitera sûrement pas à utiliser l'atout du nucléaire. En plus de développer sa présence économique et politique en Afrique, la Russie gagne alors des leviers de pression dont elle saura faire bon usage, si la situation internationale venait à tourner à son désavantage. Un tel scénario n'est pas garanti, mais constitue une des possibilités pour l'avenir de la coopération russo-africaine.

En définitive, la coopération économique (qu'elle passe par la vente d'armes ou les partenariats énergétiques) a aidé Moscou à regagner le terrain perdu en Afrique. Pourtant, les rapports entre les deux sphères culturelles ne se limitent pas à une alliance de fait ; de plus en plus, la Russie mise sur l'expansion

de son soft power, et sur le renouveau des liens culturels avec l'Afrique. Sur ce volet, la Russie s'appuie sur les réussites et les acquis de l'ère soviétique. L'Union Soviétique avait beaucoup œuvré en soutien des mouvements décoloniaux, qui servaient ses intérêts et son idéologie, et avait su utiliser la coopération universitaire à son avantage. Tout au long de la Guerre Froide, des étudiants africains allèrent donc réaliser leurs études à l'Université russe de l'Amitié des Peuples, fondée en 1960 à Moscou. Cet établissement porte d'ailleurs le nom de Patrice Emery Lumumba, révolutionnaire panafricaniste qui officia en tant que Premier Ministre de la République du Congo (future République Démocratique du Congo) de 1958 à 1961. Dès lors, la Russie n'hésite pas à faire appel à la diplomatie mémorielle pour asseoir son soft power ; les collusions culturelles remontant à l'ère soviétique, surtout avec des pays ayant partagé une orientation socialiste (Mozambique, Angola ou encore Éthiopie), sont encore vivaces et font régulièrement appel à l'héritage de la décolonisation.

Ainsi, non sans similitude avec ce qui se fait en Asie du Sud-Est ou en Amérique latine, **la Russie mise sur la diplomatie mémorielle, ou encore la coopération culturelle³⁹ et scientifique, afin de redynamiser ses échanges avec l'Afrique. En se basant sur ses acquis de l'ère communiste, le Kremlin est parvenu à bâtir un soft power assez impressionnant en Afrique, qui passe également par l'enseignement de la langue russe.** De plus en plus de centres proposant des cours de russe (parfois gratuitement pour les premières leçons) ouvrent leurs portes sur le

³⁹ Kishkovsky, S. (2024, 1 février). *What's behind Russia's new-found love of African art?* The Art Museum.

continent, et pourraient bientôt être présents dans 28 États. En parallèle, l'angle religieux est aussi pris en compte par le Kremlin, dont les liens avec le Patriarcat de Moscou ne sont pas un secret. En 2017, l'Afrique Subsaharienne comptait environ 40 millions de chrétiens orthodoxes⁴⁰, dont 90% se trouvaient en Éthiopie, et 4% environ en Érythrée. De plus, l'Afrique du Nord compte une minorité Copte, qui représente un peu moins de 10% de la population égyptienne. La diplomatie russe est assez intéressée par la perspective de séduire les chrétiens africains⁴¹ ; en 2021, afin de concurrencer le Patriarcat d'Alexandrie (qui détient officiellement le pouvoir sur les orthodoxes d'Afrique) qui avait reconnu l'indépendance du Patriarcat de Kiev, la Russie est allée jusqu'à créer son propre exarchat pour le continent africain. Désormais, cette branche de l'Église orthodoxe russe emploie 218 prêtres à travers le continent, qui se font les véritables relais de l'influence du Kremlin.

Enfin, il est impossible de traiter de l'influence russe en Afrique sans aborder la question de la désinformation, et du poids des médias pro-Vladimir Poutine sur le continent. Depuis la fin des années 2010, les Russes ont fortement investi dans plusieurs antennes de radios et des chaînes de télévision locales⁴², y compris la chaîne Afrique Média. Cette dernière dispose justement de liens assez forts avec l'agence de presse

40 Pew Research Center. (2017, 8 novembre). *Orthodox Christianity's geographic center remains in Central and Eastern Europe*.

41 Braw, E. (2024, 12 mars). *Russia is Waging Spiritual War in Africa*. Foreign Policy.

42 Lyammouri, R., & Eddazi, Y. (2020). *Russian Interference in Africa: Disinformation and Mercenaries*. Policy Center For The New South (PB-20/60).

RIA Novosti. En juin 2024, Afrique Média comptait un million d'abonnés sur YouTube, et propage un discours ouvertement pro-Kremlin, voire mensonger. Par ailleurs, les réseaux sociaux sont aussi un autre angle stratégique, sur lequel Moscou a su viser. **Des fermes à trolls russes ont été établies dès 2019 au Ghana et au Nigeria (étendues depuis à d'autres nations), qui ont aidé à propager une rhétorique favorable au Kremlin sur le continent.** Même les instances gouvernementales russes, ou leurs alliés, partagent une certaine propagande auprès des pays concernés. En 2023, le Groupe Wagner avait ainsi publié une vidéo animée sur les réseaux sociaux, qui dénonçait le néocolonialisme européen. Dans cette publication, un cobra géant aux couleurs de la France, ainsi que des morts-vivants se présentant comme « *les démons de Macron* » attaquent respectivement des soldats burkinabés et maliens. Alors que la situation devient désespérée pour les soldats africains, un agent du Groupe Wagner intervient et aide les Africains à vaincre le néocolonialisme français.

S'il serait erroné d'affirmer que les coups d'Etats au Sahel sont le pur produit de la propagande russe (cela signifierait dédouaner les Occidentaux et les gouvernements locaux de leurs propres écueils), il est néanmoins certain que les campagnes de désinformation ont connu un certain succès en Afrique. En 2020, selon la Ichikowitz Family Foundation (basée à Johannesburg), 68% des Maliens avaient une opinion favorable de la Russie, contre 84% aujourd'hui. Cette popularité se retrouve d'ailleurs beaucoup chez les jeunes ; la population la plus touchée par les réseaux sociaux. Quant à

l'opinion publique vis-à-vis de la France, cette dernière n'a fait que baisser dans les précédentes années.

A vrai dire, la stratégie russe dans les médias reflète bien leurs objectifs finaux pour la région : la Russie mise sur les problèmes déjà existants sur le continent africain, afin de décrédibiliser les partenaires occidentaux puis de les remplacer. Depuis la période de la décolonisation, la majeure partie de l'Afrique a été exclue des flux de la mondialisation, et est gangrénée par une instabilité et des conflits constants. Ces derniers sont, malheureusement, souvent le fruit d'un héritage colonial, dont le tracé des frontières ne reflète que rarement les réalités démographiques locales. Les échecs de la diplomatie occidentale, les difficultés des nations africaines en développement, et de manière plus générale, l'accumulation de crises sécuritaires, humanitaires et politiques, ont créé un terreau fertile dans lequel l'influence russe a su se développer.

En définitive, le gouvernement de Vladimir Poutine ne fait qu'alimenter la colère contre les Occidentaux, dont les revers et l'attitude parfois néocoloniale a mené à une perte de crédibilité au sein des populations locales. Cette dernière fut ensuite accentuée par d'habiles campagnes de désinformation, et le développement d'un soft power conséquent en complément du hard power. Il apparaît maintenant plus intéressant, pour les Etats africains, de conclure un accord avec la Russie, prête à les soutenir même dans leurs politiques les plus radicales, qu'un allié occidental jugé inefficace, et qui se permet en outre de critiquer les dérives autoritaires des régimes africains. Un exemple parfait de ce phénomène est

bien entendu le Sahel, dont les questions sécuritaires ont constitué un point d'ancrage important pour la Russie.

La présence russe au Sahel et les questions sécuritaires

Le Sahel : pivot de l'équilibre africain

Comme nous l'avons vu précédemment, le Sahel est une des régions où l'influence russe s'est le plus rapidement développée. La Russie a su trouver des alliés dans les juntes militaires récemment parvenues au pouvoir dans la région, et leur coopération s'est bâtie sur les échanges sécuritaires et militaires, bien qu'elle se soit également étendue à d'autres domaines. **Aujourd'hui, le Groupe Wagner (dont les troupes sur le continent africain se font appeler l'Africa Corps), compte quelques milliers d'hommes au Sahel. Entre 1 000 et 2 000 mercenaires seraient ainsi stationnés au Mali, et quelques centaines supplémentaires sont répartis entre le Niger et le Burkina Faso.** Ces chiffres peuvent paraître assez faibles comparés aux effectifs de l'armée régulière, mais leur rôle politique revêt une importance majeure.

Pour comprendre exactement comment s'est bâtie l'alliance russo-sahélienne, il convient de rappeler le contexte autour des différents coups d'État qui ont secoué la région, dans les cinq dernières années. Ce contexte découle directement du conflit actuel au Sahel, un conflit qui dure depuis une douzaine

d'années et qui, contrairement à ce que l'on pourrait croire, n'oppose pas uniquement des forces gouvernementales à des groupes djihadistes. En réalité, cette guerre prend sa source au Mali, où les tensions interethniques furent maintes et maintes fois la source de heurts. Très concrètement, le pays est divisé en deux grandes parties : le sud, avec son climat tropical ou semi-aride, est majoritairement peuplé par des ethnies mandingues, telles que les Bambaras (qui représentent un tiers de la population malienne) ou les Soninkés. Dans les déserts du nord, moins peuplés, la mosaïque ethnique devient en revanche bien plus complexe. Très riche culturellement, la moitié nord du Mali est le foyer des Dogons ou des Songhaïs, mais aussi et surtout des Touarègues, dont les revendications indépendantistes sont, depuis l'indépendance du pays, un de ses facteurs d'instabilité.

En effet, **plusieurs factions touarègues ne se reconnaissent pas dans le gouvernement établi à Bamako, et se sont soulevés à plusieurs reprises dans les années 1990 puis 2000. En 2012, ayant reçu des stocks d'armes depuis la Libye en pleine guerre, ces mêmes factions lancèrent une nouvelle guerre d'indépendance ; mais cette fois-ci, la mauvaise gestion du conflit ainsi que l'appui de groupes djihadistes parvint à faire pencher la balance en faveur des Touarègues**⁴³. Mécontents de la gestion de la rébellion et inquiets de la propagation de l'Islam radical à travers le Sahel, l'armée renversa le gouvernement du président Touré. C'est dans ce contexte particulièrement chaotique que la France intervint, inquiète pour ses intérêts dans la région (Paris

⁴³ Africanews. (2013, 4 octobre). *Mali: army and rebels move closer to a crucial confrontation*.

importait la majorité de son uranium depuis le Niger), suite à la demande de l'État malien lui-même. Ainsi furent nées les opérations Serval, remplacée par Barkhane en 2014.

Mais les années qui suivirent furent marquées par une rapide dégradation de la situation sur le terrain, qui s'explique par la mauvaise gestion de la crise sahélienne. En effet, **les interventions françaises se sont hautement focalisées sur l'aspect sécuritaire de la crise, et n'ont eu de cesse de voir les djihadistes uniquement que comme des branches locales des mouvements terroristes du Moyen-Orient**. Pourtant, il s'agit de s'interroger sur les raisons de l'ancrage de mouvements comme Al-Qaïda au Maghreb Islamique, qui ne se limitent pas au cadre religieux. En effet, pour bon nombre d'ethnies minoritaires au Sahel, l'Islam représente un dénominateur commun qui leur permet de s'unir contre les gouvernements centraux, accusés d'ignorer leurs demandes et d'appliquer des mesures discriminatoires à leur encontre. En parallèle, **l'impopularité des gouvernements en place (et surtout des chefs d'État comme Roch Marc Christian Kaboré ou Ibrahim Boubacar Keïta, respectivement au Burkina Faso et au Mali), accusés de ne pas prendre en considération les demandes de leurs peuples au profit de l'alliance avec les Français, va précipiter définitivement la**

L'effet pervers de l'opération Barkhane réside dans la puissance qu'elle conféra accidentellement aux armées sahéliennes. Devant l'incapacité chronique des gouvernements à gérer les problèmes structurels de la région, en plus de leur bilan mitigé du point de vue sécuritaire, **l'armée devint rapidement la seule institution en laquelle**

la majorité de la population avait confiance. Les différends avec la France se multipliant (en 2021, une frappe aérienne attaquait par erreur une cérémonie de mariage au Mali, causant 19 morts et de vives réactions dans le pays), plusieurs régimes locaux finirent par se convaincre que Paris ne pouvait plus répondre à leurs attentes.

C'est à ce moment-là, alors que les premiers mouvements de contestation sérieux s'organisent dans la région, qu'intervient la Russie. Cette dernière, à l'aube des années 2020, a déjà repris ses partenariats avec plusieurs pays africains (en tête de liste, le Soudan, l'Égypte ou encore l'Afrique du Sud), et son armée s'est déjà bâtie une certaine expérience en matière de contre-insurrection : **l'expérience de la Syrie et de la Centrafrique, dans la seconde moitié des années 2010, élève ainsi les mercenaires de Wagner au rang de troupes aguerries⁴⁴. De plus, elle dispose déjà d'un accord militaire avec le Mali, signé en 2019,** et sa vente d'équipements militaires datant parfois de l'ère soviétique est en pleine accélération, sur le continent africain. Alors que ses relations avec l'Occident, y compris la France, se dégradent, le Kremlin voit donc dans le Sahel une réelle opportunité.

Une opportunité de jouer sur trois tableaux : tout d'abord, et le plus évident, **la possibilité d'obtenir lui aussi une part des ressources abondantes de la région, et d'affaiblir la France en la privant de ces mêmes biens.** Cet objectif deviendra d'autant plus important après l'instauration de sévères sanctions économiques contre Moscou, en 2022. Ensuite, la

⁴⁴ Olech, A. (2024). The Wagner Group in Africa. *The sham battle of Russian mercenaries against terrorism*. Terrorism – Studies, Analyses, Prevention, 5, 273-309.

menace que pose l'Islam radical, déjà rencontrée en Syrie, inquiète fortement la Russie. Avec sa population composée à 10% de musulmans, et au vu de son passif avec le terrorisme (dont l'attaque du Crocus City Hall, en mars 2024, en est l'exemple le plus récent), **la grande puissance eurasiennne prend très au sérieux le potentiel que le Jihad représente.** Aller affronter l'AQMI est donc à la fois une manière directe de venir en aide à l'Afrique, mais aussi et avant tout d'envoyer un message clair aux factions islamiques en Eurasie.

Enfin, le dernier tableau réside dans les opportunités futures pour l'influence russe. Considérer que la Russie ne s'intéresse qu'aux pays où elle dispose déjà de partenariats serait une erreur. Le Niger, le Burkina Faso disposent certes de dépôts d'hydrocarbures, d'uranium et de minerais précieux intéressants ; mais leur retard de développement (le Niger est à la 189^{ème} place sur le classement de l'IDH) et leur instabilité endémique ne leur permettent pas de briller sur la scène internationale, contrairement à d'autres alliés russes comme l'Iran. En revanche, **ces deux États et le Mali sont la porte ouverte vers une pénétration russe des marchés et des sphères politiques de l'Afrique de l'Ouest.** Comme mentionné dans l'introduction, la Russie se rapproche peu à peu d'autres États comme le Tchad ou la Guinée, à l'aide de nouveaux accords militaires et de visites diplomatiques. De surcroît, les tentatives de coercition de la CEDEAO, une organisation plutôt alignée sur l'Occident, à l'encontre des juntes militaires du Sahel, n'ont pas obtenu l'effet escompté. En tentant de faire pression sur les États concernés via des sanctions économiques et la menace militaire, la CEDEAO n'a

fait que les renforcer dans leur position pro-russe ; pire encore, elle a fini par les justifier indirectement. Le Kremlin a su dissuader toute intervention extérieure par la présence de ses troupes au sol, **les trois nations du Sahel concernées ont créé leur propre organisation (l'Alliance des États du Sahel, ou AES) et ont annoncé en janvier 2024 qu'elles quitteraient la CEDEAO**, en dépit de ses tentatives de les réintégrer à la table des négociations.

Le rétropédalage de la CEDEAO sur la question des sanctions, officiellement levées en février 2024⁴⁵, illustre bien la diffusion de l'influence russe dans cette partie de l'Afrique, surtout du point de vue sécuritaire. Les pays du Golfe de Guinée, eux aussi, sont menacés par la montée des mouvements djihadistes dans le Sahel, qui débordent souvent sur leur propre territoire. Au Nigeria, la situation n'est pas sans rappeler celle en cours au Mali : dans cet État où se côtoient plus de 300 ethnies différentes, les tensions entre les différentes communautés sont fortes⁴⁶. Dans le nord du pays, le groupe islamique Boko Haram mène une insurrection depuis une quinzaine d'années, qui s'est illustrée par de nombreuses exactions (enlèvement de 276 écolières à Chibok, en 2014, pour être mariées de force, par exemple). Mais au sud, dans le delta du fleuve Niger, l'exploitation de pétrole par de grandes compagnies étrangères (surtout l'entreprise Shell) a causé d'importantes destructions écologiques. Couplées à une exploitation systématique des communautés locales pour

l'exploitation de l'or noir, ces destructions ont entretenu un fort climat de tensions depuis les années 90. Dans les années 2000, des insurrections ethniques ont donc éclaté dans le delta, que le gouvernement nigérien parvint à canaliser, sans pour autant totalement les endiguer. Le Biafra, une région du sud-est du Nigeria, connaît justement une nouvelle insurrection depuis 2021, alors qu'elle avait déjà été la source de la guerre civile nigériane dans les années 60. Les cendres des conflits africains ne s'éteignent jamais vraiment.

La Russie sait donc que le Sahel, ou plutôt les trois États qu'elle est parvenue à rallier à sa cause, n'est que la porte d'entrée vers la région de l'Afrique de l'Ouest. **Elle a déjà signé un accord de coopération militaire avec le Nigeria, son deuxième partenaire commercial en Afrique subsaharienne, en 2021⁴⁷**, et la croissance importante d'Abuja (à la fois du point de vue économique et démographique) l'attire fortement⁴⁸. De plus, cette puissance régionale dispose d'une relation privilégiée avec l'Union Européenne, du fait de l'approvisionnement en pétrole. Après l'effondrement des exportations d'hydrocarbures russes vers l'Europe, cette dernière s'est tournée vers de nouveaux partenaires pour son énergie, dont le Nigeria⁴⁹. 93% des importations européennes en provenance de ce pays étaient justement des produits issus de l'industrie pétrolière, en 2023 ; de même, Bruxelles a investi 503 millions d'euros pour

45 Agence France Presse. (2024, 25 février). *West African bloc ECOWAS lifts sanctions against Guinea, Mali*. France 24.

46 Green, M. (2023, 21 février). *Nigeria Has More Than 500 Languages, 300 Ethnic Groups. And Critically Important Elections*. Wilson Center.

47 Campbell, J. (2021, août 31). *Nigeria and Russia Sign Military Cooperation Agreement*. Council On Foreign Relations.

48 Klomegah, K. (2024, 9 mars). *Russia and Nigeria: Turning A New Page in Their Relationship?* Modern Diplomacy.

49 Parlement Européen. (2023, 7 mars). *Nigeria: Economic indicators and trade with EU*.

des projets de coopération avec Abuja⁵⁰, ce qui montre que les Européens tiennent à la relation qu'ils entretiennent avec leur partenaire nigérian.

Pour le Kremlin, cela représente une véritable aubaine. Si la situation sécuritaire au Nigeria venait à s'aggraver, ou que le problème de la piraterie dans le Golfe de Guinée devenait hors de contrôle, Moscou n'hésitera pas à proposer à Abuja l'aide de son Africa Corps. **La perspective de rallier à son camp le Nigeria est en effet extrêmement séduisante : en plus de renforcer considérablement son prestige en Afrique de l'Ouest, la Russie obtiendrait un nouvel outil afin de « faire chanter » les Européens, en contrôlant leur approvisionnement en pétrole.** Dès lors, il serait de plus en plus difficile pour le bloc occidental de ne pas faire de concessions, dans leur politique, vis-à-vis de Moscou.

Ultimement, la présence russe au Sahel n'est qu'un moyen de montrer les bénéfices qu'une alliance diplomatique avec Moscou peut apporter. Plus l'Africa Corps parviendra à se propager, et à obtenir des succès en Afrique, plus les partenaires les plus réticents dans l'ouest du continent envisageront d'y faire appel pour leurs propres problèmes. Le Nigeria n'est d'ailleurs qu'un exemple parmi tant d'autres. **La Guinée, elle-même exclue de la CEDEAO en raison de son gouvernement militaire, se rapproche de la Russie. Si leur rapprochement se muait en alliance, Moscou mettrait la main sur les importantes ressources minières du pays.** Que dire également à propos de la Côte d'Ivoire, qui produit 40%

⁵⁰ Press and information team of the Delegation to NIGERIA. (2021, 28 juillet). *EU Projects with Nigeria*. Service Européen Pour L'action Extérieure.

du cacao mondial⁵¹, en plus de disposer de grands gisements d'or, de manganèse et de nickel ? Ou encore du Sénégal, un des alliés traditionnels de la France dans la région, dont le nouveau président cherche à valoriser davantage la souveraineté sénégalaise⁵² ? Autant de pays qui, s'ils tombaient dans l'orbite de la Russie, représenteraient de sérieux revers pour la diplomatie européenne.

Pour le moment, cette dernière reste forte en Afrique de l'Ouest, mais les événements au Sahel ont rappelé qu'une succession de crises politiques suffit à ébranler les alliances les plus tenaces. Face à une puissance européenne dans le monde qui paraît en effritement, les pays africains veulent, bien entendu, pouvoir se développer et devenir maîtres de leur propre souveraineté, un désir que la Russie se tient prête à exploiter et à amplifier. Cela ne signifie pas, à l'évidence, que l'Afrique de l'Ouest a une envie particulière de rompre ses relations avec l'Europe, ou même qu'elle n'est pas consciente de l'objectif final de la Russie, à savoir saboter les relations diplomatiques de Bruxelles tout en les remplaçant en Afrique. La Côte d'Ivoire résiste pour l'instant aux propositions du Groupe Wagner d'y développer une présence militaire⁵³, et le Golfe de Guinée ne sera pas aussi facile à influencer que le Sahel.

⁵¹ Oxford Business Group. (2018). *Côte d'Ivoire's unexploited natural resources attract global attention*.

⁵² TV5 Monde. (2024, 23 avril). *Le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye veut un partenariat « repensé » avec l'Union européenne*.

⁵³ Africa Defence Forum. (2023, 18 avril). *Les mercenaires russes tournent leur attention vers la Côte d'Ivoire*.

Pourtant, les opportunités existent bel et bien, et il est important d'en être conscient. Fin 2023, le président nigérian a indiqué que son pays désirait déposer une candidature auprès des BRICS dans les deux prochaines années⁵⁴, et le Sénégal est également un des candidats à l'entrée dans l'organisation. La Russie désirant faire des BRICS une alternative au G7, jugé trop axé vers l'Occident, il n'est qu'une question de temps avant que Moscou n'adopte une politique plus agressive dans son expansion africaine. Cependant, elle peut déjà bénéficier grandement de ses partenariats avec le Sahel.

Bilan après trois ans de présence russe au Sahel

La présence russe au Sahel s'est développée sur une simple promesse : la possibilité, pour les États aux prises avec les forces séparatistes ou djihadistes, de faire alliance avec un pays qui respectera leur souveraineté. Aujourd'hui, près de trois ans après le déploiement du Groupe Wagner au Mali (qui eût lieu dans les dernières semaines de 2021), la force de projection russe s'est aussi implantée au Burkina Faso et au Niger. En revanche, ce même groupe mercenaire a dû faire face à la crise politique de juin 2023, et à la mort de son leader, Evguéni Prigojine, deux mois plus tard. Il est donc pertinent de s'intéresser à ce que ces alliances, concrètement, ont pu

⁵⁴ Klomegah, K. (2024, mars 16). *Nigeria Contemplates BRICS Membership*. Modern Diplomacy.

apporter au Kremlin, et quel est l'avenir de cette présence militaire et diplomatique.

Tout d'abord, les alliances sahéliennes de la Russie sont arrivées à point nommé. Les sanctions économiques imposées par l'Union Européenne et ses alliés ont pu être compensées, du moins en partie, par l'apport des partenaires de Moscou ailleurs dans le monde, y compris sur le continent africain. **L'arrivée des troupes Wagner ont donc permis à la Russie de sécuriser certains gisements aurifères, ou des dépôts d'uranium, situés dans des zones reculées et difficiles à contrôler pour les juntes militaires locales⁵⁵.** En échange, les mercenaires peuvent récupérer une partie de la production afin de financer leur protection. Ainsi, pour un coût humain assez limité (de nouveau, rappelons que moins de 2 000 soldats du Groupe Wagner sont présents au Mali), Moscou a réussi à mettre la main sur des ressources économiques précieuses. Selon le Blood Gold Report, un groupe de chercheurs et d'activistes antirusse, la Russie a pu générer un profit de 2,5 milliards de dollars entre février 2022 et décembre 2023 grâce à l'exploitation de l'or. Ces bénéfices, en plus d'aider à financer la guerre d'Ukraine, constituent un butin qui permet d'alimenter la présence des mercenaires russes sur place.

En excluant les questions économiques, dont nous avons déjà parlé en détails, l'intérêt des Russes réside avant tout dans les avantages diplomatiques et sécuritaires qu'elle retire de ces

⁵⁵ Karr, L., & Gianitsos, M. (2024). *Africa File, April 4, 2024: Mali and Russia Explore Mali's Mineral Wealth; Niger Plays the Field; the Kremlin's Red Sea Ambitions in Eritrea*. ISW Press.

alliances. **Les partenaires du Sahel ont fini par évincer les garnisons françaises et américaines de leur territoire, et ont plus globalement adopté une posture ouvertement anti-occidentale.** Comme expliqué plus tôt, pour peu que la Russie préserve ses liens privilégiés avec le Sahel, il est probable que d'autres nations finissent tôt ou tard par les rejoindre. En avril dernier, le Tchad avait demandé aux États-Unis de retirer leurs troupes, pourtant peu nombreuses (moins de 100 soldats), de la base militaire française à N'Djaména. D'après certains analystes, plusieurs pays africains testent donc les limites de ce qui leur est permis vis-à-vis de leurs alliés occidentaux, en vue d'obtenir de ces derniers des concessions, ou de voir si une alliance avec la Russie ne serait pas préférable⁵⁶.

Moscou apprécie fortement la discorde qu'elle est parvenue à semer entre Africains et Occidentaux, qui constitue bien entendu son premier objectif dans la région. **Peu à peu, elle forme un cordon sanitaire dans une partie vitale du continent, gagnant ainsi de nouveaux leviers de pression sur l'Union Européenne. Parmi ceux-ci, la question migratoire est une thématique très importante.** En effet, le Sahel est au cœur des problématiques d'émigration africaines vers l'Europe⁵⁷ et ce, pour de multiples raisons. Tout d'abord, l'insécurité et les problèmes écologiques sont vecteurs de nombreuses migrations internes dans les pays concernés :

56 Britzky, H., Liebermann, O., & Bertrand, N. (2024, 18 avril). *Chad's government threatens to kick out US troops as Russia expands influence in Africa*. CNN.

57 Karr, L. (2024). *Africa File, May 9 2024: America and Russia's shifting role in West Africa*. ISW Press.

selon l'IRIS, près de 2 millions de Burkinabés ont subi des déplacements forcés internes depuis 2012, soit un peu moins de 10% de la population totale du pays. Ces phénomènes de migrations, bien que la plupart du temps cantonnés aux frontières nationales ou aux pays voisins⁵⁸, ont cependant donné naissance à des vagues de déplacements vers l'Afrique du Nord, puis l'Europe. En 2022, la Libye comptait plus de 250 000 ressortissants sahéliens sur son territoire, principalement des immigrés saisonniers. Mais un pourcentage non-négligeable de ces déplacés souhaite ensuite se rendre en Europe, la véritable destination de leur voyage. En 2021, selon l'UNHCR, 32 000 migrants ont effectué la traversée entre la Libye et le continent européen, un chiffre en nette augmentation depuis 2020⁵⁹.

Que les migrants proviennent du Sahel en lui-même, ou que cette région ne soit qu'un arrêt sur la route en direction de l'Europe, notamment pour des émigrés en provenance du Golfe de Guinée ou de l'Afrique Centrale, cette partie de l'Afrique est vitale pour les flux migratoires mondiaux. L'UE, et en règle générale le bloc occidental, déploie des moyens assez conséquents afin de réguler ces flux de population, quitte à refouler les migrants aux frontières d'États au respect des droits de l'homme assez discutables. Justement, à propos de la Libye, cette dernière a passé un accord avec le Royaume-Uni en 2024⁶⁰. Cet accord, d'une valeur d'un million de livres sterling, incite le gouvernement libyen à limiter l'immigration illégale

58 Lobe, C. (2023). *Objectivation des flux migratoires en provenance du Sahel vers l'Europe*. Institut de Relations Internationales et Stratégiques.

59 Agence des Nations Unies pour les Réfugiés. (2021). *Arrivals to Europe from Libya*.

transitant via sa frontière ; une immigration qui, comme mentionnée, provient en grande partie des États du Sahel.

La Russie, en s'alliant avec ces mêmes États, s'est déjà servie de la question migratoire comme d'une tactique de distraction pour l'Europe. Outre la crise des réfugiés entraînée par la guerre en Ukraine, les gouvernements russe et biélorusse avaient laissé des dizaines de milliers de réfugiés moyen-orientaux tenter de traverser la frontière avec la Pologne, en 2021⁶¹. Le Kremlin sait que l'Union Européenne est assez sensible aux questions migratoires, qui aident d'ailleurs certains mouvements politiques proches de la Russie à grimper dans les sondages. **Il est donc possible que, dans les prochaines années, les gouvernements sahéliens organisent une vague de migration volontaire à destination de l'Europe, avec le soutien de la Russie, afin de faire pression sur Bruxelles et les États membres de l'UE.**

A tous égards, Moscou a réussi à remporter une belle victoire diplomatique en ralliant à sa cause les États du Sahel, qui l'ont bien aidé à limiter les effets de son isolement politique en Europe. Elle ne compte d'ailleurs pas se reposer sur ses lauriers, mais bel et bien rallier davantage de pays à sa cause dans les prochaines années, comme nous l'avons expliqué. Néanmoins, cette relation n'est pas à sens unique, et les partenariats avec la Russie ont bel et bien eu un apport positif

60 Santos, A. (2024, 11 mars). *UK strikes £ 1M deal with Libya to combat irregular arrivals into Europe*. InfoMigrants.

61 Agence France Presse. (2023, août 7). *Poland Says Belarus, Russia « Organizing » New Migrant Influx*. Voice Of America.

pour les juntes militaires du Sahel. En plus de bénéficier de forces de protection pour les zones stratégiques (champs pétrolifères ou gisements miniers), **les mercenaires russes ont su combler les deux principales lacunes des armées locales, à savoir la désorganisation et le manque d'équipements capables de s'adapter aux conflits dans le désert.**

En effet, tous les militaires russes déployés en Afrique de l'ouest ne sont pas des fantassins. Pour beaucoup, ce sont des conseillers et des instructeurs, qui aident les armées locales à adopter des tactiques plus modernes, et à améliorer leur efficacité au combat. Au Niger, actuellement, seule la présence d'une centaine de ces conseillers est confirmée⁶². S'il est possible que des combattants de l'Africa Corps soient effectivement présents sur place, **il apparaît donc en premier lieu que les Russes veulent moderniser les armées sahéliennes plutôt que de s'y substituer.** Quant au problème des équipements, ce dernier s'est particulièrement illustré au cours de l'opération Barkhane, à l'époque où les Français étaient encore présents. Rongée par la corruption, l'armée malienne avait de fortes difficultés à se procurer le matériel nécessaire afin de faire campagne dans le nord du pays, caractérisé par des grandes étendues désertiques⁶³. Dans ces conditions, avec des points de ravitaillement espacés par plusieurs dizaines de kilomètres chacun, et où les véhicules comme les armes sont particulièrement sensibles aux effets de

62 Agence France-Presse. (2024, 5 mai). *Russian advisors, equipment arrive in Niger*. Voice Of America.

63 Agence France Presse. (2020, 6 septembre). *Mali's ill-equipped army in spotlight after coup*. France 24.

la poussière et de la chaleur, il est extrêmement difficile de mener une armée conventionnelle. Cela explique d'ailleurs pourquoi l'AQMI, tout comme les groupes séparatistes de l'Azawad, utilisent des tactiques irrégulières pour vaincre.

En 2022, afin de faire pencher la balance en faveur des armées étatiques, la Russie a fourni au Mali un petit arsenal militaire : 5 avions militaires, des L-39 et des avions de chasse Soukhoï Su-25, ainsi que plusieurs hélicoptères de reconnaissance et d'attaque⁶⁴. Ces véhicules de combat, parfaits pour couvrir rapidement les étendues désertiques, représentent un véritable avantage pour les armées gouvernementales. Ainsi, le Kremlin fait d'une pierre deux coups à l'aide de ces dons d'équipement. D'un côté, il peut écouler ses énormes réserves de matériel datant de l'ère soviétique, et de l'autre côté il peut renforcer sa crédibilité auprès de ses partenaires sahétiens. Si le Burkina Faso et le Niger n'ont pour l'instant pas reçu d'appareils de combat de la Russie, cela viendra probablement avec le temps, et au fur et à mesure du développement de leur coopération militaire.

Compte tenu de ces informations, la question la plus importante est désormais de savoir si, dans les dernières années, la présence des mercenaires russes a eu un impact positif sur les questions sécuritaires au Sahel. Les sources sont mitigées sur cette question. **Après une courte période d'incertitude, à la suite de la mort d'Evguéni Prigojine et de son entourage en août 2023, les mercenaires russes sont pourtant assez actifs en Afrique. En plus d'assurer la protection de sites stratégiques, comme nous l'avons**

⁶⁴ Le Monde. (2022, août 10). *Mali receives six more military aircraft from Russia*.

expliqué, leur victoire principale consiste en la capture de Kidal, en novembre 2023. Cette ville-forteresse malienne, située à 200 kilomètres au sud de la frontière algérienne, était contrôlée par le Cadre stratégique permanent, une coalition de groupes armés comprenant entre autres des minorités touarègues. A l'aide de l'équipement et des mercenaires russes, l'armée malienne a réussi à reprendre cette ville après quatre jours d'intenses combats, achevant une victoire stratégique afin de reconquérir le reste de l'Azawad.

Il est alors vrai d'affirmer que la présence russe est parvenue à accomplir quelques victoires sur le champ de bataille, et à soutenir les armées gouvernementales dans leur lutte contre le séparatisme comme l'extrémisme religieux. Pourtant, le conflit au Sahel ne semble toujours pas en passe d'être résolu, et continue même à empirer du point de vue des pertes humaines⁶⁵. En réalité, le nombre trop faible de soldats russes sur le terrain (qui s'explique par la distance avec la puissance eurasiennne, et par son besoin de prioriser d'autres fronts, notamment celui en Ukraine) n'a pas permis aux pays sahétiens de faire définitivement peser la balance en leur faveur. Pour le moment, la Russie se contente de récupérer les ressources du pays, et de lutter contre l'Islam radical.

Cependant, de nombreux politologues ont alerté sur les exactions commises par les agents du Groupe Wagner, puis de l'Africa Corps, vis-à-vis des populations locales⁶⁶. En

⁶⁵ Giustozzi, A. (2024, 27 mars). *A Mixed Picture: How Mali Views the Wagner Group*. RUSI.

⁶⁶ Doxsee, C., & Thompson, J. (2022, 11 mai). *Falsified Graves: The Wagner Group's Mounting Humanitarian Cost in Mali*. Center For Strategic And

En mars 2022, le village de Moura, au centre du Mali, fut assiégé par un détachement de soldats russes et maliens. Jusqu'alors contrôlé par les islamistes, le village fut capturé après quelques jours d'affrontements ; mais juste après la libération, 300 civils furent exécutés par des individus que les survivants décrivent comme «*des hommes blancs*», qui parlaient «*une autre langue que le français*», à savoir les mercenaires russes présents sur place. D'après certaines ONGs, les mercenaires ont sciemment visé la minorité Fulani de la commune, cette ethnie étant connue pour avoir fourni un nombre important de combattants à l'AQMI.

En règle générale, les crimes de ce type se sont multipliés au Sahel, depuis l'arrivée de la Russie. Si cette dernière conserve donc un degré élevé de popularité auprès des populations des capitales, où le pouvoir des juntes se concentre et se renforce, les minorités ethniques des zones désertiques ont fortement critiqué l'arrivée de ces soldats. **Ainsi, la mission du Groupe Wagner est de devenir le bras armé des gouvernements centraux dans les zones contestées du Sahel, en dépit de la sécurité des populations locales.** Enfin, et de manière plus théorique, les interventions russes à l'encontre des groupes djihadistes font peser le risque de représailles terroristes. L'attaque du Crocus City Hall, la plus meurtrière en Russie depuis près de vingt ans, a prouvé que la menace d'attaques terroristes contre les civils russes n'était pas à exclure ; **le fait de combattre des groupes salafistes en Afrique, et ce en commettant des crimes de guerre de**

manière régulière, risque de justifier une poussée d'actions radicales sur le territoire russe.

En définitive, si la Russie a globalement retiré un énorme bénéfice de sa présence au Sahel, cette dernière ne se fait pas sans contestations ni risques. Mais la diplomatie sécuritaire ne représente qu'un des aspects de sa relation complexe avec l'Afrique, que d'autres stratégies peuvent également illustrer. Tel est le cas de la diplomatie humanitaire, dont l'influence sur le continent africain n'a fait que grandir dans les dernières années.

L'humanitaire et le soutien diplomatique, les nouveaux atouts de la Russie

L'utilisation de l'humanitaire comme relai de l'influence russe

La guerre en Ukraine a eu de lourdes conséquences en Europe, notamment du point de vue énergétique. Pourtant, l'Afrique a tout autant souffert des conséquences de cette guerre. **L'Ukraine était, avant 2022, un exportateur massif de céréales sur ce continent ; six nations africaines (dont l'Égypte, la Tanzanie, le Bénin ou encore le Soudan) dépendaient à 70% de la Russie et de l'Ukraine pour leur approvisionnement en céréales.** L'agression russe a donc provoqué, l'année de l'invasion, une pénurie de 30 millions de

tonnes de denrées alimentaires ukrainiennes en Afrique⁶⁷. Malgré le rétablissement, pendant une courte période, des exportations ukrainiennes via l'initiative de la Mer Noire (dont le Kremlin s'est retiré), Kiev n'est jamais parvenu à reprendre sa place privilégiée pour les exportations céréalières en Afrique. **Le prix des denrées alimentaires sur ce continent a donc connu une réelle augmentation depuis, causant une augmentation des prix de 18% à l'échelle globale.**

Vladimir Poutine et son entourage ont très vite compris qu'il y avait là une opportunité à saisir pour la diplomatie russe, qui fut très bien illustrée par **le sommet russo-africain de 2023**. Celui-ci a rassemblé 49 délégations africaines, au cours de laquelle le gouvernement de Vladimir Poutine a allégrement fait usage de la carte humanitaire. D'une part, **Moscou a effacé l'équivalent de 23 milliards de dollars de dettes africaines envers la Russie**, y compris 684 millions de dollars uniquement pour la Somalie⁶⁸. La raison invoquée afin de justifier cet acte fut la volonté affichée d'aider l'Afrique à se développer à son propre rythme, et sans devoir dépendre des fonds d'une autre puissance. D'autre part, Moscou a annoncé qu'elle livrerait plusieurs dizaines de milliers de tonnes de céréales à six pays africains en difficulté, sans leur faire payer la livraison. Ces six pays en question sont le Mali, le Burkina Faso, le Zimbabwe, l'Érythrée, la Somalie et la République

67 Raga, S. (2024) & Co. *Impact of the Russia-Ukraine war on Africa: policy implications for navigating shocks and building resilience*. Overseas Development Institute.

68 Reuters. (2023, 27 juillet). Somalia says Russia grants relief on debt worth \$ 684 million.

Centrafricaine, et ont commencé à recevoir leurs stocks de denrées agricoles dans les premiers mois de 2024.

A l'exception de la Somalie (qui entretient tout de même des relations amicales avec le Kremlin), ces pays sont tous des alliés plus ou moins proches de la Russie, que cette dernière récompense directement pour leur loyauté à travers cette annonce. Si la puissance eurasiennne se drape de bonne volonté et du désir de venir en aide à des pays en difficulté, ces livraisons servent avant tout deux buts politiques. **Dans un premier temps, offrir des céréales en échange d'une forme de loyauté diplomatique est une façon d'inciter d'autres nations à emboîter le pas de leurs voisins. Mais d'autre part, cela permet à la Russie de grignoter la part du marché qu'occupait précédemment l'Ukraine, et qu'elle ne peut plus honorer en raison du conflit en cours.** Cette stratégie paraît d'ailleurs s'avérer payante, puisque d'autres pays africains (l'Esuatini ou certaines nations d'Afrique de l'ouest) sont intéressées par ces livraisons, en dépit du prix symbolique requis.

Le continent africain est particulièrement menacé par les chocs d'offres pour les produits alimentaires. Les crises alimentaires de 2007-2008 (très connues pour les émeutes de la faim qu'elles ont produites), puis celle de 2012 ont mis l'importance de la question alimentaire en exergue⁶⁹. La FAO avait été obligée de débloquer 70 millions de dollars, l'année de cette nouvelle crise, en vue d'aider les pays ouest-africains à affronter une nouvelle flambée des prix des céréales. **La**

69 Gbetoenonmon, A. (2012). *Les crises alimentaires en Afrique de l'Ouest*. Friedrich-Ebert-Stiftung.

diplomatie du blé est donc une stratégie tout à fait viable pour se rapprocher des États africains, une thèse que le chercheur Sébastien Abis a présentée dans son ouvrage, *Géopolitique du blé*, paru en 2023⁷⁰. Dans ce livre, le chercheur identifie l'Afrique comme un territoire en pleine «*soif des blés*», car désirant stabiliser son approvisionnement en nourriture sur le long terme.

La Russie, véritable géant agricole, peut donc y agrandir ses parts de marché, et fidéliser ses acheteurs africains par des cadeaux comme celui-ci. Moscou veut se présenter comme un allié ouvert et plutôt généreux, en mettant de côté sa part de responsabilité dans la baisse de l'approvisionnement africain en céréales, à partir de 2022. Cette générosité intéressée se retranscrit bien dans les discours des autorités russes, qui vantent très régulièrement les mérites de leur initiative céréalière avec l'Afrique, tout en dénonçant l'ingérence des Européens dans les affaires du continent. La Russie défend avant toute autre chose ses propres intérêts, qui coïncident pour l'instant avec ceux de l'Afrique. En revanche, s'il avait fallu prioriser une autre zone géographique (comme l'Amérique latine ou l'Asie du Sud) afin de contrecarrer l'influence occidentale, la Russie aurait probablement continué à aider l'Afrique, mais pas de manière aussi médiatisée et étendue qu'à l'heure actuelle.

Ainsi, Vladimir Poutine et son entourage savaient qu'il était possible, à force de cadeaux et de décisions réfléchies, de faire mûrir leur présence en Afrique en une véritable alliance de fond. Cela s'observe d'ailleurs dans d'autres domaines que le

⁷⁰ Abis, S. (2023). *Géopolitique du blé* (Objectif Monde). Armand Colin.

secteur agricole : la question sécuritaire a bien sûr été abordée précédemment, mais nous pouvons également parler de la coopération universitaire entre ces deux aires géographiques. **Entre 2020 et 2023, le nombre d'étudiants africains bénéficiant de bourses leur permettant d'étudier en Russie a augmenté de 150%, avoisinant aujourd'hui les 10 000 étudiants**⁷¹. Le Président russe a annoncé au cours du sommet Russo-africain, l'année dernière, que ce chiffre allait bel et bien augmenter. En mai 2024, le ministère des Affaires étrangères russe a promis de nouvelles bourses pour des étudiants sierra-léonais, et Sergueï Lavrov a annoncé, lors de sa visite au Congo, que 250 étudiants congolais pourraient également en bénéficier. Au total, le nombre d'étudiants africains suivant un cursus académique sur le territoire de la Fédération, boursiers ou non, pourrait augmenter de 35 000 à 40 000 personnes.

Toujours dans cette même optique de présenter une bonne image de Moscou aux Africains, nous pouvons aussi citer les projets liés à la santé. Déjà, pendant la crise du COVID, le Kremlin avait eu recours à de véritables initiatives de lobbying afin de diffuser son vaccin, le Spoutnik V, à travers le continent. Plus récemment, le 17 avril 2024, l'agence de presse pro-russe TASS⁷² rapportait que l'Ouganda et la Russie commençaient à négocier un partenariat. Moscou pourrait produire des médicaments et de l'équipement pharmaceutique pour Kampala, ce qui aiderait l'Ouganda à offrir un meilleur accès

⁷¹ Waruru, M. (2023, août 4). *Scholarships for Africans in Russia grow by 150%*. The PIE Network.

⁷² TASS. (2024, 17 avril). *Uganda invites Russia to partner in healthcare sphere*.

aux soins pour ses citoyens. L'Afrique subsaharienne, surtout dans ses parties équatoriales, est une des aires géographiques les plus touchées par des épidémies meurtrières (paludisme, Ebola, virus Zika), qui fragilisent sa population. L'aide russe sur ce sujet est donc la bienvenue.

Bien entendu, toutes ces initiatives en Afrique ne sont des cadeaux qu'en théorie : dans les faits, la Russie espère bien obtenir quelque chose en retour de son aide. Si les échanges financiers favorisés par de tels projets constituent bien entendu un des aspects de cette récompense, cette dernière dépasse le simple cadre matériel. Les jeunes générations d'intellectuels et de scientifiques africains ayant réalisé leurs études en Russie garderont, par la force des choses, une bonne opinion de ce pays. Une fois cette jeunesse arrivée à des postes à haute responsabilité, et ce surtout dans les instances politiques, ses fortes tendances russophiles seront des atouts sur lesquels Moscou pourra capitaliser.

De plus, pour revenir sur le sujet des vaccins et des produits pharmaceutiques, le choix de l'Ouganda comme client n'est pas un hasard. Kampala est un des membres les plus actifs de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), qui rassemble huit pays d'Afrique centrale et orientale. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer la Tanzanie, le Rwanda ou encore le Kenya ; les deux derniers pays se livrent une certaine rivalité commerciale dans le domaine pharmaceutique⁷³, un des plus attractifs pour les investisseurs étrangers en Afrique. Le choix de transiter par l'Ouganda permet alors de s'ouvrir au marché de l'EAC, fort

⁷³ Ministère de la Santé de la République du Kenya. (2020). *Kenya Pharmaceutical Industry*. International Finance Corporation.

d'environ 300 millions de personnes (le double du marché interne russe), et de s'impliquer dans un secteur dynamique en Afrique de l'Est. Cette partie du continent étant l'une de celles où la Russie aimerait s'impliquer davantage, la coopération dans le domaine médical n'est pas une simple initiative de charité, de la part de la Russie.

Bien qu'intéressée, l'image de partenaire fiable qu'a bâtie la Russie se cimente en Afrique. **A l'aide de ses livraisons de céréales, de sa présence accrue dans les domaines médicaux ou universitaires, le Kremlin a su tempérer les effets de la politique occidentale d'ostracisme.** Contrairement à l'Europe, ou à certaines parties du monde alignées sur l'Occident (les nations capitalistes d'Asie de l'Est, ou encore l'Océanie), coopérer avec la Russie ne représente pas un repoussoir pour les États africains, qui constatent en revanche les opportunités qu'une telle coopération peut sous-entendre. Face aux défis que rencontre le continent le moins développé du monde, c'est bien souvent le réalisme politique qui s'impose : moins réceptifs à la cause ukrainienne, moins attachés au modèle socio-économique défendu par l'Occident, les Africains font preuve de peu d'hésitation à traiter avec les parias que sont devenus les Russes. D'ailleurs, certaines nations étant elles-mêmes considérées comme des parias à l'échelle internationale (cas des pays du Sahel, de la Libye ou encore de la Centrafrique) Sergueï Lavrov est de toute manière un des seuls ministres des Affaires étrangères prêt à collaborer avec elles.

Un échange de bons procédés s'opère donc entre les Russes et les Africains. Les premiers défendent ouvertement la disparition de l'ingérence occidentale chez les seconds, dont la rhétorique des «*solutions africaines aux problèmes africains*» en est le parfait exemple. Comme pour la Syrie (le pouvoir de Bachar el-Assad et la souveraineté syrienne sont farouchement défendues par Moscou), le Kremlin soutient l'indépendance des dirigeants africains, et a pris position en ce sens au sein des instances multilatérales. Une partie de ce soutien est effectivement motivé par un intérêt pragmatique, et par les opportunités économiques du continent. En revanche, l'aspect idéologique n'est pas à négliger. **Une partie de la diplomatie russe espère réellement voir l'Afrique se développer, et devenir assez puissante pour se délier complètement de l'influence occidentale.** Cela permettrait à Moscou de gagner de forts alliés dans sa lutte contre les valeurs et l'hégémonie atlantiste. Si les ambitions du Kremlin en Afrique sont, par bien des points, tout autant voire plus néocolonialistes que ne peuvent l'être les Européens, leurs actions et les idées politiques qu'ils défendent présentent une réelle alternative.

Cette alternative, pour beaucoup, joue dans les intérêts africains sur le long terme. Les ambitions russes pour les organisations onusiennes en sont le parfait exemple. Le 23 mai 2024, Dmitri Tchoumakov, vice-ambassadeur permanent de la Russie aux Nations Unies, a prononcé un discours abondant dans le sens de la réforme. «*Nous devons corriger l'injustice historique faite à l'Afrique*», a déclaré le vice-ambassadeur, «*dont la représentation actuel au Conseil [de Sécurité] ne correspond ni au nombre total d'États africains ni à leur rôle*

dans les affaires internationales». **La Russie appelle depuis quelques années à l'élargissement du Conseil de Sécurité permanent de l'ONU, et plus particulièrement pour l'inclusion d'un membre de l'Union Africaine.** En outre, Dmitri Tchoumakov a défendu la réorganisation du modèle financier international, étant donné que ce modèle repose encore sur les principes établis sur les accords de Bretton Woods. Pour rappel, ces derniers ont été signés en juillet 1944, à une époque où seule une poignée de pays africains avaient échappé à la colonisation européenne.

L'ordre mondial, à la fois du point de vue économique et politique, est perçu par la Russie comme injuste envers l'Afrique. Le vice-ambassadeur a notamment cité les taux d'intérêts parfois quatre fois plus élevés pour les prêts donnés à l'Afrique que pour les nations européennes, ainsi qu'un certain «deux poids deux mesures» dans les priorités de la communauté internationale. La Russie n'a pas hésité à pointer du doigt les aides offertes à l'Ukraine, tandis que les pays africains continuent d'accuser un retard de développement important. Dès lors, après avoir soutenu l'adhésion officielle de l'Union Africaine au G20, la Russie désire maintenant réformer le système politique international, en laissant un pays africain rejoindre le Conseil de Sécurité en tant que membre permanent.

Aucun pays en particulier n'est pour l'instant mentionné afin d'occuper cette place, si une telle réforme était adoptée. Néanmoins, l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigeria sont les trois candidats les plus crédibles, et tous entretiennent de

bonnes relations avec la Russie. Accorder le droit de *veto* à l'un de ces trois pays permettrait effectivement de mieux représenter les intérêts africains à l'ONU, mais cela rééquilibrerait davantage la balance en faveur des BRICS et de la Russie, mettant les Occidentaux à armes égales avec le reste du monde. Avec l'inclusion d'un autre membre des BRICS (l'Inde ou le Brésil), cette réforme du Conseil de Sécurité pourrait, à terme, placer les Occidentaux en minorité. La Russie serait la grande gagnante de cette réorganisation, ce qui explique pourquoi les États-Unis et leurs alliés européens se montrent réticents sur cette question.

En définitive, les Russes militent activement pour une meilleure représentation africaine dans les instances internationales, tout en essayant de se présenter comme des partenaires dignes de confiance, à préférer aux Occidentaux. Lentement mais sûrement, cette évolution des rapports de force en Afrique entraîne des changements plus profonds, sur la place de ce continent au sein de l'ordre mondial en pleine reconstruction.

Vers un changement de paradigme en Afrique ?

La crise ukrainienne de 2014 fut un précurseur des hautes tensions qui caractérisent désormais les relations internationales actuelles. Dix ans après l'annexion de la Crimée par la Russie, ainsi que la proclamation des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, une seconde guerre

froide s'est installée ; caractérisée par une opposition entre le modèle atlantiste et libéral défendu par les États-Unis et leurs alliés, et un Triangle de Fer incarné par la Russie, la Chine et l'Iran. Défendant un droit à la souveraineté, au développement et à la non-ingérence (qui s'accompagnent également de la promotion de valeurs traditionnelles, bien souvent), ce bloc n'est pas aussi uni que leurs opposants atlantistes, mais dispose d'un certain rayonnement en Afrique. Comme nous l'avons expliqué, la Russie souhaite faire de ce continent un nouveau terrain d'opposition entre les deux alliances rivales, et une preuve que son modèle peut fonctionner ailleurs que dans sa zone d'influence traditionnelle. Cela explique la politique qu'elle mène en matière d'aide humanitaire et de livraisons d'armement, dans les dernières années.

Beaucoup de pays africains se sont montrés assez réceptifs à ce jeu de séduction avec la Russie, quand ils ne sont pas entièrement alignés dessus. Mais non contente de modifier en profondeur les alliances traditionnelles de l'Afrique, Moscou espère surtout provoquer un changement de paradigme africain au niveau de leurs relations extérieures. L'espoir russe est de voir les pays concernés prendre une posture plus hostile envers les Occidentaux, et plus amicale à son égard. **A terme, l'agrandissement du bloc incarné par le Triangle de Fer (et dans une moindre mesure, des pays tels que la Corée du Nord ou le Venezuela) à tout le Sud Global, y compris l'Afrique, est bel et bien le vrai objectif poursuivi par Vladimir Poutine.**

Pour la partie sur les relations amicales avec la Russie, cela s'est confirmé dans les récentes années. Aucune nation

africaine n'a été placée sur la liste des pays inamicaux du Kremlin, qui répertorie ceux qui ont soutenu les sanctions à son égard. L'Afrique du Sud, en dépit de ses liens assez cordiaux avec Washington et Bruxelles, participe régulièrement à des exercices militaires conjoints avec le Kremlin⁷⁴. De plus, en 2023, Johannesburg a refusé de respecter certains de ses engagements internationaux afin de préserver sa relation avec Moscou. Le président russe, visé par un mandat d'arrêt international, aurait dû être arrêté s'il s'était rendu au sommet des BRICS organisé en Afrique du Sud : pourtant, cette dernière a affirmé qu'une telle option était inenvisageable, bien que Vladimir Poutine ait tout compte fait annulé sa présence à ce sommet⁷⁵.

La majorité de l'Afrique, lasse de près de 80 ans d'ingérences occidentales dans ses affaires internes, n'a donc pas suivi les Européens et les Américains dans leur système de sanctions avec la Russie. Elle jugeait donc préférable, dans la majorité des cas, de garder des relations cordiales avec les membres de l'OTAN, tout en conservant un dialogue ouvert avec la Russie ;

et ce pour des raisons économiques, culturelles mais aussi et surtout politiques. De nouvelles revendications émergent chez les pays africains, qui reprennent une partie des critiques russes à l'égard de l'équilibre des pouvoirs dans les instances multilatérales. Pourtant, cela ne signifie pas que la rhétorique russe est considérée comme une parole d'Évangile. S'il y a bel et bien un changement de paradigme au sein des membres de

⁷⁴ Ray, C. (2023, 13 avril). *South Africa's Naval Exercises with China and Russia: Cause for Concern?* Foreign Policy Research Institute.

⁷⁵ Booty, N., & Ross, W. (2023, 18 juillet). *Arresting Vladimir Putin in South Africa would be « declaration of war », says Ramaphosa*. BBC.

l'Union Africaine, l'influence russe sur le continent n'est pas assez forte pour pouvoir réellement se présenter comme une présence hégémonique.

La question ukrainienne cristallise à la perfection cette idée. Au sein des instances onusiennes, plusieurs votes ont été organisés depuis 2014 afin de condamner l'annexion de la Crimée, puis l'invasion russe de 2022. La première de celle-ci (la résolution 68/262 de l'Assemblée générale des Nations Unies), fut votée le 27 mars 2014⁷⁶. Cette décision de l'Assemblée, qui nie la légitimité du référendum rattachant la Crimée à la Russie, a été approuvée à 100 votes pour, 58 abstentions et 10 absences. Or, la moitié du continent africain s'est effectivement abstenue, avec en tête de liste toute sa partie méridionale, l'Algérie et l'Égypte. Deux pays ont également voté contre, à savoir le Soudan et le Zimbabwe dirigé par Mugabe. Le sort de l'Ukraine n'était alors pas une réelle priorité pour les pays africains, qui se sont contentés pour la plupart d'exprimer leur soutien à l'intégrité territoriale ukrainienne, tout en critiquant les tentatives d'isoler la Russie sur la scène internationale.

Mais le 24 février 2022, quand l'opération russe en Ukraine est lancée, le Kremlin disposait de meilleures relations avec l'Afrique. Il aurait alors été naturel d'envisager que les nations africaines se soient montrées plus clémentes vis-à-vis de la Russie ; du moins était-ce ce qu'elle espérait. **Le 2 mars 2022, c'est aussi l'abstention qui a caractérisé la position africaine, au cours du vote de la résolution ES-11/1**

⁷⁶ Service de Presse des Nations Unies. (2014, 27 mars). *General Assembly Adopts Resolution Calling upon States Not to Recognize Changes in Status of Crimea Region*.

condamnant l'invasion. 17 États africains se sont abstenus (contre 25 en 2014), **et seule l'Érythrée s'y est ouvertement opposée.** Même le Mali et la Centrafrique n'ont pas osé apporter leur soutien diplomatique à la Russie, contrairement à Cuba ou à la Syrie⁷⁷. Il fallut attendre la résolution ES-11/5, en date du 14 novembre 2022, pour voir l'Afrique prendre une position penchant un peu plus vers le Kremlin. Cette déclaration, qui exigeait de la Russie des réparations de guerre pour le conflit ukrainien, a rencontré un refus de la part de 5 pays (Mali, Éthiopie, Érythrée, Centrafrique et Zimbabwe) et une abstention de 27 autres⁷⁸. Au total, si l'on exclut également les absences, **seuls 15 des 55 États membres de l'Union Africaine ont soutenu la déclaration.**

Ces résultats témoignent bien de la position africaine vis-à-vis de Moscou. Cette dernière a beau étendre son influence sur le continent, les pays locaux ne sont pas pour autant prêts à sacrifier leur souveraineté en son nom. Dans la guerre par procuration entre Occidentaux et Russes, l'Afrique préfère garder ses distances et faire usage d'un discours modéré. L'IPSOS⁷⁹, une entreprise française spécialisée dans les sondages, s'est justement penchée sur l'opinion publique africaine sur ce conflit. Dans les sept pays interrogés (Sénégal, Zambie, Nigéria, Ghana, Kenya, Ouganda et Afrique du Sud), cette opinion est globalement assez neutre sur la question,

⁷⁷ Soyez, N. (2022, 3 mars). *Vote de la résolution de l'ONU sur l'Ukraine : une abstention des pays africains remarquée.* TV5 Monde.

⁷⁸ Ndiaye, B. (2022, 1 juillet). *Senegal: The « Voice » of Africa in the Russian-Ukrainian Crisis.* Institut Montaigne.

⁷⁹ Harris, M. (2023). *African sentiment is favouring Ukraine.* Ipsos.

voire penche légèrement en faveur de Kiev. A Johannesburg, pourtant membre des BRICS, 56% des personnes interrogées ont affirmé que l'agression russe était une violation du droit international, et 51% ont répondu que la Russie devait retirer ses troupes du territoire de son voisin. Sur la question globale du conflit, seulement 18% des Sud-Africains ont déclaré que leur pays devait soutenir la Russie, là où 21% d'entre eux désiraient soutenir l'Ukraine. Cependant, c'est bel et bien le camp de la neutralité qui l'emporte, étant donné que 59% des répondants ont déclaré que la solution au conflit était un juste milieu entre les revendications russes et ukrainiennes. Ce point de vue est partagé par les autres pays : 62% des Kényans, 65% des Sénégalais et 76% des Nigériens (la plus haute valeur de l'étude) se sont aussi prononcés en faveur de cette option. Cela explique d'ailleurs le résultat mitigé de la résolution ES-11/5, étant donné que les pays africains ne considèrent pas la Russie comme l'unique responsable de la crise. En revanche, ils défendent une position modérée vis-à-vis du conflit⁸⁰, qui les affecte sur le plan humanitaire et économique, mais où les deux camps sont considérés comme fautifs.

Cette volonté de représenter une troisième voie, à la vision nuancée sur les affaires internationales, s'est d'ailleurs retrouvée dans les tentatives de négociations africaines sur la question ukrainienne. Alors que la contre offensive ukrainienne de juin 2023 battait son plein, **Cyril Ramaphosa, le président sud-africain, a mené une délégation en Ukraine. Composée de six autres États (les Comores,**

⁸⁰ Götz, E., Gejl Kaas, J., & Knudsen, K. (2023). *How African states voted on Russia's war in Ukraine at the United Nations – and what it means for the West.* Danish Institute For International Studies.

l'Égypte, le Sénégal, l'Ouganda, la Zambie et le Congo), la mission diplomatique a proposé un plan de cessez-le-feu basé sur dix points, dont la reprise des exportations de céréales et de fertilisants vers l'Afrique, ou encore le respect de la souveraineté des peuples. Volodymyr Zelensky a refusé ce plan, en déclarant qu'il n'accepterait de négocier qu'à partir du moment où les troupes russes quitteraient le territoire ukrainien. En réponse, Vladimir Poutine a rejeté la proposition, en affirmant que l'Occident étaient les vrais responsables de la guerre en Ukraine, et par extension de la flambée des prix des céréales. La mission diplomatique a été un échec, mais elle a prouvé que les nations africaines voulaient prendre part à ces négociations de paix, qui ont un effet direct sur leur propre économie.

Comme toujours, les phénomènes politiques sur le continent africain ne sont pas monolithiques. **Si la Russie a su bénéficier de la propagation de ses idées à travers ce territoire, la plupart des forces décisionnaires locales ne sont pas dupes sur la nature calculée des initiatives de Moscou. L'Occident a encore de bons alliés dans la région, qui ne sont pas prêts à les abandonner entièrement** : il peut ainsi compter sur la Côte d'Ivoire, qui a refusé la présence du Groupe Wagner comme mentionné plus tôt, mais aussi le Kenya. Ce dernier reste un des meilleurs partenaires des États-Unis en Afrique⁸¹, au vu de son rôle dans les opérations de maintien de la paix autour de l'Océan Indien et ailleurs (cas d'Haïti). De plus, la Russie doit aussi manœuvrer en parallèle

81 Cabral, S. (2024, 23 mai). *US names Kenya major ally as Russian influence grows in Africa*. BBC.

de la présence chinoise, qui se distingue de par la puissance économique qu'elle projette sur l'Afrique⁸².

En réalité, le changement de paradigme en Afrique n'a pas une vertu foncièrement anti-occidentale. Si l'Europe et les États-Unis ont connu de sérieux revers dans leur diplomatie africaine, à l'exception de quelques États, la plupart des acteurs politiques du continent restent ouverts à la discussion avec ces espaces politiques ; à condition qu'ils acceptent de traiter d'égaux à égaux avec l'Afrique. La diversification des partenariats, en s'ouvrant à la fois aux puissances que sont la Chine et la Turquie, mais aussi à la Russie, est avant tout un tremplin vers une plus grande autonomie politique et internationale. **A l'instar du Mouvement des Non-Alignés de la Guerre Froide, Sénégalais, Rwandais ou encore Namibiens ont compris que leur réel intérêt résidait dans le pragmatisme politique, et l'ouverture à tout type de coopération.**

Pour revenir sur le cas du Nigeria : Abuja est un grand exportateur de pétrole, mais il manque d'installations capables de raffiner le produit de ses exploitations sur son propre sol. Autrement dit, le Nigeria importe de grandes quantités de pétrole raffiné depuis l'Europe de l'Ouest, la Norvège et les États-Unis. Il entretient également des partenariats étendus avec des entreprises énergétiques européennes, qui l'aident à étendre son secteur des renouvelables. En 2023, deux protocoles d'entente ont été signés entre des groupes industriels allemands et des acteurs privés nigériens, visant à

82 Hamilton, R. (2023). *The Dragon and the Bear in Africa: Stress-Testing Chinese-Russian Relations*. Foreign Policy Research Institute.

développer le gaz naturel et autres énergies bas carbone dans le Golfe de Guinée⁸³. Ce type de partenariats est assez révélateur de la raison pour laquelle le Nigeria n'est toujours pas un membre des BRICS, malgré son poids économique massif en Afrique⁸⁴. Il serait mal avisé d'adhérer à une organisation, qui penche de plus en plus vers une croisade contre les valeurs occidentales dans le monde, lorsque l'on est soi-même tributaire des Occidentaux pour l'entretien de son parc énergétique.

Comme de nombreux pays africains, le Nigeria est ouvert à toutes les propositions et à tous les partenariats, refusant à la fois la vassalisation occidentale et le discours radical prôné par les Russes. Ces derniers devraient donc prendre garde au récit qu'ils proposent aux Africains. La solution africaine au problème chronique africain, à savoir le retard de développement, ne réside probablement pas dans la farouche compétition que se livrent les grandes puissances étrangères pour le continent ; cette compétition a d'ailleurs été comparée au renouveau du partage de l'Afrique imaginé par les puissances coloniales, au 19^{ème} siècle. **La majorité du continent ne se reconnaît pas dans les rivalités de pouvoir entre les Occidentaux, les Russes et les Chinois, où affaiblir ses rivaux devient un objectif plus important que de veiller au bon développement de l'Afrique.** Au contraire, ces rivalités peuvent parfois l'affecter de manière négative,

83 Onuah, F. (2023, 21 novembre). *Nigeria and Germany sign \$ 500 mln renewable energy and gas deal*. Reuters.

84 Allwell, P. (2023, 16 décembre). *Reflecting On Nigeria's Non-Invitation to Join BRICS Membership*. The Republic.

comme ce fut le cas pour la réduction des importations de blé ukrainien après 2022.

Si les Russes désirent réellement prendre l'ascendant sur l'Occident, vendre des armes aux régimes du Sahel et exporter des céréales ukrainiennes volées ne sera pas suffisant⁸⁵. La Russie devra continuer à développer ses partenariats avec des structures locales issues de la société civile, traiter les Africains comme des égaux, et tolérer que ces derniers ne soient pas inféodés à sa puissance comme peut l'être la Biélorussie. Cela va notamment passer par une représentation diplomatique accrue sur le continent, ce que le ministère de Sergueï Lavrov semble d'ailleurs avoir compris. En 2023, Moscou a rouvert son ambassade au Burkina Faso (fermée depuis 1992)⁸⁶, et compte établir de nouvelles représentations diplomatiques au Soudan du Sud, au Niger et au Sierra Leone⁸⁷.

La diplomatie russe en Afrique a donc de beaux jours devant elle, mais la route sera longue et sinueuse avant que le continent ne se rallie définitivement à son idée d'un nouvel ordre mondial, où le Sud-Global dominerait. Pour l'instant, la priorité africaine reste inchangée : s'intégrer enfin aux flux de la mondialisation, et s'affranchir d'un ordre international qui la désavantage tout comme des tentatives d'interférence extérieure, peu importe leur origine.

85 Biesecker, M., El Deeb, S., & Dupuy, B. (2022, 2 octobre). *Russia smuggling Ukrainian grain to help pay for Putin's war*. Associated Press.

86 Le Monde & Agence France Presse. (2023, 28 décembre). *Russia reopens embassy in Burkina Faso closed in 1992*.

87 Interfax. (2024, 23 mai). *Russia to open embassies in Sierra Leone, Niger, South Sudan*.

L'Afrique, si elle n'a peut-être pas forcément sauvé la Russie de son isolement diplomatique, a néanmoins joué un rôle important dans cette entreprise. Moscou a pu favoriser et profiter du recul de l'influence occidentale sur l'Afrique, afin de développer de nouveaux partenariats, ainsi que des voies de passage pour son économie affaiblie par les sanctions. Non content de forcer les Français à abandonner le Sahel, le Kremlin a pu compter sur ses précieux alliés en Afrique du Sud, en Égypte, ou encore en Éthiopie ; trois pays dont la présence actuelle dans le groupe des BRICS, assez récente pour deux d'entre eux, illustre bien l'évolution du continent africain vers des partenaires tels que la Chine ou la Russie.

Alors que son hard power s'est déployé sur le continent à l'aide du Groupe Wagner, la Russie peut aussi compter sur son soft power en pleine expansion. Sa rhétorique bâtie autour des «*solutions africaines aux problèmes africains*» abonde dans le sens défendu par de nombreux gouvernements et forces politiques sur place, qui demandent un affranchissement de l'Afrique vis-à-vis de ses anciens colonisateurs. Les récentes élections au Tchad, au Sénégal, et en Afrique du Sud ont toutes amené, à la tête du pouvoir, des gouvernements qui souhaitent prôner la diversité des partenariats africains, et asseoir l'indépendance d'un continent trop souvent oublié des relations internationales.

Car là est bien le risque de la diplomatie russe en Afrique ; trop souvent, le continent a été le champ de bataille, à la fois politique et militaire, pour de grandes puissances extérieures.

Ces dernières étaient plus intéressées par les opportunités économiques et symboliques que représentaient le continent, que par le bien-être des populations locales. La Russie devrait donc prendre garde à ne pas reprendre les travers des Occidentaux, et va devoir prouver que ses discours sur l'injustice de l'ordre mondial à l'égard des Africains ne sont pas de simples paroles en l'air, mais bel et bien un objectif qu'elle se tient prête à défendre sur le long terme. Si le Kremlin continue à attendre de ses partenaires qu'ils participent à son combat contre l'Occident, il devra accepter de voir l'Afrique comme autre chose qu'un bâton avec lequel battre ses ennemis. Le jour où ce continent prendra enfin son envol, avec ou sans l'aide des puissances étrangères, il saura néanmoins se souvenir de qui lui aura réellement permis de faire entendre sa voix à l'échelle mondiale.

L'importance grandissante de l'Asie-Pacifique pour la Russie de Poutine

Robin Salle

Le président russe Vladimir Poutine a souligné mercredi 7 septembre lors d'un forum économique à Vladivostok l'importance grandissante de la région Asie-Pacifique dans les affaires mondiales, en contraste avec un Occident qu'il a décrit comme étant en déclin. Cette déclaration s'inscrit dans un contexte de réorientation stratégique de la Russie vers l'Est, visant à renforcer son influence en Asie de l'Est et du Sud-Est. Il semble donc important de revenir historiquement sur l'influence de Moscou dans la région, les nouvelles dynamiques de polarisation, et les ambitions russes pour un retour significatif.

L'histoire de l'influence de Moscou

L'Empire Russe et l'Asie de l'Est

Les relations entre l'Empire russe et l'Asie de l'Est et du Sud-Est, jusqu'à la chute de l'Empire en 1917, ont été marquées par une combinaison de diplomatie, de commerce et de conflits territoriaux. Dès le XVIIe siècle, la Russie a commencé à étendre son influence vers l'est, intensifiant les contacts avec la

Chine et d'autres nations de la région. Cette expansion a souvent entraîné des affrontements, mais aussi une diplomatie accrue et des échanges commerciaux. **L'arrivée de la dynastie Qing en Chine, originaire de la Mandchourie, a coïncidé avec une période d'exploration et de colonisation russe, créant ainsi des frontières officielles et des disputes territoriales notables. Au XVIIIe siècle, sous le règne de Pierre le Grand, la Russie a consolidé sa présence en Sibérie orientale et a étendu son influence jusqu'aux rives de l'Océan Pacifique.** Les explorateurs russes ont atteint les îles Kouriles et la péninsule du Kamtchatka, marquant le début de l'intérêt russe pour les régions côtières de l'Asie de l'Est. Cette période a également vu les premiers contacts avec le Japon, avec qui il était en concurrence pour le contrôle de la péninsule coréenne alors tenue par le royaume de Joseon.

Le XIXème siècle et les traités inégaux

Au XIXe siècle, alors que la Chine était affaiblie par les conflits avec les puissances coloniales occidentales, **la Russie a profité de cette situation pour signer les traités d'Aigun (1858) et de Pékin (1860), s'octroyant ainsi de vastes territoires au sud de l'Amour et le long de la côte de la mer du Japon. Ces traités, toujours considérés par la Chine comme injustes, font partie de la narrative chinoise de la "Century of Humiliation" (siècle d'humiliation).** Pendant cette période, la Russie a également intensifié ses efforts pour établir des relations diplomatiques et commerciales avec le Japon. L'ouverture du Japon sous la pression des États-Unis en 1853 a

créé de nouvelles opportunités pour la Russie, qui a signé le traité de Shimoda en 1855, établissant des relations diplomatiques formelles et fixant les frontières entre les deux pays.

Expansion et conflits au XXème siècle

L'expansion russe dans la région a culminé avec la construction du chemin de fer Transsibérien dans les années 1890, facilitant le commerce et le déploiement militaire dans l'Extrême-Orient russe. Ce projet titanesque a non seulement stimulé le développement économique de la Sibérie, mais a également renforcé la présence militaire russe en Asie de l'Est. Cependant, cette expansion n'était pas sans résistance, comme en témoigne la guerre russo-japonaise de 1904-1905, qui s'est soldée par une défaite humiliante pour la Russie et a contribué à l'agitation intérieure menant à la révolution de 1917. En Asie du Sud-Est, les relations étaient moins conflictuelles mais marquées par des échanges limités. La Russie a établi des relations diplomatiques et des coopérations militaires, particulièrement avec le Vietnam, mais ces interactions restaient relativement faibles par rapport à celles avec l'Asie du Nord-Est, plus proche de son territoire. Par exemple, les contacts avec la Thaïlande ont été principalement commerciaux, et les tentatives de la Russie pour établir une influence politique ont été freinées par la domination coloniale européenne dans la région.

Période soviétique et Guerre Froide

Pendant la période soviétique, les relations de l'Union soviétique avec l'Asie de l'Est et du Sud-Est ont été marquées par des stratégies de soutien militaire, économique et idéologique, souvent en réponse à l'influence croissante des États-Unis et à la montée en puissance de la Chine. En Asie de l'Est, la relation la plus notable était avec la Chine. Initialement, l'Union soviétique et la Chine étaient des alliés proches après la révolution chinoise de 1949, le soutien soviétique étant crucial pour la victoire communiste de Mao Zedong. Cependant, cette relation s'est détériorée dans les années 1960 en raison de divergences idéologiques et politiques, atteignant un point de quasi-conflit militaire en 1969. Par la suite, l'Union soviétique a cherché à contrer l'influence chinoise en Asie en renforçant ses alliances avec d'autres pays de la région. En Asie du Sud-Est, l'Union soviétique a concentré ses efforts sur le soutien aux mouvements communistes et aux régimes sympathisants. **Le Vietnam est devenu le principal allié de l'Union soviétique dans cette région, suite à la guerre du Vietnam. Les Soviétiques ont fourni une aide militaire et économique substantielle au Vietnam, contribuant à son développement militaire et économique.** Ce soutien s'est intensifié après la victoire communiste en 1975, avec des investissements significatifs dans l'infrastructure vietnamienne et un soutien militaire continu pour contrer l'influence chinoise et américaine. Après avoir repoussé Washington, l'allié Vietnamien intervient en 1978 au

Cambodge et écrase les Khmers rouges fidèles à Pékin. L'Union soviétique a également tenté d'établir des relations plus étroites avec d'autres pays de la région comme l'Indonésie et l'Inde. En Indonésie, les efforts soviétiques pour créer une alliance stratégique dans les années 1960 ont échoué après le coup d'État anti-communiste de 1965, mais l'URSS a continué à chercher des opportunités pour renforcer ses liens dans la région, souvent en rivalisant avec la Chine pour l'influence.

Chute de l'URSS et perte d'influence

La chute de l'Union soviétique en 1991 a marqué une perte significative d'influence de Moscou en Asie de l'Est et du Sud-Est, redéfinissant les dynamiques géopolitiques de la région. **Avec la dissolution de l'URSS, la Russie a hérité d'une économie affaiblie et d'une réduction drastique de sa capacité à projeter de la puissance militaire à l'étranger.** Cela a entraîné une diminution de l'influence militaire dans des pays comme le Vietnam et la Corée du Nord, qui dépendait auparavant de l'aide militaire soviétique pour maintenir leur sécurité et développer leurs forces armées. De nombreux pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont réévalué leurs alliances et relations diplomatiques. Par exemple, **le Vietnam, tout en maintenant une relation formelle avec la Russie, a cherché à diversifier ses partenaires en renforçant ses liens avec les États-Unis et d'autres puissances occidentales pour équilibrer l'influence chinoise grandissante dans la région.** La fin de l'aide économique soviétique a également

obligé plusieurs pays de la région à chercher de nouveaux partenaires économiques. Le Vietnam et d'autres nations ont initié des réformes économiques pour attirer les investissements étrangers et intégrer davantage leurs économies dans le système économique mondial dominé par les États-Unis et leurs alliés. La chute de l'URSS a également permis à la Chine de renforcer sa position en Asie de l'Est et du Sud-Est. Sans le contrepoids soviétique, **la Chine a intensifié ses efforts pour étendre son influence économique et politique dans la région, notamment par des initiatives telles que la Belt and Road Initiative**, qui vise à développer des infrastructures et à stimuler le commerce régional. En résumé, la chute de l'Union soviétique a entraîné une réduction marquée de l'influence de Moscou en Asie de l'Est et du Sud-Est. Cette perte d'influence a été exploitée par d'autres puissances régionales et mondiales, modifiant ainsi les alliances et les dynamiques économiques de la région de manière significative.

Une nouvelle polarisation en Indo-pacifique

Stratégies américaines de *containment*

Après la fin de la guerre froide, les États-Unis ont utilisé des stratégies similaires à celles employées contre l'URSS pour contenir la montée en puissance de la Chine, tout en adaptant

ces techniques aux nouvelles dynamiques géopolitiques. **L'une des principales stratégies de *containment* contre la Chine a été le renforcement des alliances régionales, similaire à la politique de *containment* en Europe durant la guerre froide.** Un exemple clé est l'initiative de rééquilibrage vers l'Asie sous l'administration Obama, connue sous le nom de "Pivot to Asia". Cette politique visait à renforcer les alliances américaines avec des pays comme le Japon, la Corée du Sud, les Philippines, et l'Australie. **En développant des partenariats de sécurité et en augmentant les déploiements militaires dans la région, les États-Unis cherchaient à contrer l'influence croissante de la Chine en Asie-Pacifique,** tout comme ils avaient établi des alliances avec des pays européens pour contenir l'expansion soviétique.

Les États-Unis ont également utilisé des stratégies économiques pour limiter la croissance de la Chine, rappelant les sanctions économiques et les restrictions commerciales appliquées à l'URSS. Un exemple notable est la guerre commerciale lancée sous l'administration Trump, qui a imposé des tarifs douaniers élevés sur les produits chinois et cherché à décourager les entreprises américaines d'investir en Chine. **Parallèlement, des restrictions technologiques ont été mises en place pour empêcher la Chine d'acquérir des technologies avancées,** notamment dans les domaines des semi-conducteurs et de la 5G, similaires aux contrôles de haute technologie imposés à l'Union soviétique pour limiter ses capacités militaires et industrielles.

Différences dans les techniques de *containment*

Contrairement à la guerre froide, où les États-Unis ont principalement agi dans le cadre de l'OTAN et de partenariats bilatéraux, **la stratégie envers la Chine implique souvent des approches multilatérales. Par exemple, les États-Unis ont travaillé avec des groupes comme l'ASEAN pour promouvoir une réponse collective à l'expansion chinoise en mer de Chine méridionale,** cherchant à unir les pays de la région contre l'influence de Pékin. Durant la guerre froide, les économies des États-Unis et de l'URSS étaient clairement distinctes. Cependant, **avec la Chine, une approche mixte d'engagement et de *containment* a été adoptée pendant plusieurs années, en raison de l'interdépendance de ces deux pays.** Les États-Unis ont encouragé l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale, espérant que cela mènerait à des réformes politiques internes. Ce n'est qu'après des années de déception concernant les changements politiques en Chine que les États-Unis ont adopté une posture de confrontation plus claire, contrastant avec l'isolement direct et immédiat de l'URSS. Une différence significative entre les stratégies de *containment* de la guerre froide et celles appliquées à la Chine réside dans la nature de la concurrence. Durant la guerre froide, la compétition était principalement militaire et idéologique, même si la compétition économique et technologique n'était pas absente entre les deux blocs⁸⁸.

⁸⁸ Le PIB Soviétique n'a jamais dépassé le quart du PIB étatsunien et le développement du numérique quasiment exclusivement à l'ouest a scellé la concurrence technologique entre les deux blocs, dont l'absolue avait été atteint dans les années 1950/1960.

Aujourd'hui, la Chine parvient à rivaliser et à concurrencer les États-Unis dans ces deux domaines. Les États-Unis cherchent à maintenir leur supériorité dans les secteurs de haute technologie et à protéger leurs industries stratégiques contre la concurrence chinoise, et la Chine ne proposant plus une réelle alternative au capitalisme, simplement une variante que serait le capitalisme d'État face au capitalisme libéral.

Complexité des relations régionales

Les relations entre Moscou et le Japon sont compliquées par des disputes territoriales, notamment les îles Kouriles. Cette complexité rend difficile pour la Russie d'imposer à nouveau son influence dans la région. De plus, les relations de la Russie avec la Corée du Nord ajoutent une dimension supplémentaire aux dynamiques régionales. La coopération militaire et économique avec Pyongyang, bien que bénéfique à court terme pour la Russie, complique les relations avec d'autres acteurs régionaux, notamment la Corée du Sud et le Japon. Depuis le début de la guerre, le soutien à Pyongyang a été utilisé comme menace contre Séoul si d'aventure elle s'investissait davantage dans la condamnation de celle-ci et le soutien à Kiev. A chaque rapprochement réalisé avec Pyongyang, Moscou perd en capacité d'influencer Séoul.

La volonté russe de revenir dans la région

Renforcement des relations avec le Vietnam

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie a entrepris de restaurer son influence en Asie de l'Est et du Sud-Est. Un exemple clé est le renforcement des relations avec le Vietnam. **En 2024, Poutine a effectué une visite d'État au Vietnam pour la première fois en plus de dix ans, visant à consolider les liens dans les domaines de la défense, de l'énergie, du commerce et des transactions bilatérales.** Le Vietnam reste l'un des rares alliés de la Russie en Asie du Sud-Est, notamment grâce aux relations historiques fortes établies pendant la guerre froide. En outre, la coopération énergétique entre les deux pays a été renforcée par des accords sur l'exploration pétrolière et gazière dans la mer de Chine méridionale. La Russie, par l'intermédiaire de son entreprise d'État Gazprom, a investi dans des projets offshores vietnamiens, renforçant ainsi les liens économiques et stratégiques entre Moscou et Hanoï. Cette exploitation commune entre Gazprom et l'entreprise d'État vietnamienne Petrovietnam exploite 55,6 milliards de mètres cubes de gaz et 25,1 millions de tonnes de condensats de gaz.⁸⁹

⁸⁹ Total de l'exploitation des champs de Hai Tinh, Hai Thach et Kim Cuong Tay au large du Vietnam

Une des forces dans la région de Moscou est de s'être longtemps positionnée comme un soutien potentiel qui ne prend pas en considération le régime en place. Les dictatures et régimes autoritaires peuvent donc compter sur leur soutien malgré leurs actions. La Russie étant sanctionnée économiquement par l'occident, elle peut être amenée à développer des relations privilégiées avec des pays comme la Birmanie, également sous le joug de sanctions internationales, depuis le coup d'État des généraux du 1er février 2022.

La Russie a également cherché à rétablir sa présence en Asie du Sud-Est en vendant des armes à des pays comme la Malaisie et l'Indonésie. Ces ventes visent à réduire la dépendance de ces pays vis-à-vis des armements occidentaux et à maintenir l'industrie de défense russe. Par exemple, la Russie a fourni des chasseurs à réaction et d'autres équipements militaires à ces nations. La coopération militaire est plus dure avec ces deux pays comme l'annulation de l'exercice militaire conjoint Orruda 2020 entre la Russie et l'Indonésie le prouve. L'Indonésie réalisant régulièrement des exercices militaires avec Washington, comme récemment l'exercice Super Garuda Shield. Mais la Russie peut enregistrer des succès dans ce domaine avec des partenaires comme le Laos avec les exercices LaRos 2020. Mais avec ces partenaires, seuls des exercices d'ampleur modérés peuvent avoir lieu, dans le cas de LaRos, seuls 500 hommes y auraient participé.

En Indonésie, la Russie a vendu 11 avions de chasse Su-35 pour un total annoncé à 1,14 milliards de dollars, malgré les sanctions, renforçant ainsi la capacité militaire de Jakarta tout en consolidant les relations bilatérales. De même, en Malaisie, la Russie a proposé des offres attrayantes pour la modernisation des forces armées, incluant la vente de 18 Su-30MK en 2009, mais Moscou n'a plus vendu d'équipement militaire à Kuala-Lumpur depuis 2013. Sur l'ensemble du marché de l'armement sud-est asiatique, si entre 2010 et 2019 Moscou a vendu 30% des armes dans la région est-asiatique selon le SIPRI, sa part a drastiquement chuté depuis, avec seulement 89 millions de dollars en 2021. La concurrence de Séoul, ayant également la réputation de vendre des armes moins chères que la majorité des acteurs du marché, tout en étant fiable, peut également expliquer ce déclin. Ces ventes d'armes coréennes sont également à inclure dans un rapprochement avec l'Asie du Sud-Est, et notamment l'ASEAN, et une prise d'importance de la relation entre Séoul et Jakarta.

Approche transactionnelle et alignement avec la Chine

Contrairement à l'approche idéologique de l'époque soviétique, centrée sur la promotion du communisme, la stratégie actuelle de la Russie est beaucoup plus transactionnelle, se concentrant sur les avantages économiques et les ventes d'armes. Cette approche pragmatique vise à maximiser les gains économiques tout en minimisant les engagements politiques complexes. En

parallèle, l'alignement stratégique de la Russie avec la Chine est une autre différence majeure. **Tandis qu'après le développement d'armes nucléaires chinoises et la critique envers la déstalinisation, l'Union soviétique voyait la Chine comme un rival communiste, la Russie de Poutine cherche à s'associer à la Chine pour contrer l'influence occidentale dans la région.** Il serait faux de considérer cette dynamique de rapprochement comme à retour à la situation d'avant les années 1960, car désormais le partenaire majeur est Pékin, ce qui signifie que Moscou cherche davantage le soutien chinois qu'elle n'offre à Pékin un soutien russe. La Russie et la Chine ont également renforcé leur coopération militaire par le biais d'exercices conjoints comme **les manœuvres Vostok de 2022**. Durant ces exercices organisés et sous la responsabilité de l'état-major russe, les armées russes, chinoises, indiennes, et de dix autres pays ont réalisé des manœuvres d'une ampleur considérable en Sibérie Orientale. Ces activités démontrent un alignement tactique et opérationnel croissant entre les deux puissances. Ainsi si la Russie a pu apparaître comme une solution pour des états au positionnement international nuancé dans la région de s'extraire de la confrontation systématique entre Pékin et Washington, cet alignement de plus en plus systématique avec l'allié chinois fait perdre à Moscou ce statut d'alternative.

Partenariat avec la Corée du Nord

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie a progressivement renforcé ses relations avec la Corée du Nord, aboutissant à un partenariat stratégique étroit. En juin 2024, Poutine et Kim Jong Un ont signé un pacte de défense mutuelle, marquant un tournant significatif dans leurs relations. Cet accord prévoit une assistance mutuelle en cas d'agression et inclut des aspects de coopération militaire et technique. En plus des liens militaires, la Russie et la Corée du Nord ont convenu de renforcer leurs relations économiques et technologiques. Moscou s'est engagée à fournir une assistance économique à Pyongyang, ce qui pourrait inclure des transferts de technologie susceptibles d'améliorer les capacités nucléaires et balistiques nord-coréennes. Dans le domaine spatial, il est probable que la Russie ait apporté un soutien technologique à Pyongyang pour le lancement des satellites de reconnaissance Malligyong 1 le 21 novembre 2023. En retour, la Corée du Nord aurait fourni à la Russie l'équivalent de 6 700 conteneurs de munitions pour soutenir ses opérations en Ukraine, que ce soit par rail ou par voie maritime. Moscou permet à Pyongyang d'enclencher une politique de *derisking*⁹⁰ vis-à-vis de son allié chinois dont elle est dépendante sur quasiment tous les aspects, économiques, militaires, sanitaires...

⁹⁰ Le *derisking* est une stratégie de multiplication des partenaires sur la scène internationale pour diminuer les risques en cas de montée des tensions avec l'un ou plusieurs d'entre eux.

Face à l'opposition de plus en plus claire entre un bloc pro-occidental et la Russie et ses alliés, ce rapprochement de Moscou avec Pyongyang signifie la fin de la volonté de maintenir des coopérations avec la Corée du Sud. Ainsi le projet de 2018 de pipeline gazier reliant la Russie à la Corée du Sud, partant ainsi de Vladivostok et passant par le territoire de la Corée du Nord est aujourd'hui à l'arrêt. **Ce projet de "Trans-Korea Gas Pipeline" synonyme de Nordpolitik (équivalent sud-coréen de l'ostpolitik allemand) est l'exemple parfait du temps révolu des politiques de détente entre les différents acteurs de la région.** Le commerce n'a pas empêché la guerre en Europe, les gouvernements asiatiques ne semblent pas considérer qu'en Asie cela puisse être différent. De plus, si les sanctions économiques n'ont pas entraîné l'effondrement de l'économie russe elle contraint tout de même sa capacité à faire du commerce avec de nombreux pays. Ces pays ne peuvent pas se passer des partenariats avec l'occident, et n'ont pas le poids économique de la Chine pour se positionner à l'abri de sanctions occidentales si le partenariat reste en dessous d'un certain seuil de collaboration.

Conclusion

En conclusion, l'importance de l'Asie-Pacifique dans les affaires mondiales est de plus en plus reconnue par la Russie sous Vladimir Poutine. L'histoire de l'influence de Moscou dans la région, marquée par des périodes d'expansion et de déclin, est aujourd'hui confrontée à de nouvelles dynamiques de polarisation et à des défis géopolitiques. La volonté russe de revenir sur le devant de la scène en Asie de l'Est et du Sud-Est s'inscrit dans une stratégie pragmatique, cherchant à maximiser les gains économiques et à renforcer les partenariats stratégiques, tout en s'adaptant aux réalités contemporaines. Les efforts pour renforcer les relations bilatérales, vendre des armes, et coopérer avec des puissances régionales comme la Chine et la Corée du Nord montrent une Russie déterminée à reprendre une place significative en Asie de l'Est et du Sud-Est. Cependant, comme dans d'autres régions du monde, la Russie ne peut aujourd'hui commercer qu'avec un nombre restreint de partenaires. Ainsi pour ne pas être isolé dans une région aussi stratégique, Moscou joue la carte de la polarisation, en renforçant ses partenariats avec les pays les plus proches, quitte à sacrifier les opportunités avec des pays au positionnement plus neutres sur la scène internationale. Moscou malgré son discours d'avènement d'un monde multipolaire, a une approche binaire des alliances et partenariats dans le monde.

Le Moyen-Orient comme radeau stratégique de la Russie

Iliona Asseline

Depuis 2015, la Russie ne cesse d'étendre sa présence et son influence au Moyen-Orient. Depuis son intervention militaire en Syrie, Moscou tente en effet de se placer comme un interlocuteur indispensable de la zone. Au cœur des tensions géopolitiques mondiales, le Moyen-Orient reste une région d'importance stratégique inégalée, et cela autant pour la Russie que pour l'Occident. En ce sens, elle est le terrain de lutte d'influence de plusieurs puissances, telles que les États-Unis, et la Russie entend bien multiplier les initiatives pour renforcer son rôle dans cette région complexe.

Depuis 2000, le Moyen-Orient a été marqué par une série de tensions et de crises profondes, souvent exacerbées par des ingérences extérieures. L'invasion américaine de l'Irak en 2003, à la suite des attentats du 11 septembre 2001, a déstabilisé la région, entraînant des violences prolongées et l'émergence de l'État islamique (EI). Les États-Unis, avec leurs alliés, ont mené des campagnes militaires contre l'EI, tandis que la Russie est intervenue en Syrie en 2015 pour soutenir le régime de Bachar al-Assad, consolidant ainsi sa présence militaire et son influence régionale. Les Printemps arabes de 2011 ont déclenché des soulèvements populaires qui ont

renversé des régimes en Tunisie, Égypte et Libye, et ont conduit à une guerre civile prolongée en Syrie et au Yémen. L'Arabie Saoudite, soutenue par les États-Unis, est intervenue militairement au Yémen contre les Houthis soutenus par l'Iran lui-même soutenu par la Russie, illustrant la rivalité régionale entre Riyad et Téhéran et les ingérences extérieures possibles. Parallèlement, les accords de normalisation entre Israël et plusieurs États arabes en 2020, orchestrés par les États-Unis, ont modifié les alliances régionales, mais les tensions israélo-palestiniennes restent plus que jamais d'actualité. Les sanctions économiques et les pressions diplomatiques américaines contre l'Iran, notamment après le retrait des États-Unis de l'accord nucléaire en 2018, ont accentué les tensions régionales tout en créant un axe d'opposition entre l'Occident et la Russie. Les récents développements en Afghanistan et les réajustements géopolitiques mondiaux liés à la guerre en Ukraine continuent d'affecter le Moyen-Orient, illustrant l'interconnexion des crises locales et des ingérences extérieures. Ces dynamiques révèlent une recomposition perpétuelle de la région où les influences étrangères jouent un rôle déterminant dans l'évolution des conflits et des alliances.

Dans le cadre de la guerre civile syrienne, enclenchée dès 2011 dans le contexte du Printemps arabe avec des manifestations contre le régime baasiste en place, la Russie s'est progressivement positionnée comme le médiateur incontournable, rivalisant ainsi avec les États-Unis. En soutenant le régime de Bachar al-Assad, Moscou a pu projeter sa puissance militaire au-delà de ses frontières et sécuriser sa base navale de Tartous à l'ouest de la Syrie. Outre la Syrie, la position de Moscou dans le domaine des hydrocarbures lui a

permis de renforcer ses liens avec des acteurs clés du Moyen-Orient, tels que l'Iran et l'Arabie Saoudite, notamment avec des alliances comme l'OPEP+ pour réguler la production pétrolière mondiale⁹¹ et qui démontre l'importance de ces relations. Cependant, la stratégie russe ne se limite pas aux aspects militaires et économiques : la diplomatie russe joue un rôle crucial au Moyen-Orient dans un contexte de diverses rivalités et d'alliances régionales. Les États-Unis ont longtemps été la puissance dominante au Moyen-Orient, intervenant tant militairement que diplomatiquement pour protéger leurs intérêts et défendre leur vision de la géopolitique mondiale. En tant qu'allié historique d'Israël et de l'Arabie Saoudite, les États-Unis entendent limiter les capacités de projection de la puissance russe, également présente dans ces deux pays, et isoler davantage l'Iran, principal partenaire de la Russie au Moyen-Orient.

La Russie s'engage ainsi dans une lutte idéologique, face aux autres forces en présence dans la zone, défendant des valeurs "traditionnelles" face au post-modernisme occidental, et exploitant les problématiques internes de la région pour avancer ses propres intérêts. La coopération avec l'Iran, fondée sur des enjeux communs, tels que la défense des valeurs religieuses et la résistance aux sanctions occidentales, illustre cette stratégie. En tirant parti des enjeux sécuritaires de la région, la lutte contre le terrorisme constitue un levier sécuritaire essentiel pour consolider son influence. Bien que partageant cet objectif de lutte contre l'État Islamique avec

⁹¹ Énergies, C. D., & Énergies, C. D. (2021, 9 avril). *Quels sont les pays faisant partie de l'OPEP+ ?* Connaissance des Énergies.

l'Occident, les stratégies divergent et ne font que renforcer l'opposition et les tensions dans la région.

Enfin, la situation en Syrie offre une illustration paradoxale de la stratégie russe. Le gouvernement de Bachar al-Assad semble stabilisé mais ce succès de la Russie reste mitigé : les pétromonarchies de la zone ainsi que d'autres pays alliés de la Russie, telle que la Turquie, contestent la situation et l'opinion publique arabe est en majorité défavorable aux agissements russes dans la région.

Ainsi, dans ce contexte marqué de tensions et d'alliances fluctuantes, comment la Russie utilise-t-elle le Moyen-Orient pour renforcer sa position stratégique mondiale ? En quoi le Moyen-Orient, du fait des enjeux qu'il concentre, est-il utilisé comme un outil stratégique par la Russie ?

Le Moyen-Orient : un terrain de luttes idéologiques

La Russie comme l'alternative de l'Occident

La position de la Russie dans la zone ne peut pas se limiter à des intérêts exclusivement économiques et stratégiques. En effet, cette présence est également conduite par une vision idéologique pouvant apparaître comme une alternative à l'offre occidentale. Dans ce contexte, l'Occident a essuyé une succession de faux pas au Moyen-Orient pouvant être vus comme des erreurs décisives pour l'opinion publique arabe,

que ce soit à travers les violences perpétrées par l'armée américaine lors de la guerre en Irak ou encore les prises de position controversées concernant Israël, notamment dans le cadre du conflit israélo-palestinien. Les États-Unis ont en effet reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël en 2017 et y ont positionné leur ambassade en 2018⁹². En réponse à l'attaque lancée par le Hamas fin 2023, les États-Unis ont également promis un soutien militaire à Israël. Quant à l'Union européenne, elle a immédiatement condamné les attaques et a réitéré le droit d'Israël à se défendre contre les attaques. Le soutien de l'Union européenne reste cependant conditionnel : en plus d'appeler à un cessez-le-feu, le Parlement européen a rappelé la nécessité du respect du droit international humanitaire et a dénoncé les violences extrêmes commises sur les civils palestiniens⁹³.

En parallèle de cela, la Russie est plus constante dans ses prises de position. En ce sens, la Russie se place comme une alternative contre la démocratisation prônée par l'Occident. Pour l'opinion publique moyen-orientale, la "démocratie américaine" est en effet à l'origine d'États faillis, tels que l'illustre la situation en Afghanistan ou encore en Irak. Le discours russe a donc dorénavant davantage d'échos auprès des opinions publiques, en dépit du soutien à des régimes autoritaires qu'il implique, comme en Iran. L'historique occidental en matière d'ingérence à l'étranger joue également en faveur de la Russie : après les

⁹² BBC News. (2017, 6 décembre). *Jerusalem is Israel's capital, says Donald Trump*.

⁹³ Us, P. S. J. V. L. & G. S. (2024, 20 janvier). European Parliament calls for permanent ceasefire in Gaza, demands conditions for peace. *JURIST - News*.

tentatives de démocratisation au Moyen-Orient, le chaos qui s'en est ensuivi a amené à un questionnement du modèle de démocratie occidentale comme étant une démocratie potentiellement universelle⁹⁴.

En parallèle de ce combat idéologique, la défense de l'Occident au Moyen-Orient peut être perçue comme étant à géométrie variable. Le soutien occidental à la monarchie de Bahreïn ainsi que le soutien occidental à Israël malgré la répression du peuple palestinien et l'occupation militaire soulèvent des questions de constance de l'action dans la zone. En conséquence, l'invocation de l'argument de la moralité par l'Occident pour motiver ses actions au Moyen-Orient ne peut plus fonctionner, et finit par jouer, paradoxalement, en faveur de la Russie.

La défense des « valeurs traditionnelles »

Face au post-modernisme de l'Occident, le principal adversaire idéologique de la Russie au Moyen-Orient, Moscou se pose en défenseur des "valeurs traditionnelles". En ce sens, **la Russie utilise la religion et est active dans la défense des minorités chrétiennes, en particulier en Syrie et en Irak. L'Orthodoxie russe est très influente sur le plan politique en Russie, et cela se traduit par la défense de valeurs dites traditionnelles, contre la "décadence culturelle", idée permettant d'ailleurs à Moscou de se lier davantage à l'Iran.** Ces valeurs traditionnelles sont établies par le

⁹⁴ Lombardi, R. (2022, 29 mars). Moyen-Orient : le grand échec de la démocratie. *Atlantico*.

Patriarche Cyrille en Russie, en charge également du dialogue Orthodoxie-Islam. En Iran, l'équivalent de ce patriarche est l'Ayatollah Taskhiri. En 2014, la 9^{ème} réunion russo-iranienne pour le dialogue "Orthodoxie-Islam" s'est déroulé à Téhéran, réunissant alors les responsables des dialogues interreligieux de chacun des deux pays⁹⁵.

En Russie comme au Moyen-Orient, la religion tient un rôle influent dans les affaires publiques et soutient activement les initiatives du gouvernement pour promouvoir les valeurs dites traditionnelles. Dans de nombreux pays du Moyen-Orient, en particulier ceux avec des majorités musulmanes comme l'Iran, l'Arabie Saoudite et l'Égypte, la religion islamique est intégrée dans le système juridique et social, mettant ainsi en avant l'importance des valeurs islamiques traditionnelles. En ce sens, un parallèle peut être fait sur la défense de ces valeurs avec l'adoption en 2013 d'une loi interdisant "*la propagande de relations sexuelles non traditionnelles*" auprès des mineurs, loi souvent interprétée comme anti-LGBTQ+ et qui a été étendue en 2022 en Russie⁹⁶. Plusieurs pays du Moyen-Orient soutiennent également des lois et politiques qui favorisent les structures familiales dites "traditionnelles" et limitent les droits LGBTQ+.

En parallèle, la diplomatie du dirigeant de la République de Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, au Moyen-Orient, joue un rôle

⁹⁵ « Message du Patriarche Cyrille aux participants de la IX^e réunion de la Commission mixte russo-iranienne pour le dialogue Orthodoxie-Islam », Eglise orthodoxe russe. Département des relations extérieures, 26 août 2014.

⁹⁶ Russie : Impunité pour les auteurs de violences anti-LGBT. (2020, 27 octobre). *Human Rights Watch*.

déterminant pour la Russie. **En tant que leader musulman influent en Russie, Kadyrov sert de relai entre Moscou et les nations à majorité musulmane, renforçant ainsi les relations bilatérales et cela tout spécialement avec la Syrie.** Ce rôle unique permet à la Russie de consolider son réseau d'alliances dans ces régions sur fond de défense de valeurs communes notamment liées à la religion. De plus, les détachements des Kadyrovtsy⁹⁷ soutiennent activement les forces du régime syrien. Sous la direction de Ramzan Kadyrov, la Tchétchénie sert d'intermédiaire stratégique pour la Russie du fait de son statut ambigu de République autonome au sein de la Fédération de Russie, et œuvre pour renforcer l'influence russe au Moyen-Orient grâce à ses liens religieux et culturels avec les nations musulmanes de la région.

La position proactive de la Russie

Depuis l'essoufflement des affrontements en Syrie, la Russie a changé de conduite sur le terrain : elle adopte désormais une attitude proactive. Les actions russes s'étendent également au Yémen, de pair avec la Chine. En effet, la Russie et la Chine ont poursuivi leurs relations économiques et diplomatiques après 2014 malgré la prise de Sanaa par les Houthis. **La Russie ne dispose pas des mêmes moyens militaires que les États-Unis et ne peut donc pas en ce sens constituer une alternative crédible de sécurité, mais propose une**

⁹⁷ *Guerre en Ukraine : Les hommes de Kadyrov, la brutalité au service de Poutine*. (2022, 7 avril). La Presse.

alternative de relations économiques et diplomatiques fiables qui fonctionne pour certains pays. Moscou a notamment gagné du terrain en Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis, en renforçant leurs relations depuis 2015.

Afin d'orienter sa politique étrangère dans la zone moyen-orientale, la Russie utilise les grands dossiers du moment pour sceller sa présence. En exploitant habilement les problématiques internes de la région moyen-orientale, Moscou est capable d'alimenter subtilement son jeu politique et de se poser comme médiateur et stabilisateur. Ainsi, grâce à sa connaissance des problématiques internes la Russie parvient à se glisser dans les failles, notamment à travers le soutien des cultes minoritaires, les oppositions de culte étant une problématique récurrente dans la région, mais aussi pour le conflit israélo-palestinien, la Russie ne soutenant que récemment la cause palestinienne. En 2023, la Russie a en effet appelé à un cessez-le-feu et a tenté de se positionner comme médiateur, se différenciant des puissances occidentales ne se positionnant pas officiellement de manière aussi claire⁹⁸.

Le soutien russe à l'Iran n'est également pas un hasard : le pays est mis en marge par les États-Unis et l'Europe au profit des États Arabes Unis, ce qui en fait un allié tout désigné pour la Russie. La Russie s'appuie donc sur des problèmes très locaux, du fait de ses stratégies diplomatiques et politiques. En arrivant à se placer comme un médiateur de la zone, la Russie entend être proactive dans la région, ce qui est notamment illustré par l'utilisation des mercenaires du groupe Wagner en

⁹⁸ *Geopolitical Manoeuvring in the Middle East : Russia Strategically Walking the Line.* (2024, 29 février). Middle East Centre.

Libye et en Syrie, où ils soutiennent les régimes alliés tout en avançant les intérêts russes.

Un radeau économique et stratégique : entre intérêts énergétiques et sécuritaires

Enjeux économiques

Première région productrice et exportatrice d'hydrocarbures dans le monde, le Moyen-Orient est essentiel dans l'équation énergétique russe. La question du prix du pétrole étant centrale pour Moscou, les liens diplomatiques avec la région sont plus que jamais importants. Depuis le début des années 2000, une coopération entre l'OPEP⁹⁹ et la Russie se crée, impulsée par le besoin de la Russie de stabiliser son marché national. Du fait des besoins financiers de la Russie et de ses enjeux économiques internes, **Moscou n'est pas en mesure de gérer une guerre des prix du baril et se doit donc de participer aux politiques de prix de l'OPEP pour ne pas les subir. Cela explique notamment l'intérêt de la Russie à se rapprocher de l'Arabie Saoudite, pays détenant une grande marge de manœuvre du fait de sa capacité de production et pesant fortement sur l'offre mondiale.** La Russie a donc tout intérêt à ne pas s'opposer à l'OPEP et à orienter sa politique économique en concordance avec l'Arabie Saoudite,

⁹⁹ L'OPEP est une organisation intergouvernementale réunissant 12 pays producteurs de pétrole (6 en Afrique, 5 au Moyen-Orient et 1 en Amérique du Sud). Son objectif historique est l'orientation à la hausse des cours du pétrole et la maîtrise de son cycle de production. Une organisation proche, dénommée **OPEP+**, a été créée en 2016 et regroupe 23 pays membres.

qui tient une position majeure au sein de l'OPEP. On note cependant que les deux pays semblent afficher une "lutte pour l'hégémonie énergétique"¹⁰⁰.

La Russie utilise davantage ses liens bilatéraux dans la région notamment par des contrats gaziers, avec l'Iran ou encore la Syrie qui constituent ses principaux partenaires régionaux. La Libye, le Qatar, l'Iran et les Émirats Arabes Unis, disposant d'importantes réserves de gaz, ont été approché par la Russie pour un projet de création de cartel du gaz, sur le modèle de l'OPEP¹⁰¹. En ce sens, la Russie encourage les projets d'exportation de gaz iranien vers l'Asie afin d'éviter le développement d'un nouvel axe de concurrence sur le marché européen. En définitive, la Russie espère dévier toute possible rivalité entre la production d'hydrocarbures russes et moyen-orientale vers les autres marchés extérieurs, tels que l'Europe, même si la situation actuelle remet déjà en cause ce marché. En Syrie, la Russie est également active sur le plan énergétique, à travers des projets d'exploration ou de production de gaz et pétrole¹⁰².

La Turquie est également un client majeur de la Russie en termes d'exportation de gaz, ce qui ne manque pas de créer des rivalités avec l'Iran sur ce sujet¹⁰³. Le gazoduc *Turkish Stream* reliant la Russie à la Turquie a ainsi été

100 E. Morse et J. Richard, « The Battle for Energy Dominance », *Foreign Affairs*, vol. 81, n° 2, mars-avril 2002.

101 D. Finon, *La Russie et l'« OPEP du gaz » : vraie ou fausse menace ?*, Paris, Ifri, novembre 2007, « Russie.Nei.Visions », n° 24.

102 R. Husari, *Syria and the Changing Middle East Energy Map*, Beyrouth, Carnegie Middle East Center, 2 janvier 2013.

103 Writer, S. (2022, 22 mai). Iran-Russia friendship turns sour over gas rivalry. *Nikkei Asia*.

inauguré en 2020. En dehors de l'aspect énergétique, la Russie entretient des relations économiques fortes avec la Turquie, et cela malgré l'incident de 2015¹⁰⁴. La Turquie reçoit en effet des batteries russes antiaériennes S400 en 2019 et la première centrale nucléaire du pays est construite en accord avec l'entreprise russe Rosatom.

Terrorisme et proximité

La coopération entre la Russie et les pays du Moyen-Orient en matière de lutte contre le terrorisme constitue un pilier central de leur relation. **Depuis 2015 des forces aériennes et terrestres ont ainsi été déployées pour soutenir le régime de Bachar al-Assad contre divers groupes rebelles et terroristes, y compris l'EI et le Front al-Nosra lié à al-Qaïda. Cette intervention a permis de réduire l'influence des groupes terroristes dans la région.** Plus largement, la présence militaire russe en Syrie, avec la base aérienne de Hmeimim et le port de Tartous, a été cruciale pour mener des opérations contre les groupes extrémistes.

En ce sens, la coopération de la Russie avec l'Iran et l'Irak s'est intensifiée dans le cadre de la lutte contre l'EI. En 2017, les forces irakiennes ont bénéficié d'un soutien aérien et de renseignement russe lors de la bataille de Mossoul contre

104 Un avion russe a été abattu par la Turquie près de la frontière syrienne. Cet incident a fortement affecté les relations entre les deux pays. (Reuters, L. M. A. A. E. (2015, 29 novembre). Ce que l'on sait de l'avion russe abattu par la Turquie. *Le Monde.fr*.

l'EI¹⁰⁵. L'Iran a également coordonné ses actions militaires avec la Russie en Syrie. Cette collaboration trilatérale a permis de contenir l'EI dans la région et sa capacité d'organisation au-delà du Moyen-Orient.

La Russie joue donc un rôle clé dans la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient, lui permettant de renforcer sa position géopolitique dans la région. Il est cependant à noter que ses actions comportent un volet préventif important autour de la radicalisation et du retour des combattants extrémistes dans les régions voisines de la Russie. De nombreux combattants djihadistes de l'EI proviennent des républiques russes du Caucase du Nord, telle que la Tchétchénie¹⁰⁶. **Le vice-directeur du Service Fédéral de Sécurité de la Fédération de Russie a estimé, avant le début des implications militaires russes, que 2 500 citoyens russes ainsi que 3 000 personnes en provenance des anciennes républiques soviétiques, étaient partis faire la guerre en Syrie pour le compte de diverses organisations terroristes**, renforçant alors la volonté d'agir contre une potentielle menace terroriste pouvant contaminer les frontières russes.

L'Afghanistan représente un autre point majeur dans la stratégie de la Russie au Moyen-Orient en matière de lutte contre le terrorisme et de stabilisation régionale. **Bien que non situé techniquement au Moyen-Orient, son instabilité**

105 Etudesgeostrategiques, V. T. L. A. P. (2017, 29 décembre). *Quelles conséquences pour la Russie avec son intervention militaire en Syrie ?* Études Géostratégiques.

106 France 2. (2023, 16 octobre). *Terrorisme : existe-t-il une filière djihadiste venue du Caucase ?* Franceinfo.

et la présence directe de groupes terroristes transnationaux comme les talibans ou l'EI, notamment dans la province du Khorasan aux frontières de l'Afghanistan, ont des répercussions directes sur la sécurité de la Russie et ses partenaires régionaux¹⁰⁷. Les risques de propagations de l'extrémisme islamisme vers les voisins proches de la Russie, tels que le Tadjikistan, l'Ouzbékistan ou le Turkménistan, qui partagent des frontières avec l'Afghanistan, constituent une priorité sécuritaire pour Moscou. En ce sens, la Russie a renforcé sa coopération avec ces Etats en matière de sécurité et a notamment mené des exercices militaires conjoints aux frontières, tels que ceux avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan à la frontière afghane en 2021 et 2022. De plus, des forces russes sont présentes sur la frontière tadjiko-afghane d'environ 1 300km. La stabilisation ainsi que la surveillance des frontières du Caucase du Nord sont perçues comme essentielles pour éviter la propagation de l'extrémisme aux frontières russes.

Malgré ses préoccupations, la Russie a maintenu un dialogue avec les talibans. En effet, dès 2019 Moscou a accueilli des pourparlers de paix impliquant les talibans et d'autres factions afghanes afin d'œuvrer à la stabilisation de la zone. Après la prise de pouvoir des talibans en 2021, la Russie poursuit le dialogue avec le nouveau régime et a affirmé en 2024 vouloir retirer les talibans de sa « *liste des organisations terroristes* »¹⁰⁸. Moscou

107 Bennaceur, M. (2021, 2 septembre). *Talibans, Al-Qaida et Etat islamique en Afghanistan, entre liens étroits et fractures idéologiques.* *Le Monde.fr*.

108 Agence, A., & Dufourcq-Boutin, A. (2024, 28 mai). *Russie : les talibans ne figureront plus dans la liste des organisations terroristes.* *Le Figaro*.

cherche alors à s'assurer que le territoire afghan ne soit pas utilisé par des groupes terroristes comme base d'opérations contre la Russie et ses alliés. L'Afghanistan est un exemple clé de la manière dont la Russie aborde la lutte contre le terrorisme et la stabilisation régionale au Moyen-Orient.

« *Le Triangle de la revanche* » : Russie, Iran et Chine dans le cadre de la crise au Yémen

Dans le cadre des enjeux et intérêts divers russes dans la zone moyen-orientale, un axe de coopération semble se dessiner : l'Iran et la Chine vont de pair avec la Russie au Moyen-Orient. On peut alors parler de "*triangle de la revanche*" pour faire référence à cette collaboration stratégique de trois pays qui partagent l'objectif de contester l'hégémonie occidentale, en particulier celle des États-Unis, dans les affaires mondiales. En ce sens, il s'agit d'équilibrer les pouvoirs mondiaux et de retrouver une influence géopolitique proportionnelle à leur poids démographique, économique et militaire. Dans la région moyen-orientale, marquée par des conflits incessants, ce triangle de la revanche entend apporter son soutien à travers des appuis diplomatiques, des partenariats économiques et de l'assistance militaire. De nombreuses négociations se font alors conjointement à ce triangle coopératif, notamment dans la perspective d'investissement pour le secteur énergétique.

Dans le secteur énergétique, la Chine investit massivement dans les infrastructures énergétiques en Iran. Dans ce

même secteur, l'Iran a pu signer des accords de coopération énergétique d'une valeur de 40 milliards de dollars avec le groupe gazier russe Gazprom en 2022¹⁰⁹. Ce support financier et structurel dans le cadre des sanctions américaines infligées à l'Iran, permet aux trois pays de s'aligner davantage sur une feuille de route commune contre l'hégémonie américaine.

Au Yémen, l'Iran soutient activement les rebelles houthis dans leur lutte contre le gouvernement qui est, lui, reconnu internationalement. **La Russie et la Chine, bien que plus discrets sur leur positionnement sur la question yéménite, soutiennent diplomatiquement l'Iran, notamment au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, pour contrer les résolutions pouvant affaiblir ses alliés.** Tout en évitant de critiquer les attaques des Houthis en Mer Rouge, la Russie tente de conserver une attitude médiatrice dans le cadre du conflit yéménite et a notamment accueilli en février 2024, à Moscou, le premier ministre du gouvernement yéménite reconnu internationalement pour discuter d'une possible stabilisation du conflit¹¹⁰. Dans ce contexte, la Chine tente de se faire le médiateur privilégié de l'Iran et des puissances impliquées dans le cadre du conflit yéménite¹¹¹. L'Iran reste cependant un acteur majeur dans le conflit, en fournissant un

109 *L'Iran signe des accords avec le russe Gazprom pour des projets d'installations gazières s'élevant à 40 milliards de dollars.* (2022, 14 novembre). Enerdata.

110 Fenton-Harvey, J. (2024, 22 mars). How Russia seeks to capitalize on US strikes in Yemen, Red Sea tensions. *Al-Monitor : Independent, Trusted Coverage Of The Middle East.*

111 Pour aller plus loin : Robinson, K. (2023, 1 mai). Yemen's Tragedy : War, Stalemate, and Suffering. *Council On Foreign Relations.*

soutien logistique et militaire aux Houthis. La Russie ne manque d'ailleurs pas de montrer son désaccord avec les Houthis à plusieurs occasions tout en évitant de mentionner l'Iran¹¹².

Cependant, des slogans hostiles à la Russie et à l'Iran ont été scandés au Yémen, dans le cadre de manifestations anti-houthis en 2015 : « *Houthis, Iran, le Yémen n'est pas le Liban* » ainsi que « *Houthis, Russie, le Yémen n'est pas la Syrie* ». Ces manifestations sont principalement alimentées par le soutien diplomatique russe aux acteurs régionaux, ainsi que par le soutien iranien direct aux Houthis, les deux étant perçus comme des forces déstabilisatrices par une partie de la population yéménite. Ces slogans reflètent donc la préoccupation yéménite de se retrouver soumis aux mêmes types d'ingérences étrangères que la Syrie ou le Liban.

Le rapport de ces trois pays avec la population locale reste cependant complexe et ambivalent. D'une part, l'intervention russe et chinoise dans la zone est perçue comme une forme de soutien par certains groupes qui bénéficient des nouveaux investissements et nouvelles infrastructures. D'autre part, le soutien au régime autoritaire iranien et syrien peut être vu négativement et provoquer des ressentiments. L'Iran est notamment accusé de sectarisme à travers son soutien aux milices chiites, les Houthis étant un groupe de rebelles chiites zaidites, au même titre que le soutien iranien au Hezbollah

112 Pour aller plus loin : Dagres, H. (2021b, avril 9). *Russia is friendly with the Houthis in Yemen. But it's complicated*. Atlantic Council.

libanais et diverses milices chiites ayant participé au maintien de Bachar al-Assad en Syrie¹¹³.

Le cas de la Syrie : une situation paradoxale

Moscou et l'Occident : un même objectif

La situation en Syrie est marquée par une complexité géopolitique où la Russie et l'Occident jouent des rôles clés, mais leurs actions sur le terrain semblent s'opposer. Depuis le début de la guerre civile en 2011, la Russie soutient fermement le régime de Bachar al-Assad, fournissant une aide militaire et diplomatique cruciale.

En revanche, l'Occident, dirigé par les États-Unis et leurs alliés, a appuyé diverses factions rebelles et milices kurdes, cherchant à promouvoir une transition politique loin du régime actuel. Cette dynamique a engendré des tensions et des confrontations indirectes, malgré un objectif commun : la lutte contre les groupes extrémistes et terroristes qui exploitent le chaos syrien.

In fine, l'objectif de réduire l'influence des groupes djihadistes tels que l'EI ou Al-Qaïda qui menacent la sécurité internationale est partagé entre la Russie et l'Occident. Des divergences significatives dans leurs approches et soutien

113 Washington, A. C., DC. (2021, 24 mai). *Middle East Sectarianism : A Symptom to a Cause*. Arab Center Washington DC.

respectifs viennent cependant contrecarrer cet engagement mutuel. Éradiquer le terrorisme nécessite une coopération, même tacite, pour atteindre une stabilité durable en Syrie, et même au-delà dans la région.

Mais des stratégies divergentes

Pour s'opposer à ces mouvements extrémistes, on observe une divergence sur la méthode la plus appropriée. **Les États-Unis et leurs alliés européens privilégient, en l'apparence, le renforcement de l'opposition syrienne. En plus de cette « opposition modérée syrienne », la stratégie américaine s'oriente vers les tribus sunnites en Irak.** Après les attentats de novembre 2015 à Paris, la menace de l'EI est devenue une préoccupation centrale pour l'Occident, se tournant alors vers une coalition internationale contre Daesh : le soutien aux Kurdes syriens et à l'armée irakienne est alors devenu une évidence.

Quant à la Russie, il s'agit de s'appuyer sur les accords étatiques locaux avec un soutien majeur au gouvernement contesté de Bachar al-Assad. Selon le secrétaire de la Défense américain, Ashton Carter, les frappes russes ont visé des zones où il n'y avait « *probablement pas de forces de l'EI* ». Le chef de l'opposition syrienne, Khaled Khoja, a quant à lui affirmé que les frappes russes « *visaient à maintenir le régime du président Bachar Al-Assad, et non à cibler les djihadistes de l'EI* »¹¹⁴. Ces

¹¹⁴ Reuters, L. M. A. A. E. (2015, octobre 1). Que visaient les premières frappes russes en Syrie ? *Le Monde.fr*.

déclarations illustrent la stratégie de la Russie d'aider le gouvernement syrien avant tout, sur fond de doute sur sa volonté de lutter contre le terrorisme de la part de Washington et ses alliés. Les dirigeants russes et syriens n'ont cessé de renforcer leurs liens. **Arrivés au pouvoir la même année, Poutine et Bachar al-Assad souhaitent remettre au goût du jour les dynamiques présentes à l'époque de l'URSS en Méditerranée.**

Dans le même temps, les stratégies des uns et des autres sont mises à mal par ces stratégies divergentes. En effet, du fait du veto systématique de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU, les tentatives de résolution du conflit aux Nations Unies restent infructueuses.

En plus de ces divergences flagrantes de stratégies, la présence russe se fait davantage concrète sur le terrain, du fait de l'implication du groupe Wagner. **Le 26 juin 2023, Poutine a annoncé avoir financé le groupe Wagner dans ses opérations d'ingérence en Syrie. De plus, dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne où le groupe Wagner est également impliqué, les mercenaires se sont formés sur les champs de bataille en Syrie : le terrain syrien a donc été un terrain d'entraînement idéal pour l'armée russe et le groupe Wagner**¹¹⁵. La Syrie reste l'une des seules zones de conflit où l'on a documenté officiellement la présence de mercenaires du groupe Wagner. En 2018, 200 à 300 combattants pro-Assad ont été tués par l'armée américaine, une partie d'entre eux étant supposés être membres du groupe

¹¹⁵ Gjevori, E. (2023, 26 juin). Insurrection du groupe Wagner : les conséquences pour le Moyen-Orient et l'Afrique. *Middle East Eye Édition Française*.

Wagner. La présence de Wagner permet de projeter la puissance régionale de Moscou dans la zone, tout en jouissant de nouvelles activités lucratives dans des gisements de pétrole et de gaz dans des zones auparavant contrôlées par l'EI. La guerre en Ukraine a cependant amené Wagner à réduire sa présence en Syrie, créant le risque de voir d'autres acteurs, ne servant pas les intérêts de la Russie, combler le vide en Syrie. Sur le terrain, il n'y a en effet que peu de troupes russes : les acteurs locaux travaillent directement avec le groupe Wagner.

On note cependant qu'autant les États-Unis que la Russie ont fait signer un accord à Bachar el-Assad afin de mettre fin à l'utilisation des armes chimiques en Syrie¹¹⁶, suscitant une vague d'espoir et de soulagement au sein de la population syrienne et de la communauté internationale. Néanmoins, la Syrie a continué à utiliser du gaz chloré, selon de nombreuses enquêtes de l'Organisation pour l'Interdiction Chimiques affiliée à l'ONU¹¹⁷. Le discours reste partagé, chacune des forces en présence se rejetant la faute : Washington et ses alliés affirmant qu'il s'agit d'armes chimiques syrienne et russe, et ceux-ci affirmant qu'il s'agit d'une stratégie occidentale pour discréditer le gouvernement de Bachar al-Assad et son alliance avec Moscou.

116 Afp, L. M. A. (2013, 16 septembre). La Syrie salue l'accord russo-américain sur ses armes chimiques. *Le Monde.fr*.

117 Nations Unies. *Un Conseil de sécurité partagé face aux conclusions de l'OIAC sur la responsabilité des forces armées syriennes dans l'attaque à l'arme chimique à Douma - Couverture des réunions & communiqués de presse*. (s. d.).

Le « succès » diplomatique de la Russie en Syrie

Le retrait des troupes américaines fin 2018 a permis aux Russes de s'imposer davantage en Syrie. L'intermédiaire privilégié des Kurdes et de Damas est dorénavant Moscou. Dès 2013, la médiation russe a permis d'éviter une nouvelle intervention unilatérale de l'Occident. La Russie poursuit sa politique de soutien à l'État syrien face aux mouvements d'opposition soutenus par les États-Unis et certains pays européens, et n'a pas failli en ce sens. **En effet, Bachar al-Assad s'est maintenu au pouvoir, ce qui constitue en l'espèce un succès diplomatique pour la Russie.** Cette position dominante dans le conflit syrien a été réaffirmé par la Russie lors de la visite surprise de Poutine à Damas en janvier 2020, dans un contexte de tension accrue dans la zone illustré par les graves dissensions entre l'Iran et les États-Unis¹¹⁸. La Russie entend ainsi envoyer un message clair aux Occidentaux et aux pays voisins : Moscou est aux commandes du dossier syrien.

Ce succès diplomatique reste cependant à nuancer, notamment au niveau de l'opinion publique arabe. **En soutenant un régime en lutte pour sa survie, contre lequel une grande partie de la population s'oppose, Moscou se met face au risque de perte de crédit auprès de la population locale.** De plus, la Russie est le seul acteur dans la zone à pouvoir être proche diplomatiquement à la fois de l'Iran et la Syrie, tout en

118 Hayek, C. (2022, 25 mai). Les enjeux de la visite de Poutine à Damas. *Courrier International*.

conservant une proximité avec Israël, ce qui n'est pas banal dans le contexte actuel. Aucun autre pays ne peut prétendre à cela, et cette ambivalence ne rend pas forcément service à Moscou qui perd en considération de la part de l'opinion publique arabe au Moyen-Orient. Les pétromonarchies de la région sont également peu favorables à la Russie, du fait de ses agissements contradictoires dans la région.

Le succès diplomatique russe en Syrie, et donc plus largement au Moyen-Orient, reste donc à nuancer. Les dynamiques locales sont en constante mutation et les crises actuelles non résolues dans la région pourraient changer la donne dans les prochaines années.

Conclusion

La Russie jouit d'une approche réaliste des rapports de force et des crises dans la région et ne manque pas d'exploiter les réalités du terrain pour servir ses intérêts. Sa vision idéologique, fondée sur des « *valeurs russes* » vues comme « *traditionnelles* », pouvant être partagées avec l'Iran et colportée par la Tchétchénie, permet à Moscou de s'opposer efficacement à la doctrine universaliste des États-Unis et de certains pays européens dans la zone moyen-orientale. Ainsi, le retour stratégique russe au Moyen-Orient est une réalité démontrée notamment par sa capacité d'influence en Syrie dans le cadre de la crise débutée en 2011.

Cependant, la politique russe au Moyen-Orient peut être perçue comme contradictoire : Moscou prétend défendre les

intérêts de la population arabe tout en combattant les organisations terroristes tout en se positionnant comme une puissance de *statu quo* qui défend les régimes autoritaires de la Syrie, de l'Iran ou même de l'Égypte. Dans la même lignée, la Russie tente de ne couper les ponts avec personne et de tirer des avantages de toutes ses relations dans la zone, afin d'avancer ses intérêts économiques liés au secteur énergétique, mais également de devenir un interlocuteur indispensable pour la stabilisation de la zone.

En définitive, la Russie n'est effectivement pas isolée au Moyen-Orient, la région faisant office de vitrine diplomatique, mais également militaire dans une certaine mesure. Cela permet donc à Moscou de renforcer son influence dans la zone tout en contournant les stratégies d'isolement occidental, et dans le même temps de stabiliser ses intérêts propres au Moyen-Orient.

Ainsi, la lecture prudente de la Russie sur les enjeux au Moyen-Orient lui permet de ne pas commettre les mêmes erreurs que les États-Unis et l'Europe et de se positionner comme une alternative crédible au niveau mondial. La crise en Syrie et le relatif succès de la Russie peuvent néanmoins remettre en cause la présence diplomatique et économique russe dans la zone, et donc ses intérêts énergétiques. Le prolongement de la crise en Iran pourrait également fragiliser davantage la position russe, compromettant non seulement sa stratégie de se présenter comme une puissance influente majeure au Moyen-Orient, mais aussi entravant la poursuite de ses propres intérêts géopolitiques et économiques à l'échelle mondiale.

Partenaires éloignés : l'essor des relations russo-latino-américaines depuis 2014

Iliona Asseline

En avril 2023, le ministre des Affaires Étrangères russe Sergueï Lavrov initie une tournée latino-américaine alors que son gouvernement est confronté aux sanctions européennes et américaines. Souhaitant démontrer qu'elle est loin d'être isolée, la Russie se remet alors à jouer dans l'arrière-cour des États-Unis, en pleine guerre russo-ukrainienne. En effet, l'Amérique Latine n'a jamais été une priorité stratégique pour Moscou, et cela peu importe l'époque. Même si Cuba apparaît comme un allié traditionnel de la Russie avec les sollicitations militaires et diplomatiques de l'Union Soviétique de 1961 à 1989, le partenariat russo-latino-américain ne constitue pas pour autant une alliance naturelle.

Le continent sud-américain a historiquement affiché une volonté de neutralité au regard des tensions entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Cette volonté est traduite par le souhait de l'Amérique latine de diversifier ses partenariats, la Russie et les États-Unis constituent d'ailleurs des partenariats importants pour une grande partie des pays du continent sud-américain. Depuis l'élection de Vladimir Poutine à la présidence de la Russie en 1999, on a pu observer une montée en puissance des échanges et communications entre certains pays d'Amérique Latine et la Russie, et cela jusqu'en 2014.

Vladimir Poutine réalise alors une tournée latino-américaine inédite en 2014, alors même que la Russie se retrouve au cœur des premières sanctions liées à l'annexion de la Crimée, formant alors un parallèle intéressant avec la récente tournée latino-américaine de Sergueï Lavrov dans le sillage des sanctions liées à la guerre russo-ukrainienne. La tournée de 2014 a été l'occasion de conclure de nombreux accords, notamment avec le Venezuela qui semble être le partenaire privilégié de Moscou sur le continent. En effet, le partenariat russo-latino-américain exclut par nature certains pays, "à la botte" des États-Unis ou simplement sans accords ni accroches particulières avec la Russie. Ainsi, les principaux États concernés par des partenariats avec Moscou sont les suivants : la Bolivie, Cuba, le Nicaragua, le Venezuela, le Brésil, et l'Argentine. Chacun de ces pays est animé par la volonté de diversifier ses partenariats en marge des États-Unis. En parallèle, des pays tels que le Chili, la Colombie et le Mexique restent proches des États-Unis et de sa ligne directrice.

On observe cependant une apparente mise en sommeil de ces relations russo-latino-américaines en 2016, relations finalement ravivées par le déclenchement des opérations militaires en 2022 mais aussi par les tensions politiques dans la zone depuis 2018. Le rapport du ministère des Affaires étrangères russe de 2016 portant sur la nouvelle stratégie diplomatique de Moscou ne fait apparaître l'Amérique latine qu'à la fin du livret : la Russie développe alors une stratégie régionale qui s'explique par ses relations tendues avec l'Ukraine et la Géorgie, ainsi que par les événements de la zone moyen-orientale. En plus de cela, les tendances électorales de 2016 mettent une distance entre les deux zones, avec un

tournant à droite pour la politique du continent sud-américain enclenché dès 2014 et jusqu'en 2018. L'Amérique latine n'est donc pas au cœur de l'agenda diplomatique russe à la veille de l'invasion de l'Ukraine. Cependant, avant même le début de la guerre russo-ukrainienne, le président argentin de l'époque Alberto Fernandez avait déclaré vouloir faire de l'Argentine « *la porte ouverte de la Russie en Amérique latine* », annonçant alors une dynamique nouvelle pour la Russie dans la région. En plus de cela, le Brésil, avec Jair Bolsonaro comme président, de pair avec l'Argentine, a effectué une tournée en Russie afin de remercier Moscou pour son aide vaccinale en 2021, déterminante lorsque plusieurs pays latino-américains en étaient dépourvus. Des déclarations d'officiels russes ainsi que des médias latino-américains évoquaient également à la même époque un renforcement de la présence militaire russe à Cuba, ainsi qu'au Nicaragua et au Venezuela. Dans ce contexte, la Russie se rapproche peu à peu de certains pays de la région, qui eux n'ont pas souhaité contrarier Moscou relativement à la question ukrainienne lors de prises de position aux Nations Unies, laissant alors la porte ouverte à de nouveaux partenariats. Mais alors, **l'Amérique Latine constitue-t-elle une alternative hasardeuse ou un partenariat préférentiel durable pour la Russie dans le contexte de guerre russo-ukrainienne ? Quelles sont les principales évolutions de ce partenariat éloigné depuis 2014 ?**

Des partenaires pas si éloignés : entre motivations et objectifs communs

Conditions d'un rapprochement : liens et perceptions communes

Sur le papier, la Russie et l'Amérique latine ne semblent pas avoir beaucoup en commun. Il est cependant important de noter que la Russie, que ce soit l'URSS ou l'Empire russe, n'a jamais entretenu de conflits sérieux ou même de tensions sur le long terme avec les pays d'Amérique latine. Les potentiels préjudices idéologiques de l'URSS ayant pu impacter la région ne sont également plus d'actualité. Ce contexte politico-social crée alors toutes les conditions favorables à la création d'une entente mutuelle sur les sujets d'intérêts internationaux. Dans ce cadre, la Russie et le continent latino-américain partagent des perceptions et ressentiments communs, notamment à travers leur impression commune « d'humiliation internationale » du fait de leur mise à la marge sur la scène internationale par l'Occident¹¹⁹.

En parallèle, différents présidents nationalistes accèdent au pouvoir, comme en Argentine avec Néstor Kirchner (2003-2007) ou Evo Morales en Bolivie (2006-2019), à l'instar de l'élection de Poutine en Russie. Les volontés peuvent alors sembler se rejoindre : autant pour la Russie que pour l'Amérique latine, il s'agit de gagner en autonomie face aux

119 *Le temps des humiliés : Pathologie des relations internationales*, Bertrand Badie (2019). Odile Jacob.

États-Unis, de retrouver une souveraineté pour l'Amérique latine, et de prendre place sur la scène internationale. En ce sens, la Russie peut être perçue comme un contrepoids idéal face aux États-Unis. En 2008, le Venezuela et le Nicaragua reconnaissent l'indépendance de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud¹²⁰, démontrant alors leur soutien à la position russe sur le sujet.

De plus, la Russie a réussi à convaincre l'opinion publique latino-américaine du prolongement politique de l'Union Soviétique, du fait de son rapprochement avec les régimes de gauche. Des observateurs latino-américains classent alors souvent la Russie au "centre-gauche", image très commode pour la Russie dans cette région, jusqu'au récent virage à droite pris par certains pays d'Amérique latine au cours de ces dernières années, tels que le Brésil avec Jair Bolsonaro en 2019 ou plus récemment en Argentine avec l'élection de Javier Milei fin 2023 (virage déjà amorcé en 2015 avec l'élection de Mauricio Macri). Plus globalement, la Russie jouit d'une certaine autorité morale auprès des latino-américains, du fait d'un passif politique lié. Lors des manifestations de 2019 au Chili contre le gouvernement de Sebastian Piñera, des représentants des forces militaires russes ont par exemple visité la ville pour des échanges d'expériences, la Russie faisant ainsi office de conseiller. Les liens et perceptions communes vis-à-vis de l'Occident, notamment des États-Unis, ainsi que leurs ambitions croisées font alors de Moscou et du continent

120 Reuters, L. M. A. A. E. (2009, 10 septembre). "Le Venezuela, troisième pays à reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie". *Le Monde.fr*.

sud-américain des partenaires qui pourraient fonctionner en l'espèce.

Une critique commune de l'hégémonie américaine

Depuis l'établissement du Consensus de Washington, on observe une dénonciation de l'hégémonie américaine en Amérique latine, notamment de la part de l'Argentine, du Venezuela, de la Bolivie ou encore de l'Équateur¹²¹. En réaction à cela, il y a une véritable recherche de divers partenaires pouvant contrebalancer l'influence des États-Unis, accentuée au fil de l'histoire par les régimes de gauche anti-impérialistes, faisant donc de la Russie un candidat idéal.

A partir des années 2000, cette contestation s'intensifie, notamment à travers la remise en question des institutions financières internationales par l'Amérique Latine, tels que la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ou le Fond Monétaire International (FMI). Certains pays se sont ainsi sentis contraints d'accepter les politiques du « consensus de Washington »¹²². Les pays alors portés par une diplomatie contestataire vis-à-vis des États-Unis se sont tournés vers la Russie, tels que Hugo Chávez, fraîchement élu au Venezuela en 2001 et effectuant rapidement sa première visite officielle en Russie. Dans cette même lignée, de nombreuses visites

121 Isabelle Vagnoux, « Les États-Unis et l'Amérique du Sud : des voisins distants », *Politique étrangère*, 2013/4 (Hiver), p. 65-76. DOI : 10.3917/pe.134.0065.

122 Pour aller plus loin : *Pouvoir et domination dans les politiques de développement : l'exemple de l'Amérique latine*, Eric Berr (2019). Cairns.

officielles de chefs d'États latino-américains auprès de Vladimir Poutine se sont succédées. La préférence politique de Moscou pour les États affichant une défiance ou un sentiment d'hostilité vis-à-vis des États-Unis s'est affirmée. En 2005, le projet nord-américain de construction d'un marché commun des Amériques est indéfiniment suspendu, au profit de projets plus régionaux, tels que l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), la Communauté des États latino-américains et caraïbes (Celac), et l'Union des nations d'Amérique du Sud (Unasur), organisations dans lesquelles la Russie a ensuite été intégrée comme observatrice. En parallèle la Russie développe également ses organisations régionales via la Communauté des États Indépendants (CEI) ou encore l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OCS), et y invite certains pays latino-américains. A travers cette tentative de restructurations régionales, l'Amérique latine et la Russie se retrouvent dans leur volonté partagée de contester le fonctionnement des institutions dominées par les États-Unis et l'Europe. Le cas le plus emblématique de cette stratégie de contrepoids face aux États-Unis dans la zone reste l'île de Cuba. Plus récemment, la nouvelle stratégie de l'OTAN de se projeter sur des pays plus éloignés tels que la Colombie et le Brésil ne fait que renforcer l'intérêt de la Russie de développer un nœud stratégique dans la région latino-américaine.

Divisions et crise ukrainienne : une alliance durable ?

Dès 2014, les divergences Russie - Occident s'accroissent avec l'annexion de la Crimée. Pendant que la Russie subit les premières sanctions de l'Union européenne, certains pays sud-américains soutiennent la Russie aux Nations Unies. Le 25 mars 2014, la Bolivie, Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ont ainsi refusé de voter une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'annexion de la Crimée. L'Argentine, le Brésil, l'Équateur, le Paraguay, le Salvador et l'Uruguay se sont abstenus. Au sein de l'ONU, les relations russo-latino-américaines se traduisent généralement par un soutien mutuel, de bonne augure pour la suite de leurs relations sous le conflit russo-ukrainien. Le rapprochement politique entre la Russie et l'Amérique latine dans un contexte de guerre s'explique également par le fait qu'aucun pays de la région ne se soit associé aux sanctions économiques adoptées par l'Occident. Même les deux principales puissances ayant participé au virage à droite de la région, l'Argentine et le Brésil, ont choisi de ne pas contribuer au régime de sanction, bien qu'étant à nouveau des alliés affirmés des États-Unis.

En effet, c'est dans cette même période de changements politiques en Amérique Latine que l'Argentine et le Brésil voient une baisse significative de leurs contacts avec la Russie ainsi qu'une réduction des projets communs dans toute la zone. Ces sanctions sont notamment vues comme source d'opportunité pour l'Amérique latine afin de tirer un avantage économique de ce progressif isolement économique de la Russie : en 2019 la Russie va alors devenir le deuxième

importateur de viande bovine argentine, après la Chine¹²³. Ainsi, des pays tels que l'Argentine ou le Brésil ont finalement des intérêts à cultiver cette position de neutralité. Lors du vote de la résolution « Agression contre l'Ukraine » de 2022, le Venezuela demeure absent du vote, et des pays tels que Cuba et le Nicaragua s'abstiennent. Seule la Colombie, alliée des États-Unis, va condamner sans équivoque l'invasion ukrainienne par la Russie. Bien que cette disparité dans les réactions des pays latino-américains montre une tendance à la baisse de l'influence occidentale, spécialement de Washington, au profit d'une présence russe, la crise ukrainienne semble également diviser l'Amérique latine. Cette divergence démontre cependant l'importance accordée à la coopération avec la Russie de nos jours par certains pays, comme le Venezuela.

Le retour stratégique de la Russie en Amérique latine

Un intérêt économique préférentiel ?

Du côté économique, la Russie a autant profité de la montée des prix du pétrole, du gaz, des minerais et des produits agricoles des années 2000 que beaucoup de pays d'Amérique Latine. Le continent sud-américain et la Russie, du fait de la richesse de leur sol et leur économie de rente axée sur l'exploitation des minerais, hydrocarbures et produits
¹²³Agence nationale agraire, 10 janvier 2019, "La Russie est le deuxième importateur de viande bovine en provenance d'Argentine".

agricoles, semblent alors dotés de points communs majeurs. Ces partenaires éloignés ont progressivement développé des relations apparaissant comme des sources de substitution aux gaps économiques créés par les sanctions européennes, et cela dès 2014. En ce sens, l'Argentine apparaît comme un partenaire économique privilégié : 80% de l'électricité en Argentine est produite par des centrales électriques construites à l'époque soviétique, ce qui nécessite de la maintenance et des réparations, et donc des rapports étroits avec les techniques russes. La coopération dans le secteur de l'électricité s'opère essentiellement avec trois pays : l'Argentine, Cuba et l'Équateur. Cuba a notamment obtenu un prêt de 1,2 milliards d'euros en 2015 pour financer la construction de quatre centrales thermiques, un prêt très important pour le pays, en volume et en durée. Quant à l'Équateur, des turbines à gaz et à vapeur pour des centrales thermiques en construction sont également fournies par la Russie. Pour ce qui est de l'énergie nucléaire, la Russie est au coude à coude avec la Chine, avec plusieurs projets notamment celui de Rosatom d'une nouvelle centrale en Argentine¹²⁴. En effet, la Russie a signé dès 2014 un contrat de construction de réacteurs nucléaires en Argentine.

Pourtant, les relations économiques dans leur globalité avec la Russie restent secondaires pour les pays de la région latino-américaine. Les échanges avec la Chine et les États-Unis sont nettement supérieurs, avec respectivement 15,2% et 37,2% du volume total du commerce extérieur régional en 2018, contre

¹²⁴ "China, Russia Looking to Build Nuclear Plants in Argentina". (2019). *Power Mag*.

0,7% pour la Russie¹²⁵, et cette tendance continue de se confirmer. Ainsi, il apparaît que la Russie se concentre davantage sur l'aspect énergétique de ses relations économiques sur le continent sud et centre américain, recentrant dorénavant ses efforts sur la coopération énergétique avec des pays tels que le Venezuela ou l'Argentine.

Sécurité et coopération militaire

En tant que second plus grand exportateur d'armes au monde, la Russie concentre également ses efforts sur la zone latino-américaine. La coopération technique aérienne militaire russe y est également importante, notamment concernant les hélicoptères. Le marché sud-américain est donc une priorité pour la Russie, qui se classe après les États-Unis pour la revente d'armes dans la zone. Cette coopération revêt un intérêt géopolitique indéniable : il s'agit pour la Russie de former un circuit de défense externe extra-continentale pour son propre intérêt et donc sa sécurité, comme une réponse aux activités de l'OTAN proche de ses frontières. Le Venezuela et le Nicaragua sont des clients majeurs de cette coopération militaro-technique parmi six autres pays d'Amérique latine : l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, et l'Uruguay¹²⁶. Du fait de l'influence historique russe au

125 International Trade Centre (ITC). (s. d.). *Trade Map - Trade statistics for international business development*. Copyright 2008-2014 International Trade Centre. All Rights Reserved.

126 TASS, 4 avril 2019, "Quelles armes russes sont les plus demandées sur le marché latino-américain ?"

Nicaragua, ce dernier possède 90% de son équipement de l'armée de fabrication soviétique. En conséquence, les contacts entre les ministères de la Défense sont denses et la coopération se maintient à un niveau élevé : par des achats d'équipements et d'armes ou des formations conjointes diverses (informatique, militaires, etc.). En 2022, le président nicaraguayen Daniel Ortega a annoncé l'entrée sur le territoire de troupes russes et d'équipements militaires dans une volonté d'échange d'expérience et d'entraînements conjoints¹²⁷, marqueur d'une forte coopération militaire affichée.

Malgré la perte du marché péruvien et mexicain pour la vente d'hélicoptères¹²⁸, la Russie étend sa coopération militaro-technique à Cuba. Suite à la signature d'un accord sur un prêt d'État de 20 millions de dollars en 2009, afin de financer des contrats de fourniture d'équipements militaires russes, de nombreux systèmes d'artillerie, des véhicules blindés, des équipements de défense aérienne et des équipements navals ont été achetés à la Russie par Cuba ces dernières années. Un deuxième prêt a été accordé en 2019 à la Havane à hauteur de 38 millions d'euros¹²⁹. Encore plus récemment, dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne et des tensions accrues entre la Russie et les États-Unis, des navires de guerres russes se sont rendus à Cuba pour une escale en juin 2024, dans le contexte d'exercices sur l'utilisation d'armes et missiles

127 Gomez, F. (2022, 14 juin). "Le Nicaragua, futur théâtre d'opérations pour l'armée russe". *Libération*.

128 Universal, R. E. (2020, 14 février). "México niega la posible compra de helicópteros rusos". *El Universal*.

129 Tacc. (2019, 6 février). "Россия предоставит Кубе кредит в размере € 38 млн по линии BTC". *TACC*.

de précision dans l'océan Atlantique¹³⁰. Cette coopération militaro-technique semble donc perdurer avec Cuba, et cela depuis des années. En définitive, la Russie coopère fortement avec les principaux pays de la région dans le domaine militaire et cette tendance ne semble pas s'amoinrir dans le contexte de la guerre avec l'Ukraine. La Russie peut donc compter sur la coopération militaro-technique comme pilier de ses relations avec la zone latino-américaine et Caraïbes.

Lutte d'influence

Durant la guerre froide, l'Amérique latine a historiquement été un terrain de lutte d'influence pour la Russie, notamment à travers leur allié cubain. Hugo Chavez s'est également laissé influencer par les penseurs marxistes, et Nicolas Maduro, actuel président du Venezuela contesté par l'Occident, est un pur produit marxiste et léniniste, même s'il s'est converti au bolivarisme par la suite (doctrine nationaliste conservatrice). En ce sens, le Venezuela est un pur reflet du rejet idéologique des États-Unis et donc de l'étendue de l'influence politique russe.

Sur le modèle de la Chine et de ses Instituts Confucius, la Russie tente d'étendre son influence et de diffuser sa culture en Amérique latine. En ce sens, l'Institut Pouchkine pour la langue russe a ouvert des centres en Équateur, au Pérou et à

Cuba. Le nombre de latino-américains qui étudient le russe augmente en conséquence chaque année. Dans cette même lignée, la fondation Rousski Mir, chargée de populariser la langue russe mais aussi la culture, dispose de dix centres et bureaux dans la région : en Argentine, au Brésil, au Pérou, en Équateur, au Costa Rica, au Guatemala, au Nicaragua, à Cuba, ainsi qu'au Mexique. Des bourses d'études pour des étudiants latino-américains souhaitant partir en Russie sont également mises en place.

En matière de diffusion médiatique internationale, la Russie a mis les bouchées doubles ces dernières années, avec la mise en place de la version espagnole de la chaîne de télévision *Russia Today*. Son audience est parfois comparable à celle des médias américains qui sont historiquement très implantés chez le public latino-américain. Dans ce contexte, une véritable « guerre de l'information » se joue à travers l'implantation des médias transnationaux dans la région : il s'agit d'attirer la sympathie des populations. On note une véritable coopération en ce sens avec le Venezuela et l'Équateur, avec des tribunes aux politiciens de gauche de la région sur la chaîne vénézuélienne Telesur ou encore l'animation de l'ancien président équatorien depuis 2018 sur *Russia Today* où il interviewe des personnalités politiques de l'ancien « virage à gauche » et présente des analyses en lien avec les intérêts de la Russie.

¹³⁰ Euronews. (2024, 12 juin). "Nouvelle crise de missiles ? Des navires de guerre russes se rendent à Cuba aujourd'hui". *Euronews*.

Le Venezuela et la Russie : victimes de la guerre hybride de l'Occident

La collaboration entre la Russie et le Venezuela tient une place particulière par son ampleur. En effet, dès le début des années 2000 les relations entre Vladimir Poutine et Hugo Chavez deviennent plus étroites et l'arrivée au pouvoir de Nicolas Maduro en 2013 renforce ces liens. A travers cette nouvelle entente, la Russie y voit un moyen de compenser la perte de son allié traditionnel suite à l'effondrement du bloc soviétique : Cuba. De plus, les deux pays s'envisagent comme des victimes de la "guerre hybride" menées par l'Occident : ils redoutent que des révolutions n'éclatent sur leurs territoires et s'efforcent donc mutuellement de temporiser ces risques, d'où l'intérêt de la Russie à maintenir la stabilité au sein de cette zone.

La crise politique vénézuélienne de 2018 et 2019 fait s'affirmer la Russie comme alliée diplomatique et sécuritaire nécessaire. Une grande partie de la communauté internationale ne reconnaît pas la réélection de Maduro en 2018 et la qualifie de « *frauduleuse* ». En parallèle de cela, la Russie dénonce un « *chantage* » des sanctions américaines et le Venezuela est déterminé à progresser dans le secteur de l'énergie aux côtés de Moscou¹³¹. Les pays entendent donc

131 Afp, L. F. A. (2023, 19 avril). "Tournée latino-américaine de Lavrov : la Russie veut une union contre le « chantage » de l'Occident". *Le Figaro*.

suivre leur propre voie, en rejet de la vision occidentale de l'équilibre des forces mondiales.

Deux piliers : armes et pétrole

Le partenariat préférentiel de la Russie et du Venezuela s'appuie également sur des points communs : leurs économies dépendent en grande partie de l'extraction de matières premières et ils produisent tous deux des hydrocarbures. L'assistance énergétique de la Russie envers le gouvernement de Maduro constitue un point majeur de la stabilité du pouvoir vénézuélien depuis la crise politique de 2019 : 70% du pétrole vénézuélien est acheté et revendu par la Russie, selon Elliott Abrams, représentant diplomatique américain au Venezuela¹³². Une grande partie des relations économiques russo-vénézuéliennes reposent sur la société Rosneft, investisseur historiquement majeur dans le pays. L'entreprise russe prend alors le rôle de radeau économique pour le secteur énergétique du Venezuela. Jusqu'au départ de Rosneft de Caracas en 2020 suite à des sanctions américaines visant cette coopération russo-vénézuélienne, l'entreprise possédait 13% du parc énergétique pétrolier vénézuélien. Le cap reste cependant inchangé, et malgré l'isolement croissant du Venezuela depuis 2019 et la crise politique, le soutien russe reste présent, et cela autant pour des questions politiques que strictement économiques.

132 Alandete, D. (2020, 8 janvier). "EE.UU. admite que subestimó el apoyo de Rusia a Maduro". *Diario ABC*.

La coopération militaire reste cependant le domaine de coopération prioritaire. Entre 2010 et 2016, 80% des exportations d'armes et équipements militaires russes en Amérique latine se font au Venezuela. Néanmoins, cette position dominante de la Russie au Venezuela est menacée par la concurrence de la Chine, qui participe fortement à la modernisation des infrastructures des sites militaires et fournit des véhicules blindés et autres équipements. De nouveau dans le cadre de la crise politique entamée en 2018 où la réélection de Maduro est massivement contestée, notamment par Juan Guaidó qui s'auto-proclame président légitime de la République bolivarienne, la Russie fournit un soutien inconditionnel au gouvernement de Maduro. Des systèmes de défense anti-aérienne S-300 ainsi que des mercenaires de la compagnie militaire privée russe Wagner arrivent à Caracas, ces derniers étant chargés d'assurer la sécurité personnelle du président Maduro¹³³. En parallèle de cela, le Venezuela ne manque pas d'être utilisé par la Russie pour accentuer les pressions militaires sur les États-Unis, telle que la déclaration en janvier 2022 de Sergueï Riabkov, vice-ministre russe des Affaires étrangères, affirmant envisager l'envoi de troupes au Venezuela et à Cuba¹³⁴, avant même le début du conflit russo-ukrainien de février 2022, préfaçant alors de nouvelles tensions dans la zone Caraïbes.

133 Lagneau, L. (2019, 26 janvier). "Des mercenaires russes envoyés au Venezuela pour assurer la protection de M. Maduro". *Zone Militaire*.

134 Газета, Р. (2022, 14 janvier). "Рябков о военной инфраструктуре РФ на Кубе и в Венесуэле : Не хочу ничего исключать". *Российская Газета*.

A l'épreuve de la guerre russo-ukrainienne

Depuis le renouvellement de Maduro au pouvoir en 2019, la Russie a affiché un soutien sans faille au gouvernement vénézuélien. Historiquement, ce soutien mutuel est indéfectible, on le voit notamment par la reconnaissance vénézuélienne de l'indépendance des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk¹³⁵ et l'absence du Venezuela au vote de la résolution sur l'agression contre l'Ukraine, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en mars 2022. Cependant, le dialogue, rompu depuis 2019, a récemment repris entre les États-Unis et le Venezuela alors que la Russie est de plus en plus accablée de sanctions par les États-Unis et ses alliés. A travers ce soudain rapprochement au lendemain de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et de l'embargo américain sur les importations de pétrole russe, les États-Unis souhaitent priver ces derniers d'un de leurs plus grands alliés sur la scène internationale. En ce sens, les États-Unis se préparent à une potentielle levée des sanctions sur le Venezuela et donc à une contribution à la reconstruction de l'industrie énergétique du pays.

Dans cette lignée, le Venezuela a quelque peu adouci son discours sur la guerre en Ukraine, comme le montre Delcy Rodriguez, vice-présidente de la République bolivarienne, à travers son discours affirmant que le Venezuela ne sera jamais dans le camp de la guerre pour la guerre, mais dans celui des

135 "Мадуро поддержал признание Россией ДНР и ЛНР". (2022, 4 avril). *РИА Новости*.

droits humains, laissant ainsi davantage la porte ouverte aux pourparlers américains. La Russie, investissant moins ces dernières années sur le marché vénézuélien du fait des sanctions américaines, pourrait alors être victime d'un changement de cap du Venezuela, dans un contexte tendu sur la scène internationale. Le conflit russo-ukrainien et ses retombées au Venezuela via les tensions entre la Russie et les États-Unis parviennent presque à rappeler la crise cubaine de 1962, d'autant plus dans un contexte de regain d'influence de la Russie sur le continent sud-américain.

Conclusion

Au-delà des intérêts politiques et économiques, traduits par la coopération massive de la Russie et l'Amérique latine dans les secteurs énergétiques et sécuritaires, la présence grandissante de Moscou dans la zone constitue une réponse à la présence des États-Unis, et plus largement de l'OTAN, dans sa zone d'influence en Europe Centrale et de l'Est. Le conflit russo-ukrainien amorcé en 2014 n'a fait que redynamiser, par à-coup, les relations de la Russie avec des pays tels que le Nicaragua, le Venezuela et Cuba. Le continent sud-américain constitue encore plus aujourd'hui une zone de lutte d'influence, affrontement illustré récemment par l'actualité liée au Venezuela et sa possible réconciliation avec les États-Unis. Depuis une vingtaine d'années, se rapprocher de l'Amérique latine revient donc à remettre en question l'hégémonie des États-Unis, mais plus largement de l'Occident, tout en

établissant des relations stratégiques autant pour les pays concernés que pour la Russie.

Officiellement, la Russie entretient des partenariats avec l'Argentine, le Brésil, Cuba, l'Équateur, le Nicaragua et le Venezuela. Mais dans la moitié de ces cas, les partenariats n'ont pas abouti ou ne sont pas durables : seuls le Nicaragua et Cuba semblent être acquis, et la position du Venezuela semble être à interroger dans les prochaines années. En fin de compte, il n'y a pas de véritable projet de long terme de la Russie en Amérique latine et ces relations fonctionnent par à-coup depuis des années. Une éventuelle baisse d'intérêt des États-Unis pour la région pourrait aider la Russie en ce sens, mais l'ampleur de la présence chinoise n'est également pas à sous-estimer même si ceux-ci ne sont pas hostiles à la Russie et qu'ils n'occupent pas les mêmes secteurs de coopération.

In fine, la guerre russo-ukrainienne rebat les cartes dans le monde entier, y compris en Amérique latine où l'influence russe infuse de plus en plus sur fond de partenariats à l'épreuve de la guerre, comme le montre le cas emblématique des relations russo-vénézuélienne.

Zoom sur : L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud-Alanie

L' Abkhazie (capitale : Soukhoumi) et l'Ossétie du Sud-Alanie (capitale : Tskhinvali) sont deux États à la reconnaissance internationale assez complexe. Tous deux font légalement partie du territoire de la République de Géorgie, mais disposaient du statut d'oblasts autonomes à l'ère soviétique. De plus, certaines particularités régionales les rendent distinctes du reste du pays. Ces deux régions sont peuplées en majorité par des ethnies non-géorgiennes, à savoir les Abkhazes (un peuple caucasien) et les Ossètes (qui font quant à eux partie du groupe ethnique iranien), qui ne désiraient pas faire partie du projet national géorgien.

Profitant des remous causés par la naissance de l'État géorgien, Ossètes du Sud comme Abkhazes proclamèrent leur indépendance en 1991, provoquant deux violentes guerres civiles qui furent résolues par l'intervention des troupes russes. Depuis, malgré un court conflit de quelques jours en 2008 entre Russes et Géorgiens, les deux régions sont souveraines et de facto affranchies de l'influence de Tbilissi. Pourtant, leur reconnaissance internationale reste très limitée : seuls le Venezuela, le Nicaragua, Nauru, la Syrie et bien entendu la Russie reconnaissent leur indépendance.

Mais si la Russie insiste sur leur autonomie, et utilise de précieuses ressources afin de maintenir en place des régimes qui se seraient autrement déjà effondrés, c'est bel et bien car elle y gagne quelque chose.

La Russie compte implanter très prochainement une base militaire navale sur les côtes abkhazes, qui lui donnerait un meilleur accès (et

donc un meilleur contrôle) sur la Mer Noire. De plus, cela ouvre de nouvelles routes de communication pour le commerce avec la Turquie.

Dans le cas de l'Ossétie du Sud, dont l'apport économique est très faible (cette région très montagneuse et relativement petite ne produit que peu de richesses), sa présence sert surtout de levier de pression sur Tbilissi. Après les victoires ossètes dans les années 1990 et 2000, qui ne furent possible qu'avec l'aide de Moscou, cette dernière se sert de la région séparatiste afin d'intimider la Géorgie. À tout moment, si la Géorgie adopte une posture trop hostile à l'égard du Kremlin, ce dernier peut donc frapper depuis l'Ossétie du Sud. En définitive, les deux régions aident Moscou à conserver une présence diplomatique et militaire majeure dans le Caucase, en dépit des tentatives de confinement occidentales.

Hard et soft powers : un panorama des leviers d'influence

Le développement du Triangle de Fer entre Moscou, Téhéran et Pékin

Robin Salle

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale auprès du président états-unien, publie *le grand échiquier* en 1997. Dans cet ouvrage, il décrit un scénario qui présenterait un grand danger potentiel, la naissance d'une grande coalition entre la Chine, la Russie et l'Iran. Celle-ci ne serait pas fondée autour d'affinités idéologiques mais par des rancunes complémentaires. Cette alliance serait avant tout anti-hégémonique à l'ordre mondial occidental. Il estime que ce scénario a peu de chance de se réaliser mais qu'il serait parmi les plus dangereux. Aujourd'hui, l'hypothèse de Brzezinski se confirme. Ces trois nations renforcent leurs liens économiques, stratégiques et diplomatiques, elles cherchent à remodeler l'équilibre géopolitique mondial à leur avantage.

L'idéologie et l'histoire

L'histoire de l'humiliation

Les trois pays ont des histoires marquées par des périodes d'humiliation par les puissances occidentales, un facteur unificateur de leur alliance actuelle. L'Iran, la Russie et la Chine cherchent tous à redresser leur position mondiale après des siècles de domination et d'interventions étrangères. **Cette quête commune de restauration de la dignité nationale et de la souveraineté est un élément central du discours accompagnant les annonces de coopération entre ces trois pays.** La Russie est celle dont l'humiliation est la plus récente avec la chute de l'URSS et avec elle la place du Kremlin dans le monde, le niveau de vie de la population russe et de l'économie. La thérapie de choc promue par Eltsine a été un traumatisme pour la population et elle est associée au modèle occidental, que promettent de combattre ces trois pays. La Chine met en avant le siècle des humiliations, lorsque les puissances occidentales ont soumis la dynastie Qing et lui ont imposé des traités inégaux tout en ayant colonisé des comptoirs commerciaux comme Hong Kong, Macao ou encore Tsingtao. Pour les Iraniens, l'arrestation du premier ministre Mossadegh, alors en plein projet de nationalisation de l'exploitation de l'importante réserve de pétrole du pays par la CIA a été la preuve que Washington et l'Occident en général ne laisseraient pas les pays du Tiers-Monde devenir réellement indépendants et puissants. Ces trois pays se présentent comme

de retour sur la scène internationale et revendiquent une place qu'ils considèrent légitime au vue de leur histoire glorieuse, avant l'intervention des occidentaux.

Le néo-impérialisme

Lors de la reprise des relations entre Téhéran et Riyad, le ministre des Affaires étrangères iranien avait simplement présenté la coopération avec la Chine comme essentielle pour la stabilité et la prospérité régionale. Mais pour comprendre les motivations derrière ces mots consensuels, **il faut s'intéresser au discours d'idéologues comme Hassan Abassi. Selon lui, l'Iran, la Russie et la Chine présentent des idéologies distinctes - l'orthodoxie pour la Russie, l'Islam pour l'Iran et le social-confucianisme pour la Chine - qui diffèrent fondamentalement du libéralisme occidental.** Cette diversité idéologique est vue comme une force pour contrer l'influence libérale-sioniste perçue derrière le drapeau américain. Les trois pays ont une vision partagée d'un ordre mondial multipolaire où les sphères d'influence régionales sont respectées et protégées contre les ingérences extérieures. Ce qui n'est cependant pas dit dans les discours de Hassan Abbasi, c'est qu'à l'intérieur de ces sphères d'influences respectives, les ingérences des puissances sont possibles. Il s'agit davantage de défendre le droit des puissances moyennes à disposer d'un pré-carré que réellement de défendre la souveraineté complète de l'ensemble des pays. **Les trois nations adoptent des approches néo-impérialistes pour**

affirmer leur influence régionale et globale. La Russie, en intervenant en Syrie et en Ukraine, la Chine, en construisant des îles artificielles en mer de Chine méridionale, et l'Iran, en soutenant des milices chiites au Moyen-Orient, montrent leur volonté de redéfinir les frontières de leur influence.

Les trois Berlin

L'alliance Moscou-Téhéran-Pékin se forme avant tout sur une opposition à l'hégémonie occidentale. Bien que l'on parle souvent de monde multipolaire, cette alliance suggère un retour à une dynamique de guerre froide, opposant un bloc anti-occidental à l'Occident. L'Iran, bien que partenaire junior, joue un rôle crucial grâce à ses nombreuses influences régionales, notamment via le Hamas et le Hezbollah. Ce partenariat permet aux trois pays de présenter un front uni contre les politiques américaines et européennes qui cherchent à les isoler et à restreindre leur influence mondiale.

Les trois nations s'unissent autour de la volonté de contester l'ordre mondial dominé par l'Occident. Elles se positionnent comme des champions de la souveraineté nationale et de la non-ingérence, critiquant les interventions occidentales en Libye, en Syrie et en Irak comme des exemples de l'hégémonie américaine.

Toujours selon Hassan Abbasi, **chaque pays se positionne derrière un point de tension majeur dans ce qui pourrait**

être une nouvelle guerre froide : la Russie en Ukraine, la Chine à Taïwan, et l'Iran en Palestine. Les succès ou échecs dans ces régions symbolisent les victoires ou défaites de leur lutte contre l'ordre libéral occidental. L'Ukraine, Taïwan et la Palestine sont devenus des champs de bataille symboliques où se jouent les destinées de ces puissances face à l'influence occidentale. L'Ukraine représente le front européen de cette nouvelle guerre froide, où la Russie défie directement l'influence occidentale. Taïwan est le point de friction en Asie-Pacifique, où la Chine cherche à affirmer sa souveraineté face aux alliances américaines. La Palestine, soutenue par l'Iran, est le symbole de la résistance au Moyen-Orient.

Une alliance naturelle ?

Intérêts économiques

La coopération économique entre la Russie et la Chine s'est intensifiée, faisant de **Moscou le principal fournisseur de pétrole de Pékin. En 2023, les échanges commerciaux entre les deux nations ont atteint 240 milliards d'euros, marquant une augmentation de 26% par rapport à 2022.** La Chine cherche à réduire sa dépendance vis-à-vis de l'Occident, poursuivant une **stratégie de « derisking »**. Cette stratégie de multiplication des partenaires pour limiter les dépendances est traditionnellement utilisée pour décrire les

actes de démocraties envers des régimes autoritaires. Cependant, la stratégie chinoise de développement de partenariat avec des pays moins regardant sur ses entorses aux droits de l'Homme comme l'Iran ou la Russie est aussi une potentielle garantie de stabilité pour Pékin.

En parallèle, **l'Iran, isolé économiquement par les sanctions occidentales, trouve en la Russie et la Chine des partenaires précieux pour ses exportations énergétiques et son commerce international.** La Chine et la Russie ont intensifié leur coopération économique et énergétique, avec des projets tels que le pipeline Power of Siberia 2, bien que celui-ci rencontre des obstacles logistiques et politiques. La Russie, en tant que fournisseur clé d'énergie, utilise cette relation pour sécuriser ses marchés et compenser les pertes de marchés européens progressives, tandis que la Chine voit en la Russie un partenaire essentiel pour sa sécurité énergétique à long terme.

Intérêts stratégiques

Les relations militaires entre ces pays se sont également renforcées. Bien qu'elle ait été présentée comme une ligne rouge par les chancelleries occidentales, selon le renseignement militaire britannique, **la Chine aurait fourni du matériel militaire à la Russie pour soutenir son effort dans la guerre en Ukraine. Des entreprises chinoises comme Sinotech Dalian Carbon and Graphite**

Manufacturing Corporation auraient également en 2014 permis à l'Iran de se procurer de quoi construire des missiles balistiques. En mars 2024, les trois nations ont réalisé des exercices militaires conjoints dans le Golfe d'Oman, illustrant leur coopération militaire croissante et leur détermination à défier l'influence occidentale dans la région. Les exercices réguliers et la collaboration technologique militaire indiquent une volonté partagée de s'opposer aux stratégies occidentales de confinement. **L'Iran et la Russie ont intensifié leur coopération militaire, notamment en Ukraine où l'Iran a fourni plus de 400 Shaded 136, des drones kamikazes et un nombre comparable de missiles sol-sol de courte portée à la Russie.** En échange, **Moscou, par le partage de technologies avancées, notamment dans le domaine spatial, aurait permis à l'Iran de lancer en partenariat avec les Russes le satellite Khayyam le 9 août 2022.** La maîtrise des technologies spatiales est bien sûr à interpréter dans le cadre du développement du programme nucléaire iranien. Cette collaboration renforce les capacités militaires des deux pays tout en contournant les sanctions internationales.

Intérêts politiques et diplomatiques

Un exemple notable de l'influence politique croissante de ce triangle est la **reprise des relations entre Téhéran et Riyad, sous la tutelle chinoise le 10 mars 2023.** Ce rapprochement vise à stabiliser la région tout en renforçant les alliances non-

occidentales, démontrant la capacité de ce bloc à remodeler les alliances régionales. La montée des tensions entre Washington et Riyad a été le terreau fertile de ce succès diplomatique. La Chine se présente comme promotrice de la paix et la stabilité, particulièrement dans des zones de conflit comme le Moyen-Orient, afin de se positionner comme un acteur majeur responsable sur la scène mondiale. **L'Arabie Saoudite peut ainsi envoyer un message à Washington, à savoir que désormais la dépendance saoudienne au soutien étasunien est révolue et de nouveaux partenariats sont possibles en cas de positions hostiles de la part de Washington.** Cette nouvelle donne coïncide avec la vision commune d'un ordre mondial multipolaire défendue par le triangle de fer. **Ces trois nations participent activement à des organisations internationales telles que l'Organisation de Coopération de Shanghai et les BRICS,** cherchant à créer des contrepoids aux institutions dominées par l'Occident comme l'OTAN et l'Union Européenne.

Sujets de tensions entre les trois pays

Malgré leur coopération, des tensions subsistent. Par exemple, **la concurrence entre la Russie et l'Iran sur le marché pétrolier complique leurs relations économiques.** Ces deux pays sous sanctions occidentales doivent partager avec le Venezuela le marché Indien et Chinois. Il s'agit des seuls marchés significatifs à l'échelle mondiale sur lesquels ils peuvent vendre leur production à l'abri des sanctions. L'Inde

en plus d'être un marché central dans cette compétition, est également révélateur de positions difficilement réconciliables entre les trois partenaires du triangle de fer. Si la Russie exporte à New Delhi du pétrole et du matériel militaire, en contrepartie de quoi l'Inde refuse de condamner l'offensive russe en Ukraine, la Chine a une relation autrement plus compliquée. Des affrontements entre les gardes-frontières chinois et indiens ont lieu régulièrement, dont l'exemple le plus marquant a été le combat de la vallée de Galwan en juin 2020 ayant causé la mort d'une vingtaine de soldats indiens et chinois. Ces affrontements sont à interpréter dans le contexte de nombreux litiges frontaliers, et pour contrer la Chine, l'Inde n'hésite pas à se rapprocher des Etats Unis et de leurs alliés comme lorsque New Delhi a rejoint le QUAD en 2007, avant que celui-ci ne soit réactivé en 2017. Ainsi la méfiance historique, politique et les différends commerciaux persistent également autour des investissements et des projets de développement économique. **La Russie voit la Chine développer ses partenariats et ses intérêts en Asie centrale avec des pays comme le Kirghizistan ou le Kazakhstan. Moscou considérant cette région comme son pré-carré, Le Kremlin aurait tout fait pour empêcher l'organisation de Coopération de Shanghai de devenir une zone de libre-échange.** En plus Moscou craint de devenir trop dépendante économiquement de la Chine, tandis que la Chine se montre prudente quant à l'implication militaire trop ouverte avec la Russie, craignant des répercussions économiques et diplomatiques.

Les dynamiques internes

Russie et Chine : une coopération asymétrique

Cette alliance ne peut cependant pas seulement être définie par la présence de deux grandes puissances et d'un junior Partner que serait l'Iran. **Bien que la coopération économique et militaire entre la Russie et la Chine soit en augmentation, cette relation reste asymétrique. La Russie dépend bien plus de la Chine que l'inverse. Bien que la Chine soit le principal partenaire commercial de la Russie, l'inverse n'est pas vrai. La Russie est le cinquième partenaire de Pékin, après les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud, et Taïwan,** des pays ouvertement hostiles à la Russie et dont les tensions avec la Chine ne cessent de prendre en importance. Cette dépendance croissante de la Russie à l'égard de la Chine crée des inquiétudes à Moscou quant à la perte de son autonomie stratégique. La Chine profite de cette dépendance pour renforcer ses propres intérêts géopolitiques, tout en maintenant une certaine distance stratégique vis-à-vis des actions russes les plus controversées, comme l'invasion de l'Ukraine, par peur de subir des sanctions économiques de la part de l'occident, qui sont comme nous l'avons vu ces principaux partenaires économiques. **De plus, l'aventure russe en Ukraine a été la preuve que la réponse européenne et étasunienne peut être ferme lorsque leurs intérêts sont menacés aussi frontalement, ce qui pourrait être le cas en cas d'offensive de l'armée populaire de**

libération sur l'île. Le Japon et la Corée du Sud s'étant clairement positionnés contre la guerre en Ukraine, ils seraient sûrement prêts à s'engager également, peut-être dans de plus amples proportions, dans le scénario d'une attaque contre Taiwan.

Le rôle du Moyen-Orient

Le Moyen-Orient joue un rôle crucial dans cette dynamique, avec l'Iran au centre des tensions régionales. Dans cette région, l'opposition entre Téhéran et Washington est très cruciale. **L'Iran, par le biais d'un réseau de groupes non officiels, dont les plus connus sont les Houthis au Yémen, le Hezbollah au Liban et le Hamas en Palestine, renforce sa position au sein du triangle de fer.** S'étant positionné en tant que leader de la défense de la cause Palestinienne sur la scène internationale depuis la révolution islamiste de 1979, l'Iran a gagné en importance tandis que d'autres pays comme l'Égypte ou l'Arabie Saoudite développaient une ligne moins dure envers Israël. Téhéran a désormais une importante zone d'influence, et est implanté en Irak et en Syrie où elle soutient le régime de Bachar El-Assad aux côtés de Moscou. La Russie et la Chine semblent vouloir soutenir l'Iran pour maintenir l'équilibre des pouvoirs dans la région et pour contrer l'influence des États-Unis et de leurs alliés. Ainsi l'Occident se retrouve contesté dans la région où se trouve les deux tiers des réserves mondiales de pétrole.

Dans cette alliance, l'Iran occupe une position unique. Comme le soulignait François Hollande, toute alliance nécessite toujours un partenaire plus petit capable d'accomplir ce que les plus grands ne peuvent pas. L'Iran, avec ses capacités asymétriques et ses réseaux régionaux, remplit ce rôle en soutenant des groupes militants et en influençant la politique régionale. Ces soutiens politiques en plus d'économies seraient plus dur à assumer pour la Russie et la Chine, en tant que puissance plus globale et membre du conseil de sécurité.

L'Iran, en tant que plus petit partenaire, utilise son réseau d'alliances régionales pour exercer une influence que ses partenaires ne peuvent pas égaler directement. Sa capacité à mobiliser des groupes comme le Hezbollah et le Hamas pour projeter sa puissance est un atout unique dans cette alliance. Dans la guerre civile syrienne, le Hezbollah a appuyé le gouvernement de Bachar El-Assad soutenu par l'armée russe. Ainsi un groupe chiite avec un ancrage régional plus fort a pu se positionner et combattre pour un régime qui devait sa survie à une armée russe extérieure à la région.

Concurrencer économiquement les Occidentaux

L'alliance entre Moscou, Téhéran et Pékin a cherché à développer des alternatives au système SWIFT pour contourner les sanctions économiques et accroître leur indépendance financière. **En réponse aux sanctions occidentales, notamment l'exclusion de certaines banques**

russe du réseau SWIFT, la Russie a créé le Système pour le Transfert des Messages Financiers (SPFS) en 2014. Ce système a été pleinement opérationnel depuis décembre 2017 et est utilisé principalement par les institutions financières russes ainsi que quelques banques étrangères, principalement des filiales de banques russes. **Parallèlement, la Chine a développé le Cross-Border Interbank Payment System (CIPS) en 2015 pour faciliter les transactions internationales en yuan et réduire sa dépendance vis-à-vis de SWIFT. En 2021, l'Iran a connecté son système national de compensation financière, SEPAM, au SPFS russe pour permettre des transactions transfrontalières malgré les sanctions. Les efforts pour intégrer SPFS et CIPS visent à créer une alternative viable à SWIFT, mais cette intégration reste limitée.**

La majorité des transactions internationales chinoises continuent de se faire en dollars américains, ce qui rend difficile la mise en place d'un système concurrent pleinement fonctionnel à court terme. Cependant, ces initiatives montrent la détermination de ces nations à réduire leur vulnérabilité aux sanctions économiques et à promouvoir un système financier multipolaire. Cette volonté d'indépendance et de souveraineté monétaire avait été particulièrement mise en avant lorsque les pays des BRICS avaient annoncé la volonté de développer leur propre monnaie lors du sommet de 2022, sans que cette initiative ne soit suivie de réelles avancées. **La Banque de développement de Chine (CDB) joue un rôle crucial dans l'initiative de redéfinir l'ordre économique mondial menée par les BRICS et l'alliance entre Moscou, Téhéran et Pékin.** Établie en 1994, la CDB est l'une des plus grandes

banques de développement au monde et se concentre sur le financement de projets d'infrastructure majeurs en Chine et à l'international. Elle soutient notamment l'initiative des nouvelles routes de la Soie en fournissant des prêts pour la construction d'infrastructures qui renforcent les connexions économiques entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique. En finançant des projets dans les pays BRICS et au-delà, la CDB contribue à la création d'un système financier multipolaire, réduisant ainsi la dépendance des pays émergents vis-à-vis des institutions financières occidentales. Elle concurrence notamment la Banque Asiatique de Développement dans lequel le Japon joue un rôle central. Les prêts chinois sont souvent exempts d'exigence de changement politiques ou économiques, ce qui les rend plus attrayant pour de nombreux régimes dans le monde.

Réactions de l'Occident

L'Occident, et en particulier les États-Unis, perçoit l'alliance entre Moscou, Téhéran et Pékin comme une menace majeure pour l'ordre international basé sur des règles. **En réponse, les États-Unis ont intensifié leur soutien militaire et économique à des pays comme l'Ukraine et Taïwan. Ce soutien inclut l'envoi d'armes, l'entraînement militaire et des aides économiques substantielles.** Washington considère ce soutien comme crucial pour dissuader l'agression et maintenir l'équilibre des pouvoirs dans ces régions stratégiques.

Les États-Unis cherchent également à renforcer leurs alliances en Asie-Pacifique et en Europe. Cela inclut des initiatives telles que le **Quadrilateral Security Dialogue (Quad) regroupant les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde, ainsi que l'AUKUS, une alliance de sécurité trilatérale entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis.** Ces alliances visent à contrer l'influence croissante de la Chine dans la région.

En parallèle, les sanctions contre la Russie et l'Iran se sont intensifiées. Par exemple, **en 2023 et 2024, les États-Unis ont élargi les contrôles à l'exportation pour inclure des secteurs industriels critiques de la Russie et imposer des restrictions sur les drones fournis par l'Iran.** Le 19 mai 2023, le Department of the Treasury des États-Unis a imposé des sanctions sur 22 individus et 104 entités impliqués dans le contournement des sanctions et le soutien à la capacité industrielle militaire de la Russie. Le 23 janvier 2024, de nouvelles règles ont été mises en place pour restreindre davantage les exportations vers la Russie et la Biélorussie, ciblant des secteurs tels que l'aérospatial, les produits pétroliers, et divers matériaux industriels. **Les conséquences économiques de ces sanctions sont significatives. Elles ont provoqué une contraction de l'économie russe, avec une réduction drastique des revenus énergétiques et une difficulté accrue à obtenir des technologies et des équipements essentiels. Les sanctions ont également entraîné une augmentation des coûts de production pour les industries russes, une diminution de l'accès aux marchés financiers internationaux et une dépréciation de la monnaie russe. En Iran, les sanctions ont continué à**

affaiblir l'économie, provoquant une inflation élevée et des pénuries de biens de consommation.

Pour contourner ces sanctions, la Russie, l'Iran et la Chine ont adopté plusieurs mesures d'évitement efficaces. Premièrement, **ces pays ont intensifié l'utilisation de leurs monnaies locales dans les échanges commerciaux** pour éviter les transactions en dollars américains, réduisant ainsi l'impact des sanctions financières. Par exemple, la Chine et la Russie utilisent de plus en plus le yuan et le rouble pour leurs transactions bilatérales. Deuxièmement, **l'Iran a utilisé des accords de troc pour échanger du pétrole contre des biens essentiels** avec des pays comme la Chine et l'Inde, contournant ainsi les restrictions financières. De plus, **des réseaux informels et des entreprises de façade sont souvent utilisés pour masquer l'origine des transactions et contourner les sanctions.** Enfin, **ces pays ont également cherché à élargir leurs relations commerciales avec des nations alliées et des économies émergentes** pour compenser les pertes dues aux sanctions occidentales, comme l'Inde pour la Russie. La Chine a renforcé ses liens avec des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique, offrant des investissements en infrastructure en échange de ressources naturelles et de soutien politique. Les infrastructures peuvent être de natures diverses, comme un port au Sri Lanka ou un stade à Ziguinchor au Sénégal. Ces stratégies d'évitement montrent la résilience de ces nations face aux sanctions et leur détermination à maintenir leurs économies et capacités militaires malgré les efforts occidentaux pour les isoler.

L'alliance entre Moscou, Téhéran et Pékin, bien qu'opportuniste, représente une réponse stratégique à l'isolement par l'Occident et une tentative de rééquilibrer l'ordre mondial en leur faveur. Alors que chaque pays cherche à maximiser ses gains économiques et stratégiques, cette alliance pourrait remodeler les dynamiques géopolitiques mondiales à long terme. Cette analyse met en lumière les motivations, les dynamiques et les défis de cette alliance tripartite, illustrant comment ces puissances non-occidentales cherchent à contrer l'influence des États-Unis et de leurs alliés. En fin de compte, ce triangle de fer pourrait soit marquer le début d'une nouvelle ère de multipolarité, soit un retour à une bipolarité plus marquée, où les lignes de fracture géopolitiques se définissent par l'opposition à l'hégémonie occidentale. Leur coopération, malgré des tensions internes, montre une détermination partagée à redéfinir les règles du jeu international à leur avantage.

La pensée stratégique du soft power ou la confrontation des imaginaires.

Corentin Delon

La Russie, avec son histoire millénaire et sa culture enracinée, s'évertue à déployer au fil des ans une vision stratégique du soft power qui transcende la simple influence politique. Ce concept s'articule autour d'une trajectoire mystique et d'un destin national russe. Avec cette stratégie c'est l'identité profonde et les valeurs traditionnelles qui jouent un rôle central dans la promotion d'un ordre mondial multipolaire. Dans ce cadre, la Russie aspire autant à rivaliser avec les puissances occidentales qu'à proposer une alternative fondée sur la préservation de sa singularité culturelle. Notre propos explore comment la pensée stratégique russe intègre le soft power afin de façonner sa place sur la scène internationale, tout en s'appuyant sur des rhétoriques historiques, géopolitiques et eurasiatiques afin de légitimer et renforcer son influence.

Les bases théoriques du soft power russe

Avant d'aborder la spécificité russe, il apparaît cohérent d'explicitier plus avant le « soft power ». Notion protéiforme et intangible mêlant image, réputation, idées et culture où l'enjeu est la capacité de convaincre plutôt que contraindre. Le Soft Power se caractérise à gros traits comme la capacité d'un pays à influencer le comportement d'autres acteurs internationaux par le biais de l'attraction et de la persuasion plutôt que par la coercition ou la force militaire. **L'une des premières définitions concrètes apparaît à la fin des années 1980 avec Joseph Nye et sa publication en 1990 de « Bound to Lead : The Changing Nature of American Power ». Il y développe pour la première fois le concept de soft power autour d'une thèse centrale : les paramètres de la puissance ont évolué, pour favoriser la séduction plutôt que la force et la menace.**

Depuis la chute de l'URSS, les dirigeants russes n'ont cessé d'évoquer un renouveau de la puissance de leur pays. Ainsi que le rappelle le Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie du 12 février 2013, la Russie joue « depuis des siècles » « un rôle unique » dans le monde ; elle contribue « à forger le système international ». **La conclusion qu'en tire le président Poutine est qu'elle doit être écoutée**

et traitée « d'égal à égal » par les grands de ce monde¹³⁶. Cet état de fait est également réaffirmé par le « Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie »¹³⁷ de 2023 : « *La place de la Russie dans le monde est définie par ses ressources importantes dans toutes les sphères de la vie, par son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), de participante des organisations et associations internationales majeures, d'une des deux puissances nucléaires les plus grandes, d'État successeur en droits de l'URSS. La Russie, vu son apport décisif à la victoire dans la Seconde guerre mondiale et sa participation active à la création du système contemporain des relations internationales et à la liquidation du système mondial du colonialisme, est un des centres souverains du développement mondial et assume sa mission historique unique qui consiste à maintenir la balance globale des puissances et à construire un système international multipolaire, à assurer les conditions pour l'évolution paisible et progressive de l'humanité sur la base d'un agenda unifiant et constructif* » [traduction non officielle].

Dans la mentalité stratégique russe, le concept de soft power émerge progressivement dans un contexte de recherche d'alternatives à la domination unipolaire américaine et de réflexion sur la place de la Russie dans un monde en mutation. Nous pouvons notamment citer l'apport du diplomate russe Anatoly Torkunov et de ses ouvrages « Le monde et la Russie à

136 Anne de TINGUY, « Russie : le syndrome de la puissance », *CERISCOPE Puissance*, 2013, [en ligne]

137 Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie « Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie », APPROUVÉ par le Décret du Président de la Fédération de Russie du 31 mars 2023 (No 229).

l'aube du 21e siècle »¹³⁸ et « Mondialisation, crise structurelle et leadership mondial. Mythes et réalité »¹³⁹. **Pour les théoriciens russes, le soft power n'est pas un outil qui se substitue à la « puissance dure » ou « hard power » mais plutôt d'un instrument complémentaire qui permet de renforcer l'efficacité de cette dernière.** Le soft power permet de légitimer les actions du pays sur la scène internationale et de réduire l'opposition à ses objectifs. L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a été accompagnée d'une campagne de soft power visant à justifier cette action auprès de la population russe et internationale. Cette campagne a utilisé divers outils, tels que la propagande médiatique, les discours de dirigeants russes et la mobilisation de groupes de pression pro-russes.

La pensée stratégique russe sur le soft power est profondément influencée par les concepts géopolitiques et eurasiatiques. Nous pouvons noter le modèle multipolaire soutenu par la Russie, où plusieurs puissances coexistent et coopèrent (cela en rupture avec l'unipolarisme américain). **Le soft power russe s'appuie également sur une vision eurasiatique où le pays serait un acteur central de cet espace géographique, un pont entre l'Europe et l'Asie, voire un arbitre régional.** Les penseurs russes affirment que la Russie doit promouvoir une identité distincte opposée à l'hégémonie occidentale et défendre un monde multipolaire

138 Anatoly Torkunov, "Mir et Rossiya à Poroge 21 Veka" (en russe), Edité par : AV Torkunov ROSSPEN

139 Nodari Simonia, Anatoly Torkunov, "Mondialisation, crise structurelle et leadership mondial. Mythes et réalité", International Affairs Journal (Bibliothèque des affaires internationales), 2013, 88 p.

régi par un ordre international plus juste. C'est le cas notamment de la doctrine Karaganov.

La doctrine Karaganov comme illustration du travail analytique et théorique russe en matière de soft power

Auteur de la doctrine éponyme, Sergueï Karaganov est un éminent politiste et économiste russe né en 1952¹⁴⁰. Il est un acteur clé dans le développement théorique du soft power russe. Membre du Conseil consultatif scientifique du Ministère des Affaires étrangères (depuis 1991), du Comité consultatif du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie (depuis 1993) ainsi que du Conseil russe des affaires internationales : RIAC (depuis 2011), il est selon le directeur de l'IRIS Pascal Boniface le véritable « Géopolitologue organique » de Vladimir Poutine. Ses travaux couvrent un large éventail de sujets liés aux relations internationales, à la politique étrangère russe et plus largement à la sécurité internationale. Au milieu des années 1990, le New York Times l'avait cité parmi les 12 plus grands spécialistes de politique internationale. En 2005, il figurait dans la liste des 100 intellectuels les plus influents du monde publiée par les revues Foreign Policy (Etats-Unis) et The Prospect (Royaume-Uni)¹⁴¹. Il est particulièrement reconnu pour ses analyses sur le soft power russe, illustrées

140 Biographie officielle de Sergueï Karaganov.

141 L'OBSERVATOIRE : Centre d'analyse de la CCI FRANCE-RUSSIE, Sergueï Karaganov

dans des publications telles que « *Où va la Russie ? Politiques étrangères et de défense dans une nouvelle ère* »¹⁴².

Architecte intellectuel de la politique étrangère russe et directeur du très influent Conseil de politique étrangère et de défense qui représente les « faucons » au sein du régime russe, Karaganov considère le soft power comme un instrument essentiel de la puissance russe dans un monde de plus en plus interdépendant. Il met l'accent sur l'importance de la culture, de l'histoire et de l'identité comme piliers du soft power russe en estimant que ces éléments sont des sources essentielles d'attraction et de persuasion. Ses dernières publications tel « *la nouvelle politique étrangère de la Russie, la doctrine Poutine* » publié en février 2022 vont dans ce sens en illustrant la nécessité de bascule. Selon Karaganov : « ***Pour l'instant, l'Occident est sur la voie d'un lent mais inévitable déclin, tant en termes d'affaires intérieures et extérieures qu'en termes d'économie. Et c'est précisément pourquoi elle a déclenché cette nouvelle guerre froide après près de cinq cents ans de domination sur la politique, l'économie et la culture mondiales. Surtout après sa victoire décisive dans les années 1990 et au milieu des années 2000. Je pense qu'elle perdra très probablement, en renonçant à son rôle de leader mondial et en devenant un partenaire plus raisonnable. Et ce n'est pas trop tôt : la Russie devra équilibrer ses relations avec une Chine amie, mais de plus en plus puissante. À l'heure actuelle, l'Occident tente désespérément de se défendre par une rhétorique agressive. Elle tente de se consolider, jouant ses derniers atouts pour inverser cette***

¹⁴² Sergueï Karaganov, «*Où va la Russie ? Les politiques étrangères et de défense dans une nouvelle ère*», Rapport PRIF No. 34, Francfort, 1994.

tendance. L'une d'entre elles tente d'utiliser l'Ukraine pour endommager et neutraliser la Russie. Il est important d'éviter que ces tentatives convulsives ne se transforment en une véritable impasse et de contrer les politiques actuelles des États-Unis et de l'OTAN. Elles sont contre-productives et dangereuses, bien que relativement peu exigeantes pour les initiateurs. Nous devons encore convaincre l'Occident qu'il ne fait que se faire du mal.

*Un autre atout est le rôle dominant de l'Occident dans le système de sécurité euro-atlantique existant, établi à une époque où la Russie était sérieusement affaiblie à la suite de la guerre froide. Il y a du mérite à effacer progressivement ce système, principalement en refusant d'y participer et de respecter ses règles obsolètes, qui nous sont intrinsèquement désavantageuses. **Pour la Russie, la voie occidentale devrait devenir secondaire par rapport à sa diplomatie eurasienne** ».*

Outre sa préconisation d'une affirmation des relations sino-russes au sens large, la doctrine Karaganov s'articule aussi autour d'une diplomatie eurasienne que nous pouvons notamment rapprocher des travaux du philosophe nationaliste Alexandre Douguine. Pour eux, la Russie doit utiliser son riche patrimoine culturel et ses valeurs pour influencer les opinions et les comportements d'autres acteurs internationaux dans le but d'une construction d'un espace eurasiatique uni. **La pensée de Sergueï Karaganov s'articule surtout autour de la construction d'une stratégie russe cohérente sur le temps long.** Pour lui, outre une remise en question du modèle occidental et de ses institutions

tel l'OTAN, « *le succès nécessite le développement et la modernisation du potentiel économique, technologique et scientifique du pays – autant de piliers de la puissance militaire d'un pays, qui reste l'épine dorsale de la souveraineté et de la sécurité de toute nation. La Russie ne peut réussir sans améliorer la qualité de vie de la majorité de sa population : cela inclut la prospérité globale, les soins de santé, l'éducation et l'environnement* »¹⁴³.

Karaganov analyse en profondeur les défis et les opportunités auxquels la Russie est confrontée sur la scène internationale. Il propose une stratégie globale (Hard et Soft power) visant à renforcer la position du pays et à promouvoir ses intérêts nationaux. Il est important de noter que les analyses de Karaganov ne représentent pas un point de vue unanime sur le soft power russe malgré son influence certaine sur les orientations stratégiques du pays.

Après les travaux sécuritaires de Sergei Karaganov, il est impossible de ne pas parler de la question du « soft power » identitaire à travers l'imaginaire nationaliste et patriotique du penseur conservateur Alexandre Douguine.

¹⁴³ Sergueï Karaganov, *la nouvelle politique étrangère de la Russie, la doctrine Poutine*, La Russie dans les affaires mondiales, 16 février 2022.

L'exemple d'Alexandre Douguine, entre philosophie, théorie et politique

Comme nous l'avons abordé plus haut, détacher soft et hard power dans la stratégie d'influence russe est impossible. Il est cependant important de comprendre que ces deux systèmes se nourrissent l'un l'autre et interagissent de manière implicite comme explicite.

L'une des illustrations de ce phénomène est Alexandre Douguine, partisan d'un expansionnisme militaire russe ainsi qu'acteur direct de l'influence idéologique du pays.

Alexandre Douguine est un philosophe politique, géopoliticien et idéologue considéré comme l'un des penseurs les plus influents de la Russie contemporaine. Ses idées qui mêlent philosophie politique, géopolitique et ésotérisme ont profondément marqué la pensée stratégique russe. **Illustration parfaite de la culture mystique et ésotérique russe**, ce dernier est placé sous les projecteurs européens le 21 août 2022, à la suite de la mort de sa fille Daria Douguina durant une tentative d'assassinat qui lui était destiné. **Parfois appelé « l'idéologue de Poutine », Douguine est un fervent défenseur d'un « eurasisme » panslave anti-occidental et prône une alliance entre la Russie et d'autres pays d'Asie et d'Europe de l'Est pour contrer l'hégémonie américaine.**

Écrivain prolifique, il critique de façon virulente les valeurs libérales, le mondialisme et plus largement le modèle occidental, qu'il considère comme une menace à l'identité et aux intérêts traditionnels de la Russie. Ses idées ont une

influence considérable sur la pensée stratégique russe, notamment dans les cercles militaires et de sécurité. Nous pouvons également citer Natalia Narotchnitskaïa¹⁴⁴, fervente nationaliste slavophile qui professe des positions anti-atlantistes marquées dans une ligne similaire à celle de Douguine.

Des concepts géopolitiques tels que l'espace eurasiatique et le concept de « Novorossie » ont été adoptés par certains membres du gouvernement russe et ont contribué à justifier l'annexion de la Crimée en 2014.

Le concept de « Novorossie » ou « Nouvelle Russie », développé par Douguine, désigne une région historique du sud-est de l'Ukraine, peuplée majoritairement de russophones. Douguine soutient que la « Novorossie » n'a jamais fait partie de l'Ukraine et qu'elle devrait être rattachée à la Russie. Ce concept a été utilisé par les séparatistes pro-russes en Ukraine pour justifier leur rébellion contre le gouvernement ukrainien. L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a été présentée comme la première étape de la création d'une « Novorossie » plus grande qui a vocation à couvrir, au sens large, le Sud et l'Est de l'Ukraine ainsi que les régions moldaves de Transnistrie et de Gagaouzie. Ce projet est l'une des illustrations les plus parlantes des travaux impérialistes de Douguine et des cercles d'influences moscovites étoffés dans ses ouvrages, interventions médiatiques et conférences. Parmi sa bibliographie, nous pouvons citer certains ouvrages

144 Figure de proue des milieux nationalistes russes, où elle se distingue par sa culture universitaire et par son talent de polémiste, Natalia Narotchnitskaïa est une fervente adepte de la Grande Russie. Elle est l'auteur de *« Que reste-t-il de notre victoire ? Russie-Occident : le malentendu »* (2008).

tel que son œuvre majeure : *« La Quatrième théorie politique : la Russie et les idées politiques au xxi^e siècle »*¹⁴⁵ ou encore *« Pour une théorie du monde multipolaire »*¹⁴⁶ et *« Pour une Révolution conservatrice »*¹⁴⁷.

Dans son livre *La Quatrième théorie politique* par exemple, Douguine insiste sur la fracture idéologique et civilisationnelle entre l'Eurasie et l'Ouest. Il explicite sa critique des trois théories qui ont précédé la sienne à savoir le communisme, le fascisme et le libéralisme. **Il propose alors sa propre conception, celle d'un « conservatisme actif » comme quatrième voie. Alexandre Douguine développe plusieurs thèmes majeurs dans son ouvrage notamment une critique de la rationalité, un refus du principe démocratique pour un retour à une élite spirituelle, un mépris du libéralisme et rejet du progrès.** Nous pouvons également citer son intervention lors de la conférence politique du Mouvement social-politique panrusse Eurasia, le 1er mars 2002 : *« La voie que l'Occident a prise est destructrice pour elle-même et pour tous ceux qui sont tentés de la suivre. L'Occident lui-même doit être sauvé. Sa civilisation est spirituellement viciée, fausse et monstrueuse. Derrière la prospérité économique, il y a une totale dégradation spirituelle. Nous n'avons pas besoin de prospérité au prix de la perte de notre humanité. Si l'Occident persiste dans cette voie, qu'il tombe tout seul dans l'abysse »*.

145 Alexandre Douguine, *« La Quatrième théorie politique : la Russie et les idées politiques au xxi^e siècle »*, Éditions Ars Magna, 2012.

146 Alexandre Douguine, *« Pour une théorie du monde multipolaire »*, Éditions Ars Magna, 2013.

147 Alexandre Douguine, *« Pour une Révolution conservatrice »*, Éditions Ars Magna, 2023.

Outre les travaux relatifs à une militarisation active de la stratégie russe et la promotion d'un expansionnisme idéologique concret, Douguine est également un fervent adepte du soft power et plaide pour son utilisation par la Russie afin de promouvoir ses intérêts et de contrer l'influence occidentale. Il préconise l'utilisation de divers outils de soft power, tels que la culture, l'éducation et les médias, pour diffuser sa vision du monde et saper les valeurs libérales. **Douguine critique particulièrement l'individualisme, le multiculturalisme et les droits des homosexuels**, qu'il considère comme des valeurs décadentes et contraires aux valeurs traditionnelles russes. Il promeut une vision conservatrice de la société, basée sur la famille (communauté), la religion et le traditionalisme.

L'idéologue est une illustration frappante des intellectuels russes et de la place des cultures politico-ésotérique si mystérieuse et prégnante en Russie (surtout dans les sphères du pouvoir). Winston Churchill l'avait déjà dit en son temps « *la Russie est un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme* ». **En effet, Alexandre Douguine est l'architecte majeur de la théorie géopolitique néo-eurasienne qui souhaite un Empire Eurasiatique traditionnel impérial avec comme toile de fond le concept de guerre de civilisation.**

Illustration du soft power idéologique russe, Alexandre Douguine a créé un certain nombre d'institutions et de réseaux, tels que l'Institut d'études eurasiatiques et le mouvement « Eurasie » pour promouvoir ses idées. Fondateur de sa propre maison d'édition Eon (qui devient Arctogaïa en

1990), ses écrits ont été traduits dans de nombreuses langues. Le philosophe utilise également les réseaux sociaux tels Twitter et VKontakte (l'équivalent russe de Facebook). Alexandre Douguine est une figure controversée, mais son influence considérable sur la pensée stratégique russe est indéniable. Ses idées sur le soft power, l'eurasisme et la « Novorossie » ont contribué à façonner la politique étrangère de la Russie.

Une concrétisation stratégique

Les stratégies et priorités du soft power

A la suite d'une explicitation des théories du soft power et des rouages internes de ce dernier illustré par deux de ses plus importants penseurs, notre propos va s'efforcer de mettre en perspective cette concrétisation stratégique.

La pensée stratégique du soft power russe repose sur plusieurs points que nous avons décidé d'appeler « Les piliers du soft power russe ». **Tout d'abord, la promotion de la culture russe est essentielle. La Russie met en avant son riche patrimoine culturel, ses traditions et ses valeurs.** Des institutions prestigieuses comme le Ballet Bolchoï et des événements tels que le Festival international du film de Moscou illustrent cette démarche. De plus, la diffusion de contes et légendes russes tels ceux d'Alexandre Afanassiev,

notamment ceux illustrés par Ivan Bilibin, contribue à cette influence culturelle dite douce.

Ensuite, la diffusion de la langue russe est un autre pilier fondamental. La Russie encourage l'apprentissage du russe dans le monde entier en finançant des programmes d'enseignement et en soutenant des institutions comme l'Institut Pouchkine. Cette initiative vise à étendre l'influence linguistique et à renforcer les liens culturels à l'international.

Les médias jouent également un rôle central dans la stratégie de soft power russe. L'un de ses principaux outils est la désinformation. La Russie utilise ses médias d'État et d'autres canaux de communication pour diffuser son message et influencer l'opinion publique internationale. Ces efforts se sont intensifiés ces dernières années, notamment avec l'utilisation croissante des réseaux sociaux et des campagnes de désinformation, visant à façonner les perceptions et à influencer les discours publics.

Le soutien aux mouvements politiques amis constitue un autre pilier stratégique. La Russie a fourni un soutien financier et politique aux mouvements et partis politiques dans d'autres pays, en particulier ceux qui partagent ses vues sur des questions telles que le multilatéralisme et l'opposition à l'hégémonie américaine. Ce soutien se manifeste souvent par des alliances avec divers nationalismes et autres groupes politiques favorables à la vision russe ainsi que par des crédits accordés pour des financements de campagnes.

La pensée stratégique du soft power russe repose également sur l'idée d'une confrontation d'imaginaires. Selon cette

perspective, il existe deux visions principales du monde : une vision occidentale (centrée sur les valeurs libérales et démocratiques) et une vision russe ou orientale qui met l'accent sur la tradition, la stabilité et la souveraineté nationale. Ce conservatisme traditionaliste est promu comme une alternative à la vision occidentale dominante. La Russie tient à se présenter comme un pays fort et stable, capable de défendre ses intérêts et de protéger ses valeurs traditionnelles, offrant ainsi une autre voie (la quatrième voie de Douguine) face à l'hégémonie occidentale.

La stratégie de soft power russe s'articule autour de la promotion de sa culture et de sa langue, l'utilisation stratégique des médias et de la désinformation, le soutien aux mouvements politiques amis, et l'opposition idéologique à la vision occidentale du monde. Ces piliers sont conçus pour renforcer l'influence de la Russie à l'échelle mondiale et pour promouvoir son propre imaginaire en tant qu'alternative crédible et attirante pour ses potentiels alliés.

La Russie a mis en œuvre, depuis des années, diverses stratégies pour améliorer et promouvoir son image à l'international. Parmi ses dernières, nous voyons des campagnes publicitaires, des événements culturels et le soutien aux sports (J.O de Sochi). De plus, le pays organise régulièrement des festivals de films (festival du film russe en France), des expositions d'art et des spectacles de danse à l'étranger (ballets...). Ces événements servent à montrer la richesse culturelle et artistique du pays, favorisant ainsi une image positive et attirant l'intérêt international pour la culture russe. Les succès des athlètes russes aux Jeux olympiques et

dans d'autres compétitions internationales sont également largement médiatisés malgré l'essor de l'isolement des athlètes russes vis-à-vis des instances sportives.

Les cibles privilégiées du soft power russe

Lorsque l'on parle des stratégies concrètes et des priorités du soft power russe, il est logique de mettre en perspective les cibles de ses stratégies et sur comment ces dernières s'adaptent à un public particulier. **Le soft power russe est un outil complexe et multiforme qui s'adapte à différentes cibles et publics. L'efficacité de ses stratégies dépend de divers facteurs, tels que la perception de la Russie, la crédibilité de ses messages et la concurrence avec d'autres acteurs internationaux.**

Comprendre les cibles du soft power russe est crucial pour analyser l'efficacité de ses stratégies et leur impact sur les opinions publiques. La Russie adapte ses messages et ses outils en fonction des caractéristiques et des intérêts de chaque public cible. **La Russie a mis un accent particulier sur les anciennes républiques soviétiques comme l'Ukraine, la Biélorussie et les pays d'Asie centrale.** Elle exploite les liens historiques et culturels en promouvant une identité panslave commune et des valeurs traditionnelles partagées. En soutenant les minorités russophones dans ces pays, elle se positionne comme la protectrice de leurs droits et de leur culture. Les messages clés utilisés dans ces zones incluent des

rhétoriques tels que *“Nous sommes un même peuple”*, *“Un avenir commun”* ou encore la nécessité d'une *“protection”* voire *“sauvegarde”* de la culture russe.

En Afrique, en Amérique latine et en Asie, la Russie offre une aide économique et une coopération technique. Le pays se présente comme un partenaire aussi viable que fiable face à l'hégémonie occidentale. Elle promet un monde multipolaire et un ordre international plus juste **en soutenant les mouvements anticoloniaux et anti-impérialistes.** Ses interventions dans la zone « FrançAfrique » tel qu'en Centrafrique illustrent ses stratégies (influences électorales et économiques...). Les messages destinés à ces régions insistent sur un « Partenariat égalitaire », un « Développement mutuel » et une « Résistance à l'impérialisme », critiquent l'ingérence occidentale et le néocolonialisme avec en principale ligne pour l'Afrique l'influence française.

De manière générale, **la Russie cible les populations marginalisées et les classes ouvrières en Occident avec un message anti-élitiste et anti-establishment.** Elle tend à exploiter les divisions sociales et politiques, amplifier les tensions existantes dans les sociétés occidentales en s'appuyant sur les courants nationalistes et conservateurs proches des lignes idéologiques du Kremlin. La stratégie de communication est principalement axée sur des critiques de la démocratie et du libéralisme, illustrée par l'idée d'un *« Occident corrompu et en déclin »* et d'un affrontement profond entre progressisme et conservatisme.

Pour défendre ses intérêts et influencer l'opinion publique, **la Russie utilise des stratégies de contre-information,**

notamment par le biais de réseaux de médias alternatifs, de campagnes de désinformation et de soutien aux médias locaux. Il est important de rappeler que ces systèmes stratégiques sont utilisés par toutes les grandes puissances et ne représentent en rien un particularisme russe ou même oriental. Pour la Russie, ce sont RT (anciennement Russia Today) et Sputnik qui sont les principaux vecteurs de diffusion de narratifs favorables à la Russie. Ces plateformes offrent des perspectives alternatives aux médias occidentaux. La Russie utilise également les réseaux sociaux pour diffuser des informations et discréditer les pays dit ennemis. **Ces campagnes sont très sophistiquées et visent à semer la confusion, à exacerber les divisions internes dans les sociétés cibles et à affaiblir la confiance dans les institutions.** En outre, la Russie finance des médias étrangers favorables aux intérêts russes pour influencer l'opinion publique locale. Ce soutien peut prendre la forme de subventions directes, de partenariats ou de collaborations éditoriales, contribuant ainsi à créer des voix favorables aux positions russes dans divers pays.

En résumé, la stratégie de soft power russe est soigneusement adaptée à chaque cible et utilise des messages et rhétoriques spécifiques afin de renforcer son influence et promouvoir ses intérêts. **Les pays voisins sont abordés par le prisme des liens historiques et culturels, les pays en développement par une offre de partenariat égalitaire anti-impérialiste, et les publics occidentaux par une critique des rouages de fonctionnements profonds de leurs gouvernements.**

Un grand panel de secteurs et des réussites variables

Le soft power russe s'étend à une multitude de secteurs, avec des succès et des limites variables. Nous avons décidé de nous attarder à expliciter les principaux secteurs du soft power russe. En matière de culture, la littérature russe jouit d'une renommée mondiale grâce aux œuvres classiques d'auteurs tels que Dostoïevski, Tolstoï et Lermontov. Toutefois, **la promotion des auteurs contemporains et la traduction de leurs œuvres vers d'autres langues restent insuffisantes.** Dans les arts, le ballet russe, la musique classique avec des compositeurs tel Tchaïkovsky et la peinture russe (Vassily Kandinsky, Ilya Répine...) sont largement appréciés à l'international, comme en témoignent les spectacles de ballet et d'opéra russes à l'étranger ainsi que les expositions dans des musées internationaux.

Sous un prisme plus linguistique que culturel, le soft power de la Russie se manifeste par le statut du russe comme l'une des langues officielles de l'ONU et d'autres organisations internationales. Cependant, **on constate un déclin de l'apprentissage du russe dans les pays occidentaux**¹⁴⁸, concurrencé par l'anglais ou des langues dite « rares » comme le chinois ou l'arabe. Malgré cela, des cours de langue russe dans les écoles et universités étrangères, des programmes

148 Hélène Richard, Désamour pour le russe en France, Le pouvoir des langues

« Manière de voir » #186 décembre 2022 - janvier 2023, Le monde diplomatique.

Maria Tchobanov, *L'apprentissage du russe cède du terrain en France*, Russia Beyond, 18 mars 2014.

d'échange linguistique et la diffusion de médias en langue russe contribuent à maintenir un intérêt certain bien qu'objectivement minime.

En termes de diplomatie économique, la Russie bénéficie de son statut d'importante exportatrice d'énergie et de matières premières, ce qui lui confère un levier d'influence considérable. La Russie est la première exportatrice nette de gaz naturel et la deuxième exportatrice de pétrole brut (derrière l'Arabie Saoudite). Néanmoins, cette influence est limitée par une **dépendance excessive aux exportations de matières premières et un manque de diversification de l'économie**. Les investissements dans des infrastructures dans des pays en développement, les accords de coopération énergétique et la participation à des organisations économiques internationales illustrent une diplomatie économique proactive majeure. Des sociétés d'État comme Rosatom et Gazprom, ainsi que des acteurs privés majeurs comme Rosneft jouent également un rôle clé dans les négociations économiques à l'étranger et plus largement dans la stratégie économique globale russe.

Le soft power russe englobe également le domaine de l'éducation et de la recherche scientifique. Les universités russes (notamment celles de Moscou et de Saint-Pétersbourg) attirent de nombreux étudiants étrangers grâce à des programmes de bourses et des partenariats internationaux. Cependant, **ces initiatives universitaires sont parfois entravées par des perceptions négatives et des restrictions bureaucratiques**. Il est aujourd'hui très compliqué de structurer un Erasmus en Russie. Les succès de la Russie dans

la recherche scientifique et notamment en mathématiques, en physique et dans l'espace contribuent à son rayonnement international, bien que les investissements soient insuffisants et la **fuite des cerveaux importante** dans un contexte de concurrence mondiale. Parmi ses succès majeurs, il nous plaît de citer l'ophtalmologue Sviatoslav Fiodorov pour son traitement du glaucome (1973), le premier vaisseau spatial habité (le Vostok 1 de Gagarine) lancé en 1961 ou encore Vadim Guerassimov, le créateur du jeu Tetris, encore aujourd'hui référence mondiale du jeu vidéo pour des millions de personnes.

Dans les médias et la communication, comme nous l'avons vu un peu plus haut, la Russie utilise les chaînes internationales comme RT et Spoutnik pour diffuser sa perspective à travers le monde. Ces médias sont largement accessibles et multilingues, mais font souvent face à des **accusations de propagande et de manipulation de l'information**, ce qui peut réduire leur crédibilité et leur influence voire aboutir à leurs interdictions comme le 27 février 2022 où Ursula von der Leyen a annoncé sur Twitter l'interdiction des médias d'État russes Sputnik et RT en Europe.

La Russie s'efforce également de développer son influence à travers des initiatives humanitaires et culturelles. Elle participe activement aux missions de maintien de la paix et fournit de l'aide humanitaire dans le cadre de crises internationales. Les centres culturels russes à l'étranger, tels que le Rossotrudnichestvo, organisent des événements pour promouvoir la culture russe.

En conclusion, le soft power russe présente des succès significatifs dans plusieurs domaines, mais il est également confronté à des défis importants. **La littérature, les arts, la langue, l'économie, l'innovation, le sport et les initiatives culturelles contribuent tous à la diffusion de l'influence russe. Il faut pourtant souligner que c'est l'ambition de représenter une alternative au discours dominant et d'offrir un autre regard sur les affaires internationales qui est porteuse du plus grand potentiel en termes de « puissance douce »¹⁴⁹.**

Cependant, la perception internationale de la Russie est souvent influencée par sa politique étrangère, notamment ses actions en Ukraine, en Syrie et son rôle dans les affaires mondiales. Ces actions peuvent entraîner des sanctions économiques et diplomatiques qui limitent l'efficacité de son soft power. Il est donc cohérent de mettre en perspective les nuances et limites à apporter à la stratégie de soft power russe.

149 Fiodor Loukianov, *Les paradoxes du soft power russe*, Revue internationale et stratégique 2013/4, p.155.

Les défis et les limites inhérentes à une stratégie de soft power russe

Les contre-offensives narratives et la concurrence internationale

Loin d'être un champ de bataille unilatéral, le soft power est l'objet d'une lutte d'influence intense entre puissances. Face à la stratégie russe, plusieurs acteurs se mobilisent pour contester ses discours et promouvoir leurs propres visions du monde. **Les pays occidentaux déploient des stratégies pour identifier et contrer la désinformation propagée par les médias russes, comme RT et Sputnik afin de soutenir leurs propres narratifs. Ils soutiennent les médias indépendants en Russie et dans les pays voisins** afin de promouvoir des voix alternatives¹⁵⁰. Des campagnes d'information sont également menées pour contrer les narratifs pro-russes et promouvoir les valeurs démocratiques occidentales (soutien de l'opposition via Telegram). Nous voyons se développer de nombreux services de « fact-checking » en Occident qui œuvrent pour lutter contre les différents narratifs. Les services de renseignement jouent

150 La Russie contre-attaque face à l'UE. Elle a annoncé ce mardi (25/06/24) bloquer l'accès sur son territoire à la diffusion de pas moins de 81 médias européens, à la suite d'une mesure similaire prise en mai par les Vingt-Sept. « *Des contre-mesures sont introduites sur l'accès depuis le territoire russe aux moyens de diffusion de médias de pays membres de l'UE* », a précisé le ministère des Affaires étrangères russe.

également un rôle prépondérant dans les stratégies d'influences et d'informations.

En parallèle des concurrences entre le monde progressiste occidental et la Russie conservatrice, **d'autres puissances œuvrent à émerger en matière de soft power, notamment la Chine et l'Inde.** La Chine investit massivement dans le soft power, à travers la promotion de sa culture, de sa langue et de son modèle de développement. Elle a créé l'Institut Confucius pour promouvoir sa langue et sa culture dans le monde entier et investi dans la production de films et de séries pour diffuser ses récits et sa vision du monde. Nous pouvons également citer ses grandes entreprises telles AliBaba ou encore l'application TikTok. L'Inde utilise également son soft power pour renforcer ses liens avec les pays en développement et promouvoir sa position sur la scène internationale. Les stratégies de ces deux puissances se concrétise par les visions de deux hommes, Xi Jinping et Narendra Modi.

Ainsi, **le soft power russe, bien que puissant, se trouve confronté à une compétition intense et à des récits contre-offensifs de la part d'autres grandes puissances,** rendant la lutte pour l'influence mondiale complexe. La Russie joue néanmoins un rôle clef dans les processus de "désoccidentalisation" du monde : si elle peut être une puissance mineure sur certains aspects — contribution à l'économie mondiale, démographie — elle reste centrale dans la formulation d'un monde post-occidental — et post-libéral — et la mise en place de politiques de diplomatie publique et

d'influence qui accélèrent la recomposition de l'ordre international en défaveur de l'Occident¹⁵¹.

Les contradictions internes et la crise de confiance

Il est cependant important de nuancer le propos du soft power russe car derrière la façade se cachent des contradictions et des incohérences qui fragilisent sa crédibilité et limitent son impact. **Ces failles internes et les actions contraires au discours promus ternissent l'image de la Russie et nuisent à l'efficacité de ses stratégies d'influence.**

L'Occident s'est rendu coupable d'un rendez-vous manqué avec l'Histoire à la chute de l'URSS. Elle a manqué sa chance d'intégrer la Russie dans un ordre international plus coopératif. Cette période a vu une approche occidentale souvent perçue comme paternaliste et critique, nourrissant le ressentiment et le repli sur soi de la Russie. La situation actuelle est simplement le résultat des actions d'une longue diplomatie moralisatrice et infantilisante.

Par ailleurs, les incohérences entre les discours et les actions russes sont flagrantes. **La Russie critique l'interventionnisme occidental tout en intervenant elle-même dans des conflits comme celui en Ukraine ou en Afrique (via des proxys ou par procuration avec le groupe Wagner).** Il est important de rappeler que le Kremlin adopte

151 Marlène Laruelle, "Dés-occidentaliser le monde : la doctrine Karaganov", Le Grand Continent, 20 avril 2024.

régulièrement un comportement unilatéral et hégémonique malgré sa promotion du multilatéralisme et de l'anti-hégémonie. **La Russie prône des valeurs traditionnelles et chrétiennes, mais son implication dans des violations du droit international et des actions autoritaires contredit ce message.** Ces actions créent une hypocrisie manifeste, souvent mal interprétée à l'international. L'impact négatif de ces violations se fait également sentir. **Le conflit géorgien, l'annexion de la Crimée, l'intervention militaire en Ukraine et le soutien aux régimes "autoritaires" ternissent l'image de la Russie et nuisent à sa crédibilité.** L'utilisation excessive du hard power par la Russie peut avoir un impact négatif sur son soft power, limitant ainsi son influence. Les violations des droits humains et les actions autoritaires rendent le message russe moins attrayant et moins crédible auprès de ces potentiels alliés autour du monde.

Nous pouvons donc attester que les contradictions internes et la crise de confiance qui caractérise la Russie constituent des obstacles majeurs à l'efficacité de son soft power. Pour renforcer son influence et promouvoir son message, le Kremlin doit obligatoirement s'attaquer à ces incohérences.

L'évolution du paysage médiatique et les nouvelles dynamiques informationnelles

Pour terminer notre propos, il apparaît comme cohérent de faire un état des lieux de l'évolution du paysage médiatique. Ce

dernier est manifestement en pleine mutation, avec **une fragmentation croissante des médias et une montée en puissance des réseaux sociaux.** Ces bouleversements modifient profondément les dynamiques informationnelles et présentent de nouveaux défis autant **que de nouvelles opportunités pour le soft power russe.** Le public a désormais accès à une multitude de sources d'information, ce qui rend plus difficile le contrôle du message par quelque gouvernement ou institution que ce soit. Les médias traditionnels comme la presse écrite et la télévision perdent de leur influence au profit des plateformes en ligne et des réseaux sociaux. Les influenceurs jouent aujourd'hui un rôle croissant dans la diffusion d'informations et la structuration de l'opinion publique à petite, moyenne ou grande échelle.

Cette fragmentation des médias et la montée en puissance des réseaux sociaux rendent plus difficile la promotion d'un narratif, chose désormais obligatoire pour tous pays se voulant grande puissance. Le contrôle du flux d'informations est un enjeu autant politique que sécuritaire pour garantir l'influence et la légitimité d'un gouvernement.

Les réseaux sociaux facilitent certes la propagation rapide d'informations et de contenus mais le caractère privé de ces derniers tend à limiter les marges de manœuvres des Etats dans la construction de stratégie d'influence.

Nous pouvons donc conclure que l'évolution du paysage médiatique et des nouvelles dynamiques informationnelles constituent un défi majeur pour le soft power russe qui doit faire preuve d'une adaptation nécessaire à ces nouvelles

réalités. Mais ces changements offrent également des opportunités d'adaptation et d'innovation pour la Russie, qui peut utiliser les nouveaux outils et plateformes pour diffuser son message et renforcer son influence à l'échelle mondiale.

Conclusion

La Russie, héritière d'une histoire forte et d'une culture profondément enracinée, déploie une vision stratégique du soft power qui transcende la simple influence politique. Cette approche s'articule autour de penseurs singuliers qui contribuent à façonner une trajectoire particulière à ce pays. Face à un monde en mutation et à une domination occidentale contestée, la Russie aspire à rivaliser avec les puissances hégémoniques tout en proposant une alternative fondée sur la préservation de la singularité culturelle de chacun.

L'analyse des théories et des acteurs clés du soft power russe met en lumière la complexité et la multidimensionnalité de cette stratégie. Des intellectuels comme Sergueï Karaganov et Alexandre Douguine illustrent la pensée stratégique russe en cela qu'ils articulent l'usage du soft power avec des considérations géopolitiques et eurasiatiques. La promotion de la culture et de la langue russes, l'utilisation des médias, le soutien aux mouvements politiques amis et la construction d'un imaginaire alternatif à la vision occidentale. Ce sont ses éléments qui constituent les piliers de la stratégie russe que nous avons longuement explicité.

Cependant, le soft power russe n'est pas exempt de défis. Son efficacité dépend de la perception de la Russie sur la scène internationale, de la crédibilité de ses messages et de sa capacité à se démarquer de ses concurrents. La guerre en Ukraine et plus largement son Hard Power ont contribué à fragiliser l'image de la Russie, et à brouiller son message.

Dans ce contexte en mutation, la Russie doit relever plusieurs défis pour que son soft power se démarque et s'affirme. Tout d'abord, elle doit s'adapter à un public international de plus en plus critique et exigeant en matière de transparence et de liberté d'expression. Ensuite, elle doit trouver un équilibre entre la promotion de ses valeurs et intérêts nationaux et le respect des sensibilités culturelles et politiques de ses cibles. Enfin, elle doit renforcer la crédibilité de ses messages en s'appuyant sur des actions concrètes autant qu'en s'attaquant à ses contradictions profondes.

En conclusion, le soft power constitue un outil stratégique important pour la Russie dans la promotion de ses intérêts nationaux. Cependant, son efficacité est tributaire de sa capacité à s'adapter aux réalités d'un monde en constante mutation et à relever les défis d'un environnement informationnel de plus en plus complexe et fragmenté. La Russie devra trouver un juste équilibre entre la promotion de son identité et la nécessité de s'engager dans un dialogue constructif avec la communauté internationale afin de ne pas effacer tout le travail entrepris depuis la chute de l'URSS.

Entretien avec Ilya Platov : L'évolution de l'imaginaire et de l'idéologie russe

Robin Salle



Ilya Platov est maître de conférences à l'Inalco et chercheur affilié au Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE). Ses recherches se concentrent sur l'histoire culturelle de la Russie aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Il explore diverses dimensions de cette période, en particulier l'histoire des représentations, les relations entre religion et société, ainsi que la culture, la guerre et le sentiment national en Russie. Il s'intéresse également aux représentations de l'Orient et des Balkans dans l'imaginaire russe. Par ailleurs, il examine de près l'histoire des idées en Russie, avec un intérêt particulier pour le "cosmisme" russe.

« En résumé, le corpus idéal de Poutine est un mélange de panslavisme, d'eurasisme, de cosmisme, de pragmatisme contemporain et d'une forte utilisation de la mémoire historique ».

Robin Salle (R.S) : Le Kremlin utilise la terminologie « eurasiatique » pour se positionner dans le monde et expliquer ses actions et sa vision du monde. Ce terme est historiquement opposé aux occidentalistes qui voyaient l'avenir de la Russie dans un rapprochement avec l'Europe occidentale, et utilisé par les Eurasistes comme Peter Savitsky, alors proches des slavophiles qui prônaient un rôle spécifique à la Russie. Est-ce une vision d'opposition entre les Américains du Nouveau Monde et l'Ancien Monde « eurasiatique » dont la Russie se placerait au cœur, en fer de lance de l'opposition à Washington ?

Ilya Platov (I.P) : Oui, l'utilisation de la terminologie « eurasiatique » par le Kremlin s'inscrit dans une vision d'opposition historique entre l'Occident et une Russie centrale et distincte. L'eurasisme est un courant idéologique né au début des années 1920 dans l'émigration russe, avec des figures comme le géographe Piotr Savitskii (1895-1968) ou le linguiste Nikolaï Troubetskoï (1890-1938), qui considéraient la Russie comme une civilisation à part, distincte de l'Europe occidentale.

Les Eurasistes prônaient une Russie héritière de l'empire de Gengis Khan, tournée vers l'Asie et définie par son immense espace territorial. Cette vision s'oppose aussi bien à celle des penseurs occidentalistes du XIX^e siècle, qui voyaient l'avenir de la Russie dans un rapprochement avec l'Europe occidentale, mais également à celle des penseurs slavophiles qui considéraient certes aussi la Russie comme une civilisation

unique, mais centrée sur la filiation avec Byzance et la spécificité slave orthodoxe.

Dans le contexte contemporain, l'eurasisme se traduit par une politique étrangère qui place la Russie au cœur d'un monde « eurasiatique », en opposition directe à l'hégémonie américaine. Le Kremlin se positionne comme le leader naturel de cet espace, incarnant une résistance aux influences occidentales, notamment américaines. Cette opposition se manifeste par des alliances stratégiques avec des pays asiatiques et par une rhétorique anti-occidentale marquée.

Cette vision d'une Russie au centre de l'Eurasie est utilisée pour légitimer les actions géopolitiques et militaires du Kremlin, en faisant de la Russie un fer de lance dans l'opposition à Washington et à ses alliés. Ainsi, la terminologie « eurasiatique » ne sert pas seulement à définir un espace géographique, mais aussi à construire une identité et une mission historique pour la Russie dans le monde contemporain.

R.S: Selon le philosophe Ivan Ilyine, présenté comme le penseur de Poutine, le peuple russe aurait une voie divine et une capacité à intégrer les petits peuples dans une Russie unie. Ce penseur est-il une justification à des projets géopolitiques ? Quels sont les peuples vus comme des petits peuples à assimiler ? Est-ce intimement lié à l'étranger proche, au cœur du discours et de la stratégie de Moscou ? Comment ces peuples réagissent-ils à ces déclarations ?

I.P: Le philosophe Ivan Ilyine (1883-1954) est souvent présenté comme un penseur majeur influençant Vladimir Poutine, bien que cette présentation soit quelque peu exagérée, et l'on peut même douter que Poutine ait vraiment lu le philosophe. Tout ce que l'on sait, c'est qu'il est souvent cité dans ses discours et promu par des personnalités proches de Poutine tels que le cinéaste Nikita Mikhalkov. Ilyine, philosophe de l'émigration russe, ardent défenseur de la cause des Blancs a élaboré une vision qui voit la religion orthodoxe comme base de la nation. Il était mû par l'anticommunisme. Il ne s'agit pas d'une vision messianique, bien qu'il considérât que la Russie était essentiellement différente de l'Europe. L'Europe selon lui ne comprend pas la Russie, elle la craint et voudrait la repousser en Asie. Cette vision d'une opposition inexpiable entre la Russie et l'Europe est en résonance avec également les conceptions géopolitiques actuelles du Kremlin.

Ilyine était avant tout partisan de l'État unitaire, d'une Russie « une et indivisible », et jugeait comme étant irréalistes les plans de fédéralisation de la Russie. L'État unitaire est pour lui l'aboutissement de la croissance organique d'une nation. Il n'a jamais reconnu l'URSS et ses frontières : pour lui, l'URSS n'était pas la Russie, c'est son image en miroir : elle est « *la forteresse qui assiège* », qui cherche la domination mondiale, alors que la Russie asservie aux communistes est au contraire sans cesse menacée par ses ennemis qui cherchent à la convertir ou la « *démembrer* ». Il prônait l'idée que la Russie avait une capacité unique à intégrer et à unir les petits peuples sous son égide, une idée largement partagée par une grande partie de l'élite culturelle et intellectuelle de son époque. Ce n'était pas une idée

particulièrement originale, mais plutôt un « lieu commun » assez largement partagé avant 1917. Il aurait certainement dénoncé le démembrement de l'URSS en 1991, et il y aurait vu le crime ultime des communistes. **Le pessimisme d'Ilyine vis-à-vis d'un ordre international normatif, son « réalisme » est en résonance avec la conviction répandue en Russie selon laquelle les relations internationales sont gouvernées par la loi du plus fort, la poursuite cynique des intérêts, et par l'action des forces occultes.**

Cette vision centrée sur le passé peut aussi être exploitée aujourd'hui et justifier des revendications territoriales, sous prétexte que les territoires d'ex-républiques soviétiques faisaient historiquement et culturellement partie de l'Empire russe.

Ilyine faisait en outre une distinction importante entre les puissances proches, comme l'Allemagne, qu'il voyait comme des menaces directes, et les puissances lointaines, comme les États-Unis, qu'il considérait comme moins menaçantes. Il craignait que les puissances proches puissent profiter de la faiblesse de la Russie pour la démembrer, alors qu'il voyait les États-Unis d'un œil plus favorable, notamment en raison de leur politique d'endiguement contre l'URSS qu'il appréciait.

Ilyine mettait en garde contre le démembrement de la Russie, une crainte qu'il associait aux ambitions des puissances étrangères après la chute de l'URSS. **Cette idée de démembrement (*rastchlenie*) fait partie du vocabulaire politique russe actuel, souvent utilisé pour évoquer les menaces externes et internes à l'intégrité territoriale de la Russie.**

Pour certains Ivan Ilyine aurait prédit l'effondrement de l'URSS, et c'est l'une des raisons de l'intérêt renouvelé pour ses écrits dans les années 1990. Ses prédictions et ses réflexions sur la reconstruction de la Russie après la chute de l'URSS ont offert une voie pour reconquérir une identité compromise, rendant ses idées particulièrement pertinentes pour les débats idéologiques contemporains.

Dans ses discours, Poutine utilise des citations d'Ilyine pour renforcer l'idée d'une Russie unificatrice et protectrice, destinée à rassembler les peuples russophones et orthodoxes. Par exemple, lors de la cérémonie d'annexion de quatre régions ukrainiennes le 30 septembre 2022, Poutine a cité Ilyine pour illustrer un profond attachement à la nation russe : *« Si je considère la Russie comme ma patrie cela signifie que j'aime, que je contemple, que je pense comme un Russe, que je chante et que je parle comme un Russe, que je crois aux forces spirituelles du peuple russe, son esprit est mon esprit, sa destinée est ma destinée, sa souffrance est ma souffrance, sa prospérité est ma joie ».*

Cette utilisation des idées (ou plutôt de citations décontextualisées) d'Ilyine sert entre autres à justifier les actions géopolitiques de la Russie, en particulier les interventions militaires et politiques dans l'étranger proche. Les peuples ciblés par cette rhétorique incluent les Ukrainiens, les Biélorusses, et les diverses minorités ethniques au sein des républiques comme la Tchétchénie et le Daghestan.

Les réactions à ces déclarations varient. Dans certaines régions russophones d'Ukraine, cette rhétorique trouve un écho favorable parmi ceux qui s'identifient culturellement et

historiquement à la Russie. Cependant, dans d'autres régions, surtout en Ukraine occidentale et parmi les minorités nationales, ces déclarations sont perçues comme une justification de l'impérialisme russe et sont fortement rejetées. L'idée d'une intégration forcée est vue comme une menace à l'autonomie et à l'identité nationale de ces peuples.

En résumé, Ivan Ilyine est utilisé par le Kremlin comme une figure symbolique pour justifier une vision géopolitique expansionniste, centrée sur l'intégration des petits peuples de l'étranger proche dans une Russie unie. Cette stratégie trouve des partisans mais aussi de vives résistances, reflétant la complexité des identités et des loyautés dans la région.

R.S. Quelles autres influences idéologiques inspirent aujourd'hui les prises de décision au Kremlin et constituent le corpus idéal de Poutine ?

I.P. Outre Ivan Ilyine, plusieurs autres courants idéologiques et penseurs influencent les prises de décision au Kremlin et constituent le corpus idéal de Vladimir Poutine.

Premièrement, le panslavisme, une idéologie apparue au XIX^e siècle qui prône l'unité et la solidarité entre les peuples slaves sous la direction de la Russie, reste une influence majeure. Nikolaï Danilevski (1822-1885) puis Ivan Aksakov (1823-1886) estimaient que la Russie pourra consolider son identité en soutenant les mouvements indépendantistes de divers peuples slaves unis à la Russie par le sang et la foi. Le mouvement possède une dimension messianique, et mobilise les passions religieuses. Historiquement, cette idéologie a été utilisée pour justifier l'interférence de l'Empire russe dans les

Balkans et, en URSS, pour maintenir l'influence sur les nations slaves voisines (notamment par Staline après 1945). Aujourd'hui, cette idéologie se manifeste dans le soutien de la Russie aux populations russophones et orthodoxes en Ukraine et dans d'autres anciennes républiques soviétiques sous l'égide de la défense du « monde russe ».

Deuxièmement, l'eurasisme dont nous avons parlé, par la mobilisation de penseurs comme Lev Goumilev (1912-1992) et le contemporain Alexandre Douguine (1962-).

Troisièmement, le cosmisme, une idéologie qui combine science, religion et utopie sociale, influence également certaines sphères du pouvoir en Russie. Le cosmisme, promu par des figures comme Nikolaï Fiodorov (1929-1903) et Constantin Tsiolkovski (1857-1935), prône la conquête de l'espace et l'immortalité par le progrès scientifique. Le club d'Izborsk, un think-tank influent, utilise les idées du cosmisme pour promouvoir une vision de la Russie comme une nation destinée à conduire l'humanité dans la conquête spatiale et à transcender les limites humaines.

En outre, des penseurs plus contemporains et moins idéologiques, tels que les stratèges militaires et les économistes, influencent les décisions du Kremlin. Le pragmatisme joue un rôle clé dans les politiques économiques et de sécurité nationale, souvent en tandem avec des idéologies issues des traditions nationalistes ou conservatrices radicales.

Enfin, la mémoire historique joue un rôle central dans la formation de l'idéologie du Kremlin. La glorification de la victoire soviétique dans la Grande Guerre patriotique et

l'utilisation de symboles historiques comme le ruban de Saint-Georges sont des outils pour renforcer l'unité nationale et justifier les actions actuelles. Cette continuité historique est utilisée pour légitimer les actions du Kremlin et pour mobiliser le soutien populaire en évoquant des périodes de grandeur et de sacrifice national.

En résumé, le corpus idéal de Poutine est un mélange de panslavisme, d'eurasisme, de cosmisme, de pragmatisme contemporain et d'une forte utilisation de la mémoire historique. Ces influences diverses sont habilement exploitées et recombinaées pour soutenir les objectifs géopolitiques et domestiques de la Russie actuelle.

« Cette idée de démembrement (*rastchlenie*) fait partie du vocabulaire politique russe actuel, souvent utilisé pour évoquer les menaces externes et internes à l'intégrité territoriale de la Russie ».

R.S: Quelle place prend aujourd'hui la philosophie/idéologie du Cosmisme, cette idéologie prônant un dépassement des différences humaines par la recherche et le progrès pour la conquête de l'espace ? Le club d'Izborsk, principal relai de ces idées aujourd'hui, est-il influent auprès des instances de pouvoir ? En quoi le

Cosmisme trouve-t-il un nouveau souffle depuis le début d'internet ?

I.P: Le Cosmisme, une philosophie unique prônant le dépassement des différences humaines par la recherche scientifique et le progrès, occupe une place intéressante dans la Russie contemporaine. **Originellement développé par des penseurs comme Nikolaï Fiodorov et Constantin Tsiolkovski, le Cosmisme propose une vision utopique de l'humanité, où les avancées scientifiques permettent non seulement la conquête de l'espace mais aussi des réalisations radicales telles que l'immortalité et la résurrection des ancêtres.**

Nikolaï Fiodorov, un précurseur du Cosmisme, développait une utopie où l'immortalité et la résurrection des ancêtres étaient des tâches scientifiques pour l'humanité. Ses idées, alliant science et religion, visent à transformer la Terre en un navire stellaire et à peupler les espaces stellaires, une vision qui inspire encore les idéologies contemporaines sur le transhumanisme et la conquête spatiale.

Constantin Tsiolkovski, considéré comme le père de l'astronautique soviétique, prônait une religion panpsychiste où les atomes avaient une conscience primitive. Il voyait l'humanité comme devant sortir de la Terre, qu'il considérait comme un berceau, pour conquérir l'espace, une idée qui continue de résonner avec les ambitions spatiales actuelles de la Russie.

Aujourd'hui, le Cosmisme trouve un nouvel élan, en partie grâce à des groupes comme le club d'Izborsk. Ce think-tank,

qui réunit des intellectuels et des personnalités influentes, promeut activement les idées cosmistes comme une composante de la nouvelle idéologie russe. Le club d'Izborsk cherche à concilier les acquis du régime soviétique avec les valeurs de l'orthodoxie russe, et voit dans le Cosmisme une plateforme idéale pour cela. Ils considèrent que la Russie, par son histoire et sa géographie, est particulièrement bien placée pour mener l'humanité dans la conquête des espaces infinis.

Le club d'Izborsk promeut l'idée que la Russie, historiquement et géographiquement, est particulièrement bien disposée pour développer une sensibilité aux espaces infinis à conquérir, en raison de sa conquête historique des steppes. Cette vision alimente les ambitions contemporaines de la Russie en matière de conquête spatiale.

Le Cosmisme trouve un nouveau souffle avec l'essor d'internet et des technologies modernes, qui permettent une diffusion plus large et plus rapide des idées. Des concepts comme le transhumanisme et le prolongement de la vie humaine, qui étaient jadis confinés à des cercles intellectuels restreints, gagnent maintenant en popularité à l'échelle mondiale. Internet facilite également les échanges entre les partisans de ces idées et leur intégration dans des mouvements plus larges de pensée scientifique et technologique.

Le Cosmisme, avec son mélange de spiritualité et de science, s'aligne bien avec les nouvelles idéologies comme le scientisme et le holisme, tout en ayant une dimension nationaliste. Les cosmistes russes voient leur pays comme étant à l'avant-garde de cette nouvelle mission humaine. Par exemple, Constantin

Tsiolkovski, considéré comme le père de l'astronautique soviétique, a promu une utopie où l'humanité, guidée par la science, conquiert l'espace et transcende ses limitations terrestres.

Cette idéologie trouve une résonance particulière dans le contexte de la politique spatiale russe actuelle. Le lancement de missions spatiales comme Luna 25, bien qu'elles rencontrent parfois des échecs, symbolise cette ambition continue de la Russie à jouer un rôle majeur dans l'exploration spatiale. Même si ces projets sont utilisés pour des démonstrations de puissance face à l'Occident, ils s'inscrivent aussi dans une tradition cosmiste qui valorise la conquête spatiale comme un objectif ultime de l'humanité.

En résumé, le Cosmisme occupe une place de choix dans l'idéologie contemporaine russe, soutenu par des groupes influents comme le club d'Izborsk. Internet et les technologies modernes ont revitalisé cette philosophie, permettant une plus large diffusion et adoption de ses idées, tout en soulignant le rôle de la Russie comme leader dans la quête de la conquête de l'espace et du progrès humain.

« Originellement développé par des penseurs comme Nikolaï Fiodorov et Constantin Tsiolkovski, le Cosmisme propose une vision utopique de l'humanité, où les avancées scientifiques permettent non seulement la conquête de l'espace mais aussi des réalisations radicales telles que l'immortalité et la résurrection des ancêtres ».

R.S: Il est souvent admis que la relation entre la Russie post-soviétique et l'Occident est marquée par l'intervention occidentale en soutien aux Kosovars contre l'allié historique de Moscou, Belgrade. Quelle place occupe la Serbie dans l'imaginaire russe, ou plus largement les Yougoslaves (littéralement slaves du sud) ? En quoi cette zone est-elle au cœur du panslavisme ?

I.P: La Serbie, et plus largement les Slaves du Sud, occupent une place particulière dans l'imaginaire russe, en raison de liens historiques, culturels et religieux profonds. Le panslavisme, une idéologie prônant l'unité et la solidarité entre les peuples slaves sous la direction de la Russie, accorde une importance centrale à la Serbie et aux autres nations slaves du sud.

Historiquement, la Russie a toujours vu la Serbie comme un allié naturel et un frère slave à protéger. Cette relation spéciale s'est manifestée à plusieurs reprises, notamment lors des guerres des Balkans et des conflits contre l'Empire ottoman. Pendant les années 1990, la guerre en ex-Yougoslavie et l'intervention de l'OTAN au Kosovo ont renforcé ce sentiment

de solidarité. L'intervention occidentale en soutien aux Kosovars contre Belgrade a été perçue par la Russie comme une attaque contre un allié historique, exacerbant la méfiance et la rivalité entre la Russie et l'Occident.

Le panslavisme, idéologie qui a émergé au XIX^e siècle, envisageait une fédération slave dirigée par la Russie, avec Constantinople (aujourd'hui Istanbul) comme capitale symbolique. Cette idéologie soulignait les liens culturels et religieux partagés entre les peuples slaves orthodoxes, et voyait la Russie comme leur protectrice naturelle contre les influences occidentales et musulmanes.

Dans le contexte contemporain, la Serbie continue de symboliser cette solidarité slave. Le soutien de la Russie à la Serbie sur la question du Kosovo est un exemple tangible de la mise en pratique de ces idéaux panslavistes. Moscou utilise cette relation pour maintenir son influence dans les Balkans et pour promouvoir une image de protectrice des peuples slaves et orthodoxes.

Pour la Russie, les Slaves du Sud, y compris les Serbes, les Monténégrins et les Macédoniens, représentent une extension naturelle de sa sphère d'influence culturelle et politique. Cette région est perçue comme un bastion contre les influences occidentales, et la solidarité panslaviste est souvent invoquée pour justifier le soutien de la Russie à ces nations dans des contextes internationaux.

Les diverses diasporas en Russie jouent un rôle crucial dans les positions internationales du pays. La présence de nombreuses communautés ethniques et religieuses influence les stratégies

de politique étrangère de la Russie, en particulier dans le renforcement des liens avec les pays d'origine de ces diasporas.

En résumé, la Serbie et les autres nations slaves du sud occupent une place privilégiée dans l'imaginaire russe en raison des liens historiques, culturels et religieux. Le panslavisme continue de jouer un rôle crucial dans la politique étrangère russe, avec la Serbie comme un symbole central de cette solidarité slave. La relation entre la Russie et la Serbie, marquée par une coopération et un soutien mutuel, est un reflet contemporain de cette idéologie qui voit la Russie comme le protecteur naturel des peuples slaves orthodoxes.

R.S: Comment la Russie perçoit-elle le Moyen-Orient ? Bien qu'elle ait longtemps tenu une position réactive à l'agenda occidental dans cette région, elle semble aujourd'hui définir un agenda proactif, par la vente d'armes, l'installation de bases militaires et la présence de groupes paramilitaires. Moscou se positionne en tant que troisième Rome et protecteur des minorités chrétiennes, ainsi que des valeurs traditionnelles. Comment ce discours s'intègre-t-il dans l'histoire culturelle russe et comment est-il promu au Moyen-Orient ? Est-il efficace ? S'agit-il d'un habillage pour une stratégie plus réaliste de maintien des régimes en place contre des oppositions diverses et alliées aux Occidentaux ?

I.P: La Russie perçoit le Moyen-Orient comme une région cruciale où elle peut affirmer son rôle de puissance mondiale et contrer l'influence occidentale. Historiquement, la Russie a toujours eu un intérêt marqué pour le Moyen-Orient,

notamment en se positionnant comme protectrice des minorités chrétiennes et des valeurs traditionnelles.

Aujourd'hui, la Russie adopte une position proactive dans la région, marquée par la vente d'armes, l'installation de bases militaires, et le soutien à divers régimes via des groupes paramilitaires. **Moscou se positionne comme l'héritière de Byzance et la défenseure de la chrétienté orthodoxe. Cette idée de la Russie en tant que protectrice des chrétiens et gardienne des valeurs traditionnelles est profondément ancrée dans l'histoire culturelle russe.**

Le discours de la Russie sur sa mission de protection des minorités chrétiennes et de défense des valeurs traditionnelles est promu de plusieurs façons. Les médias russes diffusent largement des histoires sur les efforts de la Russie pour protéger les chrétiens en Syrie et ailleurs, tout en critiquant l'Occident pour son soutien présumé à des groupes islamistes radicaux. Ce discours est également relayé par des diplomates et des responsables religieux russes qui mettent en avant le rôle de la Russie comme défenseure des chrétiens orthodoxes.

La propagande russe est extrêmement flexible et ciblée pour divers publics. Par exemple, dans le contexte du conflit à Gaza, la Russie maintient de bonnes relations avec Israël tout en questionnant un soutien inconditionnel à un Israël perçu comme ne soutenant pas la Russie en Ukraine. Cette capacité à adapter le message pour différents publics permet à la Russie de maintenir des relations complexes et stratégiques dans la région.

Cette rhétorique trouve un écho favorable dans certaines parties du Moyen-Orient, où les minorités chrétiennes voient en la Russie un protecteur contre les persécutions et l'instabilité. Par exemple, en Syrie, la Russie a réussi à maintenir le régime de Bashar al-Assad, en grande partie en se présentant comme un défenseur des minorités chrétiennes contre les rebelles islamistes.

Cependant, cette rhétorique sert également à masquer une stratégie plus pragmatique et réaliste. La véritable motivation derrière l'engagement de la Russie au Moyen-Orient est de maintenir et d'étendre son influence géopolitique. En soutenant les régimes en place, la Russie s'assure des partenaires fiables et contrecarre l'influence occidentale dans la région. Cela inclut des accords pour l'installation de bases militaires, des ventes d'armes lucratives, et des alliances stratégiques qui renforcent la position de Moscou sur la scène mondiale.

En résumé, la Russie perçoit le Moyen-Orient comme une région stratégique où elle peut affirmer son rôle de puissance mondiale en opposition à l'Occident. Le discours de protection des minorités chrétiennes et des valeurs traditionnelles est profondément ancré dans l'histoire culturelle russe et est utilisé pour promouvoir l'influence russe. Cependant, cette rhétorique sert principalement à couvrir une stratégie pragmatique visant à maintenir des régimes alliés et à renforcer la présence géopolitique de la Russie dans la région.

« Le panslavisme, idéologie qui a émergé au XIX^e siècle, envisageait une fédération slave dirigée par la Russie, avec Constantinople (aujourd'hui Istanbul) comme capitale symbolique. Cette idéologie soulignait les liens culturels et religieux partagés entre les peuples slaves orthodoxes, et voyait la Russie comme leur protectrice naturelle contre les influences occidentales et musulmanes ».

R.S: Pour se rapprocher de partenaires moyen-orientaux, la Russie met en avant la présence d'une importante minorité musulmane sur son sol. Assiste-t-on à une arsenalisation de l'Islam ? Comment le discours officiel est-il perçu dans les oblasts à majorité musulmane comme la Tchétchénie et le Daghestan ?

I.P: La Russie utilise stratégiquement la présence d'une importante minorité musulmane pour se rapprocher des partenaires au Moyen-Orient. Avec environ 20 millions de musulmans, la Russie peut légitimement se présenter comme un pays multiconfessionnel où l'Islam joue un rôle significatif. Lev Goumilev avait développé une théorie selon laquelle l'activité solaire provoque des pics de "passionarité", coïncidant avec des mouvements religieux, politiques ou révolutionnaires. Il parlait de "superethnies" comme les musulmanes, byzantines, occidentales chrétiennes, turques et slaves, concepts qui influencent encore certaines perspectives idéologiques en Russie.

Cette approche permet à la Russie de se positionner comme un allié naturel des pays musulmans, renforçant les liens

politiques, économiques et militaires. Cela se traduit par une politique proactive qui inclut la vente d'armes, des partenariats énergétiques, et une coopération militaire accrue avec des pays comme l'Iran, la Syrie, et les États du Golfe.

L'arsenalisation de l'Islam par la Russie se manifeste par la promotion de la religion musulmane comme un élément de l'identité nationale russe, participant à des cérémonies officielles et bénéficiant d'un soutien financier de l'État.

Cette reconnaissance institutionnelle de l'Islam vise à montrer que la Russie respecte et intègre les valeurs et traditions musulmanes, facilitant ainsi la coopération avec les nations musulmanes.

Le discours officiel sur l'Islam est également conçu pour renforcer la stabilité interne dans les régions à majorité musulmane telles que la Tchétchénie et le Daghestan. En valorisant l'Islam et en intégrant les leaders musulmans locaux dans le processus politique, le Kremlin cherche à maintenir la paix sociale et à éviter les conflits ethniques et religieux.

Dans des régions comme la Tchétchénie, ce discours est souvent bien reçu, en grande partie grâce aux efforts de dirigeants locaux comme Ramzan Kadyrov, qui promeut une version de l'Islam compatible avec la loyauté envers le Kremlin. Kadyrov utilise cette plateforme pour consolider son pouvoir tout en se présentant comme un défenseur de l'Islam traditionnel et des valeurs conservatrices, en phase avec les politiques du Kremlin.

Cependant, cette politique n'est pas sans défis. Dans le Daghestan, par exemple, où les tensions ethniques et

religieuses sont plus prononcées, la perception du discours officiel peut varier. Certains groupes peuvent voir la promotion de l'Islam par l'État comme une tentative de contrôle et de manipulation, plutôt que comme une véritable reconnaissance de leur identité religieuse et culturelle.

En résumé, la Russie utilise la présence de sa minorité musulmane pour renforcer ses relations avec les partenaires moyen-orientaux et promouvoir une image de pays respectueux des traditions islamiques. Cette stratégie, bien reçue dans des régions comme la Tchétchénie, vise à consolider la stabilité interne et à faciliter la coopération internationale. Cependant, elle rencontre des perceptions mitigées dans des régions comme le Daghestan, où les dynamiques ethniques et religieuses sont plus complexes.

R.S: Après la guerre russo-turque de la fin du XVIIIème siècle, la guerre de Crimée, puis en tant que dernier bastion de l'armée blanche, quelle place pour cette péninsule dans le roman national russe ? Et comment le Kremlin parvient-il à expliquer que la péninsule est fondamentalement russe et non ukrainienne, mais que les Ukrainiens sont fondamentalement russes ?

I.P: La Crimée occupe une place centrale dans le roman national russe, en raison de ses liens historiques et symboliques avec la Russie. Depuis son annexion par l'Empire russe en 1783 après la guerre russo-turque, la Crimée est vue comme un territoire crucial, symbolisant la puissance et l'expansion russe. La guerre de Crimée (1853-1856) a renforcé son importance malgré la défaite, car elle a été perçue comme une lutte héroïque contre les puissances occidentales. De plus,

durant la guerre civile russe, la Crimée a servi de dernier bastion pour l'armée blanche, les forces anti-bolcheviques, ajoutant une dimension supplémentaire à son importance historique pour la Russie.

Pour le Kremlin, expliquer que la Crimée est fondamentalement russe repose sur plusieurs arguments historiques et culturels. Le discours officiel insiste sur le fait que la Crimée a toujours été un territoire russe, évoquant des périodes comme celle où Sébastopol était un port militaire clé et une ville de gloire militaire russe. La narration officielle utilise également l'annexion par Catherine la Grande et les sacrifices russes durant diverses guerres pour renforcer cette idée.

En ce qui concerne les Ukrainiens, le Kremlin affirme que les Ukrainiens sont fondamentalement russes, une seule nation divisée artificiellement par des décisions politiques du passé. Selon Poutine, l'Ukraine en tant qu'État séparé est une création artificielle des bolcheviques et de l'Occident. Cette perspective est renforcée par l'idée que les frontières ukrainiennes actuelles ont été tracées de manière arbitraire et ne reflètent pas les réalités historiques et culturelles.

La propagande russe souligne que le peuple ukrainien soutient la Russie et que seule une minorité, manipulée par une élite corrompue et soutenue par l'Occident, cherche à s'en éloigner. Cette minorité est présentée comme responsable des tensions actuelles, tandis que la majorité des Ukrainiens serait naturellement en faveur d'une union avec la Russie, partageant une identité, une langue et une culture communes.

En résumé, la Crimée est décrite dans le roman national russe comme un territoire historiquement et culturellement russe. Le Kremlin utilise cette narrative pour justifier son annexion, affirmant que les Ukrainiens sont fondamentalement russes et que les divisions actuelles sont le résultat de manipulations par une élite à la botte de l'Occident.

R.S: Le Kremlin mobilise régulièrement des symboles historiques centraux comme la victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique contre le nazisme le 9 mai, ou encore le ruban de Saint George. Est-ce la preuve de la nécessité pour le Kremlin de placer cette guerre dans une continuité historique, et donc une question vitale de survie pour la Russie ? Comment le gouvernement russe parvient-il à inscrire cette guerre dans une continuité historique ? Et comment ce récit permet au pouvoir de vendre cette « opération spéciale » comme vitale ?

I.P: Le Kremlin utilise de manière intensive des symboles historiques comme la victoire de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique et le ruban de Saint George pour renforcer un sentiment de continuité historique et de survie nationale. La célébration du 9 mai, date marquant la victoire sur le nazisme, est devenue un élément central de la mémoire collective en Russie et un outil puissant pour légitimer le pouvoir actuel.

Le recours à ces symboles sert plusieurs objectifs. Premièrement, il renforce l'idée d'une continuité historique qui lie les exploits passés à la situation actuelle. En inscrivant la lutte contre le nazisme dans une longue tradition de défense de la patrie, le Kremlin crée un cadre narratif où chaque génération doit se battre pour la survie et la grandeur de la

Russie. Cette continuité historique est utilisée pour justifier les actions présentes du gouvernement, en les présentant comme une extension logique des sacrifices et des victoires passées.

Le gouvernement russe parvient à inscrire la Grande Guerre patriotique dans cette continuité historique en utilisant des récits et des commémorations qui exaltent le patriotisme et le devoir envers la nation. Les médias d'État, les discours officiels, et les événements publics mettent en avant des histoires héroïques de la guerre, tout en établissant des parallèles avec les défis actuels. Le ruban de Saint George, un symbole de bravoure militaire, est largement utilisé dans ces commémorations pour évoquer le sacrifice et le courage des générations passées.

Un exemple important de cette stratégie est le « Régiment des immortels », une initiative de commémoration où les citoyens russes portent des portraits de leurs ancêtres qui ont combattu pendant la Grande Guerre patriotique. Cette pratique a commencé comme une initiative populaire louable, visant à honorer les sacrifices personnels des familles pendant la guerre. Cependant, elle a rapidement été instrumentalisée par le gouvernement pour renforcer le narratif officiel. Le « Régiment des immortels » est devenu un événement national, largement diffusé et soutenu par l'État, symbolisant l'unité et la continuité de la nation à travers les générations.

Pour promouvoir l'idée de réconciliation entre les Blancs et les Rouges, la Russie met en avant des figures de tout bord, de Pierre le Grand à Staline, ayant participé à la grandeur de l'État russe. Cette tentative de créer une mémoire commune vise à

renforcer l'unité nationale en valorisant des contributions diverses à l'histoire russe.

En utilisant ces récits, le pouvoir parvient à vendre l'« opération spéciale » en Ukraine comme une lutte vitale et existentielle similaire à celle de la Grande Guerre patriotique. Le gouvernement présente cette opération comme nécessaire pour défendre la Russie contre des menaces extérieures, souvent en qualifiant les adversaires de fascistes ou de nazis, exploitant la charge émotionnelle et historique de ces termes. Cette rhétorique vise à mobiliser le soutien populaire en évoquant un ennemi commun et en rappelant les sacrifices nécessaires pour protéger la nation.

La narration officielle utilise également des figures héroïques et des symboles historiques pour créer un sentiment d'urgence et de légitimité. En reliant l'opération actuelle à des moments glorieux de l'histoire russe, le Kremlin cherche à galvaniser le public et à justifier ses actions. Cela permet de présenter les interventions militaires comme des actes de défense patriotique, indispensables à la survie et à la grandeur de la Russie.

En résumé, le Kremlin mobilise des symboles historiques centraux pour inscrire ses actions dans une continuité historique, légitimant ainsi l'« opération spéciale » en Ukraine comme une lutte vitale et existentielle. En utilisant des récits de bravoure et de sacrifice, y compris des initiatives comme le « Régiment des immortels », le gouvernement instrumentalise la mémoire historique et espère ainsi renforcer la légitimité de ses actions présentes.

« L'arsenalisation de l'Islam par la Russie se manifeste par la promotion de la religion musulmane comme un élément de l'identité nationale russe, participant à des cérémonies officielles et bénéficiant d'un soutien financier de l'État ».

R.S. L'Occident est souvent comparé à un diable perversi en croisade contre le monde russe et les valeurs traditionnelles. Peut-on considérer ce discours de guerre de civilisation comme le cœur de la justification de la guerre et le principal discours auprès des partenaires internationaux, en opposition aux valeurs occidentales perçues comme post-modernistes et perversies ?

I.P. Le discours de guerre de civilisation est effectivement au cœur de la justification de la guerre par le Kremlin et constitue un élément central de sa rhétorique auprès des partenaires internationaux. Ce narratif oppose le monde russe, défenseur des valeurs traditionnelles, à un Occident perçu comme décadent, perversi et engagé dans une croisade contre la Russie.

Le Kremlin présente l'Occident comme un adversaire menaçant les valeurs morales, religieuses et culturelles russes. Cette opposition est souvent formulée en termes de protection contre une « perversion » occidentale, où les valeurs post-modernistes, les droits LGBTQ+, et le sécularisme sont vus comme des menaces existentielles pour la société russe. Cette rhétorique vise à mobiliser le soutien intérieur en invoquant

un ennemi commun qui cherche à déstabiliser et à corrompre les fondements traditionnels de la Russie.

À l'international, cette notion est utilisée pour rallier des alliés et des partenaires qui partagent des préoccupations similaires concernant les valeurs traditionnelles et le conservatisme. La Russie se présente comme un bastion contre l'impérialisme culturel occidental, trouvant un écho favorable auprès de nombreux pays qui se sentent également menacés par l'influence occidentale. Par exemple, la Russie établit des partenariats avec des nations du Moyen-Orient et d'Afrique en mettant en avant une solidarité basée sur la défense des valeurs traditionnelles contre le libéralisme occidental.

Cette stratégie est particulièrement efficace dans des régions où les critiques de l'Occident sont courantes et où les gouvernements cherchent des alternatives à l'influence occidentale. En se positionnant comme le défenseur des valeurs traditionnelles et en dénonçant l'Occident comme un ennemi commun, la Russie parvient à tisser des alliances stratégiques et à renforcer sa position sur la scène internationale.

Cependant, il est crucial de noter que cette rhétorique sert également à masquer des ambitions géopolitiques plus pragmatiques. **En insistant sur une guerre de civilisation, le Kremlin justifie ses actions militaires et politiques comme des mesures de défense nécessaires contre une agression occidentale. Cela permet de légitimer des actions qui pourraient autrement être perçues comme des agressions injustifiées.**

En résumé, le discours de guerre de civilisation est un élément central de la justification de la guerre par le Kremlin. En opposant le monde russe aux valeurs occidentales perçues comme perverses, cette rhétorique mobilise le soutien intérieur et forge des alliances internationales basées sur la défense des valeurs traditionnelles. Cependant, elle masque également des motivations géopolitiques plus pragmatiques visant à renforcer l'emprise du régime actuel sur la société et de combattre l'isolement de la Russie sur la scène mondiale voulu par l'Occident.

R.S: Pour le départ vers les Balkans, vous expliquez dans votre article, « 1876, Les Routes de la Croisade slave » publié en 2008, que les Serbes étaient présentés comme « des frères de la même foi et du même sang ». Est-ce le cas des Ukrainiens dans leur ensemble, ou uniquement des russophones de l'est ?

I.P: En 1876, l'idée de la croisade slave pour soutenir les Serbes se basait sur la notion de fraternité de la même foi et du même sang, unissant les peuples slaves sous une identité commune et une cause partagée. Cette idée de fraternité slave s'étendait au-delà des Serbes pour inclure tous les Slaves orthodoxes, perçus comme membres d'une grande famille culturelle et religieuse.

Pour ce qui est des Ukrainiens, le discours officiel russe contemporain tend à étendre cette notion de fraternité à l'ensemble du peuple ukrainien, et non uniquement aux russophones de l'est. Selon ce narratif, les Ukrainiens sont considérés comme les « *petits frères* » faisant partie intégrante d'une nation russe élargie partageant une histoire, une culture

et une foi communes. Cette vision soutient l'idée que les Ukrainiens et les Russes forment un seul et même peuple issu de la « Rus' de Kiev » médiévale, artificiellement divisés par des frontières politiques et des interventions extérieures.

Cependant, dans la pratique, cette idée de fraternité se manifeste de manière plus complexe. Le Kremlin met particulièrement l'accent sur les régions de l'est de l'Ukraine, où la population russophone est plus nombreuse et où les liens culturels avec la Russie sont plus prononcés. Ces régions sont souvent présentées comme des bastions de la culture et de l'identité russes, en opposition aux régions occidentales de l'Ukraine, perçues comme plus influencées par l'Occident et plus nationalistes.

Le discours officiel russe soutient que les Ukrainiens dans leur ensemble devraient reconnaître leur appartenance à la grande famille russe. Toutefois, il y a une différenciation dans la manière dont cette fraternité est appliquée, avec une attention particulière portée aux russophones de l'est, considérés comme les plus fidèles à cette identité partagée.

En résumé, bien que le discours officiel russe prétende que tous les Ukrainiens font partie de la même famille que les Russes, cette notion de fraternité est souvent plus fortement mise en avant pour les russophones de l'est. Cette approche permet au Kremlin de justifier ses actions en Ukraine en invoquant des liens historiques et culturels profonds, tout en cherchant à minimiser les différences et les aspirations indépendantistes au sein de la population ukrainienne.

« En insistant sur une guerre de civilisation, le Kremlin justifie ses actions militaires et politiques comme des mesures de défense nécessaires contre une agression occidentale. Cela permet de légitimer des actions qui pourraient autrement être perçues comme des agressions injustifiées ».

R.S: En 1876, alors que la Serbie est en guerre avec l'Empire Ottoman, est lancée la croisade slave en soutien au peuple serbe. Les volontaires russes se sont mobilisés sous l'influence du panslavisme et de la presse naissante en Russie. Aujourd'hui, Moscou semble peiner à recruter des volontaires pour le départ vers l'Ukraine. Est-ce parce que ce terrain n'est plus favorable à une propagande similaire ? Quelles sont les composantes de ce terrain favorable ? Est-il plus propice pour les populations en difficulté dans les républiques à forte minorité de l'est russe que pour les Russes des métropoles de l'ouest ?

L.P: On peut difficilement appeler « volontaires » les contractuels recrutés par l'armée russe aujourd'hui. La comparaison entre 1876 et aujourd'hui permet cependant de faire ressortir la spécificité des rapports entre État et société dans la Russie actuelle. En 1876, la mobilisation des volontaires russes pour soutenir les Serbes en guerre contre l'Empire Ottoman a été largement influencée par le panslavisme et la presse naissante en Russie. Cette croisade slave s'appuyait sur une forte idéologie de solidarité entre les peuples slaves et une presse capable de galvaniser le soutien populaire pour la cause serbe. Ces volontaires s'engageaient

par idéalisme, l'attrait pour l'exotisme jouait un rôle important. Certains voulaient simplement changer de vie.

Aujourd'hui, la situation en Ukraine est incomparable pour plusieurs raisons :

Premièrement, la société russe actuelle est beaucoup plus sécularisée, individualiste et âgée que celle de la fin du XIX^e siècle. Après 70 ans de communisme, la Russie a connu une profonde transformation de ses valeurs, avec un niveau de sécularisation comparable à celui de la Chine. Le sentiment d'une mission religieuse ou idéologique commune est moins présent, ce qui rend plus difficile la mobilisation autour d'une cause nationale ou internationale.

Deuxièmement, la stratégie de propagande actuelle diffère de celle de 1876, qui n'était pas orchestrée par l'État mais par la presse, les intellectuels panslaves, et diverses associations issues de la société civile naissante, caritatives à l'origine, mais qui se politisent rapidement (les Comités slaves). C'était un mouvement d'« en bas », au sens où il n'était pas suscité par l'État ; le panslavisme avait toujours un côté transgressif et révolutionnaire qui suscitait la méfiance des autorités. C'était aussi tout simplement une société très différente, essentiellement rurale mais en proie à une modernisation explosive. La situation aujourd'hui diffère du tout au tout. Le Kremlin maintient une distance entre la vie quotidienne des citoyens et la réalité de la guerre en Ukraine qui ne suscite pas un engouement populaire. La propagande contemporaine vise d'ailleurs à minimiser l'impact de la guerre sur la population civile, en insistant sur le fait que tout continue normalement, et que seule une « opération spéciale » est en cours. Cette

approche démobilise plutôt qu'elle mobilise la population. Le pouvoir se méfie de tout activisme non suscité par les autorités, même lorsqu'il est patriotique.

Troisièmement, le terrain de recrutement est également différent. Les régions en difficulté, notamment les républiques à forte minorité de l'est russe, sont souvent plus propices à la mobilisation de volontaires pour des raisons économiques et sociales. Les incitations financières et les avantages pour les familles des combattants peuvent être attrayants pour les populations vivant dans des zones économiquement sinistrées. En revanche, les Russes des métropoles de l'ouest, relativement plus prospères et sécularisés, sont moins susceptibles de répondre à ces appels.

En résumé, la difficulté de Moscou à recruter des « volontaires » pour l'Ukraine résulte de plusieurs facteurs : une société plus sécularisée et individualiste, une stratégie de propagande qui minimise l'impact de la guerre sur la vie quotidienne, et un terrain de recrutement différent où les incitations économiques jouent un rôle crucial. Les populations des régions en difficulté sont plus réceptives à ces appels, contrairement aux habitants des grandes villes de l'ouest du pays.

R.S: La spécialiste Françoise Daucé parle d'une militarisation de la société russe depuis le début de la guerre en Ukraine. Ce phénomène est-il réellement nouveau ? Doit-on parler d'une remilitarisation de la société par rapport à une démilitarisation depuis la perestroïka ? Comment cette militarisation se manifeste-t-elle dans l'imaginaire collectif ?

I.P: Le phénomène de militarisation de la société russe depuis le début de la guerre en Ukraine n'est pas entièrement nouveau, mais il représente plutôt une remilitarisation par rapport à la période de relative démilitarisation qui a suivi la perestroïka. Après l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie a traversé une phase de démilitarisation et de réorientation vers une économie de marché et des valeurs plus occidentales.

Cependant, depuis les années 2000, il y a eu des signes de remilitarisation progressive de la société russe, avec des jalons tels que la célébration de plus en plus grandiose du 9 mai, jour de la victoire sur le nazisme. Les enfants portant des tenues militaires de la Seconde Guerre mondiale lors des festivités du 9 mai en sont un exemple symbolique. Cette remilitarisation a pris une dimension plus marquée avec l'annexion de la Crimée en 2014 et s'est intensifiée avec la guerre en Ukraine.

Cette militarisation se manifeste de plusieurs manières dans l'imaginaire collectif. Tout d'abord, à travers l'usage intensif des symboles de la Grande Guerre patriotique. La victoire de l'URSS sur le nazisme est un élément central de l'identité nationale russe contemporaine, et les symboles associés, comme le ruban de Saint George, sont omniprésents dans les commémorations et les discours officiels. Ces symboles sont utilisés pour renforcer l'idée que la Russie doit rester forte et prête à se défendre contre les menaces extérieures.

Ensuite, le Régiment des Immortels est un autre exemple clé de cette militarisation. Cette initiative a commencé comme un mouvement populaire pour commémorer les soldats de la Seconde Guerre mondiale, mais a rapidement été

instrumentalisée par l'État pour renforcer le narratif de continuité historique et de patriotisme. Les défilés du Régiment des Immortels, où des citoyens portent les portraits de leurs ancêtres ayant combattu, sont devenus des événements majeurs, soulignant l'importance de la mémoire militaire dans la société russe.

La militarisation se manifeste également à travers le discours officiel et les médias, qui mettent l'accent sur les sacrifices nécessaires pour défendre la patrie. Les critiques de l'armée sont sévèrement réprimées, et les lois contre la diffusion de « fausses informations » sur l'armée servent à contrôler le narratif autour de la guerre en Ukraine. Cette atmosphère de contrôle et de surveillance contribue à renforcer une culture de respect et de vénération pour les forces armées.

Enfin, la militarisation de la société se reflète dans les politiques éducatives et les programmes pour la jeunesse. Les cours de formation militaire dans les écoles, les camps de jeunesse paramilitaires, et les initiatives pour inculquer des valeurs patriotiques aux jeunes générations montrent l'effort du Kremlin pour intégrer la militarisation dans le quotidien des citoyens dès le plus jeune âge.

En résumé, la militarisation de la société russe depuis la guerre en Ukraine représente une remilitarisation par rapport à la période post-perestroïka. Cette militarisation se manifeste dans l'imaginaire collectif à travers l'usage intensif des symboles de la Grande Guerre patriotique, des initiatives comme le Régiment des Immortels, le discours officiel et les politiques éducatives, renforçant un sentiment de devoir

patriotique et de préparation constante à la défense de la patrie.

R.S: Beaucoup d'analystes ont vu dans le lancement de Luna 25 vers la Lune le 11 août un pied de nez aux Occidentaux et aux sanctions, qui semblent dès lors inefficaces puisque l'assemblage d'une fusée nécessite les mêmes pièces qu'un missile militaire. Pensez-vous qu'il faut y ajouter la réactivation de la supériorité du système soviétique/russe par la conquête spatiale ? Comment son échec a-t-il pu être admis ou masqué aux/ par les Russes ?

I.P: Le lancement de Luna 25 vers la Lune le 11 août a été largement perçu comme un défi lancé aux sanctions occidentales et une démonstration de la capacité de la Russie à maintenir ses programmes technologiques et spatiaux malgré les pressions économiques internationales. Ce projet spatial symbolise non seulement la résilience technologique de la Russie, mais aussi une volonté de réactiver la supériorité du système soviétique/russe en matière de conquête spatiale.

L'assemblage de la fusée Luna 25 nécessite des pièces et des technologies qui sont similaires à celles utilisées pour les missiles militaires, ce qui démontre la capacité de la Russie à continuer à produire du matériel de pointe malgré les sanctions. En relançant son programme spatial, la Russie cherche à rappeler les succès de l'ère soviétique, notamment les réalisations en astronautique avec des figures emblématiques comme Konstantin Tsiolkovski et Sergueï Korolev (1907-1966), le fondateur du programme spatial soviétique. Cette démarche vise à raviver la fierté nationale et à

affirmer la place de la Russie en tant que leader dans la conquête spatiale.

Cependant, le lancement de Luna 25 n'a pas été sans difficulté. Son échec, bien que potentiellement embarrassant, a été géré de manière à minimiser l'impact sur la perception publique. Les médias russes contrôlés par l'État ont souvent omis de rapporter les aspects négatifs ou les ont relativisés, en se concentrant plutôt sur les aspects positifs du programme spatial russe. Dans de nombreux cas, des informations sur l'échec sont soit occultées, soit présentées de manière à souligner les défis techniques et les efforts pour les surmonter, plutôt que l'échec en lui-même.

La propagande officielle utilise plusieurs stratégies pour masquer ou admettre les échecs de manière acceptable pour le public. D'une part, les réalisations passées et les succès intermédiaires sont amplifiés, créant un contexte dans lequel chaque tentative, même infructueuse, est perçue comme une étape vers un objectif plus grand. D'autre part, l'idée que les sanctions et les pressions extérieures sont à l'origine des difficultés est fréquemment évoquée, déplaçant ainsi la responsabilité des échecs sur des facteurs externes plutôt que sur des inefficacités internes.

En résumé, le lancement de Luna 25 est à la fois un symbole de défi aux sanctions occidentales et une tentative de raviver la gloire passée du programme spatial soviétique/russe. Malgré son échec, la manière dont cet événement est géré par les médias et les autorités russes permet de maintenir un narratif positif, soulignant la résilience et la détermination de la Russie à poursuivre ses ambitions spatiales. Cela montre aussi la

capacité du Kremlin à manipuler l'information pour contrôler la perception publique et minimiser les impacts négatifs des échecs techniques.

Les relations entre le Kremlin et les organisations sportives internationales depuis 2014

Corentin Delon, Johann Lemaire et Enzo Padovan

Le sport a toujours été un élément prépondérant de l'identité nationale russe et un outil de rayonnement international. L'imaginaire sportif soviétique en est une des illustrations les plus marquantes. Avant 2014, la Russie jouissait d'une présence particulièrement frappante dans les arènes sportives internationales. Le pays a accueilli des événements majeurs tels que les Jeux Olympiques de Moscou en 1980 et les Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi en 2014. Le sport reste non seulement une source de fierté nationale mais aussi un moyen pour le pays de démontrer sa puissance sur la scène mondiale. Parmi les légendes sportives russes (ou soviétiques) nous pouvons citer Lev Yachine, légendaire gardien de but soviétique qui a révolutionné son sport et le style de jeu du poste de gardien. Avant l'arrivée de Yachine, la pratique habituelle de la plupart des gardiens de but était le jeu passif. Néanmoins, il a changé cela pour toujours par sa présence active sur le terrain et sa maîtrise de la défense. Il a notamment introduit les sorties en courant pour répondre aux attaques, une pratique qui a ensuite été acceptée comme la

norme dans ce sport¹⁵². Il nous plaît également de citer Anatoli Karpov, légende russe des échecs ou Vladislav Tretiak (hockey sur glace).

Cependant, depuis 2014, les relations entre le Kremlin et les organisations sportives internationales ont subi une transformation radicale, reflétant des enjeux bien au-delà du terrain sportif. L'annexion de la Crimée et le conflit en Ukraine ont non seulement déclenché des sanctions économiques et politiques, mais ont également eu des répercussions profondes sur le domaine sportif. En parallèle, les révélations de dopage systématique ont mis en lumière les tensions entre aspirations de puissance et éthique sportive. Cette dynamique complexe, ancrée dans une réflexion autant historico-politique que culturelle, soulève des questions sur le rôle du sport comme vecteur de soft power et d'identité nationale.

Le cœur de notre propos va être d'articuler une analyse cohérente et concrète de l'évolution des relations entre le pouvoir russe et les instances sportives internationales.

152 Chevtchenko, Nikolai. *“En images: dix athlètes de légende ayant hissé l'URSS au sommet”*. Russia Beyond FR, 12 septembre 2021.

Impact immédiat de la crise ukrainienne

La crise ukrainienne et le rapport McLaren ont eu un impact immédiat sur le sport russe. Cet impact s'est illustré par des mesures prises par diverses organisations sportives pour sanctionner la Russie. **Les premières sanctions ont inclus l'annulation ou le transfert d'événements sportifs prévus en Russie et la suspension de fédérations sportives russes de certaines compétitions internationales.** Par exemple, la Fédération Internationale de Ski (FIS) a annulé toutes les compétitions de ski prévues en Russie pour la saison 2014-2015. Les fédérations sportives européennes et mondiales ont également rapidement réagi en imposant des sanctions qui ont limité la participation de la Russie à divers niveaux. Des fédérations comme la FIFA et l'UEFA ont joué un rôle clé dans ces décisions. En 2014, la Fédération Internationale de Biathlon (IBU) a également déplacé les événements de la Coupe du Monde de Biathlon prévus en Russie vers d'autres pays.

Accusations de dopage systématique

En parallèle à la crise ukrainienne, **la Russie a fait face à de graves accusations de dopage systématique, culminant**

avec la publication du rapport McLaren courant 2016¹⁵³. Ce rapport, commandé par l'Agence Mondiale Antidopage et réalisé par le juriste canadien Richard McLaren, a révélé un système de dopage d'État en Russie, impliquant des centaines d'athlètes et plusieurs institutions sportives russes. Les conclusions du rapport ont secoué le monde du sport et ont conduit à des sanctions sévères contre la Russie. « *Une conspiration institutionnelle a été mise en place pour les sports d'hiver et d'été avec la participation du ministère des Sports et de ses services comme l'agence russe antidopage (Rusada) (...) le laboratoire antidopage de Moscou, aux côtés du FSB (services secrets), afin de manipuler les contrôles antidopage* », a expliqué McLaren en conférence de presse¹⁵⁴.

Ledit système aurait été instauré dès 2011 et aurait duré jusqu'en août 2015, au bénéfice d'athlètes russes de nombreux sports olympiques d'été et d'hiver lors de compétitions internationales organisées en Russie (Mondiaux de natation en 2011, d'athlétisme en 2013, d'escrime en 2014 et 2015...) ¹⁵⁵.

L'une des mesures les plus notables a été l'exclusion de la Russie des Jeux Olympiques de Rio 2016. Bien que certains athlètes russes aient été autorisés à participer sous une bannière neutre, la Russie en tant que nation a été largement exclue des Jeux Olympiques et des Jeux Paralympiques de 2016. Cette décision historique a mis en lumière l'ampleur du

153 RICHARD H. MCLAREN. « *INDEPENDENT PERSON WADA*

INVESTIGATION OF SOCHI ALLEGATIONS ». Google Docs, 16 juillet 2016.

154 RTSSport.ch. « *Plus de 1000 athlètes russes concernés par le dopage* ». infoSport, 9 décembre 2016.

155 L'Équipe. « *Dopage : le rapport de Richard McLaren est accablant pour la Russie* ». 18 juillet 2016.

problème de dopage en Russie et a marqué un tournant dans la lutte contre le dopage dans le sport international.

Réactions de la Russie

Face à ces accusations et sanctions, la Russie a réagi par des déclarations officielles et des dénégations. Les autorités russes ont nié l'existence d'un programme de dopage d'État et ont critiqué les mesures prises par les instances sportives internationales. Cependant, pour tenter de regagner la confiance des instances sportives, la Russie a également pris des mesures internes. Ces mesures comprenaient la restructuration des agences antidopage, l'adoption de nouvelles politiques antidopage plus strictes et la coopération accrue avec l'AMA et d'autres organisations internationales.

En somme, la période de 2014 à 2018 a été marquée par des sanctions et exclusions significatives pour le sport russe, en réponse à la crise ukrainienne et aux révélations de dopage systématique. Ces événements ont non seulement impacté la participation de la Russie aux compétitions internationales, mais ont également déclenché des réformes internes visant à restaurer l'intégrité du sport en Russie.

Les conséquences à long terme (2018-2022)

Les Jeux Olympiques de Pyeongchang

Le 5 décembre 2017, le Comité International Olympique (CIO) exclut la Russie des jeux d'hiver de Pyeongchang¹⁵⁶. **Les athlètes russes doivent concourir sous la bannière des Athlètes Olympiques de Russie (AOR) en raison du rapport Schmid**, qui révèle une manipulation systématique des règles antidopage en Russie, particulièrement lors des Jeux Olympiques d'hiver de 2014 à Sotchi. Samuel Schmid, président de la commission, qualifie cette situation de « *manipulation sans précédent* ».

Quatre ans après les Jeux de Sotchi et peu avant la Coupe du monde de football en Russie, l'éthique sportive russe est fortement critiquée. 168 athlètes AOR participent aux jeux d'hiver 2018, avec seulement 45 suspendus, faisant de la Russie la troisième nation la plus représentée en Corée du Sud.

Grigory Rodchenkov, ancien directeur du laboratoire antidopage de Moscou, devenu lanceur d'alerte, accuse publiquement le ministre des sports russe, Vitali Moutko, de superviser le dopage¹⁵⁷. Depuis 2015, réfugié aux États-

¹⁵⁶ Comité International Olympique. "Le CIO suspend le Comité olympique russe et ouvre la voie aux athlètes intègres en les invitant à concourir aux Jeux Olympiques d'hiver de 2018 à PyeongChang sous le drapeau olympique." Dernière modification le 5 décembre 2017.

¹⁵⁷ Le Monde. "Dopage : le CIO suspend la Russie, pas ses athlètes." Le Monde, December 5, 2017.

Unis, Rodchenkov dénonce la mentalité de triche et de déni en Russie, déclarant : « *La Russie reste un pays de dopés* ».

Les résultats des athlètes AOR à Pyeongchang sont mitigés : 17 médailles (2 or, 6 argent, 9 bronze), contre 29 à Sotchi. Ces résultats confirment les accusations de dopage, laissant un sentiment d'échec. Quelques mois avant la Coupe du monde de football, la Russie est critiquée pour son manque d'équité sportive, de liberté d'expression et de corruption politique.

La Coupe du Monde de Football de 2018

La coupe de football est la compétition sportive la plus regardée au monde. Par exemple, la finale de la Coupe du monde 2022 a attiré plus de 1,5 milliard de téléspectateurs¹⁵⁸. En 2018, la Russie était responsable de l'organisation de la compétition.

Le contexte politique de cet événement était particulier. Jean-Baptiste Guégan¹⁵⁹ explique que les ambitions russes allaient bien au-delà du sport. Il identifie quatre axes principaux : participer, gagner, organiser et s'intégrer dans les instances de gouvernance du sport mondial. La Russie cherchait à démontrer qu'elle était une puissance sportive capable

158 So Foot. "Un nombre de téléspectateurs record pour la finale de Coupe du monde - Mondial 2022 - Finale - Argentine-France (3-3, 4-2 TAB)." So Foot, January 19, 2023.

159 Jean-Baptiste Guégan. "Coupe du monde 2018 : quels enjeux géopolitiques pour la Russie ?" Ecofoot, June 11, 2018.

d'accueillir le monde, de montrer ses atouts, tout en pesant sur la scène internationale. **En 2014, le président Barack Obama avait qualifié la Russie de « puissance régionale »¹⁶⁰. L'organisation de la Coupe du monde 2018 incarnait la volonté de Vladimir Poutine de montrer que la Russie est une puissance mondiale dans un monde multilatéral.** L'enjeu pour le pouvoir russe était également économique et culturel. Les travaux pour le tournoi ont valorisé des villes comme Iekaterinbourg ou Saransk, tout en exposant les atouts culturels de la Russie. En 2016, la Russie accueillait 24 millions de touristes, soit autant que l'Autriche. En accueillant la Coupe du monde, la Russie voulait démontrer qu'elle est un pays accueillant et capable de s'insérer dans les normes de la mondialisation.

Toutefois, malgré ses ambitions, la Russie devait faire face à un contexte hostile. En plus des sanctions liées à l'annexion de la Crimée en 2014 et des accusations de dopage, l'organisation du tournoi a suscité de nombreuses critiques. Amnesty International¹⁶¹ a déclaré : « *En accordant à la Russie le droit d'accueillir la Coupe du monde sans appliquer de véritable diligence requise en matière de droits humains, la FIFA a marqué un but contre son propre camp* ». L'ONG a souligné les violations des droits humains, les attaques contre la liberté d'expression et les persécutions des personnes LGBT en Russie. **En 2016, la FIFA a ajouté une clause relative aux droits humains à ses statuts. Le président Gianni Infantino**

160 "L'Express." "La Russie est une puissance régionale en perte d'influence, selon Obama." L'Express, March 25, 2014.

161 Amnesty International, "Why Human Rights Matter at the Russia World Cup," Amnesty International, June 14, 2018.

a insisté sur le fait que la FIFA doit lutter contre les risques en matière de droits humains avec la même détermination que lorsqu'elle poursuit ses intérêts commerciaux. Amnesty International rappelle que les actions de la Russie durant les Jeux olympiques de Sotchi en 2014 pourraient se reproduire lors de la Coupe du monde, entraînant une nouvelle vague de répression.

Malgré ce contexte de tension, les critiques ont été oubliées dès le coup d'envoi de la compétition. D'un point de vue sportif, la sélection russe a atteint les quarts de finale, éliminant l'Espagne avant de perdre contre la Croatie. Aucun incident majeur n'a été signalé mis à part quelques actes d'hooliganisme. Vladimir Poutine a gagné son pari, la Russie s'est exposée au monde comme un État capable de recevoir une compétition sportive, symbolisé par les caméras montrant les vainqueurs français chantant en hommage à Poutine.

Jeux Olympiques de Tokyo : nouvelles sanctions pour la Russie

Lors des Jeux Olympiques de Tokyo 2020, la Russie a subi des conséquences significatives en raison des sanctions pour dopage. **En décembre 2019, l'Agence mondiale antidopage (AMA) a suspendu la Russie des compétitions majeures pour quatre ans, une décision réduite à deux ans par le Tribunal arbitral du sport (TAS) en décembre 2020.** Ainsi, les athlètes russes ont concouru sous le nom de « Comité

Olympique Russe » (COR), sans drapeau ni hymne national, utilisant à la place les symboles olympiques.

Ces mesures ont terni la réputation de la Russie et ont été un coup dur pour l'orgueil national, les succès des athlètes étant célébrés sans les symboles russes. Les athlètes ont subi une pression accrue et une surveillance rigoureuse pour prouver qu'ils étaient « propres », affectant potentiellement leurs performances. Malgré ces défis, les athlètes russes ont remporté de nombreuses médailles, mais les victoires étaient entachées par le contexte des sanctions.

Ces événements ont envoyé un message fort contre le dopage, soulignant les conséquences sévères de la tricherie dans le sport et marquant une période de transition difficile pour le sport russe, avec des leçons importantes pour l'avenir de l'éthique sportive dans le pays.

L'évolution récente et les perspectives futures (2022 et au-delà)

L'impact de la guerre en Ukraine sur les organisations sportives

Alors que les tensions étaient déjà fortes entre les organisations sportives et la Russie, l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, a porté le coup de grâce à la présence russe

dans de nombreuses compétitions. **Entre le 24 et le 28 février, le Comité International Olympique a publié une série de déclarations, condamnant fermement l'invasion et annonçant qu'il n'hébergerait plus de compétitions internationales en Russie ou en Biélorussie**¹⁶². Leur déclaration du 28 février conseilla même aux organisations sportives de refuser la participation des athlètes issus de ces deux pays, sauf s'ils désiraient participer sous drapeau neutre¹⁶³. Dans la même veine, la FIFA comme l'UEFA ont interdit aux sportifs russes de participer à leurs compétitions ; dans le cas de la deuxième organisation, cette dernière a même décidé de retirer Gazprom de la liste de ses sponsors, rompant ainsi un contrat d'une valeur de 40 millions d'euros par la même occasion. Certains pays européens (la Tchéquie ou encore la Pologne¹⁶⁴) ayant de toute manière refusé d'affronter les équipes russes sur le terrain, la Russie se retrouva exclue de fait de la plupart des compétitions sportives mondiales.

Une telle politique d'isolement est assez inédite dans ce domaine : **dans l'histoire contemporaine, le seul autre État ayant provoqué des tensions aussi fortes dans le monde du sport fut l'Afrique du Sud, en raison de l'Apartheid qu'elle appliquait**. Johannesburg fut aussi exclue de la FIFA en 1961, et ne fut pas invitée aux Jeux Olympiques de Tokyo, en 1964. Si certains commentateurs ont critiqué la politisation du sport

¹⁶² Olympics.com. « IOC EB Urges All International Federations to Relocate or Cancel Their Sports Events Currently Planned in Russia or Belarus - Olympic News », 25 février 2022.

¹⁶³ Olympics.com. « IOC EB Recommends No Participation of Russian and Belarusian Athletes and Officials - Olympic News », 28 février 2022.

¹⁶⁴ Parlement Européen. « Russia's War on Ukraine: Impact on Athletes and Sports Competitions », 2022.

qui résultait de l'exclusion d'équipes entières, d'autres en revanche ont salué cette action, et ont encouragé le reste du monde à suivre l'exemple du CIO. Ainsi, dans de nombreuses disciplines sportives, les athlètes russes ont fini par être confrontés à un choix : abandonner les couleurs de leur pays, s'ils désiraient continuer à jouer de manière professionnelle, ou renoncer à de grandes compétitions par attachement à leur nation, ou par peur des représailles qu'une critique ouverte de la guerre d'Ukraine pourrait entraîner.

Les échecs furent une discipline qui rassembla les deux cas de figure. Du côté pro-Kremlin, nous pouvons citer Sergueï Kariakine, né en Crimée en 1990 et naturalisé russe. Ce dernier, prodige des échecs, a obtenu son grade de grand maître à l'âge de 12 ans seulement. Le 27 février 2022, alors que le comité olympique prenait position en faveur de l'Ukraine, Sergueï Kariakine publia une lettre soutenant l'intervention militaire russe. La Fédération internationale des échecs l'exclut alors de toutes les compétitions pour les six prochains mois, une exclusion qui fut *de facto* prolongée jusqu'en 2024¹⁶⁵. En effet, comme pour la FIFA ou les Jeux Olympiques, les joueurs d'échecs russes et biélorusses ne peuvent plus participer à des tournois sous les couleurs de leurs nations respectives.

De l'autre côté de la barrière, en avril 2022, une quarantaine de joueurs d'échecs russes ont publié une tribune condamnant avec fermeté l'invasion ukrainienne¹⁶⁶. Parmi ceux-ci, l'on

¹⁶⁵ TASS. « Russian chess players' neutral status extended until 2024 — FIDE ».

¹⁶⁶ Copeland (SamCopeland), Sam. « "Stop the war." 44 Top Russian Players Publish Open Letter To Putin ». Chess.com, 3 mars 2022.

pouvait compter Ian Nepomniachtchi, classé quatrième meilleur joueur du monde en 2021, et qui bénéficiait d'un certain prestige en Russie. Son soutien apporté à la tribune de ses confrères lui ont coûté les bonnes grâces du gouvernement de Vladimir Poutine, et l'ont finalement forcé à adopter le drapeau de la FIDE pour ses compétitions suivantes, en 2022 et 2023.

Autres cas intéressants : celui de Denis Khimastouline, un autre joueur d'échecs russe qui, comme Sergueï Kariakine, a ouvertement soutenu la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine¹⁶⁷. Pourtant, il put participer au tournoi d'échecs mondial de 2023, en jouant sous la bannière du FIDE, ce qui a causé de vives controverses (l'un de ses adversaires refusa d'ailleurs de lui serrer la main avant la partie). Cela s'explique peut-être par l'élection, en 2022, d'un ancien vice-premier Ministre russe à la tête de la Fédération¹⁶⁸. Arkadi Dvorkovitch a été félicité par le Kremlin pour sa réélection, en dépit de sa position nuancée sur le conflit ukrainien et de son soutien à l'exclusion de Sergueï Kariakine. Ces deux exemples prouvent que **la présence russe au sein d'instances sportives n'est pas impossible, à condition d'adopter une posture apolitique et d'éviter la question ukrainienne.**

Ainsi, qu'il s'agisse des Jeux Olympiques, des échecs ou d'autres disciplines sportives, les sportifs russes ont bel et bien

167 Garcia, L. (2023, 30 décembre). The incredible case of Russian chess player Khismatullin, who is 'forgiven' by FIDE for supporting the invasion of Ukraine. *El País*.

168 Franceinfo & Agence France Presse. (2022, août 7). L'ancien vice-Premier ministre russe Arkadi Dvorkovitch réélu à la tête de la Fédération internationale des échecs face à un Ukrainien. *Franceinfo*.

été confrontés à des choix difficiles. **Beaucoup ont dû choisir entre le désir de représenter leur pays, et celui de participer à des compétitions internationales, bien que certains soient parvenus à trouver une troisième voie.** Ce compromis, en revanche, représente l'exception plus que la règle. Cependant, la Russie a tenté de répondre aux sanctions des organisations sportives à sa propre manière.

La création de compétitions alternatives

Les Russes, qui percevaient toujours un réel intérêt dans l'organisation de ces événements, se sont donc tournés vers d'autres alternatives à leur disposition. L'influence garantie par le sport n'est pas à négliger, tout comme l'apport purement économique. **En hébergeant la coupe du monde de football, en 2018, la Russie a réalisé un profit de plus de 13,5 milliards de dollars¹⁶⁹.** Dès lors, Moscou a tout à gagner à faire du sport une priorité, étant donné qu'il s'agit d'un angle diplomatique permettant de rapprocher les peuples sur des principes, mais aussi des disciplines, plus ou moins universels.

C'est pourquoi, dans ses relations extérieures, le Kremlin met de plus en plus l'accent sur cet aspect : **les années 2022 et 2023 furent nommées les années de la Coopération Russo-Chinoise dans les Sports et la mise en forme¹⁷⁰.** Début 2024, les deux pays ont également mené des entraînements

169 Bayramli, Nigar. « 2018 FIFA World Cup Brought In \$13.5 Billion For Russia ». *Caspian News*, 29 juillet 2018.

communs en gymnastique, qui aident à leur manière la Russie à sortir de son isolement diplomatique. De l'autre côté du globe, en 2023, les athlètes russes ont été conviés à participer aux **Jeux de l'ALBA**¹⁷¹ (**Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique**), une organisation sud-américaine promouvant la souveraineté des nations et les coutumes sud-américaines. Ainsi, au milieu de la plupart de ses alliés sur le continent Américain (Cuba, Nicaragua et Venezuela, principalement), la Russie a pu participer à une compétition sportive avec une dizaine d'autres pays, à travers plus d'une trentaine de disciplines différentes. Ses scores plus que respectables (elle est arrivée à la troisième position) prouvent que Moscou a encore un rôle à jouer dans les relations internationales du sport.

En outre, la Russie cherche à organiser ses propres compétitions, cherchant à proposer des alternatives pour ses propres athlètes. Ainsi, l'année 2024 voit la part belle à l'organisation de très nombreuses rencontres sportives, parfois dans des disciplines assez originales. **En février, le pays a hébergé les Games of the Future, à Kazan, un événement réunissant 16 pays (dont la plupart des alliés de la Russie), et laissant la part belle à l'E-sport et autres nouveaux sports.** Alors que le jeu vidéo peine toujours à se faire une place aux Jeux Olympiques, la Russie a innové en proposant comme épreuves des tournois sur les jeux *Dota 2* ou

170 « Russia, China to hold years of sports, fitness cooperation in 2022-2023 ».

171 « Russia seek strengthened ties with Latin America during ALBA Games ».

encore *Counter-Strike 2*, tous deux très populaires sur la scène de l'E-sport.

Néanmoins, sur le long terme, la Russie a avant tout pour objectif de concurrencer les Jeux Olympiques, qu'elle voit désormais comme l'expression d'une hégémonie occidentale. C'est à cette fin que, toujours à Kazan, **les Jeux des BRICS ont été organisés en juin dernier. Des épreuves sportives existent au sein des BRICS depuis près d'une dizaine d'années (surtout dans le domaine du volleyball et du football), mais cet événement est le premier d'une telle ampleur,** et la Russie compte bien pérenniser l'organisation régulière de ce type de rencontres. 3 000 athlètes venant de plus d'une cinquantaine de pays différents se sont donc départagés à travers 27 disciplines sportives. Fait intéressant : certaines délégations provenaient de nations plutôt alignées sur l'Occident (pour ne citer qu'eux, Israël ou encore la Bulgarie), ou alors de régions séparatistes issues d'autres Etats (l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie).

Les résultats des Jeux, en revanche, sont assez mitigés. En raison de la proximité avec le lancement des Jeux Olympiques de Paris (moins de six semaines), beaucoup de pays ont envoyé des équipes de catégorie secondaire, ou ont eu des difficultés à réunir suffisamment d'athlètes afin de participer¹⁷² (tel fut le cas de l'Éthiopie, qui dû en plus chercher des sponsors afin de financer le départ de sa délégation). De fait, la Russie a remporté un nombre absurdemment élevé de victoires, avec 502 médailles au total

172 Okoli, Professor Maurice. « BRICS Games: Strengthening Inter-Cultural Friendship And Solidarity – Analysis ». *Eurasia Review* (blog), 25 juin 2024.

dont 262 d'or¹⁷³. En comparaison, l'Afrique du Sud, pourtant un des participants principaux, n'a obtenu que 5 médailles toutes catégories confondues. Cependant, le pari est réussi pour le Kremlin : à quelques semaines à peine du lancement officiel des Jeux Olympiques, dont la Russie est exclue, cette dernière est tout de même capable d'organiser sa propre version, quoique miniature et de moins bonne qualité, de l'événement.

Désormais, Moscou table sur la deuxième édition des Jeux de l'Amitié, qu'elle organise en septembre¹⁷⁴, où près de 70 pays ont été conviés¹⁷⁵. Pour rappel, la première édition avait été organisée en 1984, avec pour but de concurrencer les Jeux Olympiques de Los Angeles se déroulant la même année. L'Occident ayant en partie boycotté les Jeux de Moscou, quatre ans auparavant, il n'est pas étonnant de voir la Russie réutiliser la rhétorique soviétique afin d'avancer sa propre critique des organisations sportives internationales.

Les perspectives pour le sport russe

A l'heure actuelle, seul l'avenir nous dira si les *Jeux de l'Amitié* représenteront un succès diplomatique pour la Russie, ou s'ils

173 « BRICS Games 2024: Russia Tops Medal Table, Followed by Belarus, China - Dailynewsegypt », 25 juin 2024._

174 Francs Jeux. « With the Games of the Future, Russia Welcomes at Home », 20 février 2024._

175 « Jeux mondiaux de l'amitié : des athlètes de 70 pays s'affronteront dans 36 sports ».

subiront la fatigue des participants, après une année intense en compétitions, et la concurrence de ceux de Paris. Ces derniers rassembleront sans nul doute plus de délégations que ne le feront jamais les alternatives russes, mais le Rubicon a de toute façon été franchi. **En excluant les Russes et les Biélorusses des épreuves sportives, les organisations olympiques et la FIFA ont indirectement justifié les idées du gouvernement de Vladimir Poutine, selon lesquelles l'hégémonie occidentale ne désire rien de plus que de neutraliser la Russie sur la scène internationale.** Cette exclusion a donc donné des arguments de poids à Moscou, afin de développer leurs propres versions des compétitions sportives mondiales, qui participent aux tentatives d'établir un nouvel ordre mondial où l'Occident perdrait sa place de dominateur.

Désormais, la Russie comme la Chine critiquent fortement la tendance à la « *politicisation* » du sport¹⁷⁶, que l'exclusion d'athlètes a mis en valeur. Si de telles critiques peuvent également leur être adressées (les Jeux des BRICS ou ceux de l'Amitié, en définitive et malgré les avantages diplomatiques qui s'en dégagent, constituent avant tout un message hostile adressé à l'Occident), il est vrai que la décision du CIO a créé un précédent, que divers mouvements souhaitent reproduire. Ainsi, depuis l'attaque du 7 octobre 2023 et l'offensive israélienne à Gaza, **de nombreux mouvements demandent l'exclusion d'Israël des Jeux d'Été à Paris.** Leur traitement des Gazaouis, qui s'apparente pour beaucoup à une « *punition collective* », a fait de leur présence aux Jeux Olympiques un vrai sujet de débat. **Il en va de même pour l'Iran, qui a**

176 *Le Monde.fr*. « Putin Rejects Macron's Call for Ukraine Ceasefire during Olympics ». 17 mai 2024._

savamment exclu les athlètes féminins de plusieurs disciplines sportives¹⁷⁷. L'utilisation des JO à des fins politiques, bien que regrettable, est malheureusement la conséquence directe d'un monde en pleine polarisation, et au bord de ce qui s'apparente de plus en plus à une seconde guerre froide.

Ainsi, Moscou compte bien utiliser le sport à son propre compte. En développant ses relations sportives avec ses anciens alliés (Corée du Nord, Chine ou encore Amérique latine) mais aussi les nouveaux (les BRICS et l'Afrique, avec qui la Russie participe régulièrement à des matchs de football amicaux¹⁷⁸), **le puissance eurasiennne développe une nouvelle forme de soft power. Un soft power se voulant apolitique, multidisciplinaire, respectueux des coutumes locales et de la souveraineté de chacun ; en d'autres termes, le sport est un excellent outil afin de valoriser les discours russes autour du Sud Global, et de la naissance d'un nouvel ordre mondial.** A l'avenir, si le Kremlin joue bien ses cartes, il n'est pas exclu que les compétitions qu'il organise ne deviennent de véritables événements de référence, qui bénéficieront d'un certain prestige. Si un tel scénario venait à se produire, la Russie pourrait accroître son prestige et s'imposer, un peu plus, comme le champion d'une vision illibérale du monde.

Cependant, même dans le cas où un tel scénario se produirait, cela ne se verrait pas avant un certain temps. Cela laisse au

¹⁷⁷ « Le CIO appelé à exclure l'Iran de Paris 2024 pour discrimination envers les femmes dans le sport ».

¹⁷⁸ AfricaNews. « African Nations Reaffirm Closeness to Russia through Football ». Africanews, 27 juillet 2023.

sport la possibilité de prendre une place qu'il a historiquement toujours occupée, à savoir celle de pacificateur et d'objet de fraternisation plus que d'affrontement¹⁷⁹. **Si la diplomatie occidentale veut réussir son pari d'isolement de la Russie (ou, plus concrètement, d'endiguement d'idées illibérales incarnées par le gouvernement de Vladimir Poutine et ses alliés), il lui faudrait peut-être répondre en reprenant elle-même à son compte la diplomatie sportive.** En assurant la dépolitisation des compétitions sportives, et à terme, la réintroduction des candidats russes au sein des épreuves, et en développant ses partenariats sportifs avec des puissances émergentes, l'Occident pourrait rapidement reprendre à son compte certains arguments du Kremlin vis-à-vis du CIO.

En faisant du sport le lieu où toutes les nations s'affrontent sur une pelouse plutôt que sur un champ de bataille, les rivaux de la Russie disposent d'un fort potentiel, parfois plus crédible que celui de Moscou. Après tout, il y a une certaine ironie à organiser des compétitions se voulant plus inclusives de toutes les nations, comme celles des BRICS ou des Jeux de l'Amitié des Peuples, alors que les minorités ethniques sibériennes ou plus généralement non-slaves sont disproportionnées¹⁸⁰, parmi les pertes russes du conflit ukrainien. En définitive, il appartient à l'Occident de mettre la Russie face à ses propres contradictions, et de réintroduire une vraie paix olympique pour la prochaine édition des Jeux.

¹⁷⁹ *The Guardian*. « Sport Is the Most Unifying Tool for Peace in the World ». 6 avril 2016, sect. Global development.

¹⁸⁰ Latypova, Leyla. « 2 Years Into Ukraine War, Russia's Ethnic Minorities Disproportionately Killed in Battle ». *The Moscow Times*, 24 février 2024.

Depuis 2014, les relations entre le Kremlin et les organisations sportives internationales ont traversé des périodes de fortes turbulences, marquées par des sanctions et des exclusions. L'annexion de la Crimée et l'évolution du conflit en Ukraine ont déclenché des mesures immédiates de la part de diverses fédérations sportives, illustrant l'interconnexion croissante entre les sphères politiques et sportives. Ces événements, combinés aux révélations du dopage d'État détaillées dans le rapport McLaren, ont profondément altéré la participation et la perception de la Russie sur la scène sportive mondiale. Les sanctions imposées, telles que l'exclusion des Jeux Olympiques de Rio 2016 et la participation des athlètes sous une bannière neutre à Pyeongchang 2018, ont non seulement affecté la présence russe dans les compétitions internationales mais ont aussi mis en évidence les défis éthiques et politiques que posent de telles mesures. Les réactions du Kremlin marquées par des dénégations et des tentatives de réformes internes illustrent une volonté de redorer son blason tout en contestant les accusations.

L'invasion de l'Ukraine en 2022 a accentué l'isolement de la Russie, avec de nouvelles sanctions et exclusions de compétitions sportives, et a conduit à la création de compétitions alternatives. Cette période de crise a mis en relief le rôle du sport comme outil de soft power et vecteur de l'identité nationale russe. En somme, l'évolution des relations sportives de la Russie depuis 2014 reflète une dynamique

complexe où les enjeux politiques et sportifs se chevauchent constamment. Alors que les sanctions ont exposé les tensions entre aspirations de puissance et éthique sportive, elles ont également ouvert la voie à des réformes et à des réflexions sur le rôle du sport dans la diplomatie internationale.

Pour l'avenir, l'amélioration des relations sportives pourrait passer par un renforcement des efforts de transparence, de coopération et de respect des normes internationales. Ces changements permettraient d'ouvrir un dialogue et de réintégrer progressivement la Russie dans le cadre sportif mondial.

Entretien avec Isabelle Facon – Le complexe militaro-industriel et la défense russe depuis 2014

Réalisé par Robin Salle



Isabelle Facon est spécialiste des politiques de sécurité et de défense russes à la **Fondation pour la Recherche Stratégique**. Elle s'intéresse notamment à la transformation de l'outil militaire russe et aux évolutions dans l'industrie d'armement. Elle a par

ailleurs consacré de nombreux travaux à la politique étrangère de la Russie, en particulier son positionnement en Europe et ses relations asiatiques. Elle est membre du Conseil scientifique de la revue en ligne **Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies**. Elle est également **directrice de la collection *Perspectives stratégiques* de la Fondation pour la recherche stratégique chez L'Harmattan** (depuis 2021).

Robin Salle (R.S): L'Organisation du Traité de Sécurité Collective se présente régulièrement comme un pendant oriental de l'OTAN. Peut-on y voir une volonté de résurrection du pacte de Varsovie en coalisant les pays de l'étranger proche de la Russie ? Quelle place pour cet organisme dans la stratégie russe ?

Isabelle Facon (I.F): A dire vrai, il ne me semble pas que l'OTSC se présente comme un « pendant » de l'OTAN, même si Poutine a un temps proposé des relations entre ces deux organisations, pour donner du poids et de la crédibilité à la première. C'est plutôt une interprétation qui a cours en Occident et qui s'est renforcée à mesure que la tension entre l'OTAN et la Russie (et le Belarus, autre membre de l'OTSC) s'est accrue. En revanche, des éléments ont pu encourager cette interprétation – l'existence de l'équivalent d'un « article V » (article IV), un logo qui fait penser à celui de l'OTAN, etc.

Pour la Russie, cette alliance constitue un marqueur de son rôle, qu'elle veut prédominant par rapport aux autres puissances, dans l'espace ex-soviétique, qu'elle considère comme son pré carré. Moscou met en avant les coopérations militaires nouées avec plusieurs États issus de l'éclatement de l'URSS comme un gage de son rôle singulier dans cette zone (exercices, formation d'officiers dans les écoles militaires russes, vente d'équipements militaires...) ; de fait, aucun autre pays n'a une présence militaire aussi développée que la Russie dans cet espace. Dans la perspective de Moscou, l'appartenance à l'OTSC doit contraindre les partenariats diplomatiques, de sécurité et de défense des

États membres. **L'enjeu pour elle est de convaincre les pays membres de l'OTSC qu'elle peut faire des contributions à leur sécurité face à différents types de menaces – surtout le terrorisme et des événements type « révolutions de couleur ». Il est cependant reproché à l'OTSC de n'avoir été d'aucun secours dans différents conflits – entre pays d'Asie centrale, sur le Haut-Karabakh, etc.**

R.S : L'usage de la menace nucléaire par le Kremlin semble être le sujet le plus litigieux avec ses partenaires internationaux, notamment lorsque Xi Jinping avait appelé à une désescalade à la suite de menaces d'usage d'armes nucléaires par le Kremlin. Cette menace nucléaire est utilisée par Moscou lorsque celle-ci souhaite appuyer l'importance de ses lignes rouges. Mais ne peut-on, au contraire, la considérer comme un signe de faiblesse ? Et ne présente-t-elle pas un risque d'escalade ? Par ailleurs, ces menaces ont-elles plutôt pour objectif de renforcer l'opinion russe favorable à l'égard de Vladimir Poutine ou d'obtenir des gains sur le plan international ?

I.F : Moscou a usé et abusé de la rhétorique nucléaire, ce dès avant l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. L'objectif en était d'empêcher l'engagement de l'OTAN dans le conflit, puis, quand il s'est avéré que les pays occidentaux entendaient soutenir l'Ukraine militairement, d'influencer leurs choix en la matière en les amenant à prendre en compte le risque d'escalade nucléaire. La récurrence des références par les officiels russes au statut nucléaire du pays

traduit en soi la reconnaissance des limites des autres moyens de la puissance russe, notamment de ses forces conventionnelles.

Si l'on décortique les différentes prises de position, on constate que les déclarations les plus menaçantes ont émané non pas des autorités politiques (à l'exception de l'ancien président Dmitriï Medvedev, aujourd'hui vice-président du Conseil de sécurité), mais de personnalités des médias, de députés ou de « chefs de guerre » dont l'influence sur la prise de décision est très relative. **Le président russe, les diplomates s'en sont, eux, tenus à renvoyer aux termes de la doctrine nucléaire officielle, qui comporte des conditions à l'emploi du feu nucléaire forcément vagues mais assez restrictives, et Poutine a dit à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas, dans le contexte de la guerre en Ukraine, de raisons d'utiliser l'arme nucléaire.** Le problème est que le pouvoir russe a laissé les voix les plus dures s'exprimer, en espérant sans doute maximiser l'effet coercitif et d'intimidation vis-à-vis des opinions publiques occidentales, tout en galvanisant le sentiment national russe (parler de nucléaire permet de dramatiser les enjeux et de forcer le trait sur l'idée que la Russie est soumise à une menace occidentale forte).

Il est intéressant de noter aujourd'hui que les Russes semblent s'interroger sur les limites de cette « gesticulation nucléaire » récurrente, et sur ses effets sur la crédibilité de la dissuasion nucléaire. Le débat interne à ce sujet s'active à un moment où, à Moscou, on prend au sérieux le risque que le conflit en Ukraine

sorte du cadre dans lequel il est resté jusqu'ici, pour évoluer vers une guerre impliquant l'OTAN plus directement (cf. les hypothèses sur le déploiement de troupes au sol par exemple). Reste à voir sur quoi peuvent déboucher ces réflexions (on parle d'une modification prochaine de la doctrine nucléaire), mais on note déjà une évolution notable du positionnement nucléaire de la Russie, qui, lui, était resté assez stable depuis février 2022 : déploiement d'armes nucléaires sur le territoire du Belarus, exercice des forces nucléaires non stratégiques...

« L'enjeu pour elle [la Russie] est de convaincre les pays membres de l'OTSC qu'elle peut faire des contributions à leur sécurité face à différents types de menaces – surtout le terrorisme et des événements type « révolutions de couleur ». Il est cependant reproché à l'OTSC de n'avoir été d'aucun secours dans différents conflits – entre pays d'Asie centrale, sur le Haut-Karabakh, etc ».

R.S: Bien que la Russie concentre ses efforts sur l'Ukraine, elle possède des bases à l'étranger, que ce soit en Syrie ou en Asie Centrale. La Russie est-elle capable de maintenir ces forces malgré l'effort de guerre, et quel rôle pour cette armée russe dans ces régions ?

I.F: On peut supposer que la Russie va conserver ces bases, qui servent à ses yeux des intérêts stratégiques importants. L'essentiel des bases russes à l'étranger est concentré dans l'ex-URSS, ce qui rejoint ce que je vous disais précédemment sur le rôle de l'OTSC dans la stratégie russe : ces bases sont pour la Russie un marqueur d'influence, et elles sont d'ailleurs intégrées dans le dispositif militaire russe (les bases dans les territoires occupés de Géorgie – Ossétie du Sud, Abkhazie – sont rattachées au District militaire Sud, de même que celles en Arménie, celles en Asie centrale dépendent du District militaire Centre, etc.). La Russie a, au début de la guerre, dégarni un peu certaines de ces bases, notamment celle au Tadjikistan, qui est la plus importante base russe à l'étranger, pour les besoins de la guerre en Ukraine. Il est difficile de savoir si les effectifs ont depuis été reconstitués.

Si la Russie a également diminué le nombre de ses troupes en Syrie, ce qui correspond aussi à l'évolution de la situation militaire dans ce pays, son empreinte militaire s'y est densifiée à la faveur de l'intervention militaire qu'elle a engagée en septembre 2015 pour assurer le sauvetage du régime d'Assad. Le point d'appui naval de Tartous a fait l'objet d'une extension et d'une modernisation de même que la base aérienne de Khmeimim, établie pour les besoins de

l'intervention russe ; les deux ont fait l'objet, en 2017, d'un accord sur 49 ans entre Moscou et Damas (reconductible pour 25 ans). Cela confirme que la Russie conçoit la Syrie comme sa principale porte d'entrée au Moyen-Orient, où elle entend enraciner les intérêts qu'elle y a recouverts depuis 2015, et l'importance, pour les Russes, du théâtre Méditerranée-mer Noire ; les bases peuvent également permettre des escales logistiques pour des bâtiments ou des aéronefs russes qui doivent pousser au-delà. A part cela, on entend régulièrement, depuis plus de dix ans, des rumeurs selon lesquelles la Russie chercherait à obtenir des accès pour ses forces armées ailleurs (on a parlé de l'Égypte, de la Libye...) mais rien de très concluant ne s'est produit à ce stade. Un projet a pris une tournure plus sérieuse – avec un accord signé en 2019 sur la possible installation d'un point d'appui logistique naval russe à Port-Soudan, mais il est en *stand-by* depuis plusieurs années.

« Il est intéressant de noter aujourd'hui que les Russes semblent s'interroger sur les limites de cette gesticulation nucléaire » récurrente, et sur ses effets sur la crédibilité de la dissuasion nucléaire. Le débat interne à ce sujet s'active à un moment où, à Moscou, on prend au sérieux le risque que le conflit en Ukraine sorte du cadre dans lequel il est resté jusqu'ici, pour évoluer vers une guerre impliquant l'OTAN plus directement ».

R.S : Comment expliquer le fait que la Russie achète des munitions et équipements à des partenaires comme l'Iran ou la Corée du Nord ? La construction de matériel militaire entre ces pays a-t-elle été uniformisée comme l'a été le matériel des pays membres de l'OTAN ?

I.F : La question de l'achat d'équipements à l'Iran et la Corée du Nord s'est posée à un moment où l'industrie d'armement russe venait tout juste d'être mobilisée par le Kremlin pour répondre aux besoins du front en Ukraine, vorace en équipements militaires et en munitions (automne 2022), et peinait à s'adapter et à compenser les pertes en matériels. Il fallait aller vite, d'où le recours à des appuis extérieurs (ces deux pays, mais aussi le Belarus). **La Russie, constatant l'importance des drones sur le champ de bataille ukrainien mais aussi les limites récurrentes de son industrie en la matière, a jugé bon d'acquérir en masse des drones iraniens tout en développant avec l'Iran un partenariat industriel lui permettant d'espérer améliorer ses propres capacités à terme et en fonction de ses besoins propres** (une usine de production de drones a été établie au Tatarstan).

Les munitions nord-coréennes, dont certaines sont compatibles avec les matériels d'origine soviétique de l'armée russe du fait des coopérations passées, ont également permis de pallier partiellement les difficultés de l'industrie russe, avec d'ailleurs des déconvenues (une partie des munitions nord-coréennes livrées s'avérant défectueuses à l'usage). Il est intéressant de noter que la Russie a montré assez tôt après son invasion de l'Ukraine en

février 2022 un intérêt pour l'expérience de ces deux pays en matière de production d'armement sous sanctions internationales massives. Avec les deux pays, certains verrous dans différents domaines de coopérations ont sauté, la Russie se devant de « rétribuer » à juste hauteur cette aide précieuse.

R.S: Dans le cadre de la coopération croissante entre la Russie, la Chine et les pays d'Asie centrale, comment les questions de défense et de sécurité sont-elles abordées ? Par exemple, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), connue pour favoriser la collaboration économique et sécuritaire dans la région, a également pour objectif la promotion des partenariats sécuritaires. Quels sont les sujets sécuritaires déjà traités par l'organisation et ceux susceptibles de le devenir ?

LF: Il y a de longue date entre la Russie et la Chine une forme de recherche de *modus vivendi* sur l'Asie centrale. Moscou, bien entendu, s'inquiète de l'affirmation de l'influence chinoise, mais elle n'a pas véritablement la possibilité de s'y opposer. **Un élément qui permet de pallier les tensions liées à ces éléments de rivalité est que les deux pays considèrent de longue date que ce voisinage commun est porteur de risques pour leur propre stabilité et sécurité (du fait notamment de la proximité de l'Afghanistan) et ont opté pour des démarches de coopération ; c'est du reste la raison d'être originelle de l'Organisation de Coopération de Shanghai.** La concurrence entre les deux pays existe, mais chacun occupe le terrain « Asie centrale » selon des axes

différents, ce qui a plutôt favorisé l'idée d'une complémentarité : à la Chine l'économie, à la Russie l'action de sécurité – notamment *via* l'OTSC et ses bases au Tadjikistan et au Kirghizstan. La Chine a commencé à nouer des coopérations de sécurité avec certains des pays centrasiatiques, surtout le Tadjikistan, mais celles-ci sont encore limitées.

L'OCS joue un rôle en matière de sécurité selon des axes délimités qui ne permettent pas de justifier l'analyse des experts qui supposent qu'elle pourrait se muer à terme en une « OTAN de l'est » : **lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, lutte contre les trafics illicites, notamment de drogue, etc.** Les rares et modestes exercices militaires se déroulant sous les auspices de l'OCS portent en majorité des cas sur ces thématiques. L'instance la plus importante en matière de sécurité est la « Structure régionale anti-terroriste » de l'OCS, dont le siège est à Tachkent. **Le plus inquiétant est plutôt la mise sous étiquette « sécurité » tout ce qui touche à la stabilité des régimes des États membres (sécurité politique).** On observe une convergence assez forte entre les gouvernements de l'OCS sur la conception de la « sécurité de l'information » (contrôle de l'internet et des réseaux sociaux) et de la lutte contre l'extrémisme (souvent instrumentalisée pour justifier l'emprisonnement d'opposants). En revanche, les intérêts géostratégiques divergents, voire antagonistes, des États membres de l'OCS élargie (Inde et Pakistan entrés en 2017, Iran en 2023) éloignent le risque de la constitution d'une

alliance militaire en bonne et due forme.

R.S: L'Inde, le plus gros importateur d'armes, représentant 11% du total mondial est grandement dépendante du complexe militaro-industriel russe. Cette dépendance seule explique-t-elle le refus de New Delhi de condamner la guerre en Ukraine ? Comment cette situation s'est-elle installée et quelle est l'évolution de ce partenariat depuis 2022 ?

I.F : Je ne suis pas spécialiste de l'Inde. La dépendance à l'égard de la Russie dans le domaine de l'armement, qui tire ses racines dans la période de la Guerre froide, est certainement un facteur du positionnement indien sur la guerre en Ukraine mais pas le seul. D'autant que l'Inde cherche à relativiser cette dépendance depuis plusieurs années. **D'après le SIPRI, les exportations d'armement russe vers l'Inde ont diminué de 34 % entre les périodes 2014-2018 et 2019-2023, espace temporel qui intègre le repli de la BITD¹⁸¹ russe sur le marché mondial de l'armement du fait du conflit en Ukraine, qui a en plus ralenti la réalisation de certains contrats. Mais l'influence technologique russe sur l'armée indienne demeure structurante, les deux pays semblent vouloir continuer les coopérations d'armement sous forme de R&D et de production conjointes. **D'autres facteurs d'explication résident dans la recherche - traditionnelle pour l'Inde - d'équilibre entre ses partenaires extérieurs, l'espoir de Delhi de contribuer à contenir l'expansion de « l'amitié****

181 Base industrielle et technologique de défense ou « industrie de défense ».

sans limites » entre la Russie et la Chine, qui l'inquiète, la bonne relation entre Modi et Poutine (que la récente visite du Premier ministre indien à Moscou a montrée)... Pour l'Inde, enfin, la guerre en Ukraine est source d'opportunités économiques (elle n'a par exemple jamais acheté autant de pétrole russe, avec un bon rabais et dont elle ré-exporte une partie, et le commerce bilatéral a augmenté).

R.S: En plus d'une proximité dans le discours politique, la Turquie avait fait l'acquisition en 2019 du système de défense antiaérienne et antimissile mobile russe S-400. La Turquie, pourtant membre de l'Otan, a toujours des partenariats clés avec Moscou, comment l'expliquez-vous ?

I.F : Poutine a su nouer une relation pragmatique avec Erdogan, dont l'attitude vis-à-vis de l'exercice du pouvoir est assez proche de celle de son homologue russe. Poutine a su jouer sur le sentiment répandu en Turquie que ses partenaires de l'OTAN sont restés sourds à ses préoccupations de sécurité - en Irak, en Syrie -, en particulier sur le dossier kurde. Un tournant a été la tentative de coup d'État en Turquie en 2016 : tandis que Poutine affirmait son soutien à Erdogan, les pays occidentaux le critiquaient pour les répressions engagées dans les médias, les milieux intellectuels, l'armée, etc. ; les États-Unis refusent toujours d'extrader Gülen, accusé d'être le cerveau du coup d'État manqué, etc.

La Russie a fait bien des efforts pour cultiver ce partenariat,

qui a le mérite d'être une source d'embarras et de divisions pour l'Alliance atlantique, qu'elle voit comme son adversaire principal. Elle a renforcé le partenariat énergétique avec la Turquie, qui contribue à ancrer la relation dans un temps long, du moins l'espère-t-elle (gazoduc Turkish Stream, centrale nucléaire d'Akkuyu...). Sur le Haut-Karabakh, la Russie, par ailleurs contrariée par les positions du Premier ministre arménien Pachinian, a fait le choix de se rapprocher des positions de l'Azerbaïdjan et de la Turquie... **Moscou considère d'ailleurs certainement que l'effort paie : sur le dossier de la guerre en Ukraine, la position turque a été une position d'équilibre, avec des propositions de médiation. La Turquie, au moins jusqu'à début 2024, a aussi été une ré-exportatrice importante de biens sous sanctions vers la Russie**, aidant de fait à sa production militaire.

R.S. : Quelle place et indépendance la Biélorussie a-t-elle aujourd'hui dans le contexte d'utilisation de son territoire pour l'offensive en Ukraine ? Son armée constitue-t-elle une pression supplémentaire, notamment autour de la défense du corridor de Suwałki ? Comment expliquer la capacité de Minsk, pourtant très dépendante de Moscou, à ne pas s'engager dans ce conflit ?

I.F. : La Russie a-t-elle vraiment besoin de l'engagement de l'armée bélarusse, qui n'est pas une armée de premier plan ? Ce que je veux dire, c'est que le Belarus de Loukachenko lui a déjà donné beaucoup de gages tout aussi utiles, en fait beaucoup plus utiles : un des axes de l'invasion russe en

février 2022 (au nord) était le territoire du Belarus, qui a livré des munitions à l'armée russe, soigné ses blessés de guerre, etc. **Aujourd'hui, le partenariat de défense avec le Belarus, dont le territoire semble être désormais très « ouvert » aux forces armées russes, est intégré dans la posture de la Russie vis-à-vis de l'OTAN, lui conférant un surcroît de profondeur stratégique, avec un effet amplificateur de la menace potentielle pour les pays voisins membres de l'OTAN (Pologne, Lituanie, Lettonie).** Et bien sûr, dans ce cadre, le corridor de Suwalki apparaît particulièrement sensible – les pays voisins craignant que la Russie puisse s'appuyer sur la complicité du Belarus pour couper ce corridor, qui les priverait d'accès terrestre à l'OTAN.

Le déploiement d'armes nucléaires russes sur le territoire du Belarus n'offre pas d'options opérationnelles supplémentaires majeures à la Russie, qui a sur son propre territoire nombre de systèmes susceptibles de frapper des pays européens. Mais il incarne de façon assez dramatique cette intégration militaire et politique forte entre les deux pays, d'autant plus importante pour le Kremlin que la situation stratégique dans la zone Baltique s'est durcie en conséquence de son invasion de l'Ukraine (*cf.* notamment adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN).

R.S. : **Après l'attentat du Crocus City Hall perpétré par l'État islamique au Khorassan et ayant coûté la vie à 145 personnes, quelle place occupe cette question du contre-terrorisme dans les enjeux de sécurité russes ? Et aujourd'hui, peut-on dire que le Kremlin s'est enfermé**

dans le narratif de l'attentat organisé par Kiev ?

I.F.: La lutte contre le terrorisme n'était pas totalement oubliée dans la politique de sécurité de la Russie, frappée dans les années 2000 et 2010 par de nombreux attentats, en lien, entre autres, avec la problématique tchéchène, puis avec l'intervention russe en Syrie. Cependant, **depuis 2012, l'appareil de sécurité s'est recentré sur les enjeux liés à l'Ukraine et sur les oppositions politiques internes. Il se peut que cela ait affecté l'efficacité des services sur le dossier contre-terrorisme. Le Kremlin a fini par reconnaître l'implication de l'EI-Khorasan, dans l'attentat du Crocus City Hall et même si sa priorité absolue est le « dossier ukrainien », on peut supposer que son attention aux développements en Afghanistan et en Asie centrale va rester soutenue.** Le fait que Moscou envisage de retirer les Talibans de sa liste des groupes terroristes suggère, entre autres, qu'elle entend travailler avec eux dans la lutte contre l'EI-K, vu comme une menace plus importante en termes de risque de « débord » sur le territoire de l'Asie centrale.

R.S.: Depuis le 24 février 2022, la position française a beaucoup évolué, avec des prises de positions de Macron appelant à ne pas humilier la Russie le 4 juin 2022, puis le 16 mars 2024 la proposition d'envoi de troupes au sol en Ukraine. Cette relation complexe et changeante peut-elle expliquer que le 3 avril le ministre de la Défense Shoigu ait refusé l'aide de la France pour la lutte contre l'État Islamique suite à l'attentat du Crocus City Hall ?

I.F.: Si j'ai bien compris la teneur de l'appel côté français, il s'agissait certes de proposer des échanges accrus sur la lutte contre le terrorisme, sujet sur lequel la Russie et la France ont effectivement collaboré, mais aussi de nier les liens allégués par la Russie entre l'attentat et l'Ukraine et de demander à la Russie d'éviter toute instrumentalisation. Le communiqué du ministère des Armées en date du 3 avril était très clair à ce sujet, et réitérait la « *condamnation sans réserve* » de la guerre d'agression russe en Ukraine, la volonté de Paris de continuer le soutien à l'Ukraine ce, pour couper l'herbe sous le pied des autorités russes qui prétendaient que les deux ministres avaient dialogué sur les voies de la paix en Ukraine. Il est clair que le contexte n'était de toute façon pas très propice à un échange apaisé – peu de temps après les propos du président français sur la possibilité d'envoyer des troupes au sol en Ukraine et alors que les officiels russes ont très tôt après l'attentat évoqué une « piste ukrainienne » (voire occidentale). L'évolution de la politique de la France est une des plus mauvaises surprises qu'a eues la Russie dans la réaction de « l'Occident collectif » à son agression de l'Ukraine, car en perspective de long terme, Paris a souvent été un des pays européens les plus enclins à pousser au maintien des liens et du dialogue avec la Russie.

R.S.: Depuis la mort de Prigojine, comment la reprise en main du groupe Wagner par Moscou s'est-elle déroulée? Le Kremlin a activé ses réseaux diplomatiques en Afrique notamment, pour rassurer les partenaires internationaux. Mais Wagner était également impliqué

sur le front ukrainien : joue-t-il toujours un rôle significatif dans le conflit ?

I.F.: Même avant la disparition de Prigojine, qui a incontestablement été l'un des agents les plus efficaces du retour de Moscou sur le continent africain, le pouvoir russe a multiplié les signaux que cela ne serait pas la fin de la réaffirmation de l'influence russe en Afrique, et a engagé une mise sous contrôle et une réorganisation des « actifs » de Wagner, y compris en termes de personnels. **Le ministère de la Défense est désormais en contrôle des activités de la plupart des entreprises de sécurité sur le continent. L'Africa Corps, qui a recruté d'anciens de Wagner, est l'élément le plus en vue de cette stratégie russe, qui s'affiche désormais clairement (passer par Wagner permettait de relativiser l'engagement du gouvernement russe).** Le continent est identifié comme important stratégiquement (mise en cause des intérêts occidentaux) et économiquement, on peut donc s'attendre à ce que la Russie soutienne l'effort d'influence et de captation de ressources. Quant à l'Ukraine, après la prise de Bakhmout, qui avait laissé des traces si délétères dans la relation entre Prigojine et le ministère de la Défense, l'empreinte de Wagner s'était réduite. Il semble aujourd'hui que certains membres de Wagner combattent toujours en Ukraine, et sont intégrés dans l'armée russe.

« Le Kremlin a fini par reconnaître l'implication de l'EI-Khorasan, dans l'attentat du Crocus City Hall et même si sa priorité absolue est le « dossier ukrainien », on peut supposer que son attention aux développements en Afghanistan et en Asie centrale va rester soutenue ».

R.S.: A la mi-juin 2024, des exercices militaires conjoints avec Cuba ont été organisés par l'armée russe, au large des côtes floridiennes. Parmi les navires impliqués dans les manœuvres, on peut notamment compter le Kazan, un sous-marin nucléaire. Comment interprétez-vous cette démonstration de force russe, qui rappelle la crise des missiles de 1962 ? Pensez-vous qu'il s'agit d'un avertissement de la marine russe, ou d'un signe que Moscou et Washington s'opposent dans une nouvelle Guerre Froide ?

I.F.: Quelques bâtiments russes de la flotte du Nord, dont la frégate Admiral Gorchkov (qui peut emporter des missiles hypersoniques Tsirkon) et le sous-marin à propulsion nucléaire Kazan (qui peut emporter des missiles Kalibr, comme la frégate), ont mené des exercices de missiles dans l'océan Atlantique (simulation de frappes sur des cibles situées à plus de 600 km) avant de faire escale quelques jours à La Havane, traduisant les bonnes relations entre les deux pays, dont les vues convergent, notamment, sur le

thème des sanctions prises en dehors du cadre onusien. Pour la Russie, il s'agit de projeter sa puissance, avec un groupe naval assez restreint tout de même, dans la « zone d'influence » américaine, en rétribution de ce qu'elle perçoit comme la politique américaine d'entrisme dans son « étranger proche ». Pour certains observateurs, c'était peut-être une réponse de Moscou à la décision de Joe Biden d'autoriser l'armée ukrainienne à frapper des cibles russes avec des moyens américains dans le cadre de la défense de Kharkiv. Cela vise aussi à rappeler que la Russie n'est pas isolée au-delà des pays occidentaux et de leurs plus proches alliés – Japon, Corée du Sud, etc.

Entretien avec Julien Vercueil – Sanctions et isolement économique de la Russie

Réalisé par Iliona Asseline



Julien Vercueil est **économiste de formation**, et travaille au sein du **CREE-Inalco à l'analyse de la trajectoire macroéconomique de la Russie**, dans le contexte de son insertion internationale et de la guerre d'invasion qu'elle a déclenchée en Ukraine. Il a par ailleurs une production scientifique centrée autour de questions plus théoriques, liées aux approches institutionnalistes et évolutionnaires : **Russie, espace post-soviétique, Eurasie, BRICS**. Il a publié récemment deux textes destinés au grand public, l'un sur l'économie russe intitulé « **la résilience de la Russie** » publié dans la revue *La vie des idées du Collège de France*, l'autre sur les BRICS+, intitulé « **Quatre scénarios d'évolution pour le groupe des BRICS +** », publié par *Futuribles*.

Iliona Asseline (I.) : Dans votre article « *Le moment politique de l'économie russe* », publié en 2015 dans la Revue Défense Nationale, vous décrivez la Russie comme étant rentrée dans un « *moment politique* » avec l'annexion de la Crimée, c'est-à-dire une situation où le système économique et social doivent s'adapter à une situation politique précise. Il semblerait que la Russie soit à nouveau dans un « *moment politique* » avec la guerre russo-ukrainienne. Ainsi, quel est l'impact économique du « *moment politique* » enclenché en février 2022, dans la prolongation de l'annexion de la Crimée ?

Julien Vercueil (J.V.) : La Russie n'est jamais vraiment sortie de cette logique particulière entamée en 2014, au cours de laquelle les impératifs politiques se sont imposés face au raisonnement économique. La décision, prise par Vladimir Poutine de manière assez solitaire selon toutes les apparences, de tenter d'envahir militairement l'Ukraine en est une illustration : il était alors déjà évident, pour tout analyste russe ou occidental correctement informé, que ses conséquences économiques seraient très défavorables à la Russie. Nonobstant, cette décision a été prise. C'est donc bien que les logiques non économiques – ici, un raisonnement combinant des considérations de politique intérieure et de politique internationale, associées à un fond idéologique panrusse – l'ont emporté. En résumé, le moment politique se prolonge et s'approfondit en Russie : le président a réussi à persuader une partie non négligeable de sa population que les sacrifices économiques et humains qu'elle subit pour prolonger la guerre d'invasion de l'Ukraine en valent la peine.

I.A. : En sanctionnant économiquement la Russie dès le début du conflit Ukrainien, l'Union Européenne entendait « *provoquer l'effondrement de l'économie russe* » (extrait du discours du 1er mars 2022 du ministre Bruno Le Maire). Cependant, on observe au 1er trimestre 2024 une croissance de 5,4% pour la Russie qui semble donc déjouer les pronostics. Quelle est votre appréciation de la situation ?

J.V. : Cette expression maladroite du ministre français de l'économie illustre bien la difficulté d'apprécier correctement les conséquences économiques d'un conflit de cette ampleur. L'effondrement a été tout près de se produire mars et début avril 2022. A ce moment, le système financier a été en proie à une série de chocs dont il aurait pu ne pas se relever, ce qui aurait plongé l'activité économique russe dans une dépression qui aurait pu durer assez longtemps. Il n'en a rien été, pour trois raisons principales :

- La fermeture partielle du système financier aux échanges avec le reste du monde, décidée par la Banque centrale de Russie – avec l'imposition d'un contrôle des changes sévères, qui a par exemple temporairement interdit l'accès des particuliers à leurs avoirs en devises déposés en Russie – et prolongée, paradoxalement, par les sanctions occidentales qui ont déconnecté une partie du système financier russe du reste du monde en débranchant de grandes banques publiques russes du système SWIFT -, ce qui a tari les fuites de capitaux provoquées par l'entrée en guerre.

C'est la décision présidentielle d'entrer en guerre, et non les sanctions, qui ont mis en danger mortel l'économie de la Russie.

- Les mesures anti-crisis prises par les autorités financières russes vis-à-vis des banques en difficulté. Le risque était que le doute se développe sur la solvabilité d'acteurs systémiques. Le soutien public a permis que ce doute soit cantonné et ne se propage pas.
- L'effet d'aubaine constitué par la flambée des prix des hydrocarbures, principale source de revenus d'exportations de la Russie, provoquée par l'incertitude sur les marchés mondiaux suite à la guerre en Ukraine. Pour des raisons évidentes de sécurité énergétiques, mais aussi parce que certains pays, comme la Hongrie, ont joué de leur proximité avec la Russie, l'UE a été relativement lente à se dégager de l'emprise russe en termes de livraisons d'hydrocarbures. Dans l'intervalle, les entreprises russes ont eu le temps de réorienter leurs livraisons et d'apprendre à contourner certaines sanctions. La rente prélevée par la Russie sur l'Europe a donc pu continuer comme avant, ce qui a permis d'alimenter les caisses de l'État et de soutenir la valeur du rouble.

Depuis, la croissance s'est d'abord rétablie en 2023, pour se consolider fin 2023-début 2024 dans un contexte inflationniste. Compte tenu des bonnes perspectives de croissance dont bénéficiait la Russie avant la décision d'entrer en guerre, **on peut dire que le conflit et les sanctions ont,**

ensemble, fait perdre à ce jour deux années de croissance à la Russie. S'en tenir à cela relèverait toutefois d'une analyse incomplète, puisqu'on ne tiendrait pas compte des pertes humaines (près de 90000 morts, pour un total de plus de 350000 pertes au combat d'après le ministère de la défense britannique), **de l'émigration temporaire ou permanente** (plusieurs centaines de milliers de personnes actives de niveaux de qualification divers), **et de la réorganisation forcée de l'économie russe, qui s'est tournée massivement vers une production militaire sans valeur ajoutée sociale et qui a fortement perdu en variété, et une érosion de la qualité tant de la production que du management**, éléments qui ne sont pas immédiatement traduits dans les chiffres de PIB.

LA : Depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, les banques commerciales russes n'alimentent plus leurs sites en données et le service des douanes russes a cessé de publier régulièrement ses données commerciales. Du fait de cette rétention d'information, comment dimensionner réellement l'impact de la guerre et des sanctions sur l'économie russe ? Dans ce contexte sensible, comment obtenir des données précises ?

LV : Il faut abandonner l'idée que nous pouvons obtenir des données précises sur l'économie de la Russie. La qualité des données se dégrade avec la mainmise d'un régime qui glisse chaque jour davantage sur la pente conduisant au totalitarisme.

Toutefois, si l'on est un peu astucieux, on peut trouver des indications qui permettent de dégager des tendances utiles à l'analyse. Par exemple, les « étourderies » de certaines entreprises, d'organismes publics ou les déclarations publiques de responsables politiques sont des sources d'information qui, lorsqu'elles peuvent être recoupées, sont intéressantes, et dans certains cas peuvent être utilisées.

I.A: Quelques semaines après le déclenchement du conflit en Ukraine, l'Union Européenne a pris la décision de s'orienter vers une réduction de sa dépendance aux hydrocarbures russes à 90% d'ici 2024, alors que 45% de ses importations de gaz naturel provenaient de la Russie en 2021 : comment la Russie en a-t-elle finalement été impactée ? L'Union Européenne a-t-elle atteint cet objectif ?

I.V: L'impact de la décision de l'UE est considérable : les opérateurs russes ont dû revoir de fond en comble leur stratégie. Ceux qui ont pu le faire à temps ont tiré leur épingle du jeu. Les autres sont en difficulté : *Gazprom*, qui a bénéficié de la très forte hausse des prix fin 2021 et 2022, a engrangé des bénéfices record durant ces années. Mais sa dépendance structurelle à l'Union Européenne et au transport par gazoducs sont désormais un fort handicap. Cette observation illustre le fait que, en tant que moloch d'État, l'entreprise a toujours manqué de vision stratégique. Les résultats qu'elle a publiés pour l'année 2023 sont très mauvais. En revanche, les pétroliers se sont révélés plus agiles et ont su réorienter leurs livraisons.

I.A: Quels ont été les résultats concrets des sanctions financières imposées par l'Union Européenne sur les banques russes, notamment du fait de leur exclusion du système SWIFT ?

I.V: Jusqu'en 2014, ces banques se refinançaient essentiellement en dollars sur les marchés internationaux. Cela leur donnait l'occasion de prélever une rente d'intérêt car les taux débiteurs étaient nettement plus faibles que les taux créditeurs sur leurs placements en Russie. Une telle manne était certes commode mais avait l'inconvénient de créer un « risque de change » : si la banque centrale cessait de viser la stabilité du taux de change comme objectif principal, le déclin tendanciel du rouble pouvait provoquer à l'occasion de décrochages des problèmes de solvabilité pour les banques car leurs revenus étaient majoritairement libellés en roubles.

L'annexion de la Crimée, le soutien aux milices séparatistes du Donbass entrées en guerre contre les autorités ukrainiennes et les premières sanctions occidentales ont coïncidé avec l'amorce d'un changement structurel d'objectif de la politique monétaire, annoncé de longue date par la Banque centrale : la stabilité du taux de change a cédé le pas au ciblage d'inflation. Associée à la chute brutale des prix du pétrole, cette coïncidence a conduit à une forte crise de change fin 2014 et une récession en 2015.

Depuis, les banques russes se sont efforcées de dédollariser leur endettement. Leur débranchement en 2022 du système Swift a donc complété et accéléré ce mouvement, plus qu'il ne l'a suscité. **Concrètement, la fin de l'accès à Swift oblige les**

banques russes à renoncer au financement du commerce extérieur et à chercher leurs sources de financements auprès d'acteurs situés en marge des marchés financiers internationaux, pourtant plus abondants et moins chers : soit en Russie même - mais le taux d'épargne y est structurellement faible -, soit indirectement par le recyclage de la rente pétrolière - ce qui remet la Banque centrale au centre du jeu -, soit auprès de sources alternatives au monde occidental, comme la Chine et l'Inde. Ceci complique la donne pour les banques russes et renchérit leur financement. Mais cela reste bien sûr possible, car les partenaires ne manquent pas pour le moment.

I.A: L'effort financier demandé par la guerre en Ukraine combiné avec la baisse des recettes énergétiques et les sanctions économiques internationales diverses, ont mené à une dépréciation historique du rouble face au dollar, de plus de 76% en 2022. Pourriez-vous nous expliquer par quels procédés les sanctions internationales peuvent impacter la valeur du rouble ? Malgré ces épisodes de forte dévaluation, le rouble a réussi à atteindre à nouveau des valeurs supérieures à celles d'avant-guerre : comment expliquer cela ?

I.V : La valeur du rouble est aujourd'hui dictée par plusieurs paramètres :

- Le niveau du contrôle des changes exercé par la Banque centrale. Des analyses économétriques non publiées à ce jour montrent qu'il y a un changement de

régime très net pour le rouble à partir du moment où la Banque centrale met en place ce contrôle.

- Le niveau des recettes en devises de la Russie, lui-même lié aux prix internationaux du pétrole, qui dicte les prix auxquels la Russie peut vendre son gaz, son pétrole et ses produits pétroliers à l'étranger.
- La confiance des résidents russes (particuliers et entreprises) envers leur monnaie, qui s'est effondrée au début de la guerre, puis a été restaurée par la politique monétaire stricte menée par la Banque centrale, et s'est ensuite à nouveau effritée.

Pour bien comprendre ces phénomènes, il faut donc être attentif à leur chronologie, car plusieurs phases doivent être distinguées depuis l'entrée en guerre de la Russie.

Aujourd'hui, l'inflation persiste à des niveaux relativement forts en dépit de taux d'intérêt très élevés ; le taux de change du rouble est relativement faible, en dépit de niveaux des prix internationaux du pétrole très favorables. Ces deux paradoxes apparents signalent que toutes les tensions du système financier de la Russie ne sont pas résolues, loin s'en faut.

I.A : L'instauration de barrières douanières est discutée par la Commission Européenne afin de taxer les importations de céréales en provenance de la Russie, ces produits n'étant pour le moment pas concernés par les sanctions. Dans quelle mesure les sanctions économiques européennes peuvent-elles réellement affecter les exportations agricoles russes ?

Il ne faut pas sous-estimer la capacité des acteurs économiques, russes ou pas, à s'adapter aux nouvelles règles, incitations et contraintes qui leur sont imposées. On l'a vu abondamment pour les sanctions sur le pétrole et les produits pétroliers, on le voit pour les exportations de technologies occidentales. L'important, pour qu'une sanction soit dotée d'une certaine effectivité, est que les modalités de sa mise en œuvre soient intégrées dès les premières étapes de la réflexion.

I.A : Au regard de l'évolution des relations économiques de la Russie avec les pays occidentaux, l'Union Économique Eurasiatique pourrait-elle constituer un radeau économique face aux défis globaux auxquels fait face la Russie ?

I.V : L'UEE n'a pas progressé significativement depuis 2015. L'un des intérêts théoriques possibles de recourir à cette institution aurait été d'améliorer la coordination des politiques énergétiques et financières des pays membres, ce que la Russie a toujours refusé. Dans le contexte actuel de la guerre en Ukraine, ses dispositifs permettent théoriquement de faciliter le transfert de marchandises

entre le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizstan, pays membres non sanctionnés, et la Russie. Mais les menaces de sanctions secondaires, qui frapperaient tout pays surpris à aider la Russie à contourner les sanctions, sont désormais prises au sérieux par les autorités de ces pays, qui savent qu'il faut garder de bonnes relations avec leurs partenaires occidentaux et ne pas insulter l'avenir.

I.A : Comment les sanctions économiques influencent-elles le quotidien des citoyens russes en termes de pouvoir d'achat et de disponibilité des biens ? De quelle manière ces multiples sanctions économiques ont-elles affecté les représentations qu'ont les citoyens russes de l'« Occident collectif » dénoncé par Poutine ?

I.V : Les partenaires commerciaux ne se sont pas diversifiés, mais se sont réorientés. D'européenne, l'économie russe est progressivement devenue de plus en plus asiatique, dans ses débouchés comme dans ses fournisseurs. Un pays a émergé de manière spectaculaire : l'Inde, qui n'était qu'un partenaire sectoriel (armements, produits pharmaceutiques, un peu d'énergie), est devenu un client stratégique pour le pétrole et les produits pétroliers de Russie. Les sanctions ont donc modifié la composition géographique de la balance commerciale de la Russie, tant directement – en coupant certains flux et en obligeant la Russie à se réorienter – qu'indirectement – par les flux de contournement qu'elles ont suscité bien malgré elles, notamment par la Turquie, le Sud Caucase et l'Asie centrale.

I.A : Le 8 mai 2024, l'Union européenne a officiellement adopté un accord de « principe » pour utiliser les intérêts des 210 milliards d'euros d'avoirs russes gelés afin de soutenir l'aide militaire et la reconstruction en Ukraine. Quels pourraient être les impacts économiques à court et long terme de cette décision sur la Russie ?

I.V : Pour la Russie, il n'y a pas d'impact économique majeur à attendre d'une telle décision. C'est pour l'Ukraine, et sans doute principalement sur le terrain militaire que les conséquences attendues sont importantes. Sur le plan économique et politique, un soutien massif (en montants et en nombre de pays concernés) à la reconstruction de l'Ukraine est également crucial, si l'on veut donner une perspective d'avenir à une population traumatisée par la tentative d'invasion et les bombardements incessants sur les populations et les infrastructures civiles du pays. Trouver le moyen d'alléger le fardeau financier de cette reconstruction est donc d'une grande importance. Les actifs russes gelés par les sanctions font partie de la solution.

I.A : Quelles pourraient être les conséquences à long terme des sanctions économiques sur la croissance économique de la Russie ? Des secteurs spécifiques pourraient-ils en bénéficier, ou au contraire, difficilement se rétablir ? Quels pourraient être les gains économiques d'une sortie de crise, autant pour la Russie que pour l'Union européenne ?

I.V : Tout dépend de la politique menée en Russie même. **Ce que l'on observe depuis le début de la guerre est une transformation de l'économie russe en trois temps,**

partiellement confondus : repli, réorientation et étatisation. Dans les conditions d'une répression accrue de toute contestation politique et d'une analyse du conflit portée par le pouvoir en place qui ne laisse aucune place à la réflexion objective mais la remplace par la propagande, l'étatisation n'est pas une bonne nouvelle pour l'économie russe à long terme. **Tant que la rente pétro-gazière continuera d'affluer en Russie, elle financera l'effort de guerre d'une manière qui évite au pouvoir d'en faire porter le fardeau à la population, sauf sous la forme d'une inflation rampante.** Certains signes peuvent faire penser que cette période touche à sa fin : les fonds structurels sont aujourd'hui moins facilement mobilisables que durant les deux dernières années pour limiter le déficit budgétaire. **L'étatisation pourrait toucher ses limites, qui sont à la fois budgétaires et politiques. Ne resterait plus alors à Vladimir Poutine que la solution de la réorientation encore plus poussée vers la Chine, qui pour être efficace ne pourrait consister qu'en une inféodation économique** – et, dans une certaine mesure, politique - à un voisin huit à dix fois plus puissant que la Russie, qui peut continuer à l'aider à tenir l'effort dans la durée. Toutefois, il n'est pas sûr, si l'économie russe connaît des difficultés croissantes à l'avenir, que Xi Jinping considère qu'il est dans son intérêt à long terme d'en supporter le fardeau, surtout si cela aggrave ses relations avec les puissances occidentales. Quant au principal secteur bénéficiaire de la guerre en Russie - le complexe militaro-industriel, il risque de se retrouver en grave difficulté si la guerre baisse en intensité, ou s'arrête. Depuis 2014, on peut donc dire que la Russie est dans une

fuite en avant perpétuelle, d'un point de vue économique comme politique.

LA : Les premières sanctions économiques sur la Russie ayant commencé dès 2014 avec l'annexion de la Crimée, pourrions-nous dire que le pays était finalement préparé à ces sanctions et que le manque de surprise a amené la Russie à déjouer les pronostics de l'Ouest ?

LV: La question est pertinente pour ce qui concerne la dépendance au dollar : en effet, comme je l'ai rappelé précédemment, la dédollarisation a commencé avec l'annexion de la Crimée et ses conséquences. La Russie était donc mieux préparée en 2022 qu'en 2014 à faire face à des sanctions financières.

Zoom sur : L'Emirat islamique d'Afghanistan

Le régime taliban qui a pris le contrôle de l'Afghanistan, en août 2021, n'avait à la base pas la faveur du Kremlin. Tout d'abord, les prédécesseurs des talibans ont combattu les Soviétiques pendant dix ans, et le Kremlin a toujours redouté les dérives des mouvements islamistes. Les deux guerres de Tchétchénie avaient déjà servies de terrain d'entraînement pour des djihadistes, qui prirent ensuite part aux conflits successifs en Afghanistan. Aux yeux du Kremlin, le régime taliban est un mouvement terroriste, justifiant donc une position assez hésitante après la prise de Kaboul.

Cependant, les Talibans présentent des opportunités intéressantes pour le gouvernement de Vladimir Poutine. Entretenir des relations a minima cordiales avec l'Afghanistan permettra, en premier lieu, de stabiliser une région déchirée par quarante-cinq ans de conflits. De surcroît, la position stratégique de l'Afghanistan (au point de rencontre entre l'Asie Centrale, la Chine et le monde iranien) ouvre des possibilités pour le commerce, notamment dans le cadre du corridor Nord-Sud, qui donnerait une voie de passage aux russes vers l'Océan Indien. Enfin, nouer des liens stratégiques avec Kaboul permettrait d'obtenir par la diplomatie ce que les Occidentaux n'ont su gagner par la force, augmentant ainsi considérablement le prestige russe.

Néanmoins, avant de pouvoir atteindre son plein potentiel, le partenariat russo-afghan se heurte à des difficultés. Tout d'abord, la Russie continue de qualifier les Talibans de mouvement terroriste, ce qui incite ces derniers à demander une reconnaissance de leur légitimité en échange d'ouvertures aux entreprises russes. Le Kremlin envisage d'abandonner cette qualification, mais le statut des droits fondamentaux en Afghanistan (notamment pour les femmes), tout

comme le trafic de drogue centralisé dans le pays, freinent les négociations et font office de repoussoirs pour le gouvernement russe.

En définitive, la coopération avec le régime taliban réserve plusieurs options pour la Russie. Entre une coopération accrue en matière de contre-terrorisme (qui a permis également à Moscou d'approfondir ses échanges sécuritaires avec les pays d'Asie Centrale et l'Inde), et des possibilités de partenariats économiques intéressants, l'Afghanistan de demain pourrait bien se révéler être un allié de la Russie, qui partage son dédain pour les valeurs occidentales.

Conséquences et effets de la guerre en Ukraine

La réémergence des questions d'armement nucléaire depuis 2022

Enzo Padovan

Alors que la campagne électorale russe de 2024 touchait à sa fin, le 13 mars, Vladimir Poutine donnait une interview à la chaîne d'informations Rossiya 1¹⁸². L'entrevue, menée avec le présentateur Dmitri Kisseliov, s'intéressait à divers sujets, notamment à la diminution de l'influence française en Afrique, ou bien aux élections américaines. Mais au détour d'une question, le journaliste a cité les travaux d'Alexandre Douguine, un idéologue fortement influent en Russie, qui promet une préparation active à l'éventualité d'une guerre nucléaire. «*Peut-on jamais s'y préparer ?*», a alors demandé Dmitri Kisseliov, avant d'ajouter «*sommes-nous vraiment prêts pour une guerre nucléaire ?*».

La réponse de Vladimir Poutine, si elle fustigeait le programme nucléaire américain en valorisant celui de la Russie (qui serait selon ses dires plus développé), renvoyait justement la faute sur l'Occident : «*Ils développent leurs programmes, et nous*

aussi. Mais, selon moi, cela ne signifie pas qu'ils soient prêts à mener cette guerre nucléaire demain», affirmait le Président russe en parlant de ses rivaux atlantistes. Les phrases suivantes, bien que courtes, étaient néanmoins sans appel : «*S'ils veulent mener [la guerre nucléaire], que pouvons-nous y faire ? Nous sommes prêts*».

Cet entretien, s'il peut paraître somme toute cohérent avec le reste de la politique russe des dernières années, est en revanche très intéressant dans ce qu'il révèle sur la question atomique. Cette dernière a repris une énorme importance à la suite de l'invasion russe en Ukraine, le 22 février 2022, menant à une banalisation des discours menaçants, voire agressifs, des puissances nucléaires. Dans le cas de la Russie, en particulier, Moscou multiplie les tentatives d'intimidation à l'égard de l'Ukraine et de ses soutiens européens¹⁸³. Lorsque la contre-offensive ukrainienne de 2022 a renversé la situation en faveur de Kiev, la Russie n'avait pas hésité à brandir la menace nucléaire afin d'éviter que son ennemi ne l'attaque directement sur son sol. Plus récemment, au printemps 2024, la Biélorussie a été au cœur d'un phénomène d'arsenalisation¹⁸⁴, puisque la Russie a déployé un stock important d'armement atomique sur le territoire de son allié. Des inspections militaires, afin de vérifier si ces armes peuvent être correctement utilisées par l'armée biélorusse, ont d'ailleurs eu lieu à quelques dizaines de kilomètres de la

183 Tharoor, I. (2022, 21 septembre). *Russia pushes the panic button and raises risk of nuclear war*. The Washington Post.

184 Detsch, J., & Gramer, R. (2024, 14 mars). *Russia's Nuclear Weapons Are Now in Belarus*. Foreign Policy.

182 Site internet du Kremlin. (2024, 13 mars). *Interview to Dmitry Kiselev*.

frontière ukrainienne, soulevant de nombreuses inquiétudes sur une potentielle escalade du conflit.

Bien entendu, ce phénomène de résurgence des questions nucléaires n'est que le symptôme de la montée des tensions internationales entre, d'une part, la Russie et ses alliés (Chine, Iran, Corée du Nord), et d'autre part l'Occident. Comme à l'époque de la Guerre Froide, s'ajoutent aux rivalités économiques et aux conflits par procuration un danger constant d'attaque nucléaire tactique. Si une frappe de ce type pourrait effectivement, dans le cas de l'Ukraine, porter un coup décisif au gouvernement de Kiev, cela pourrait aussi représenter un point de non-retour, qui ferait de la guerre nucléaire une stratégie viable pour les conflits à venir. La banalisation de l'arme atomique dans le discours russe, bien qu'elle corresponde surtout à une stratégie de dissuasion, inquiète donc du fait de ses implications pour le futur. Dès lors, l'avènement d'une nouvelle Guerre Froide entre l'Occident et la Russie, dont la guerre en Ukraine est l'illustration la plus probante, peut-il aboutir à un nouvel effet de prolifération nucléaire ?

La force nucléaire russe

Histoire de la deuxième puissance atomique du monde

La rivalité nucléaire entre les deux premières puissances à disposer de la bombe atomique, à savoir les États-Unis et l'Union Soviétique, fut l'un des enjeux majeurs de la première Guerre Froide. Cependant, contrairement à ce que la culture populaire pourrait croire, le programme nucléaire de Moscou avait commencé dès 1939¹⁸⁵. Les travaux des scientifiques soviétiques sur la fission de l'atome furent momentanément interrompus en 1941, en raison de l'Opération Barbarossa, mais Staline ne cessa jamais de s'intéresser aux possibilités de l'arme atomique. D'ailleurs, bien que les Américains soient, à ce jour, le seul Etat à avoir utilisé cette arme volontairement (dans le cadre des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, en 1945), le Kremlin suivait les avancées du Projet Manhattan parfois de manière plus étroite que le reste des Alliés. En effet, le NKVD, l'équivalent du Ministère de l'Intérieur soviétique, avait des agents infiltrés au sein de ce projet, et ce dès 1942. D'après Philippe Wodka-Gallien¹⁸⁶, chercheur spécialisé en histoire de la défense, nous pouvons citer parmi eux Klaus Fuchs, un physicien nucléaire d'origine allemande, qui

185 Guth, S., Gestwa, K., Penter, T., & Richers, J. (2019). La technoscience nucléaire soviétique. *Cahiers du Monde Russe*, 60(2-3), 229-256.

186 Wodka-Gallien, P. (2015). *La prolifération nucléaire, l'héritage de l'histoire*. *Revue Défense Nationale*, 776(2015/1), 11-16.

transmet des informations vitales sur le programme atomique à ses contacts soviétiques¹⁸⁷.

A partir de l'année 1945, les choses se sont accélérées pour le régime stalinien. La Conférence de Potsdam (du 17 juillet au 2 août), au cours de laquelle les États-Unis mentionnèrent pour la première fois (bien qu'indirectement) l'arme atomique, puis les frappes sur le Japon les 6 et 9 août, causèrent une prise de conscience chez les Soviétiques. Désirant être à armes égales avec ceux qu'il avait déjà identifiés comme leurs futurs rivaux, Staline ordonna une accélération des recherches sur l'atome. **Après la réussite d'une première réaction en chaîne en 1946, la première arme nucléaire de l'URSS (baptisée RDS-1) fut testée au Kazakhstan, le 29 août 1949. Avec cet essai, le monde entra officiellement dans l'ère atomique.**

Le développement de l'arme atomique russe, en définitive, répond surtout à un besoin d'équilibrer le rapport de force entre les deux superpuissances de la Guerre Froide. Depuis 1949, l'URSS a donc produit près de 55 000 armes nucléaires, dont la plupart sont aujourd'hui inactives¹⁸⁸ ; mais la doctrine militaire soviétique ne prévoyait l'utilisation de leur arsenal que dans le cas d'une attaque extérieure (même si cette dernière utilisait des armes conventionnelles), érigeant ainsi l'arme atomique comme l'ultime rempart contre les agressions du Bloc de l'Ouest. A force d'accumuler des stocks d'armement aussi conséquents, l'URSS comme les États-Unis s'assurèrent

187 Atomic Heritage Foundation. (2014, 5 juin). *Soviet Atomic Program – 1946*.

188 Keck, Z. (2013, 2 septembre). *Nuclear Weapon Stockpiles: Past and Present*. The Diplomat.

donc qu'aucun des deux États n'aurait d'intérêt à attaquer en premier, sans quoi la réplique de l'adversaire serait suffisante pour annihiler l'attaquant. **Dans les années 1950 puis 60, les deux superpuissances suivirent ainsi une politique de course à l'armement, dans un jeu de surenchère psychologique et militaire afin d'intimider son adversaire.** Un exemple assez intéressant de cette politique fut le "missile gap" ; lors des présidences d'Eisenhower puis de Kennedy, les progrès de l'Union Soviétique sur les technologies de missiles intercontinentaux provoqua une forte inquiétude auprès du gouvernement américain, qui investit fortement dans son propre programme de missiles à la fin des années 1950¹⁸⁹. Moscou, qui n'avait en réalité qu'un avantage mineur voire nul, investit donc des sommes importantes afin de compenser cet écart, alimentant une dynamique de bras de fer assez risquée.

La Crise des Missiles de Cuba, en 1962, fut le paroxysme de la rivalité nucléaire entre Américains et Soviétiques. Il y eut une réelle prise de conscience autour des risques que représentaient de nouveaux efforts d'arsenalisation. Au vu de la prolifération des armes nucléaires, qui risquait d'en limiter la portée dissuasive, et compte tenu de sa dangerosité, le monde entra ainsi dans une période de détente. **En 1969, Moscou et Washington entamèrent des négociations autour de la réduction des armes stratégiques, qui aboutirent trois ans plus tard sur l'accord SALT-I¹⁹⁰.** L'Union Soviétique s'engagea à limiter à 1 618 silos de lancement pour

189 Central Intelligence Agency. (1956). *Current Estimates of Soviet IRBM and ICBM Capabilities*.

190 Arms Control Association. (2002). *Strategic Arms Limitation Talks (SALT I)*.

ses missiles balistiques intercontinentaux, et aussi à 62 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Il fallut attendre la présidence américaine de Ronald Reagan, à partir de 1980, pour que de nouvelles tensions apparaissent entre les deux superpuissances sur la question atomique, à travers la crise des Euromissiles.

La crise des Euromissiles prend sa source dans une responsabilité mutuelle. D'une part, celle de Moscou : à la suite des revers essuyés par l'Amérique dans les années 70 (retraite du Vietnam, le choc pétrolier de 1973, et le scandale du Watergate), l'URSS décide d'installer des missiles à longue portée dans ses satellites d'Europe de l'Est, exploitant une faille dans le traité SALT-1 afin d'échapper aux interdictions. Quelques années plus tard, le parti Républicain américain, revenu à la tête du pouvoir grâce à Ronald Reagan, adopte une politique de fermeté contre les Soviétiques, afin de rétablir la puissance américaine dans le monde, et déploie lui aussi tout un arsenal nucléaire en Europe de l'Ouest face à la posture provocatrice de ses ennemis¹⁹¹. Finalement, ce fut la **signature du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) en 1987** qui conclut la crise, en garantissant que les missiles d'une portée comprise entre 500 et 5 000 kilomètres seraient retirés du sol européen¹⁹². Il s'agit de la dernière crise des missiles de la Guerre Froide, qui entraîna une période de détente dans les années qui suivirent.

191 Pautet, A. (2019). 1982. *La crise des euromissiles ; URSS et États-Unis s'opposent en Europe*. Histoire du Monde Contemporain, 234-235.

192 Woolf, A. (2024). *Irreversibility in Nuclear Arms Control: Lessons from the US-Soviet/Russian Arms Control Process*. Journal For Peace And Nuclear Disarmament, 7(1), 27-40.

La fin de l'URSS est aussi associée à de nouveaux enjeux liés au nucléaire. D'une part, **la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986**, exposa les failles structurelles de l'Union, et son degré avancé de corruption¹⁹³. Cet accident insuffla un nouvel essor du mouvement indépendantiste ukrainien, tout en poussant Moscou à moderniser en masse ses installations nucléaires. **Mais la dislocation du pays quelques années plus tard provoqua une situation sans précédent, puisque quelques 3 200 ogives et missiles nucléaires soviétiques se trouvaient encore sur les territoires de la Biélorussie, de l'Ukraine et du Kazakhstan**. Cela aurait pu faire craindre un renouveau de la prolifération et des tensions internationales, mais la diplomatie finit par résoudre la question. Le 5 décembre 1994, les trois nouvelles républiques et la Fédération de Russie signèrent le **protocole de Budapest**¹⁹⁴, garantissant un retour des armes nucléaires à Moscou en échange de garanties sur la protection et le respect de la souveraineté des anciennes républiques soviétiques.

Si le protocole est aujourd'hui source de débats, en raison de la guerre en Ukraine, il représente assez bien le côté bipolaire de l'histoire du programme nucléaire soviétique puis russe. En alternant périodes de course à l'armement et de détente, Moscou a adopté des politiques assez différentes en fonction de l'orientation de ses dirigeants, mais aussi des enjeux

193 Solohubenko, O. (2016, 26 avril). *How Chernobyl shook the USSR*. BBC News.

194 Allison, G. (2012, août). *What Happened to the Soviet Superpower's Nuclear Arsenal? Clues for the Nuclear Security Summit*. Harvard Kennedy School.

internationaux du moment. En définitive, la Guerre Froide nous a prouvé qu'il était possible de contrôler la production d'armes nucléaires, et d'éviter que les conflits ne dégénèrent en guerres nucléaires¹⁹⁵. Aujourd'hui, 33 ans après la dislocation de l'URSS, l'arsenal russe a connu les effets des accords START, et a été grandement réduit.

L'arsenal nucléaire russe : tigre de papier ou menace réelle

La Russie est l'un des quatre pays dans le monde à disposer d'une triade nucléaire ; à savoir, une force armée capable de mener des frappes atomiques depuis la terre (via des silos de lancement de missiles intercontinentaux, par exemple), depuis la mer (à l'aide de sous-marins lanceurs), ou depuis les airs (escadrille de bombardiers transportant des ogives tactiques). A l'exception de Moscou, seuls les Etats-Unis, l'Inde et la Chine disposent du même potentiel de déploiement rapide des armes nucléaires, et qui suppose que le danger n'est jamais vraiment écarté ; même dans le cas où une armée ennemie parviendrait à neutraliser les silos d'ogives au sol, avant de clouer au sol l'escadrille de l'armée russe, cette dernière serait tout de même en mesure d'envoyer ses sous-marins (dont la position n'est pas connue par le reste de la communauté internationale) afin de riposter en cas d'attaque. En cela, le programme nucléaire russe est

¹⁹⁵ Posey, C. (2015, juillet). *How the Korean War Almost Went Nuclear*. Smithsonian Air & Space Magazine.

assez redoutable, et cette force de frappe justifie en elle-même la méfiance des Occidentaux vis-à-vis d'un des plus grands arsenaux d'ogives de l'histoire.

En 2024, cet arsenal détenu par le Kremlin a été fortement réduit par rapport au niveau de la Guerre Froide¹⁹⁶. Selon la revue *Bulletin of the Atomic Scientists*, ce stock est estimé à 5 580 ogives, dont 1 200 sont désactivées et attendent leur démantèlement. 1 700 ogives stratégiques seraient prêtes à l'utilisation, dont 640 sur des sous-marins nucléaires. A titre de comparaison, l'arsenal américain serait estimé à 5 044 armes¹⁹⁷ ; si les réserves américaines sont déjà moins conséquentes que celles de la Russie, les deux pays sont des géants lorsqu'ils sont comparés avec d'autres puissances nucléaires, telles que la France. Cette dernière ne disposerait que de 290 ogives environ, incluant à la fois les armes balistiques, et celles pouvant être lancées depuis des appareils aériens ou des sous-marins¹⁹⁸. La Russie dispose donc du plus grand stock d'armes nucléaires dans le monde, mais ses réserves actuelles ne représentent qu'une fraction de ce que le pays a pu produire dans son histoire.

Cela s'explique par l'existence des **accords START (Strategic Arms Reduction Treaty), une série de traités dont le**

¹⁹⁶ Kristensen, H., Korda, M., Johns, E., & Knight, M. (2024, 7 mars). *Russian nuclear weapons, 2024*. Bulletin Of The Atomic Scientists.

¹⁹⁷ Kristensen, H., Korda, M., Johns, E., & Knight, M. (2024, mai 7). *United States nuclear weapons, 2024*. Bulletin Of The Atomic Scientists.

¹⁹⁸ Kristensen, H., Korda, M., & Johns, E. (2023, 19 juillet). *Nuclear Notebook: French Nuclear Weapons, 2023*. Federation Of American Scientists.

premier fut signé en 1991, après 10 ans de négociations¹⁹⁹. Bien que START-1 fut signé quelques mois à peine avant l'effondrement de l'Union Soviétique, son héritière, la Fédération de Russie, fut obligée de respecter les clauses de l'accord. A savoir : la limitation de l'arsenal à 6 000 têtes nucléaires déployées, et une autre sur la capacité de transport des armes, qui ne devaient pas dépasser 3 600 tonnes de capacité maximale. Ces objectifs furent atteints en 2001, mais les accords suivants (START-II et START-III) ne connurent pas l'effet escompté : **START-II, dont les négociations débutèrent juste après la fin de la Guerre Froide, fut signé en 1993. Cependant, le texte ne fut pas ratifié tout de suite par les deux signataires.** En effet, l'arsenal maximal des têtes nucléaires devait être réduit à 3 000 pour les deux pays, retardant l'entrée en vigueur de cet accord. Bien qu'il finit par être ratifié par Washington en 1996, puis par Moscou en 2000, les stocks actuels d'armement atomique prouvent qu'aucune des deux puissances n'étaient réellement prêtes à réduire massivement son arsenal d'ogives. **L'accord START-III ne fut, quant à lui, jamais approuvé, malgré d'intenses négociations à la fin des années 90 puis 2000.** Les tensions montantes entre la Russie et l'OTAN (dont l'expansion vers l'est, dans l'ancienne zone d'influence soviétique, et l'intervention militaire en Serbie inquiétèrent beaucoup le Kremlin) finirent par sonner le glas des propositions autour de START-III.

Au vu de l'expiration du premier accord en 2009, l'administration de Barack Obama du côté des Américains, et

199 Center for Arms Control and Non-proliferation. (2022, 16 novembre). *Strategic Arms Reduction Treaty (START I)*.

celle de Dmitri Medvedev pour les Russes, décidèrent de rouvrir des négociations afin de trouver une solution. A la fin des années 2000, les priorités américaines s'étaient davantage concentrées sur le Moyen-Orient et la Chine, tandis que la Russie désirait conserver le contrôle de sa sphère d'influence, parfois en utilisant la force (comme en 2008). Les deux États avaient donc un certain intérêt à ne pas entrer en confrontation l'un avec l'autre, et donc à contrôler leur stock d'armement nucléaire. **New START, le produit de ces négociations, fut signé en 2010 et officiellement adopté en février 2011**²⁰⁰. Sous cet accord, chaque État s'est engagé à ne pas disposer de plus de 1 550 ogives nucléaires stratégiques à n'importe quel moment, tout en limitant également ses moyens de lancement sur d'autres continents. Si cet accord n'a pas été entièrement respecté par la Russie, comme nous le verrons un peu plus tard dans notre raisonnement, il a néanmoins aidé à limiter la puissance du nucléaire russe.

Si le Kremlin dispose donc de l'arme atomique dans des quantités suffisantes afin d'éviter toute attaque sur son territoire, il a été obligé de limiter ses stocks de manière considérable depuis la fin de la Guerre Froide. Après tout, bien qu'il dispose du plus grand arsenal atomique de la planète, il s'agit d'un arsenal assez hétéroclite, qui regroupe à la fois des ogives assez récentes avec plus d'un millier de têtes nucléaires désactivées, datant pour la plupart de l'ère soviétique. L'accord New START a donc aidé la communauté internationale à limiter le programme nucléaire de Moscou, sans pour autant totallement neutraliser sa puissance de frappe. Ultimement, la

200 Russell, M. (2021). *The New START Treaty between the US and Russia*. Parlement Européen.

Russie conserve une stratégie assez défensive vis-à-vis de son programme nucléaire, qui sert d'arme à brandir en guise d'avertissement en cas d'initiatives occidentales trop zélées.

Une doctrine militaire en évolution

Les armes nucléaires jouent, depuis les premiers tests sur la fission atomique dans les années 40, un rôle primordial dans les doctrines militaires russes. Au cœur d'une politique de dissuasion vis-à-vis de ses ennemis, la Russie a toujours utilisé ses têtes nucléaires comme d'une dernière carte à abattre, d'un atout qui leur permettrait dans le pire des cas d'équilibrer la balance en cas de conflit ouvert avec le Bloc de l'Ouest. Néanmoins, la position russe vis-à-vis du non-recours en premier aux armes nucléaires fut sujette à changements²⁰¹. Originellement, l'utilisation de l'arme atomique n'était pas officiellement limitée au strict cadre défensif, bien que les officiers soviétiques se gardaient bien d'envisager son emploi dans les conflits qu'ils menaient. Bien qu'en 1982, Leonid Brejnev introduisit justement cette politique du non-recours en premier lieu dans les doctrines militaires russes, il semblerait qu'il ne s'agisse que d'une tentative de manipuler l'opinion des puissances occidentales en leur faveur. Dans les années 1980, l'Union Soviétique envisageait toujours d'utiliser son armement à l'encontre des Etats d'Europe de l'Ouest, si ces derniers menaient des actions jugées trop dangereuses à son égard. Ainsi, bien que la doctrine militaire russe finit par

201 Colby, E. (2016). *Russia's Evolving Nuclear Doctrine and its implications*. Fondation Pour la Recherche Stratégique.

abandonner le principe du non-recours en premier en 1993²⁰², il est vrai que le programme de défense russe s'est toujours basé sur l'idée selon laquelle ses ennemis n'avaient pas besoin de disposer de l'arme atomique pour compter comme des cibles valables. Cette perception fut bien retranscrite par **la nouvelle doctrine militaire russe, publiée en 2014**, qui expose justement la vision de Moscou pour l'arme atomique.

Dans l'**article 27** du texte officiel de la doctrine²⁰³, on peut lire : « *La Fédération de Russie se réserve le droit d'utiliser des armes nucléaires en réponse à l'utilisation contre elle et (ou) contre ses alliés d'armes nucléaires ou autres armement de destruction massive, mais aussi dans le cas d'une agression contre la Fédération de Russie menée par l'utilisation d'armes conventionnelles, quand la menace pèse sur l'existence réelle de l'Etat* ». **Autrement dit, dans le cadre d'une guerre menée certes de manière conventionnelle, mais qui présenterait des risques pour la continuité de l'État russe, ce dernier se tient prêt à attaquer ses agresseurs à l'aide d'une frappe atomique.** Dès lors, contrairement à d'autres pays qui désirent limiter leur utilisation du nucléaire à une solution de dernier recours (dans le cas d'une attaque atomique sur leur propre sol, par exemple, qui justifierait justement une riposte de leur part), Moscou est tout à fait prête à faire usage de son arsenal afin de repousser des invasions conventionnelles.

202 Panda, A. (2018, 17 juillet). *'No First Use' and Nuclear Weapons*. Council On Foreign Relations.

203 Gouvernement de la Fédération de Russie. (2014, 26 décembre). *Military Doctrine of the Russian Federation*.

Cela s'explique en partie par les risques perçus par la Russie, vis-à-vis de l'ordre actuel des relations internationales. En effet, le gouvernement de Vladimir Poutine voit dans l'OTAN, et ce depuis 2014 avec la guerre du Donbass, la principale menace pour sa propre pérennité. Les années 2010 ont également été marquées par une modernisation progressive de l'armement nucléaire russe, Moscou désactivant une partie de ses stocks hérités de la période soviétique afin de construire des missiles plus modernes. La raison de ce réarmement massif provient d'une réorientation de la doctrine militaire russe, qui semble plutôt focalisée sur la question ukrainienne et les pays Baltes. Dans le premier cas, l'Ukraine est fortement alimentée d'aides financières états-uniennes et européennes, tandis que les pays Baltes font partie de l'UE comme de l'OTAN. Moscou a vu d'un très mauvais œil les concentrations de troupes de l'OTAN (qui se présentent elles-mêmes comme des instructeurs et des forces de sécurité) autour de la Mer Baltique, dans les années 2010, renforçant l'idée selon laquelle il était possible que l'Alliance Atlantique s'en prenne directement à son rival.

La position géographique de la Russie, très ouverte à l'ouest, l'a donc poussé à délaissier en grande partie les stocks d'armes nucléaires présents dans d'autres parties du pays, afin de concentrer ses forces sur sa frontière avec le reste de l'Europe. Pour beaucoup d'analystes politiques russes (dont Alexander Douguine, cité dans l'introduction) il est tout à fait possible, voire probable, que l'OTAN désire un jour entrer en guerre contre la Russie et envahir son territoire. La crainte russe de voir la pression de l'OTAN augmenter sur

cette frontière (qui fut l'une des principales motivations derrière le soutien russe apporté aux séparatistes de l'est de l'Ukraine) les poussa alors à adopter une démarche proactive dans le domaine du nucléaire. Pour pallier à une potentielle invasion similaire à celle menée par l'Allemagne nazie, en 1941, le nucléaire apparaît pour beaucoup des hauts-dirigeants de l'armée russe comme la seule solution afin de protéger la puissance de leur État, et de conserver les Occidentaux en marge de leur débat. Cependant, la définition proposée par cet article 27 reste assez limitée, et ne décrit pas exactement ce qui constitue une attaque d'envergure sur le territoire russe.

L'Institute of Strategic Studies²⁰⁴, une structure américaine, s'est justement penchée sur la question des évolutions de la doctrine militaire russe, surtout dans les récentes années. En 2020 puis 2024, cette doctrine fut assouplie en vue de donner un pouvoir plus important au chef d'État russe, qui peut lui-même décider de la nature d'une vraie menace sur l'État russe. De fait, **il est désormais à l'appréciation du président Vladimir Poutine d'évaluer le degré de dangerosité d'une attaque sur son sol.**

204 Alberque, W. (2024, 22 janvier). *Russian Military Thought and Doctrine Related to Non-strategic Nuclear Weapons: Change and Continuity*. International Institute For Strategic Studies.

La suspension de l'accord New START et le renouveau des tensions nucléaires

Au cours des années 2010, et surtout à partir de 2014, de nouvelles tensions sont apparues autour des accords de contrôle d'armement nucléaire, notamment en raison des stratégies de modernisation de l'arsenal russe. **En 2014, le Kremlin a testé pour la première le 9M729 (aussi appelé SCC-8 par l'OTAN), un nouveau type de missiles balistiques d'une portée d'environ 2 500 kilomètres, violant ainsi les garanties du traité sur les FNI.** Bien que la Russie maintint que les tests du missile avaient été effectués sur des portées inférieures à 500 kilomètres, le déploiement de deux bataillons de 9M729 au cosmodrome de Kapoustine Ĭar, à proximité d'Astrakhan, provoqua l'indignation de l'administration de Donald Trump. Malgré des tentatives de négociation afin de convaincre la Russie d'abandonner cette arme, entre 2016 et 2018, les Etats-Unis finirent par se retirer de l'accord sur les FNI en août 2019, en invoquant les violations russes sur le 9M729. Cette décision fut le premier signe avant-coureur vers un renouveau des tensions nucléaires, que l'administration de Joe Biden tenta bien d'éviter dès le début de son mandat. Malgré la décision d'étendre l'accord New START pour cinq ans en 2021 (fixant donc sa date d'expiration en 2026)²⁰⁵, les tensions entre Moscou et l'OTAN allaient rapidement

²⁰⁵ BBC News. (2021, 3 février). *New Start: US and Russia extend nuclear treaty.*

reprendre en importance à la suite de l'invasion de l'Ukraine, le 22 février 2022.

Depuis le début du conflit, le nucléaire russe est redevenu un sujet d'inquiétude. D'après le Kremlin, son intervention militaire revêt un caractère quasi-vital, puisque la potentielle adhésion de l'Ukraine à l'UE, ou pire, à l'OTAN, est perçue comme une menace profonde à l'encontre de la Fédération de Russie. La création d'un État-tampon pro-russe en Ukraine était l'objectif premier de cette campagne, afin de sécuriser un de ses flancs les plus vulnérables tout en passant un message clair à l'Occident. Mais l'échec de l'offensive initiale, puis l'enlisement de la campagne dans un conflit d'usure ont forcé la Russie à revoir ses ambitions, et surtout sa stratégie. Si son armée ne peut pas défaire les Ukrainiens (et par extension, leurs soutiens atlantistes) sur le terrain, alors le Kremlin s'est tourné vers d'autres stratégies afin de limiter l'implication occidentale, passant notamment par le nucléaire.

En invoquant des raisons de sécurité et le soutien américain apporté à Kiev, son ennemi sur le champ de bataille, Moscou s'est progressivement désengagée de l'accord New START²⁰⁶. **A partir d'août 2022, la puissance eurasiennne a officiellement fermé les portes de ses installations militaires aux inspecteurs américains, avant de mettre un terme à sa participation au Comité Consultatif Bilatéral (CCB), qui endossait la responsabilité de superviser ces inspections²⁰⁷.** Peu à peu, les inquiétudes des Occidentaux sur l'adoption d'une posture radicale russe ont fini par devenir une

²⁰⁶ Davenport, K. (2024, juillet). *Nuclear Weapons: Who Has What at a Glance.* Arms Control Association.

réalité : **le 21 février 2023, dans une allocution télévisée, le président russe a officiellement annoncé que son pays suspendait sa participation à l'accord New START**²⁰⁸. Toutefois, suspension n'équivaut pas exclusion : Vladimir Poutine s'est engagé à respecter les limitations sur le nombre d'ogives stratégiques actives (pas plus de 1 550). Pour l'instant, et si l'on en croit les données prodiguées par Moscou, cela semble être le cas, puisque seules 1 549 ogives sont effectivement prêtes à l'emploi. Néanmoins, la communauté internationale a constaté une légère augmentation de ce chiffre dans les dernières années, et le manque d'inspection sur sites ne permet pas de vérifier la validité des informations énoncées.

Une partie de cette même communauté internationale a allégrement condamné la suspension de la participation russe, multipliant les prises de parole accusant la Russie d'ouvrir la porte vers une escalade du conflit. L'Union Européenne a publié, toujours le 21 février 2023, une déclaration soutenant cette idée²⁰⁹ : *«L'UE attache une grande importance au Traité New START et le voit comme une contribution cruciale à la sécurité internationale et européenne. [...] La suspension du traité ou son expiration sans accord subsidiaire pourrait affaiblir la structure sécuritaire européenne et faire*

207 Arms Control Association. (2023). *Russia Withdraws Ratification of Nuclear Test Ban Treaty*.

208 Williams, H. (2023, 23 février). *Russia Suspends New START and Increases Nuclear Risks*. Center For Strategic & International Studies.

209 Service d'action extérieure de l'Union Européenne. (2023, 21 février). *Arms Control: Statement by the High Representative on Russia's obligations under New START Treaty*.

considérablement reculer les efforts de contrôle d'armement, ce qui n'est pas dans l'intérêt ni des parties prenantes de New START, ni dans celui des autres pays». La suspension du traité a donc causé une vague d'inquiétude auprès des nations européennes²¹⁰, qui y voient pour certains un signe annonciateur d'une nouvelle crise des Euromissiles. Dans le reste du monde, en revanche, peu d'Etats ont remis en question la décision russe, à l'exception des autres alliés de l'Europe tels que le Japon ou le Canada, mais aussi et surtout des Etats-Unis. Si la Chine a partagé une certaine réticence à soutenir la Russie dans son utilisation de la menace atomique à des fins politiques, la majeure partie des Etats non-alignés sur l'un ou l'autre des deux blocs ont préféré exercer un droit de réserve, afin de ne pas se mêler d'une crise internationale où les deux camps partagent une responsabilité commune.

En excluant la question de l'armement, l'énergie atomique occupe une place importante dans le conflit ukrainien. **La centrale nucléaire de Tchernobyl a changé de main à deux reprises au début des affrontements, et de féroces combats ont eu lieu autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia, la plus grande d'Europe. Après sa capture par les Russes, ces derniers ont relié la centrale au réseau électrique russe et y ont implanté des installations militaires, provoquant des attaques de drones et des bombardements de la part de Kiev.** Ces attaques, en plus d'avoir des répercussions énergétiques importantes dans toute l'Ukraine, impliquent surtout des risques nucléaires graves ;

210 Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. (2023, 19 mai). *G7 Leaders' Hiroshima Vision on Nuclear Disarmament*. Site Officiel de la Maison Blanche.

encore récemment, l'AIEA alertait sur les dangers sous-jacents à de telles actions²¹¹, qui pourraient provoquer un accident radiologique aux conséquences graves.

Les rumeurs qui ont circulé en 2023 selon lesquelles la Russie prévoirait de faire exploser la centrale, ou de causer des dégâts irréversibles à cette dernière, sont sans nul doute peu fondées²¹². En plus des préoccupations logistiques que cela représenterait (neutraliser un total de six réacteurs nucléaires demande un investissement de moyens et d'équipement qui serait difficilement atteignable pour la Russie), l'intérêt d'une telle action paraît très limité. Sacrifier un lieu de production énergétique stratégique comme celui-ci n'aurait que des effets négatifs sur la population aux alentours, et aussi et surtout sur le prestige international du Kremlin, un tel acte pouvant être considéré comme du terrorisme. La destruction d'une centrale n'est une tactique viable que si les dommages collatéraux sont équilibrés par le coup porté à l'effort de guerre ennemi. Or, étant donné que Moscou contrôle la centrale, elle compte la défendre bec et ongles, et a déjà annoncé qu'elle voulait redémarrer l'utilisation de la centrale en 2024.

Néanmoins, le risque existe bel et bien. Un incident nucléaire, selon les estimations du Centre sur la Sûreté Nucléaire et Radiologique, basé à Kiev, pourrait avoir un grave impact sur les populations aux alentours. Par exemple, si l'enveloppe d'un

211 Service de presse des Nations Unies. (2024, 15 avril). *Ukraine* : « Nous nous rapprochons dangereusement d'un accident nucléaire » à Zaporijjia, prévient le chef de l'AIEA. ONU Info.

212 Rzhetska, L. (2023, 7 mai). *Ukraine: What's the worst-case scenario for Zaporizhzhia?* Deutsche Welle.

réacteur était endommagée après sa réactivation par la Russie, des fuites radioactives pourraient contaminer toute personne se trouvant dans un rayon de 20 kilomètres de la centrale. Si un accident de l'ampleur de Tchernobyl est donc très peu probable, les affrontements russo-ukrainiens autour de la centrale posent un réel problème de sécurité nucléaire, que l'AIEA tente désespérément de prévenir par des inspections fréquentes et des mises en garde.

Cela fait, de toute manière, partie d'une stratégie plus globale de la Russie. Cette dernière, grâce à son contrôle de l'installation atomique à Zaporijjia, a su faire d'une pierre deux coups. **En plus de priver son ennemi d'une partie de la production énergétique, elle peut s'en servir comme monnaie d'échange et comme tactique de négociation dans son combat contre l'Ukraine**²¹³. Attaquer la centrale exposerait donc Kiev à une responsabilité dans le cas d'un incident nucléaire, et sert donc à dissuader une intervention plus qu'à la provoquer ; ce qui est le réel objectif du Kremlin en matière de nucléaire.

Une potentielle utilisation du nucléaire sur le front ukrainien

En excluant le potentiel sabotage d'installations civiles, les menaces de la Russie laissent effectivement penser qu'en fonction de l'évolution du front ukrainien, une utilisation

213 Ilnitsky, S. (2024, 24 avril). *Ukraine war: Putin's plan to fire up Zaporizhzhia power plant risks massive nuclear disaster*. The Conversation.

d'armement nucléaire est envisageable. Les exercices militaires engagés en mai 2024 à la frontière biélorusse semblent abonder dans ce sens. Notons également que l'Ukraine s'est retenue de lancer des attaques de trop grande envergure sur le territoire de son ennemi, afin d'éviter de lui donner un prétexte pour se servir de ses armes de destruction massive. Cependant, d'après de très nombreux experts, un tel scénario est plus qu'improbable, et il semble peu crédible que la Russie puisse ouvrir la boîte de Pandore que représente l'usage de l'arme atomique²¹⁴.

Tout d'abord, il y a différents types d'attaques nucléaires, qui n'ont pas toutes le même potentiel de destruction. **Une frappe sur une métropole ou un grand centre démographique ukrainien, telles que les villes de Kiev, Kharkov ou encore Odessa, pourrait certes grandement affaiblir l'Ukraine, mais serait une erreur stratégique majeure.** En plus des risques de faire du pays un martyr, et de motiver ses citoyens à mener une guerre encore plus féroce contre un adversaire sans merci, la Russie perdrait immédiatement le soutien de ses alliés dans le monde, y compris la Chine. Sans ce soutien et entièrement rejetée par la communauté internationale, il serait difficile pour Moscou de poursuivre son effort de guerre et de continuer à développer son économie. Un acte aussi violent serait donc unanimement condamné comme un crime de guerre par tous les membres de l'ONU (à l'exception peut-être de quelques pays entièrement alignés sur le Kremlin, mais dont la portée politique reste très faible), et justifierait amplement un réarmement massif de l'Union

²¹⁴ Goncharenko, R. (2024, 22 mai). *Would Russia really attack Ukraine with nuclear weapons?* Deutsche Welle.

Européenne, ouvrant la porte vers de nouvelles futures escalades. Ce scénario, extrêmement improbable, ne pourrait se produire qu'en cas de réelle menace pour Moscou, comme expliqué dans leur doctrine militaire, et doit donc être exclu du champ des possibles.

En revanche, il n'est pas impossible d'imaginer que la Russie fasse appel à des bombes dites «tactiques»²¹⁵. Ces bombes disposent généralement d'une puissance de destruction plus petite que les ogives les plus grosses, et peuvent être déployées depuis des lanceurs au sol ou des appareils aériens. Plus précisément, la puissance de la charge explosive contenue dans une bombe tactique est comprise entre 1 et 100 kilotonnes, ce qui est le cas pour le 9M729, dont la charge va de 10 à 50 kilotonnes en fonction du type d'ogive. De surcroît, ces armes nucléaires sont plus faciles à transporter, et disposent d'une portée ainsi que d'un potentiel de destruction bien inférieurs à ceux des missiles balistiques intercontinentaux²¹⁶. A titre de comparaison, le RS-28 Sarmat, testé par le Kremlin pour la première fois en avril 2022, a une portée de 11 000 kilomètres, et peut transporter une charge équivalente à 1,5 mégatonnes d'explosifs, soit 100 fois la puissance de la bombe lancée sur Hiroshima en 1945²¹⁷. **La puissance d'une bombe tactique serait donc théoriquement suffisante pour vitrifier une ville ou pour**

²¹⁵ TV5 Monde. (2023, 26 mars). *Qu'est-ce qu'une arme nucléaire tactique ?*

²¹⁶ Wright, T. (2022, 16 juin). *Russia's new strategic nuclear weapons: a technical analysis and assessment*. International Institute For Strategic Studies.

²¹⁷ OE Data Integration Network ODIN. (2020). *RS-28 Sarmat Russian Intercontinental-Range Ballistic Missile*.

éliminer une armée ennemie, mais pas assez pour entièrement détruire un pays. Par exemple, selon le simulateur Nukemap²¹⁸, créé par un chercheur de l'Institut de technologie Stevens, un 9M729 transportant des charges d'une puissance de 50 kilotonnes lâché au-dessus du parvis de Notre-Dame, à Paris, détruirait complètement l'île de la Cité, mais ne ferait que des dégâts mineurs dans les arrondissements extérieurs de la ville.

Le potentiel de destruction d'une bombe tactique, s'il reste très conséquent (la bombe d'Hiroshima n'avait une charge explosive que de 15 kilotonnes, et a pourtant causé la mort d'entre 90 000 et 140 000 personnes), ne présente pas les mêmes risques qu'un missile balistique intercontinental. Lancée depuis un chasseur russe ou un véhicule de lancement mobile, une bombe atomique tactique a moins de chances d'être interceptée, est plus propice à une attaque de taille réduite, et peut limiter le risque d'une riposte globale de la part des alliés. Mais quoi qu'il en soit, et même si l'armée russe a justement mené des tests avec ce type d'armement en Biélorussie, une frappe de bombe nucléaire comprend des risques que la Russie n'est pas prête à employer. Une telle attaque attirerait de toute façon les critiques de la communauté internationale, justifierait encore davantage la cause ukrainienne, et finirait tôt ou tard par motiver une politique encore plus dure des Occidentaux à l'égard de Moscou.

Cette dernière n'est pas prête à sacrifier sa place dans l'ordre mondial, ou à risquer d'entraîner une escalade du côté de

218 Wellerstein, A. (2012, février) *Nukemap*.

l'OTAN, pour gagner un avantage somme toute relatif, dans une guerre qu'elle est déjà en train de gagner. A moins que l'Ukraine ou ses alliés ne décident de lancer une opération conventionnelle sur le sol russe, ou que des lanceurs ne soient installés à Kiev, (ce qui serait une erreur stratégique majeure, dont les Occidentaux ont parfaitement conscience), même les forces politiques les plus belliqueuses en Russie n'ont pas intérêt à ce qu'un bombardement tactique ait lieu.

Il reste toutefois un scénario possible pour l'utilisation du nucléaire sur le front ukrainien, à savoir celui de la «bombe sale»²¹⁹. Ce type d'armement est en réalité un explosif conventionnel, dont la taille et la puissance peut varier, mais avec la spécificité de contenir des matériaux radioactifs pouvant être projetés dans l'environnement après la détonation. Dépendant de la puissance de la charge et du taux de matériaux radioactifs présents dans cet explosif, une attaque à la bombe sale dans un centre urbain pourrait entraîner de graves risques sanitaires, et rendre une partie de la zone inhabitable pendant une longue période. Si ce type de bombe (qu'on pourrait davantage qualifier de radiologique plutôt que de nucléaire) est théoriquement assez facile à produire, aucune attaque comme celle-ci n'a été répertoriée dans l'histoire. Une des seules tentatives à ce jour eut lieu à Moscou, en 1996, au cours de laquelle des terroristes tchéchènes ont tenté d'utiliser une bombe sale dans un parc moscovite, mais ont été arrêtés avant de passer à l'acte.

219 BBC News. (2022, 25 octobre). *What is a 'dirty bomb' and why is Russia saying Ukraine could use one?*

L'Ukraine comme la Russie se sont mutuellement accusées de préparer l'usage d'une bombe comme celle-ci, mais aucune attaque de ce type n'a été répertoriée sur le front ukrainien²²⁰. La Russie a toujours nié préparer l'utilisation d'une bombe sale sur le front (une affirmation que le président Vladimir Poutine a réitérée en octobre 2022), mais la question peut se poser pour les groupes séparatistes pro-russes. Etant donné que des actes de terrorisme ont déjà été commis par des soutiens locaux à Moscou (attaque à l'explosif de Kharkov, en 2015), et qu'une bombe sale est relativement facile à produire, il n'est pas impossible qu'un groupe non-étatique parvienne à se servir d'une telle arme contre l'Ukraine. Cependant, cela ne serait possible que dans le cas où le conflit tournerait en défaveur du Kremlin (ce qui n'est pour l'instant pas le cas), et ce type d'attaque établirait un dangereux précédent dont les conséquences seraient très négatives pour la Russie. En réalité, cette dernière préfère entretenir une posture ambiguë et jouer un double-jeu autour de l'armement nucléaire, dans une tentative d'intimider ses rivaux par la force.

Une stratégie de dissuasion risquée

La suspension de la participation russe à l'accord New START est sujet à débats, au sein de la communauté internationale, mais force est de constater qu'elle correspond parfaitement à la stratégie russe en matière d'utilisation du nucléaire, à savoir essayer d'effrayer et de dissuader plutôt que de négocier. La

²²⁰ Goddard, J. (2022, 24 novembre). *War in Ukraine: Could Russia use nuclear weapons?* UK Parliament.

rhétorique de la Russie menacée par l'expansion de l'OTAN n'est pas anodine, et traduit en réalité une authentique conviction que l'Occident désire l'effondrement du pouvoir russe ; une croyance qui, au gré des sanctions économiques et diplomatiques, n'a eu de cesse de se renforcer dans les dix dernières années. Pour la Russie, à tort ou à raison, une attaque de la part des Alliés atlantistes n'est donc qu'une question de temps, ce qui justifie leur politique hostile et leur refus complet de négocier.

Le discours de Vladimir Poutine autour de la suspension de l'accord New START paraît donc, à première vue, incohérente. **Pourquoi s'engager à continuer à respecter les accords bilatéraux sur la limitation du nombre d'ogives, tout en se retirant des plateformes de négociation ? La réponse réside dans ce que Moscou espère obtenir via la suspension de ces accords, à savoir un moyen de gagner du temps et d'intimider l'Occident.** En laissant planer le doute sur ses réelles intentions, sur le respect ou non des demandes du traité, le Kremlin veut réellement jouer sur les craintes occidentales d'une guerre ouverte afin de limiter leur intervention en Ukraine. Voilà pourquoi la Russie fait appel à la menace nucléaire sans la nommer dès que l'engagement des alliés dépasse les limites.

Le 11 mars 2024, quelques jours après que le président français Emmanuel Macron ait avancé l'idée d'envoyer des conseillers et des militaires en Ukraine, Dmitri Peskov (le porte-parole du Kremlin) a pris une posture évasive mais

menaçante²²¹. «*Il pourrait y avoir des conséquences très indésirables*», a déclaré le porte-parole, en ajoutant qu'il s'agissait d'une façon de penser «*très dangereuse*». Sans les nommer, la Russie n'a aucun problème à sous-entendre qu'elle serait prête à utiliser l'arme atomique, dans le cas où l'Occident s'investirait directement en Ukraine. La dénonciation quasi-unanime des propositions d'Emmanuel Macron, au sein de l'OTAN, prouvent d'ailleurs que le message a bien été compris et est pris au sérieux. De fait, en règle générale, la Russie cherche avant tout à placer des lignes rouges pour les Alliés, et à les avertir qu'un franchissement aurait de graves conséquences. De cette manière, Moscou peut compter sur l'insuffisance du matériel militaire envoyé à l'Ukraine afin de poursuivre sa guerre d'usure sur le long terme.

De plus, l'expiration de l'accord New START a été fixée en 2026. **Autrement dit, si d'ici deux ans, les tensions avec l'ouest ne sont pas retombées, la Russie pourra accuser ses adversaires de ne pas avoir su ouvrir des négociations avec elle, et se considérer comme libérée de toute obligation vis-à-vis du traité.** Un à un, Moscou dénoue tous les liens contraignants par rapport à son programme nucléaire, en invoquant la posture hostile de l'Occident afin d'expliquer ses décisions. **Fin 2023, le pays s'est retiré du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui date de 1996.** Cet accord engageait ses signataires à ne plus effectuer de tests d'armes atomiques dans n'importe quel environnement terrestre, et le retrait russe peut être lourd de conséquences sur le long terme. Avec l'expiration de New

²²¹ Eruygur, B. (2024, 11 mars). *Russia says France's « intentions » to form coalition to send troops to Ukraine 'very dangerous'*. Agence Anadolu.

START, il n'est pas impossible que dans un futur proche, Moscou se dote de missiles plus puissants et à plus longue portée, capables de menacer tous ses ennemis en Europe et en Amérique. Cela lui accorderait donc bien plus de poids dans les négociations internationales, tout en faisant peser une épée de Damoclès sur tout Etat désirant intervenir en faveur des Ukrainiens.

Néanmoins, cette stratégie est également dangereuse sur le long terme. D'une part, à force d'insister sur sa puissance nucléaire sans en faire l'usage, il n'est pas impossible que les menaces de la Russie finissent par perdre en crédibilité, à force de n'être suivies par aucune conséquence tangible. De plus, elles contribuent fortement à braquer les interlocuteurs occidentaux, et alimentent un cercle vicieux d'escalade qui finirait sans nul doute par devenir hors de contrôle. Comme dans le cas de la crise des Missiles de Cuba ou des Euromissiles, il est de notoriété publique que la surenchère nucléaire se révèle tôt ou tard insoutenable pour toutes les parties prenantes. Rapidement, ces dernières sont confrontées avec le choix d'abandonner la course à l'armement (comme ce fut le cas en 1962 ou dans les années 80) et de choisir le compromis, ou de passer à l'acte et de risquer la destruction mutuelle complète. Aucun des deux scénarii n'est enviable pour Moscou, qui préfère effectivement rester très évasive dans ses menaces, ou ne pas les mettre à exécution.

D'ailleurs, cette insistance sur la puissance atomique, si elle a effectivement permis de limiter le degré d'implication occidentale dans le conflit ukrainien, a aussi aidé à détériorer

l'opinion européenne sur la Russie. Ce sentiment se retrouve notamment dans les sondages réalisés par le Parlement Européen²²² : dans une étude de septembre 2022, menée en Pologne, en Allemagne et en France, le constat est assez équivoque. 49,5% des Polonais interrogés se sont déclarés «*inquiets*» du risque que la Russie n'utilise des armes nucléaires, un chiffre qui monte à 63% dans le cas des Français. De plus, 63% des Allemands se sont déclarés préoccupés d'un risque d'incident nucléaire provoqué par le conflit. Si à l'heure actuelle, l'Eurobaromètre semble indiquer que le soutien des Européens à l'Ukraine s'effrite petit à petit (mais reste haut), il subsiste une réelle inquiétude dans l'Union que la Russie ne finisse, tôt ou tard, par avoir recours à la fission atomique en vue de parvenir à ses fins.

Ainsi, la posture jusqu'au-boutiste du Kremlin et ses menaces à l'égard de l'Occident contribue à un climat de tensions entre les deux blocs, peu propice à la résolution pacifique du conflit actuel. A vrai dire, le fait de brandir régulièrement le fléau nucléaire afin d'intimider les Européens a aliéné la Russie pour les membres de l'OTAN, finissant par justifier indirectement leur comportement parfois discutable et leurs tentatives d'isolement. De telles stratégies, à force, comportent un sérieux risque de voir les Européens se braquer définitivement, et profiter du retrait russe des accords de contrôle d'armement pour eux-mêmes procéder à un réarmement.

²²² Parlement Européen. (2022, 29 septembre). *Public opinion on the war in Ukraine*.

Les conséquences du regain d'intérêt pour le nucléaire russe

Les réactions de l'OTAN et la nouvelle arsenalisation de l'Europe

Faire le point sur la situation ukrainienne, au mois de juillet 2024, offre un tableau plutôt positif pour Moscou. Le matériel militaire qui a été fourni à l'Ukraine, dans les 30 derniers mois, n'a pas réussi à faire pencher la balance en faveur de leur armée, en dépit des premières victoires. Avec le grignotage constant de la Russie aux alentours de Tchassiv Iar, d'Otcheretyne ou encore de Vovtchansk, la guerre d'usure effrite peu à peu les défenses ukrainiennes, qui ont-elles-mêmes des difficultés à recruter davantage de soldats²²³. Cependant, l'Union Européenne et les États-Unis continuent de soutenir l'Ukraine dans sa résistance contre l'agression russe, et ont répondu à leur manière à la question de l'arsenalisation nucléaire du Kremlin.

En effet, il est assez important de noter que sur la dizaine d'États disposant de l'arme nucléaire, 3 d'entre eux sont effectivement membres de l'OTAN (la France, le Royaume-Uni et les États-Unis). **Confrontés à une Russie toujours plus**
²²³ Barnaud, T. (2024b, juillet 26). *Ukraine : ces derniers chiffres qui montrent l'avantage de Moscou sur le front, mais*. L'Express.

hostile et à la montée en puissance de la Chine, les États-Unis se sont depuis quelques mois lancés dans un grand programme de modernisation de leur défense nucléaire²²⁴. Identifiée comme «*la mission avec la plus haute priorité*», cette modernisation passera par le lancement futur d'une nouvelle classe de sous-marins nucléaires, le Columbia (capable de transporter 16 missiles balistiques Trident-II), mais aussi par la production de plusieurs dizaines de missiles intercontinentaux LGM-35 Sentinel. Ces objectifs, qui devraient être atteints dans les années 2030, prouvent que les États-Unis traitent très sérieusement la menace posée par la Russie, et tentent d'y pallier à leur manière. Pour l'instant, aucune des décisions liées à ces efforts de réarmement ne violent le traité New START ; mais avec une potentielle réélection du président Donald Trump, et l'arrivée à expiration du traité en 2026, il n'est pas impossible que sur le long terme, d'autres projets soient validés par la Maison Blanche, qui relanceraient une nouvelle course à l'armement contre les rivaux des États-Unis.

Du côté de l'Europe, la guerre en Ukraine a réveillé les projets de défense européenne commune²²⁵. **Bien que la France soit le seul membre de l'Union à disposer de son propre programme militaire nucléaire, elle n'est pas le seul pays où des armes tactiques sont entreposées. L'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Grèce et la Belgique accueillent**

224 US Department Of Defense. *Pentagon Tackling Nuclear Modernization With Proactive, Integrated Approach*. (2023, août 25).

225 Sauter, P. (2024, 20 février). *European Nuclear Weapons*. Verfassungsblog.

tous des armes atomiques issues des stocks américains²²⁶, qui respectent le traité sur les FNI en raison de leur portée faible. Cependant, les États-Unis étant de plus en plus perçus comme un partenaire peu fiable pour la défense de l'Union Européenne (notamment au vu des déclarations de Donald Trump à propos des membres de l'OTAN n'allouant pas assez de fonds à leur défense), Bruxelles semble petit à petit ouvrir le débat autour d'une défense nucléaire propre à l'UE. En avril dernier, le président français **Emmanuel Macron s'est dit prêt à étendre le parapluie nucléaire français au reste des États-membres du Conseil Européen**, afin de déployer une stratégie de protection continentale capable de prévenir toute attaque russe²²⁷.

Bien que les projets de la France soient loin d'être concrets, pour l'instant, ils risqueraient de toute manière de faire face à une certaine opposition de la part des autres États-membres. **L'Allemagne, surtout, a une très mauvaise opinion de l'énergie atomique, même lorsqu'elle est utilisée à des fins civiles. Il paraît donc improbable que Berlin, qui est en plus en rivalité passive avec la France pour son influence sur l'Union, autorise l'extension d'un programme nucléaire de défense à l'ensemble du continent européen. De plus, trois des États-membres de l'Union (à savoir l'Autriche, l'Irlande et Malte) sont signataires du TIAN (Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires), un traité**

226 Masters, J., & Mellow, W. (2023, 30 mars). *Nuclear Weapons in Europe: Mapping U.S. and Russian Deployments*. Council On Foreign Relations.

227 Guerout, C., & Moyer, J. (2024, 10 mai). *France wants to extend its nuclear umbrella to Europe. But is Macron ready to trade Paris for Helsinki?* Bulletin Of The Atomic Scientists.

entré en vigueur en 2021 et qui interdit à ses adhérents d'accueillir de l'armement nucléaire sur leur territoire.

Une politique trop radicale de la France sur la question nucléaire pourrait se voir rejetée par ces trois pays-là, en plus de l'Allemagne. Qui plus est, avec ses 290 ogives utilisables, il n'est pas garanti que la France puisse efficacement protéger l'Union Européenne à elle toute seule, ce qui suppose un élargissement des stocks nucléaires du pays ; une décision qui serait probablement critiquée par les autres adhérents de l'Union, au vu de la politique de Bruxelles vis-à-vis du nucléaire militaire, tout en étant interprétée comme une provocation par le Kremlin.

Néanmoins, il est sûr et certain que beaucoup de pays européens sont inquiets par les menaces russes, qu'elles souhaitent voir davantage prises au sérieux. Fin juin 2023, alors que la Russie continuait d'approvisionner la Biélorussie en armement nucléaire, l'ancien premier ministre polonais Mateusz Morawiecki a déclaré que son pays était prêt à accueillir des missiles de l'OTAN sur son territoire²²⁸. Selon Varsovie, cette décision permettrait d'assurer une meilleure stratégie de dissuasion vis-à-vis de la Russie, en installant des missiles directement aux portes de sa sphère d'influence. Plusieurs pays est-européens (dont les pays baltes) se sentent sincèrement menacés par la politique belliqueuse de la Russie, et voient en ces outils de protection de nouvelles garanties vis-à-vis de leur souveraineté. Pourtant, cela pourrait causer plus de problèmes qu'ils n'en résoudraient.

²²⁸ International Institute for Strategic Studies. (2023, septembre). *Poland's bid to participate in NATO nuclear sharing.*

Installer des armes atomiques à la périphérie de la sphère d'influence russe serait, à tous égards, une grave erreur. Non seulement cela justifierait indirectement le discours de Vladimir Poutine autour de la Russie comme d'une victime de l'agression occidentale, à l'échelle internationale, cela pourrait également exacerber la paranoïa de Moscou vis-à-vis de ses rivaux de l'ouest. **Placer des missiles en Pologne créerait une nouvelle situation de crise digne des Euromissiles, à la différence près que les conflits par procuration que se livreraient Occidentaux et Russes se situeraient désormais à leurs frontières respectives, et non plus en Asie ou en Afrique.** L'escalade nucléaire, qu'elle soit facilitée par les Occidentaux ou les Russes, est par définition indésirable, et il paraîtrait assez peu vraisemblable que les Américains ou les Français acceptent de laisser la Pologne récupérer une partie de leur arsenal atomique, par crainte des conséquences. Malgré cela, il est certain qu'avec le futur incertain de la présence américaine à l'OTAN, l'Europe va intensifier sa coopération en matière de nucléaire, voire élargir ses stocks d'armement afin de contrer les menaces de Moscou. Cependant, il ne s'agit pas de la seule force politique, à l'international, qui envisage une coopération militaire sur le sujet du nucléaire.

Le programme nucléaire comme outil de coopération avec d'autres pays (Chine, Iran, Corée du Nord)

En effet, les Alliés ne sont pas les seuls à envisager des échanges de bons procédés autour du nucléaire militaire. Au

contraire, le statut de paria qu'a acquis la Russie, du fait des sanctions qui lui ont été imposées et les fortes critiques qu'elle a subies, l'ont poussé à adopter des politiques moins scrupuleuses afin de conserver quelques partenariats. Ainsi, sur le plan du nucléaire, le Kremlin a su se bâtir de très nombreux partenariats dans l'exploitation de cette énergie à des fins civiles, notamment avec l'Afrique ou encore l'Asie du Sud. Mais l'aspect militaire de cette coopération ne reste pas en retrait pour autant, comme les partenariats de Moscou avec Beijing, Téhéran et Pyongyang ont pu le prouver.

Dans le cas de la Chine, les deux pays font partie du club assez fermé des nations disposant officiellement et légalement de l'arme atomique, comme assuré à l'époque de la signature du Traité sur la Non-Prolifération. Aujourd'hui, Beijing aurait près de 500 armes nucléaires prêtes à être utilisées, ce qui en fait le troisième plus grand arsenal nucléaire de la planète (derrière la Russie et les Etats-Unis, évidemment). Les agents des deux pays travaillent conjointement sur l'exploitation du nucléaire civil depuis de très longues années. **Rosatom et l'agence civile chinoise ont collaboré ensemble sur des projets de construction de réacteurs, notamment dans le sud-est de la Chine²²⁹. Or, dans le cas de certains de ces réacteurs, ces derniers utilisent de l'uranium-235, un isotope qui peut être utilisé par l'industrie nucléaire civile mais aussi militaire. La Russie fournit justement une partie de cet uranium-235 dans le cadre de la construction du réacteur CFR-600 (localisé dans le Fujian), mais certains analystes s'interrogent sur la potentielle utilisation des livraisons de**

²²⁹ Xue, X. (2023, 13 mai). *Expanding China-Russia Cooperation Has Risks, Experts Say*. Voice Of America.

Moscou à des fins militaires. S'il serait impossible pour le Kremlin de vendre directement des armes de destruction massive, sous peine de violer ses engagements internationaux du fait des traités dont elle est encore membre, la possibilité de voir la Russie alimenter directement le programme nucléaire chinois n'est pas à exclure²³⁰.

Ces deux grandes puissances ont, de toute manière, tout intérêt à coopérer ensemble, les deux considérant l'Occident comme un ennemi commun. En revanche, la Chine fait globalement preuve de plus de retenue en matière de menaces liées au nucléaire, contrairement à son allié. Ainsi, en mars 2024, **la Chine a proposé d'ouvrir des négociations sur la place de l'arme atomique entre les différents États qui la détiennent. La principale proposition chinoise était d'introduire une clause engageant toutes les puissances nucléaires à abandonner la politique du recours en premier, ce qui limiterait l'utilisation de ces armes qu'au plus strict contexte de la riposte.** Au vu de la réponse des autorités russes (qui se sont dites intéressées par la proposition, sans pour autant l'accepter), il semblerait que malgré leur coopération, il existe toujours des différends internes entre la Russie et la Chine sur l'utilisation des armes nucléaires.

Un autre point susceptible de causer quelques tensions avec Beijing, dans les prochaines années, est justement le programme d'armes de destruction massive de la Corée du

²³⁰ McCartney, M. (2024, 14 mars). *Russia Responds to China's Nuclear Weapons Plan*. Newsweek.

Nord²³¹. Historiquement, la position russe sur le nucléaire nord-coréen a été plutôt défavorable (Vladimir Poutine soutint deux résolutions de l'ONU en 2006 puis en 2009, qui condamnaient les tentatives nord-coréennes de se procurer de l'armement nucléaire), mais a depuis bien changé. **Dans les derniers mois, au vu de l'enlèvement relatif de l'armée russe en Ukraine, Moscou s'est tournée vers la Corée du Nord afin de trouver de nouveaux canaux d'approvisionnement en munitions et en équipement militaire. En échange, la Russie s'est engagée à soutenir le nucléaire nord-coréen, notamment en soutenant leurs recherches en matière de balistique.** Le lancement d'un satellite-espion nord-coréen (Malligyong-1) est d'une double-utilité, puisqu'il a effectivement permis au gouvernement de Kim Jong-Un de tester ses capacités balistiques dans un contexte non-militaire.

Le 18 juin 2024, Vladimir Poutine s'est justement rendu auprès de son homologue à Pyongyang pour une nouvelle visite diplomatique, neuf mois après la précédente. Au cours de la visite, les deux chefs d'État se sont mis d'accord dans le cadre d'un accord de défense mutuelle, qui incitera probablement la Russie à soutenir davantage les Nord-Coréens dans leurs propres projets liés au nucléaire. Pour l'instant, au vu de leur nombre d'ogives assez limité (environ une cinquantaine), les Nord-Coréens ne peuvent pas représenter une menace crédible pour les États-Unis, mais pourraient le devenir avec le soutien de Moscou. Toutefois, la Chine ne voit pas d'un très bon œil l'intensification des relations entre la Corée du Nord, son

²³¹ Paik, W. (2024, 15 mai). *China and Russia Disagree on North Korea's Nuclear Weapons*. The Diplomat.

partenaire privilégié, et la Russie, et se méfie également de la prolifération des armes nucléaires (comme le prouvent les négociations qu'elle aimerait ouvrir sur leur utilisation). Pour l'instant, Beijing et la Russie s'accordent sur l'avantage apporté par les tensions autour de la péninsule coréenne, qui aide à dilapider l'attention de l'Occident loin du conflit ukrainien et de l'expansion chinoise dans l'Indo-pacifique.

Cela nous amène à parler du dernier pays dont le programme atomique intéresse beaucoup la Russie, à savoir l'Iran²³². Ce dernier s'était engagé, via l'accord sur le nucléaire iranien, à limiter son exploitation au plus strict cadre civil, en échange de quoi les sanctions internationales à l'encontre de son programme énergétique seraient levées. **Mais avec le retrait des Américains de l'accord, sous la présidence Trump, et en raison des tensions montantes avec Israël, la question du nucléaire iranien est plus que jamais d'actualité. La Russie a pris position à de nombreuses reprises en soutenant l'Iran face aux Occidentaux pour leur attitude, qu'elle juge irresponsable et provocatrice.** Selon Moscou, Téhéran devrait avoir la possibilité de se doter d'un programme nucléaire civil, tel que le prévoyait l'accord dont les États-Unis se sont retirés en 2018. Comme pour la Corée du Nord, l'intérêt de ce soutien réside dans ce qu'il sous-entend pour les relations internationales à l'échelle globale. Laisser Téhéran se doter d'un programme militaire permet de multiplier les points de pression à l'encontre des ennemis principaux de la Russie, tout en ouvrant de nouvelles

²³² Parker, J. (2012). *Russia and the Iranian Nuclear Program: Replay or Breakthrough?* International Institute For Strategic Studies: Strategic Perspectives, 9.

opportunités de coopération pour les entreprises énergétiques russes, telles que Rosatom.

Mais la position des Russes par rapport à un programme nucléaire militaire pour l'Iran est déjà plus complexe.

Concrètement, l'Iran dispose d'assez de ressources en uranium afin de produire des armes nucléaires, mais il s'agirait d'un résultat assez peu désirable pour la Russie, comme pour la Chine. En effet, en raison des trop fortes tensions avec Israël (lui aussi un Etat disposant de la bombe atomique, et qui semble prêt à s'en servir), permettre à l'Iran de posséder des armes nucléaires poserait de graves dangers pour la stabilité du Moyen-Orient, qui justifie les hésitations russes à s'engager plus loin. De nouveau, aucun Etat ne tirera le moindre bénéfice d'une guerre thermonucléaire de grande ampleur, et Vladimir Poutine préfère largement se servir des Iraniens comme d'un leurre plutôt que de prendre le risque que cette région du monde sombre dans le chaos. Pourtant, avec la banalisation des armes nucléaires, il s'agit de risques bien réels, qui sont lourds d'implications pour le futur.

Vers une normalisation ou une diminution de la menace nucléaire

Dans un état d'esprit similaire aux années 1980 ou à la veille de la crise des Missiles de Cuba, le début des années 2020 a été caractérisé par une remontée fulgurante des tensions nucléaires entre les différentes grandes puissances. Avec son

discours hostile, voire belliqueux, à l'encontre des pays occidentaux, la Russie a encouragé et a participé à ce phénomène, dont les conséquences peuvent s'apercevoir à travers le monde. **Le développement du programme de défense nucléaire nord-coréen a fait monter d'un cran les frictions avec Séoul, et les initiatives nucléaires iraniennes causent également de nombreux débats au sein de la communauté internationale** (bien que Moscou n'ait qu'une responsabilité minimale dans cette évolution). Mais de manière plus générale, c'est bel et bien tous les conflits majeurs qui prennent, d'une manière ou d'une autre, une voie similaire à celle de la guerre en Ukraine avec la montée de la menace nucléaire.

L'exemple d'Israël est probablement le plus parlant. Officiellement, Tel Aviv n'a pas le droit de posséder la bombe atomique, étant donné qu'elle est signataire du Traité de Non-Prolifération. Toutefois, le programme nucléaire israélien date des années 1960 (il a d'ailleurs reçu le soutien de la France), et les estimations imputent à l'Etat hébreu un stock d'environ 90 ogives. **Les Israéliens n'ont jamais reconnu disposer d'armes atomiques, sans pour autant le nier complètement, mais l'attaque du 7 octobre semble avoir ravivé les tensions au Proche-Orient sur cette question.** Le Ministre du Patrimoine, Amihai Elihayu (membre du parti d'extrême-droite *Otzma Yehudit*) avait déclaré en novembre 2023 qu'une frappe nucléaire sur la bande de Gaza était une option pour le gouvernement israélien, provoquant une vague de réactions indignées de la part des pays musulmans et de la

Chine²³³. Cette remarque avait été si mal reçue que même Benjamin Netanyahu avait suspendu le ministre Elihayu de toutes les rencontres gouvernementales pour un temps. Cette déclaration avait d'ailleurs reçu le soutien de plusieurs membres du Congrès américain²³⁴ ; ces derniers considéraient que les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki avaient été nécessaires pour vaincre le Japon, en 1945, et que le même raisonnement pourrait être appliqué dans le cas de la bande de Gaza et du Hamas.

Cependant, avec le programme nucléaire iranien en plein développement et les tensions on ne peut plus élevées entre Téhéran et Tel Aviv (dont la guerre contre le Hamas n'est, comme pour l'Ukraine, qu'un conflit par procuration), mener une frappe nucléaire aurait des conséquences catastrophiques à tous points de vue. Outre la question des pertes civiles très élevées que cette attaque provoquerait, cela encouragerait encore davantage l'Iran, voire d'autres pays dont les relations avec Israël se sont dégradées (l'exemple de la Turquie paraît pertinent²³⁵), à franchir eux-mêmes le Rubicon et à se doter d'armes de destruction massives pour leur propre défense. Par extension, cela confronterait les États-Unis à un choix peu enviable. Étant donné qu'Israël ne devrait pas disposer d'armes nucléaires du fait de sa signature du TNP, Washington

233 Lederer, E. (2023, 14 novembre). *China, Iran, Arab nations condemn Israeli minister's statement about dropping a nuclear bomb on Gaza*. Associated Press.

234 Norton, B. (2024, 12 mai). *US senator says Israel should drop nuclear bombs on Gaza*. Geopolitical Economy.

235 Starcevic, S. (2024, 29 juillet). *Turkey threatens to 'enter' Israel to protect Palestinians*. Politico.

se verrait forcée d'abandonner son partenariat avec l'État hébreu, et donc de perdre un de leurs derniers alliés dans cette région stratégique ; ou bien, dans le cas où une administration républicaine serait élue, continuer à soutenir Israël malgré tout, et faire perdre toute crédibilité dans le TNP.

L'exemple d'Israël est effectivement le plus parlant sur les conséquences que pourraient avoir la banalisation du nucléaire dans le domaine des relations internationales, mais nous pourrions également citer d'autres cas. **Le Pakistan et l'Inde, deux autres puissances nucléaires, se livrent à des escarmouches régulières sur leur frontière commune, pour le contrôle du Cachemire.** Seul le Pakistan a une politique de non-recours à la force nucléaire en premier, mais se réserve le droit de se défendre en cas d'attaque de grande envergure sur son sol (tout comme Moscou). Au vu des tensions extrêmes entre les deux pays, et de la réélection de Narendra Modi en Inde, dont le mouvement politique prend sa source dans le nationalisme hindou, la perspective de voir une guerre nucléaire éclater entre les deux pays est bel et bien présente²³⁶. Avec la diminution progressive du respect des traités sur la non-prolifération et la dissémination nucléaire, ainsi que les discours agressifs du Kremlin, de plus en plus de pays envisagent donc de faire usage de leurs arsenaux nucléaires pour de futurs conflits. La période de détente qu'a connu le monde à la fin des années 1980, et surtout de l'effondrement du Bloc de l'Est, semble désormais révolue.

236 Robock, A. (2019). *How an India-Pakistan nuclear war could start—and have global consequences*. Bulletin Of The Atomic Scientists, 75(6), 273-279.

Toutefois, comme pour le passé, il est bon de ne pas tomber dans une vision alarmiste des relations internationales. L'usage de la force nucléaire dans le cadre du conflit ukrainien a été prouvé, maintes et maintes fois, comme étant extrêmement improbable. La Russie a bien plus à gagner à se servir de son arsenal comme outil de dissuasion et de levier de pression, plutôt qu'à l'utiliser afin de bombarder les Occidentaux. Quoi que peuvent en dire certaines forces politiques ou médias, tous les Etats sont parfaitement conscients que l'arme atomique n'est jamais une solution viable pour résoudre un conflit ; dans le meilleur des cas, quiconque y recourrait serait exclu de toutes les instances onusiennes, et vu comme un Etat terroriste. Dans le pire, cela l'exposerait à une riposte de la part des autres puissances atomiques.

Il est donc très probable que tôt ou tard, les tentatives de rétablir un dialogue constructif sur la question du nucléaire (qu'il soit porté par la Chine, les Nations Unies ou un autre acteur) finissent par aboutir. Pour la sécurité de toutes les nations du monde, et comme ce fut le cas au cours de la Guerre Froide, la plupart des Etats sont conscients que l'escalade atomique ne profite à personne, et agiront en conséquence. Toutefois, et cela ouvre tout un pan inquiétant de la menace atomique, la probabilité d'une potentielle utilisation d'une bombe sale par un groupe terroriste, ou d'un accident radiologique provoqué par une attaque sur des installations nucléaires, n'a jamais été aussi élevée. L'AIEA a tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises sur ces problématiques, et n'a rencontré qu'un intérêt mitigé de la part de la communauté

internationale²³⁷. Avec l'évolution actuelle du conflit ukrainien, et la prolifération des programmes nucléaires orientés vers la défense, de nouveaux enjeux apparaissent pour les Nations Unies. Il n'est pas impossible que la menace de demain ne se trouve pas dans un missile Sarmate, mais dans une brèche de sécurité sur une installation nucléaire, menée par un groupe terroriste prêt à s'emparer de la question atomique à sa propre manière.

Conclusion

L'arme nucléaire fait partie, depuis le début de la première Guerre Froide, de la doctrine militaire russe. Avec le stock d'armement nucléaire le plus grand du monde, et une armée bâtie autour de sa potentielle utilisation, la Russie suscite des inquiétudes légitimes pour ses rivaux occidentaux. La suspension de la participation russe à l'accord New START, et ses essais de missiles violant le traité sur les NFI, semblent indiquer que Vladimir Poutine et son entourage sont de plus en plus ouverts sur la question du nucléaire.

Néanmoins, ce constat doit être tempéré par les exemples empiriques des précédentes courses à l'armement dans le monde. Tout d'abord, malgré son discours hostile, la Russie n'aurait aucun intérêt à se servir de ses stocks d'armes en Ukraine, ni contre les Etats européens. Il semblerait que sa position est davantage encouragée par les inquiétudes (fondées ou non) quant à l'élargissement de l'OTAN, mais aussi par les tentatives d'isolement qu'elle subit depuis 2014, qui

²³⁷ Schneider, E. (2024, 18 mars). *Guterres urges disarmament now as nuclear risk reaches 'highest point in decades'*. Infos ONU.

l'ont encouragé à adopter une attitude jusqu'au-boutiste. Pour l'instant, elle espère simplement effrayer les puissances occidentales et décourager toute intervention directe de leur part en Ukraine, une stratégie qui s'avère pour l'instant relativement efficace.

Cette ouverture sur la question du nucléaire lui a d'ailleurs permis d'approfondir ses relations avec plusieurs Etats, dont la Chine ou encore la Corée du Nord. Affranchie de son obligation d'apparaître comme un partenaire modéré et pacifiste sur la scène des relations internationales, la Russie n'hésite plus à se rapprocher d'États critiqués pour leur programme nucléaire, et avec qui elle partage le même ennemi. De toute façon, sa réputation est déjà ternie par la guerre en Ukraine, et la nature illibérale de son gouvernement. Mais sur le long terme, une telle stratégie présente des inconvénients. Tout d'abord, le réarmement de l'OTAN pourrait ne mener qu'à une escalade des tensions entre les différents États, et aboutir à une guerre cette fois ouverte et avec des conséquences catastrophiques. Le partage nucléaire prévu par l'OTAN, dont la Pologne demande l'élargissement, en plus des efforts du président Macron afin de doter l'UE d'un «parapluie nucléaire», sont les résultats directs des politiques bellicistes du Kremlin, qui pourraient tôt ou tard se retourner contre lui. En outre, la banalisation du discours autour du nucléaire a ravivé des tensions partout dans le monde (Inde-Pakistan, Proche-Orient, péninsule coréenne). Si ces tensions ont certes le mérite d'occuper la communauté internationale pendant que l'armée russe progresse au Donbass, elles risquent d'encourager une propagation de l'arme nucléaire, et augmentent les risques

d'une escalade plus globale. La Russie, qui vient à peine de nouer une alliance avec l'Iran et gagne en prestige au Proche-Orient du fait de sa position sur la question palestinienne, n'a aucun intérêt à voir ses efforts s'effondrer à cause d'une ogive israélienne.

Comme ce fut le cas pour les Euromissiles, la crise actuelle ne peut être résolue qu'au sein des grandes instances multilatérales, et par la voie de la négociation. En redonnant plus de pouvoirs aux organisations comme l'IAEA, et en rouvrant les canaux de communication avec la Russie autour des accords START, il est possible d'envisager une désescalade progressive des tensions nucléaires. A l'heure actuelle, les tensions sont trop élevées entre les différents Etats, mais des changements de gouvernements successifs et les efforts de médiation par des pays non-alignés (penser au Mexique, à l'Indonésie ou encore au Brésil, tous signataires du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires) peuvent éviter une nouvelle course à l'armement. Cela ne résout pas, en revanche, les risques accrus d'incidents nucléaires ou d'utilisation d'armes radiologiques par des groupes terroristes, qui est aujourd'hui très élevée. La militarisation de la centrale de Zaporijjia, pour laquelle Moscou comme Kiev partagent une responsabilité commune, doit être une priorité pour la communauté internationale. Plus qu'une question de guerre interétatique, il en va de la protection des populations sur place, qui devrait être la priorité de toutes les parties impliquées dans cette guerre.

En définitive, tous ces risques et ces menaces autour du nucléaire constituent chacun, à leur manière, une raison de plus pour en appeler à la raison des Etats, et de prévenir l'aggravement d'une situation indésirable pour tous. Les prochaines années décideront si la raison primera sur la nouvelle Guerre Froide, comme elle le fit pour la précédente.

ONG et monde de la recherche : état des lieux de la société civile en Russie depuis 2022

Johann Lemaire

« Les sanctions visent à affaiblir la capacité de la Russie à financer la guerre et ciblent particulièrement les élites politiques, militaires et économiques responsables de l'invasion. Ces mesures restrictives ne sont pas dirigées contre la société russe ». Cette annonce du Conseil de l'Europe est claire et explicite : la stratégie occidentale consiste à punir les responsables de la guerre en Ukraine et à les contraindre à mettre fin à cette guerre par le biais de mesures restrictives. Cependant, l'interprétation du Kremlin est différente. Le président Vladimir Poutine affirme que les sanctions visent *« chaque famille, chaque citoyen russe »*. Il perçoit ces mesures comme une volonté de *« détruire »*, *« démembrer »* ou encore *« annuler »* la Russie.

Bien que le régime de sanctions appliqué par l'Union européenne semble être défini et orienté vers des entités ciblées, il ne faut pas exclure l'impact de la guerre sur la société civile russe. Février 2022 a marqué l'émergence d'une politique encore plus autoritaire de la part du Kremlin, où les restrictions et la censure ont envahi le monde associatif et intellectuel russe. L'opposition, qu'elle soit de discours, de pensée ou d'engagement, a été étouffée par l'ambition

belliqueuse du pouvoir russe. Toutefois, il est également nécessaire de s'interroger sur les conséquences des sanctions occidentales sur la société civile russe.

Un exemple concret illustre cet enjeu : l'exclusion, juridiquement et politiquement justifiée, de la Russie du Conseil de l'Europe. Cette exclusion entraîne *de facto* le retrait de la Cour européenne des droits de l'homme et, par conséquent, la fin de ses compétences en matière de justice des droits de l'homme pour les citoyens russes. L'aspect symbolique et politique de cette volonté d'isoler ou du moins de se dissocier de la Russie a un effet indirect : l'abandon des dossiers de droits de l'homme en Russie.

Il revient désormais à la société civile russe de s'organiser seule. Le tournant belliqueux et autoritaire de la Russie depuis 2014, accompagné de l'adoption de plusieurs lois répressives, suscitait déjà des inquiétudes parmi les organisations non gouvernementales quant à leurs mandats en Russie. Ce désengagement occidental les place dans une situation de tension.

Deux organes essentiels au fonctionnement de la société civile sont le contre-pouvoir associatif (ONG, associations...) qui représente le militantisme, et le monde intellectuel (chercheurs, artistes...) qui représente la pensée. Ces deux aspects, véritables boussoles d'une société civile vivante, subissent des politiques répressives de la part du Kremlin. La « pensée contre » et le « discours d'opposition » n'ont plus leur place en Russie. Les ONG sont dissoutes ou manquent considérablement de moyens pour continuer leur travail,

tandis que les intellectuels ne peuvent plus envisager la Russie autrement sans être contraints à l'exil.

Dans cette guerre du Kremlin contre ses « *traîtres* », l'Occident pourrait abdiquer, et laisser la société civile russe être livrée à elle-même. La déconstruction des deux organes les plus importants de la société civile doit inquiéter l'Occident. Ce travail questionne ce moment, celui de la guerre en Ukraine et de la place instable de la société civile russe. Nous nous demandons comment la société civile russe s'adapte à la guerre en Ukraine, mais aussi aux sanctions occidentales.

Pour cela, une première partie s'intéressera aux conséquences pour les ONG russes de la guerre en Ukraine. À la fois ciblées par le Kremlin et abandonnées par l'Occident, leur existence est plus que jamais remise en cause. Ensuite, nous étudierons le monde intellectuel et universitaire russe, dont la liberté de penser est sujette à un dilemme cornélien : s'enfuir ou se taire.

Les conséquences de la guerre en Ukraine pour les ONG en Russie : une société civile russe abandonnée à elle-même ?

L'avalanche de difficultés pour les ONG en Russie

Avec d'un côté les sanctions occidentales et de l'autre le harcèlement des ONG par les autorités russes, ce n'est plus possible pour les ONG d'avoir des entités légales en Russie

pour soutenir sur place les journalistes. De l'extérieur, c'est également impossible d'envoyer de l'argent légalement en Russie avec le régime de sanction, il faut donc le faire par des moyens contournés via des acteurs à l'étranger et sur place. Mais cela constitue aussi un risque pour les bénéficiaires de ces fonds sur place : risques de poursuites et au mieux d'être qualifiés « *d'agents de l'étranger* ». **Il était déjà difficile pour les ONG de travailler en Russie avant 2022, mais c'est dorénavant impossible d'être sur le terrain.**

Depuis février 2022, le Kremlin fait face à des sanctions économiques et diplomatiques qui tendent à l'isoler sur la scène internationale. Les sanctions occidentales conduites vis-à-vis de la Russie ont produit une avalanche de difficultés pour les ONG présentes en Russie. Ces sanctions ont conduit à des restrictions financières qui affectent l'ensemble du secteur économique en Russie. Les ONG en Russie, même celles qui ne sont pas directement visées par les sanctions, peuvent éprouver des difficultés à obtenir des financements étrangers en raison de la réticence des donateurs internationaux à transférer des fonds vers la Russie. Les banques internationales, par prudence, peuvent refuser de traiter des transactions impliquant des entités russes. On constate également que les restrictions sur l'importation de technologies et de matériels en Russie ont entraîné une hausse des coûts pour les ONG. Les équipements de communication, les logiciels et autres technologies nécessaires peuvent devenir plus coûteux ou difficiles à obtenir, ce qui augmente les coûts opérationnels.

Les sanctions peuvent également affecter la mobilité des employés et des bénévoles des ONG. Les restrictions de visa, les interdictions de voyage et d'autres mesures limitant les déplacements internationaux peuvent entraver les échanges de personnel et les participations à des conférences ou formations à l'étranger. Les sanctions ont isolé la Russie sur la scène internationale, réduisant les opportunités de collaboration pour les ONG russes. Les partenariats avec des ONG étrangères, des institutions académiques et d'autres entités peuvent devenir plus difficiles à établir et à maintenir en raison de la méfiance ou des restrictions légales. En réponse aux sanctions et à la perception d'ingérences étrangères, le gouvernement russe a intensifié sa surveillance et ses pressions sur les ONG. **Des lois comme celle sur les « agents étrangers » et celle sur les « organisations indésirables » imposent des contraintes strictes et une surveillance accrue des ONG recevant des financements étrangers ou impliquées dans des activités jugées politiques.** Cela peut inclure des inspections régulières, des amendes et même la fermeture forcée.

Les conséquences de l'exclusion du Conseil de l'Europe de la Russie pour les citoyens russes

Parmi les sanctions et les conséquences de l'invasion de l'Ukraine, l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe impacte de manière significative la situation humanitaire de la société civile russe. Elle a plusieurs conséquences directes et indirectes, tant au niveau politique qu'au niveau des droits

humains et des relations internationales. Le 16 mars 2022, le Comité des Ministres a adopté la *Résolution CM/Res(2022)2* sur la cessation de la qualité de membre de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe²³⁸. La procédure de sanction, qui a été mise en œuvre, découle de l'article 8 du Statut de Londres dont la formulation est des plus claire : tout État membre qui « *enfreint gravement* » les dispositions de l'article 3, « *peut être suspendu de son droit de représentation* » et peut être « *invité par le Comité des Ministres à se retirer* » du Conseil de l'Europe²³⁹. C'est dire, en d'autres termes, que la procédure de sanction est progressive. Aussi, le coup de semonce a été tiré par le Comité des ministres qui a décidé le 25 février 2022 de suspendre la Russie, membre depuis 1996, de ses droits de représentation en son sein et à l'Assemblée parlementaire.

En effet, en raison de cette exclusion, Moscou sort *de facto* de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), bras judiciaire du Conseil de l'Europe²⁴⁰. Ce qui prive ses 145 millions de citoyens d'un accès à la CEDH pour la protection de leurs droits fondamentaux. Et cette dernière a annoncé dans la foulée qu'elle suspendait « *l'examen de toutes les requêtes* » contre la Russie, « *en attendant d'examiner les conséquences juridiques de cette résolution sur le travail de la Cour* ». L'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe a des conséquences profondes et multiples, tant sur le plan juridique

238 Conseil de l'Europe. "Exclusion de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe et suspension de toutes les relations avec le Bélarus." Dernière modification le 17 mars 2022.

239 Mustapha Afroukh, "L'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe : une décision responsable," Le Club des Juristes, 23 mars 2022.

240 Christophe Caron, "Les conséquences à double tranchant de l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe," Dalloz Actualité, 21 mars 2022.

que politique, avec des répercussions significatives pour les droits humains.

L'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe a un impact immédiat significatif : les citoyens russes perdent désormais l'accès à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). **Avant cette exclusion, les Russes pouvaient déposer des plaintes individuelles auprès de la CEDH pour dénoncer les violations de leurs droits par leur propre gouvernement, une ressource cruciale notamment pour les dissidents, les activistes et les citoyens ordinaires qui ne trouvaient pas de recours efficace au niveau national.** Cette voie est désormais fermée, laissant les citoyens russes sans protection internationale contre les violations de leurs droits.

Parallèlement, le Conseil de l'Europe doit faire face à une perte financière majeure, avec le retrait du principal contributeur financier qu'était la Russie, privant l'organisation de plus de 33 millions d'euros annuels. Cette situation nécessite une réorganisation et une priorisation de ses activités.

La situation en Russie est préoccupante, marquée par une répression violente des manifestations anti-guerre, une absence totale de liberté de la presse, et même des propositions de rétablir la peine de mort par certains dirigeants. Face à cette agression continue contre l'Ukraine et les violations flagrantes des droits de l'homme, il semble crucial que le Conseil de l'Europe réaffirme fermement son rôle de défenseur des droits de l'homme en Europe.

Malgré cette exclusion actuelle, il est envisageable que la Russie puisse demander à être réintégrée au Conseil de l'Europe à l'avenir, particulièrement en cas de changement politique. L'exemple du Venezuela, qui a exprimé le souhait de réintégrer la Convention américaine des droits de l'homme après l'avoir dénoncée, montre que ce scénario est plausible. Cela souligne l'importance de maintenir des mécanismes de protection des droits de l'homme robustes et prêts à accueillir les États qui cherchent à revenir dans le cadre international des droits de l'homme.

En conclusion, l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe constitue une décision majeure avec des répercussions profondes pour les droits de l'homme, tant à l'échelle individuelle que collective. Cette situation met en lumière la complexité et l'importance des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme, tout en soulignant la nécessité pour la communauté internationale de demeurer vigilante et proactive pour garantir ces droits essentiels.

Le cas *Mémorial* : l'exemple de la disparition progressive d'un militantisme d'opposition

L'ONG Memorial est une association à but non lucratif, une ONG internationale fondée en janvier 1989 par Arseni Roginski avec le soutien d'Andreï Sakharov. Son objectif est de défendre les droits de l'homme, de préserver la mémoire des victimes du pouvoir soviétique, et de sensibiliser sur les exactions commises par le régime soviétique. Memorial

s'intéresse également à la mémoire des victimes en Tchétchénie. L'ONG a mis en place le Centre de défense des droits humains en 1991, officialisé en 1992, et organise des activités éducatives et caritatives. **Mémorial a reçu le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit du Parlement européen en 2009 puis le prix Nobel de la Paix en décembre 2022.**

À son origine, l'ONG Memorial s'est engagée dans plusieurs luttes cruciales et missions fondamentales. **Elle a œuvré pour prévenir tout retour à un régime totalitaire, en documentant rigoureusement les exactions du régime soviétique et en défendant les droits de l'homme avec détermination.** Memorial a également joué un rôle essentiel dans la préservation de la mémoire des victimes du pouvoir soviétique, tout en sensibilisant activement sur les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Par le biais de concours et de publications, elle a promu le devoir de mémoire et valorisé les textes sur les droits de l'homme.

Memorial s'est forgé une réputation d'ONG contestataire en raison de ses actions et engagements qui ont fréquemment dérangé les gouvernements, en particulier ceux considérés comme antidémocratiques ou « illibéraux »²⁴¹. **Depuis ses débuts, l'organisation s'est activement impliquée dans les débats publics, défendant avec vigueur les libertés publiques et dénonçant sans relâche la corruption. Elle a également joué un rôle crucial dans la protection de**

²⁴¹ Rouet, Gilles. "Memorial: une ONG qui dérange..." Hermès, La Revue 89, no. 1 (2022): 124-128. <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2022-1-page-124.htm>.

l'environnement, tout en mettant en lumière les exactions commises sous le régime soviétique. La défense des droits de l'homme a été au cœur de ses actions, avec des initiatives légales visant à garantir le respect des droits fondamentaux. Cependant, le financement de Mémorial par des sources étrangères, y compris des gouvernements étrangers, a parfois été perçu comme une ingérence extérieure par les autorités locales, alimentant la controverse autour de l'ONG. Dans les pays post-soviétiques, Mémorial a été un fervent promoteur des libertés civiles, **soutenu financièrement par des acteurs comme la Norvège**, ce qui a renforcé son rôle de défenseur des droits humains dans ces régions. L'organisation a également mis en place des centres dédiés à la défense des droits humains et a organisé des concours visant à sensibiliser aux violations des droits de l'homme, consolidant ainsi son influence et son impact dans le domaine des droits humains en Europe de l'Est.

Cependant, ces actions n'ont pas été sans conséquences. Mémorial a souvent été confronté à des réactions hostiles de la part des gouvernements en place et de groupes pro-gouvernementaux. Elle a fait face à des pressions intenses, incluant des harcèlements, des intimidations, des poursuites judiciaires, ainsi que des tentatives de dissolution et des accusations récurrentes remettant en question sa légitimité et sa réputation. Malgré ces défis, Mémorial a persévéré dans son engagement à défendre les droits de l'homme et à confronter les injustices, affirmant ainsi sa position de voix dissidente essentielle dans le paysage des organisations non gouvernementales internationales.

La dissolution de Mémorial par la Cour suprême russe le 28 décembre 2021 a marqué la fin d'une série de poursuites depuis 2008. Les autorités ont justifié cette décision en accusant l'ONG de ne pas déclarer son statut d'« agent étranger », de déformer « la mémoire historique » et de présenter l'URSS comme un « État terroriste ». Cette dissolution a entraîné de nombreux défis pour Mémorial, notamment des harcèlements administratifs et judiciaires, des intimidations par des groupes pro gouvernementaux, et des difficultés d'accès aux financements. Les membres de Mémorial ont également été confrontés à des obstacles juridiques et à des restrictions accrues sur la liberté d'expression, compliquant leur capacité à mener leurs activités.

Malgré ces pressions, Mémorial a su faire preuve de résilience et d'adaptation. L'ONG a modifié son statut juridique, diversifié ses financements en se tournant vers des sources non gouvernementales, et maintenu ses activités à l'étranger grâce à ses antennes internationales. Ces mesures ont permis à Mémorial de continuer à défendre les droits de l'homme et à préserver la mémoire historique malgré les restrictions. L'organisation a également renforcé ses collaborations avec des partenaires internationaux pour maintenir son impact et sa visibilité.

L'avenir de Mémorial reste incertain dans un contexte de répression croissante en Russie. Cependant, plusieurs pistes permettent d'envisager la poursuite de ses missions. **En renforçant ses réseaux internationaux et en diversifiant**

ses sources de financement, Mémorial peut continuer à influencer et sensibiliser la communauté mondiale sur les questions des droits de l'homme en Russie. L'exploration de nouvelles formes de plaidoyer et d'engagement public, notamment via les technologies numériques, pourrait offrir des moyens innovants pour contourner les restrictions locales.

Le soutien continu de la communauté internationale est essentiel pour faire pression sur le gouvernement russe afin de respecter les normes internationales en matière de droits de l'homme. Mémorial, malgré les obstacles, reste un pilier essentiel de la société civile russe. Son engagement en faveur de la justice et de la vérité continue d'inspirer et de mobiliser ceux qui défendent les droits de l'homme et la mémoire historique. Par leur résilience et leur détermination, les membres de Mémorial montrent que même face à une répression intense, il est possible de persévérer dans la lutte pour les droits fondamentaux et la vérité historique.

La liberté scientifique et intellectuelle en Russie depuis 2022

Partir ou mourir : l'exode des intellectuels russes

Le 16 mars 2022, Sylvie Kauffmann²⁴² évoque l'exode d'une classe intellectuelle et créative russe : « ***Il ne s'agit pas des fameux oligarques, bloqués en Russie par les sanctions occidentales. Ces Russes-là sont artistes, journalistes, chercheurs, et aussi, pour beaucoup, entrepreneurs, informaticiens, employés du secteur high-tech qui avait fini par se constituer en Russie. Ils ne fuient pas les bombes. Leur vie n'est pas menacée, mais leur avenir est mort*** ». Beaucoup d'entre eux ont rejoint Riga, capitale de la Lettonie²⁴³. Depuis ces vagues d'exil, commencées après l'annexion de la Crimée en 2014 et accentuées en 2022, les sphères intellectuelles s'interrogent sur leur rôle et sur la possibilité de construire une Russie dans l'après Poutine. « *L'agonie des régimes autoritaires, ça peut durer longtemps... Tout va dépendre de la victoire du peuple ukrainien. En même temps, on ne peut pas rester ici à attendre...* » pense Elena Loukianova, professeure russe de droit constitutionnel de l'École des Hautes Études Économiques de Moscou, exilée en Lettonie.²⁴⁴

242 Le Monde. "Un autre exode a commencé : celui de la classe créative de Russie. Les forces vives du pays s'en vont, poussées à l'exil par la guerre de Poutine." Dernière modification le 16 mars 2022.

243 Kaval, Allan. "A Riga, le désarroi de l'intelligentsia russe en exil." Le Monde, May 27, 2022.

244 Ibidem

Toutefois, même depuis l'étranger, la classe intellectuelle russe se sent en danger et rares sont ceux qui souhaitent témoigner publiquement. Beaucoup soulignent un climat « *irrespirable* » et dangereux. Le 17 mars 2022, dans une allocution le Président russe Vladimir Poutine avait appelé à « *purifier* » la société civile russe²⁴⁵ de ses « *traîtres* » et des « *racailles* ». Le président déclare que la société russe doit : « *recracher comme un moucheron qui a atterri dans sa bouche* ». Les termes utilisés sont tout sauf anecdotiques, **en reprenant le champ lexical du parasite, Vladimir Poutine évoque une classe intellectuelle qui rejoindrait l'ambition occidentale selon lui de « *démembrer* » la Russie. En déshumanisant ces hommes et ses femmes, il ouvre la porte à tout type de répression.**

Il est cependant nécessaire de préciser que cette « *chasse aux intellectuels* » n'a pas commencé avec l'invasion de 2022 de l'Ukraine. Depuis plus de vingt-ans, la société civile, artistique et intellectuelle vit sous une atmosphère de tension. Un chercheur exilé en France pointe l'importance de l'annexion de la Crimée dans ce basculement autoritaire : « *L'annexion de la Crimée en 2014 par le régime a été une étape importante, car elle a engendré une frénésie patriotique permettant à Vladimir Poutine de redevenir populaire. En Occident, les médias n'en ont pas beaucoup parlé, mais on voyait déjà des signes inquiétants d'une mainmise sur les médias libres et de restrictions croissantes pesant sur les structures démocratiques.* »²⁴⁶

245 Kaval, Allan. "Vladimir Poutine veut 'purifier' la société russe." *Le Monde*, March 17, 2022.

246 La Vie. "La Russie court à sa perte: un intellectuel russe exilé raconte."

La coopération scientifique à l'aube de la guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine a profondément impacté les études et la recherche sur la Russie, en créant des défis majeurs pour les chercheurs.²⁴⁷ **Les brutalités de la guerre et le durcissement autoritaire en Russie ont restreint les possibilités d'enquête et de débat scientifique, obligeant les chercheurs à repenser leurs méthodes de recherche.** La réalité sociale en Russie risque d'être coupée, nécessitant une réévaluation des cadres analytiques pour maintenir une capacité d'analyse sur les événements en cours.

L'affrontement entre la Russie et l'Ukraine s'est également transposé dans le monde académique, entravant les échanges et la collaboration entre chercheurs des différents pays.²⁴⁸ L'European University Association (EUA) a annoncé, le 7 mars 2022, la suspension de l'adhésion de 12 universités russes en raison du soutien de leurs dirigeants à l'agression contre l'Ukraine²⁴⁹. « *L'Union des recteurs de Russie (RUR) a publié une déclaration (en russe) qui soutient l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie. Le conseil d'administration de l'Association européenne des universités (EUA) a donc pris la*

247 Daucé, Françoise, et Kathy Rousselet. "La recherche sur la Russie en France après le 24 février 2022: Le temps des tâtonnements." *Critique internationale* 100 (2023): 165-176.

248 France Universités. "France Universités suspend son protocole d'accord avec l'Union des recteurs de Russie et alerte sur les besoins des étudiants et chercheurs impactés par le conflit."

249 European University Association. "EUA suspends membership of 12 Russian universities following statement by university leaders."

décision de suspendre l'adhésion des universités dont les dirigeants ont signé cette déclaration, car elle est diamétralement opposée aux valeurs européennes auxquelles ils se sont engagés en adhérant à l'EUA. Ces 12 universités resteront suspendues de l'EUA jusqu'à ce qu'elles se conforment à nouveau aux valeurs européennes ».

La fin des coopérations universitaires entre la France et la Russie a suscité des réactions significatives au sein du monde scientifique²⁵⁰. Tout d'abord, **une profonde inquiétude s'est manifestée pour les chercheurs russes opposés à la guerre, qui se trouvent désormais menacés de répression**. La liquidation d'associations comme Mémorial a été perçue comme un signe alarmant de la fermeture de l'espace académique en Russie. Cette situation a également conduit à une réflexion intense sur les pratiques scientifiques passées. Les chercheurs sont appelés à réévaluer leurs méthodes d'enquête et à innover face à un contexte où les approches traditionnelles deviennent obsolètes. **L'importance d'un comparatisme rigoureux a été soulignée, avec un rejet de l'exceptionnalisme national, afin de maintenir un dialogue scientifique ouvert malgré les tensions politiques**.

La suspension des coopérations institutionnelles est ressentie comme une perte significative, limitant les échanges d'idées et de connaissances entre chercheurs français et russes. Cela pourrait nuire à la compréhension mutuelle et à l'avancement des études sur la Russie. En somme, les chercheurs doivent

250 Daucé, Françoise, et Kathy Rousselet. "La recherche sur la Russie en France après le 24 février 2022: Le temps des tâtonnements." *Critique internationale* 100 (2023): 165-176.

naviguer dans un environnement où la critique et l'analyse des réalités russes deviennent de plus en plus difficiles, posant ainsi des défis majeurs pour la recherche sur cet espace complexe. **La rupture des coopérations universitaires entre la France et la Russie présente des risques significatifs à long terme. Tout d'abord, elle pourrait entraîner un isolement académique des chercheurs russes, limitant leur accès à des idées critiques et restreignant la compréhension des dynamiques internes de la Russie. Ce manque d'échanges pourrait également appauvrir les connaissances sur le pays, favorisant des discours simplistes et des stéréotypes.**

De plus, les recherches sur la Russie pourraient perdre en impact et en pertinence sans la collaboration directe avec des chercheurs sur le terrain. Les chercheurs russes en exil pourraient rencontrer des difficultés à s'intégrer dans de nouveaux environnements académiques, limitant leur capacité à contribuer à la recherche internationale. Enfin, cette situation risque de renforcer la polarisation des opinions sur la Russie, rendant plus difficile la recherche de solutions constructives aux conflits en cours. En somme, il est crucial de maintenir des canaux de communication et de collaboration pour préserver la richesse des connaissances sur la Russie et favoriser un dialogue constructif.

Conséquences profondes de l'affaiblissement de la liberté intellectuelle en Russie

La fin de la recherche intellectuelle libre en Russie a des conséquences significatives qui touchent divers aspects de la vie académique et philosophique du pays²⁵¹. Tout d'abord, **l'autocensure et l'isolement sont devenus des réalités pour de nombreux chercheurs et philosophes. Dans un climat de peur, où exprimer des désaccords avec la version officielle des événements peut entraîner des sanctions sévères, y compris le licenciement ou l'emprisonnement, les intellectuels se voient contraints d'éviter de partager des idées critiques ou innovantes.** Cette culture d'autocensure nuit à la vitalité du débat intellectuel. De plus, la production intellectuelle risque de diminuer. Avec la répression de la pensée critique, le développement de nouvelles idées et concepts devient moins dynamique. Les chercheurs, se sentant contraints de se conformer à des idéologies dominantes, voient leur capacité d'innovation et la diversité de leurs perspectives philosophiques limitées.

Ensuite, la guerre et la répression ont conduit à une fragmentation de la communauté philosophique. Les philosophes se retrouvent face à un choix difficile : **rester en Russie et se conformer aux normes imposées ou émigrer et potentiellement perdre leur lien avec leur communauté d'origine. Cette division nuit à la continuité des échanges intellectuels et à la solidarité entre les chercheurs,**

²⁵¹ Faure, Juliette. "Yulia Sineokaya : « La guerre a mis fin à la recherche intellectuelle libre en Russie »." Politiste.

rendant plus difficile la collaboration et l'enrichissement mutuel.

Un autre impact majeur est la **perte de voix dans le dialogue international**. La communauté philosophique russe, déjà affaiblie, risque de perdre sa place dans les débats intellectuels mondiaux. Les voix critiques et les perspectives uniques qui pourraient enrichir ces discussions sont étouffées, réduisant ainsi la visibilité et l'impact de la pensée russe sur la scène mondiale.

Enfin, cette répression affecte également l'éducation et la transmission des connaissances. **Les étudiants et les jeunes chercheurs peuvent être privés d'un environnement d'apprentissage stimulant et ouvert, ce qui pourrait avoir des répercussions à long terme sur la formation des nouvelles générations de penseurs et de chercheurs en Russie.**

Ces conséquences soulignent l'importance cruciale de préserver un espace pour la pensée critique et la recherche libre, non seulement pour le bien-être de la communauté intellectuelle en Russie, mais aussi pour la richesse du débat philosophique à l'échelle mondiale. La perspective pour le développement intellectuel de la Russie semble complexe et nuancée²⁵². D'une part, il existe un potentiel pour un renouveau intellectuel, avec des débats actifs sur l'identité nationale, les relations internationales et le rôle de la Russie dans le monde. Les intellectuels, même ceux qui ne sont pas

²⁵² Marlène Laruelle. "Les intellectuels russes entre les deux Occidents." Le Grand Continent, mai 12, 2024.

alignés avec le régime, continuent d'explorer des idées et des concepts qui pourraient influencer l'avenir du pays. D'autre part, les tensions politiques et les restrictions sur la liberté d'expression peuvent entraver ce développement. Les débats sur des sujets sensibles, comme la guerre en Ukraine et les relations avec l'Occident, peuvent être limités par un climat de peur ou de répression. Ainsi, le développement intellectuel de la Russie pourrait dépendre de l'évolution de la situation politique et de la capacité des intellectuels à s'exprimer librement et à engager des discussions critiques sur l'avenir du pays. En somme, bien que des opportunités existent pour un développement intellectuel, les défis politiques et sociaux demeurent significatifs et pourraient influencer la direction de ces débats à l'avenir.

Conclusion

Ivan Tourgueniev, dans son roman « *Pères et fils* », décrivait l'histoire de la pensée russe comme des querelles entre générations. La guerre en Ukraine aura un impact profond et existentiel sur une future génération de citoyens russes. Qu'ils aient vécu l'expérience du front ou la fragmentation de la société civile, ils en seront durablement marqués. Le manque d'espace pour la réflexion et l'expression en Russie créera un vide générationnel.

L'affaiblissement des ONG en Russie, illustré par la dissolution de Mémorial qui incarnait historiquement un contre-pouvoir

aux régimes autoritaires, fragilise les droits humains dans le pays. L'exclusion du Conseil de l'Europe prive des millions de citoyens russes de la possibilité de recourir à une instance internationale pour se protéger ou se défendre contre les injustices de leur État.

Une société a besoin de liberté de pensée, d'étude et de questionnement, surtout en temps de guerre. La chasse aux intellectuels russes, leur exode et la crise du monde académique russe privent une génération entière de savoir et d'apprentissage. Ainsi, la situation des ONG et du monde de la recherche en Russie depuis 2022 témoigne d'une société civile traversée par une crise profonde qui impactera le pays, la région et le monde sur une période plus étendue que celle du conflit.

Entretien avec Jeanne Cavelier – Liberté de la presse et guerre informationnelle dans le contexte de la guerre en Ukraine

Réalisé par Iliona Asseline



Jeanne Cavelier est **journaliste de formation et a rejoint Reporters Sans Frontières (RSF) il y a 5 ans**. Jeanne Cavelier est **à la tête du bureau Europe de l'Est et Asie Centrale**. Dans ses activités, elle est **chargée de la veille qu-**

otidienne sur la zone, incluant douze anciens pays de l'URSS (sauf États Baltes).

Iliona Asseline (I.A) : Comment évaluez-vous la liberté de la presse aujourd'hui en Russie ? Comment expliquer la 162ème place de la Russie au classement de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières ?

Jeanne Cavelier (J.C) : Il s'agit du score le plus bas de la Russie depuis 20 ans. Il y a 10 ans, la Russie se plaçait 148ème dans ce classement, reflétant donc bien la gravité de la situation actuelle. Depuis 2022, la Russie est tombée dans la zone rouge de la carte de la liberté de la presse de RSF. Nous classons les pays sur la base de 5 indicateurs : l'environnement de travail

des journalistes, le contexte politique et légal, l'aspect économique, l'aspect socio-culturel et l'aspect sécuritaire. Dans le cas de la Russie, tous les indicateurs ont baissé et en premier lieu les indicateurs politiques et sécuritaires. En revanche, la Russie a gagné deux places dans notre classement par rapport à l'année précédente, mais cela s'explique par un effet mécanique : on constate un recul général de la liberté de la presse des pays autour de la Russie. Il n'est pas possible de faire des prospections sur l'évolution de la liberté de la presse en Russie, bien que je ne sois pas très optimiste, mais les experts des pays en question évaluent chaque année la situation à travers 130 questions pour chaque indicateur. Il y a également un monitoring constant des arrestations de journalistes dans chaque pays.

I.A : Les médias indépendants et les journalistes qui tentent de critiquer le gouvernement ou d'enquêter sur des sujets sensibles sont souvent confrontés à des pressions, des menaces, et parfois des arrestations. Ce contrôle a été intensifié avec des lois restrictives, telle que la loi du 4 mars 2022 sanctionnant la publication de ce qui serait considéré comme information mensongère sur l'armée russe, ainsi que par la fermeture de plusieurs organisations médiatiques. Le verrouillage médiatique de la Russie s'est également accru, limitant l'accès à des sources d'information internationales pour ses citoyens. Quels sont les risques encourus par les journalistes en Russie lorsqu'ils couvrent des sujets sensibles comme la corruption gouvernementale ou les violations des droits de l'homme ?

J.C.: On compte aujourd'hui au moins 37 journalistes emprisonnés en Russie et deux assignés à résidence. Ces chiffres illustrent tout particulièrement les risques encourus par les journalistes. Plus globalement, il y a une chape de plomb sur tout le pays. La situation est devenue très dangereuse pour les indépendants qui sont contraints de s'autocensurer, de se cacher ou même de fuir. On constate différents types de persécutions : cela va de l'arrestation aux poursuites juridiques. Il n'y a plus d'État de droit car les poursuites judiciaires se font sur des bases imprécises (qui ne sont pas clairement définies dans le droit européen) et contraires au droit international. Rappelons que la Russie s'est engagée sur plusieurs traités, tels que la Convention européenne des droits de l'homme ou le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En plus de cela, les journalistes subissent des pressions policières fortes avec parfois des visites à domicile en amont des manifestations et une forte censure avec des dizaines de lois. L'accès aux sources d'information en est donc restreint, avec le blocage de milliers de sites de médias indépendants et des sites qui sont fermés tels que *l'Echo de Moscou*, ou contraints de diminuer et délocaliser leur activité comme *Novaïa Gazeta*. Il existe aussi dorénavant le statut infamant « d'agent étranger » ou « d'organisation indésirable ». Cela concerne actuellement 16 médias, qui sont de fait interdits sous risque de 5 ans de prison pour collaboration.

J.A. : Avec l'interdiction des médias indépendants et privés, l'espace médiatique russe a fortement évolué, impactant alors le métier de journaliste. Comment ces mutations ont-

elles transformé la manière de travailler et d'interagir avec l'espace médiatique des journalistes ? Comment les nouvelles technologies et les plateformes de médias sociaux sont-elles utilisées par les journalistes russes pour contourner la censure et atteindre leur audience ?

J.C.: La quasi-totalité des médias indépendants ont dû fuir la Russie du fait de ces persécutions : on comptabilise 1500 à 1800 journalistes en exil fin 2023. Des rédactions entières ont quitté la Russie pour poursuivre leur travail. Il y a donc une fuite des cerveaux journalistiques énorme, qui a d'ailleurs commencé avant 2022, c'est le cas de *Meduza* lancé en Lettonie en 2014. Ce mouvement s'est nettement accéléré en 2022. Cela relève donc d'un défi logistique et financier pour les rédactions. En ce sens, RSF soutient fortement certains médias pour qu'ils puissent reprendre leur activité hors de la Russie, notamment en lançant le JX Fund pour le journalisme en exil, lancé quelques jours après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine afin d'aider certains médias à reprendre rapidement leur activité.

Les médias indépendants en exil arrivent à atteindre une audience à 6 à 9 % de la population adulte russe (étude menée avec le partenaire The Fix et le JX Fund). Les rédactions et journalistes en exil ont massivement investi Télégram et Youtube, qui ne sont pas bloqués. L'utilisation des VPN²⁵³ s'est également largement répandue en Russie pour accéder à des sites bloqués par l'État. Il existe

²⁵³ Réseau privé virtuel : type de réseau informatique qui permet la création de liens directs entre des réseaux distants tout en camouflant l'identité de l'utilisateur en ligne.

également beaucoup de sites miroirs : il s'agit de sites créés sur des hébergeurs, majoritairement ceux du GAFAM²⁵⁴, qui ne sont pas bloqués par l'État Russe car cela entraverait fortement l'économie du pays. RSF propose en ce sens la création de sites miroirs pour beaucoup de médias en exil, ce qui est encore une fois le cas pour le média *Meduza*.

En ce qui concerne les journalistes toujours à l'intérieur de la Russie, ils se soumettent à l'autocensure. Nous pouvons notamment parler du cas de *Novaïa Gazeta* qui s'est auto-censuré en tachant de ne plus utiliser le mot « guerre » pour traiter du conflit avec l'Ukraine. Cependant, cela n'a cependant pas fonctionné et le média a subi de nombreuses poursuites judiciaires. Ceux qui ne se soumettent pas à l'auto-censure travaillent dans l'anonymat et se tiennent prêts : c'est une situation difficile psychologiquement ! Ils se tiennent prêts en cas d'arrestation et se doivent donc d'avoir une formation en matière de sécurité, d'être en lien avec des avocats spécialisés dans la défense des médias, doivent être très prudents avec leurs sources, conserver des documents dans des endroits sécurisés et utiliser des messageries sécurisées. Une des stratégies communes est également de positionner son téléphone dans une boîte en aluminium pour ne pas être repéré. Ainsi, ils se doivent de prendre toutes les précautions en termes de sécurité qui sont nécessaires lorsque l'on travaille dans un tel régime autoritaire. On peut cependant toujours relever des journalistes qui ne sont pas préparés et essaient de jouer avec ce qui reste de liberté, sans être tout à fait indépendant.

²⁵⁴ GAFAM est l'acronyme des géants du web : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

I.A : *Pourriez-vous également retracer l'évolution historique des rapports entre médias et pouvoir en Russie depuis le début des années 90 ? Ces rapports ont-ils changé depuis l'assassinat de Anna Politkovskaïa en 2006 ?*

I.C : Dès 1991, des lois très positives concernant les médias sont mises en place. Elles reprennent des modèles d'indépendance inspirés du monde occidental et on observe donc une vague d'espoir au sein de la société. Dans le même temps, c'est une décennie marquée par les intérêts des nouveaux hommes d'affaires russes, les oligarques, qui voient un moyen d'investir dans un secteur profitable et dans le même temps dans leur image. Les nouveaux médias sont alors détenus par une poignée d'oligarques, tel que Vladimir Goussinski le propriétaire de NTV qui a lancé son empire médiatique en contractant un prêt avec Gazprom. En ce qui concerne les branches régionales, elles passent sous le contrôle des gouverneurs, qui eux se distancent de Moscou.

Dans les années 2000, on observe la mise en place d'une verticale informationnelle dans le contexte de la deuxième guerre de Tchétchénie, avec des vagues d'enlèvements et d'assassinats de journalistes, dont le cas d'Anna Politkovskaïa en 2006 qui va devenir emblématique de cette période. En effet, la consolidation du régime passe par la prise de contrôle du média, c'est un secteur stratégique au même type que le secteur pétrolier. Dans cette lignée, il y a une véritable chasse aux oligarques voulant être trop indépendants et voulant faire de la politique. Par exemple, en 2000 Gazprom décide de réclamer le remboursement prématuré de

l'oligarque Goussinski qui doit fuir le pays. Par la suite, les chaînes régionales perdent leur autonomie et deviennent des chaînes de télévision fédérales, tandis que les chaînes privées subissent des pressions économiques. La mainmise sur les médias devient alors évidente et à la fin des années 2000 la grande majorité des chaînes nationales appartiennent soit à l'État, soit à une entreprise d'État (tel que Gazprom), soit à des sociétés contrôlées par des proches de Vladimir Poutine, comme c'était le cas avec Iouri Kovaltchouk²⁵⁵. Il faut également noter que la télévision est le premier média d'information utilisé par les Russes, ce qui explique ce contrôle fort de la ligne éditoriale. Ce contrôle passe notamment par des réunions hebdomadaires au Kremlin réunissant les exécutifs des médias télévisés pour discuter de la couverture des événements.

En 2011 et 2012 on observe un nouveau tournant avec les manifestations à la veille de la réélection de Poutine. On passe donc de la répression pure des médias à un Internet souverain. Ces manifestations n'avaient jamais été vu aussi massivement dans la capitale et ont suscité la peur d'un tournant autoritaire en Russie. De ce fait, les médias ont été fortement instrumentalisés pour discréditer les manifestants. On observe également la pratique du documentaire Kompromat²⁵⁶ et le retrait des ondes de TV Rain qui était une nouvelle chaîne dont l'audience avait explosé en 2012 avec la

²⁵⁵ Oligarque russe devenu propriétaire à 25% de la principale chaîne de télévision nationale de Russie *Pervy Kanal* en 2011.

²⁵⁶ Le Kompromat est une technique des services secrets russes consistant à récupérer des informations humiliantes afin d'obliger une personne à coopérer.

couverture en live des manifestations. **C'est également à partir de 2012 que l'on voit de plus en plus de lois contraignantes, notamment celle sur les agents étrangers et celle sur l'Internet souverain.**

2014 marque un nouveau tournant avec l'annexion de la Crimée et donc le passage vers une utilisation propagandiste des médias. On entre alors dans une guerre d'information idéologique soutenue : début des « usines à troll », des attaques contre les médias indépendants et cooptation de grandes entreprises internet de type Yandex, se font plus fréquents. Le raidissement devient plus fort avec une autocensure de la part des pro-Kremlin. On note notamment le cas d'Alexandre Mamut qui licencie la rédactrice en chef de *Lenta.ru*, un site web d'information, ce qui conduit à la démission de la quasi-totalité de la rédaction. En définitive, la ligne directrice se fait de plus en plus agressive.

Toujours dans la même continuité, la situation ne fait qu'empirer à partir de 2022. Le temps d'antenne pour les propagandistes devient accru avec des propos qui incitent au crime de guerre et crime contre l'humanité. Les agences de presse d'État et autres médias proches de l'État russes subissent davantage de restrictions. On observe également une colonisation informationnelle de la Crimée depuis 2014, mais aussi sur le territoire du Donbass, avec une chasse aux journalistes locaux qui sont soit chassés soit amenés à fuir ou se cacher. Ce phénomène est répliqué en 2022. En plus de cela, il y a la création de nouveaux médias de propagande locale.

RSF a d'ailleurs publié le *rapport Malkevich* portant sur la propagande russe dans les territoires occupés.

LA : Les médias d'État, tel que *Russia Today*, constituent un média d'influence majeur au service de l'État. En parallèle, le média *Echo de Moscou* a dû cesser son activité puis se relocaliser à l'étranger par peur des conséquences. L'écosystème médiatique russe semble alors réduit et manque de diversité. Quelles sont les nouvelles stratégies des médias indépendants pour poursuivre leur mission à l'étranger et comment se financent-ils hors de la Russie ? Comment les médias d'État façonnent-ils la perception du public cible vis-à-vis des médias indépendants ?

LC : L'écosystème médiatique indépendant se reconstruit en exil dans différents pays, avec des difficultés. Les correspondants restés sur place prennent davantage de risques et se doivent d'être extrêmement prudents dans leur travail. Les médias en exil sont dorénavant davantage sur Telegram ou Youtube avec des formats vidéos et fournissent du journalisme d'investigation par de l'analyse de données, grâce à des sources internes à la Russie. Depuis 2022 on observe de la part de ces médias une tendance à un intérêt croissant sur les sujets liés à la décolonisation et au dysfonctionnement de l'État. Enfin, le premier obstacle pour les médias en exil reste financier, avec une forte hausse des coûts en exil, que ce soit pour rémunérer les collaborateurs ou pour le coût de la vie. De plus, ils n'ont plus d'accès à la publicité et à leur audience locale russe habituelle qui amenait des financements en termes

d'abonnement ou de donation. Du côté de l'audience russe, il est devenu risqué de suivre ces médias ou d'y faire des dons. Les médias en exil sont alors financés par des organisations telles que RSF ou par des dons de citoyens hors de Russie, toute possibilité de financement venant de Russie ayant été coupé.

De leur côté, les médias d'État ne parlent pas beaucoup des médias indépendants. Le peu de fois où ils sont évoqués, cela se fait sous le nom de « *traître* » ou de média « *à la solde des puissances étrangères* ». *Méduza*, désigné à la fois comme agent de l'étranger et média indésirable, était un des médias les plus lu en Russie et était donc beaucoup cité. Cependant, dès sa qualification de média indésirable par l'État, toute référence à *Méduza* a été effacé des archives, par peur de représailles. On ne peut donc plus trouver de mention de *Méduza* sur Yandex.

« Les médias indépendants en exil arrivent à atteindre une audience à 6 à 9 % de la population adulte russe (étude menée avec le partenaire The Fix et le JX Fund). Les rédactions et journalistes en exil ont massivement investi Télégram et Youtube, qui ne sont pas bloqués. L'utilisation des VPN s'est également largement répandue en Russie pour accéder à des sites bloqués par l'État. Il existe également beaucoup de sites miroirs : il s'agit de sites créés sur des hébergeurs, majoritairement ceux du GAFAM, qui ne sont pas bloqués par l'État Russe car cela entraverait fortement l'économie du pays ».

I.A : Pensez-vous que nous puissions parler d'isolement médiatique de la Russie ? Par isolement médiatique, on entend la promotion d'un récit politique propre à la Russie, l'accès limité aux sources d'information au sein de la Fédération russe, et l'absence d'échange des médias russes avec des médias non-russes.

I.C : Tout à fait ! Du moins, on voit la tentative de la Russie de créer les conditions d'un isolement médiatique et pour ce faire le Kremlin s'inspire du modèle chinois. A la veille de la pseudo-réélection de Poutine récemment, les blocages internet se sont intensifiés avec de nouvelles lois sur les ru.net ainsi qu'une tentative de contrôle des VPN. En plus de cela, le Roskomnadzor²⁵⁷ a annoncé faire des tests de censure via des outils d'intelligence artificielle, ce qui est inquiétant. On assiste donc à un jeu du chat et de la souris entre les fournisseurs et utilisateurs de VPN, et les autres technologies de contournement tels que les sites miroirs. Ceux-ci sont bloqués puis recréés : on essaie donc de part et d'autre d'utiliser les nouvelles technologies pour censurer mais aussi contourner.

I.A : Du fait de la censure gouvernementale et des difficultés d'accès et de traitement de l'information dans les médias, la population et les journalistes russes se retrouvent quelque peu isolés du monde extérieur car contraints de suivre un certain narratif. Comment pensez-vous que la censure et le contrôle gouvernemental des médias peuvent affecter la société russe ? Le rapport entre les médias et la population en a-t-il été changé ? Comment

²⁵⁷ Service fédéral russe de supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse.

est reçu ce narratif unique au sein de la société ? Est-ce que la société russe ne renoue pas en ce moment avec un mode de fonctionnement soviétique : on acquiesce mais on en pense pas moins, et même on en rit quand on est dans l'entre soi familial ou amical ? Y-a-t-il une sorte de fatalisme au sein de la société russe ?

I.C : Une partie de la population est toujours réduite au discours du Kremlin : seulement 6 à 9 % s'informe toujours avec les médias russes en exil considérés comme des sources d'information fiables. Tous les discours de propagande infusent dans la société russe depuis 2014, il y a une vraie stratégie dans ce sens du pouvoir en place. La population est confortée dans l'idée selon laquelle la guerre serait une guerre juste œuvrant à dénazifier l'Ukraine qui serait gouvernée par des marionnettes de l'OTAN. Pour la Russie, il s'agit d'une guerre préventive avec des mises en scène occidentales montrant de fausses tueries. Avec cette tendance à l'œuvre depuis 2014, la propagande russe a préparé les esprits à une invasion en 2022 : c'est une propagande qui tue et ce n'est pas nouveau. En ce sens, on peut faire un parallèle avec l'URSS, mais dans une certaine mesure seulement. Nous avons dorénavant des moyens pour contourner la censure, mais seulement les Russes assez curieux et avec les ressources techniques peuvent le faire. Il reste cependant compliqué de répondre à la notion de fatalisme sans sondage d'opinion fiable, ce qui est maintenant impossible à réaliser en Russie.

« Les médias en exil sont dorénavant davantage sur Telegram ou Youtube avec des formats vidéos et fournissent du journalisme d'investigation par de l'analyse de données, grâce à des sources internes à la Russie. Depuis 2022 on observe de la part de ces médias une tendance à un intérêt croissant sur les sujets liés à la décolonisation et au dysfonctionnement de l'État ».

LA : Les correspondants étrangers russes se retrouvent face à des questionnements difficiles, leur mission devenant plus complexe. Le cas du correspondant américain Evan Gershkovich, arrêté en mars 2023 à Moscou pour « espionnage », révèle cette tension constante pouvant amener à l'autocensure. Dans ce cadre, est-il possible de produire de l'information fiable en tant que correspondant étranger ? Quelles sont les principales contraintes auxquelles les correspondants étrangers font face en Russie ?

LC : Au tout début de l'invasion russe à grande échelle, une loi punissant de 15 ans de prison la diffusion qualifiée « d'information mensongère » ou qui discrédite les forces armées russes, a été mise en place et s'applique également aux correspondants étrangers sur place, au même titre que les autres journalistes russes. Il en est de même pour les autres lois instaurées par la suite. **De plus en plus, les correspondants étrangers sont contraints de partir, l'accréditation étant dorénavant à renouveler tous les trois mois et difficile à obtenir.** Le cas d'Evan Gershkovich,

premier journaliste arrêté à tort pour espionnage depuis 1986, a été révélateur de la situation sur place et a fait l'effet d'un frisson au sein de la communauté des journalistes étrangers qui auparavant se sentaient protégés par leurs accréditations. Beaucoup d'entre eux se sont montrés prudents sur l'utilisation de certains mots et ont réussi à faire des publications plus libres au début de la guerre, mais cette arrestation a eu un effet d'autocensure et véhiculé un sentiment encore plus aigu de fragilité de la position de correspondant étranger, notamment autour de sujets tabous tel que celui de la défense. Par ailleurs, il devient encore plus difficile d'accéder aux sources avec une atmosphère de paranoïa au sein de la société. Avec l'arrestation d'Evan Gershkovich, un verrou a sauté et est perçu comme une prise d'otage institutionnelle, ce qui se voit davantage avec les dernières affirmations de Poutine : Evan va servir de monnaie d'échange avec les États-Unis.

De plus, le travail de journalisme est abordé très différemment en Russie. Leur vision est celle d'un journaliste qui doit représenter avant tout le pays dont il est issu, même s'il ne travaille pas pour un média d'État de ce pays. En conséquence, les correspondants étrangers sont pris pour cible et sont préparés à une expulsion potentielle car ils savent qu'ils sont suivis, et sont donc davantage prudents. Ils constituent malgré tout une source interne importante pour faire connaître à leur audience ce qui se passe réellement en Russie. Ils restent essentiels ! S'ils arrivent à résister aux tentatives de manipulations et de pression, il faut se montrer créatif. Ils ne publient parfois pas en leur nom ou sont amenés à donner des

éléments à d'autres collègues dans leur pays d'origine, pour plus d'anonymat.

I.A : Vladimir Soloviev est une des principales figures de proue des médias d'État russe, notamment par le biais de son émission « Soirée avec Soloviev », tout en faisant partie du régime poutinien. Comment la présence médiatique de figures pro-gouvernementales au sein des médias d'État influencent-elles la perception des événements nationaux et internationaux ? Sur le long terme, quels impacts pourrait avoir la stratégie médiatique des figures pro-gouvernementales sur la société russe en termes de confiance envers les institutions, de polarisation sociale et de perception ?

I.C : L'objectif de la propagande et de toutes ces opérations de manipulation de l'information est de créer un consensus autour du chef d'État russe et d'avoir une opinion monolithique pour mieux influencer les esprits. Et cela fonctionne ! Depuis deux décennies, cette influence a été progressive et l'est encore plus depuis 2014, surtout avec Internet. Au mieux, cette propagande pourrait créer de la confusion dans les esprits russes. Il peut y avoir plusieurs postures face à cette stratégie médiatique russe : soit l'on devient un relais de la propagande, soit la confusion amène à un rejet total de la politique et un désintérêt. C'est d'ailleurs toute l'idée des propagandistes tels que Soloviev, qui fait de l'information spectacle : ce n'est pas parce que la population regarde qu'elle croit totalement Soloviev. Encore une fois, cela reste difficile à évaluer.

I.A : Comment les ONG et les organisations de défense des droits de l'homme travaillent-elles pour soutenir les journalistes en Russie ? Quelles sont les principales difficultés rencontrées par ces organisations ?

I.C : Avec d'un côté les sanctions occidentales et de l'autre le harcèlement des ONG par les autorités russes, ce n'est plus possible pour les ONG d'avoir des entités légales en Russie pour soutenir sur place les journalistes. De l'extérieur, c'est également impossible d'envoyer de l'argent légalement en Russie avec le régime de sanction, il faut donc le faire par des moyens contournés via des acteurs à l'étranger et sur place. Mais cela constitue aussi un risque pour les bénéficiaires de ces fonds sur place : risques de poursuites et au mieux d'être qualifiés « d'agents de l'étranger ». Il était déjà difficile pour les ONG de travailler en Russie avant 2022, mais c'est dorénavant impossible d'être sur le terrain.

I.A : Quelles formes d'assistance ou de pression diplomatique sont utilisées pour améliorer la situation des médias indépendants ?

I.C : Le plaidoyer est fortement utilisé auprès des potentiels pays d'accueil des journalistes, pour améliorer leur accueil et pour leur obtenir des visas. Œuvrer à leur protection fait partie du quotidien des ONG telles que RSF. Des actions de plaidoyer auprès des institutions internationales contre les actions russes anti médiatique, mais également du contentieux font partie des luttes quotidiennes. **RSF a d'ailleurs déposé huit plaintes contre la Russie pour crimes de guerre auprès du procureur général d'Ukraine, de la Cour Pénale**

Internationale mais également deux plaintes auprès de la justice française pour le cas de journalistes français morts en Ukraine. Ces plaintes visent directement les journalistes et les médias. Ce sont des actions sur du long terme pour lutter contre l'impunité en Russie et dans le monde pour les journalistes et leur travail.

Pour l'assistance, cela s'axe sur les journalistes en exil ou qui souhaitent s'exiler, via l'obtention de visas ou de bourses de relocalisation. La priorité reste de lutter contre la propagande : **avec le Comité Diderot, RSF a notamment réussi à obtenir l'arrêt de la diffusion des chaînes de propagande russe (3 chaînes) par Eutelsat, un opérateur français, via des actions en justice.** Pro-activement, les sites miroirs sont également une assistance essentielle. Cela a également été fait pour RSF, le site ayant été bloqué récemment par les autorités russes. **Une des initiatives les plus récentes est le lancement du bouquet satellitaire Svoboda au mois de mars 2024, qui permet de diffuser via Eutelsat de l'information sur des chaînes russophones (russes ou étrangères).** Ce satellite permet de couvrir une grande partie de la Russie européenne, toute l'Europe et le Moyen Orient. C'est une aide concrète aux médias russes indépendants.

LA : Que disent les journalistes russes en exil sur les raisons de leur départ et les conditions de travail pour leurs collègues restés en Russie ? Quels sont les risques auxquels ils sont confrontés même à l'étranger ?

LC : Les journalistes en exil parlent très peu de leurs collègues restés sur place, notamment pour des raisons de sécurité et d'anonymat de leurs sources. Mais leur exil constitue le seul moyen de continuer à écrire ! A l'étranger, il existe toujours des risques sécuritaires auprès des pays d'accueil. Bien qu'en exil, les journalistes sont menacés et continuent de subir des poursuites judiciaires en Russie. Ces poursuites s'orientent vers la confiscation de leurs biens, et les journalistes exilés dans le Caucase ou en Asie Centrale pourraient être menacés d'une expulsion en Russie. Dans l'Union européenne, ils sont soumis à de la surveillance et cela peut aller jusqu'à l'empoisonnement. C'est le cas d'Elena Kostiouchenko, une journaliste russe (anciennement à *Novaïa Gazeta*) en exil le temps de la rédaction d'un livre et empoisonnée en Allemagne par un commando tchéchène. Dans ce cadre, RSF a publié un guide de sécurité digitale en russe, s'adressant aux journalistes en exil, puisqu'ils sont toujours confrontés à des risques importants malgré leur exil.

LA : Comment la liberté de la presse en Russie depuis le début de la guerre se compare-t-elle à celles d'autres régimes autoritaires, et quelles leçons peut-on en tirer pour comprendre les stratégies de contrôle médiatique dans un contexte de guerre ?

LC : En termes d'Internet, il y a clairement un glissement vers la Chine même si le contexte est différent. Il n'est en effet pas possible de mettre en place le même système sophistiqué qu'en Chine actuellement car cette volonté est arrivée post-internet, mais on identifie clairement cette envie d'aller vers le

modèle chinois, le régime autoritaire le plus puissant au monde. Les lois russes anti liberté de la presse infusent dans les pays voisins, surtout en Asie Centrale. **Dans le Caucase, on voit clairement l'influence en Géorgie avec la loi sur les agents de l'étranger, mais aussi dans les Balkans avec la Serbie qui est très perméable à la propagande russe, et même dans l'Union européenne avec la Hongrie.** La Russie sert donc de modèle dans cette zone d'influence. On voit évidemment que la propagande alimente la guerre qui elle-même alimente la propagande : c'est un cercle vicieux. Les journalistes et médias indépendants sont les premières cibles dans ce contexte de guerre. En Russie même ou sur les territoires contrôlés en Ukraine, c'est la chasse aux journalistes : c'est la première chose que les forces russes cherchent à neutraliser. Cela prouve d'ailleurs que les médias libres, fiables et indépendants sont essentiels à la survie de la démocratie, ce qui explique qu'ils soient la première cible des attaques, du Kremlin ici en l'occurrence.

Entretien avec Carole Grimaud : Désinformation et guerre d'information dans le contexte du conflit russo-ukrainien

Iliona Asseline



Les travaux de recherche de Carole Grimaud, à l'Université d'Aix-Marseille (Institut Méditerranéen des Sciences de l'Information et de la Communication), portent sur la perception et l'interprétation des informations liées à la Russie, depuis

2022 et le début de la guerre en Ukraine, auprès de groupes de population divers. Ses projets actuels interrogent le processus cognitif du traitement de l'information chez les personnes et donc le processus de la formation des opinions, conséquence de la réception du message des médias.

Iliona Asseline (I.A) : Dans quel contexte peut-on parler de désinformation, et quels sont les critères permettant de distinguer la désinformation de l'information biaisée ou de la simple divergence de perspectives ?

Carole Grimaud (C.G) : La désinformation, sous tendue par l'intention de manipuler ou de tromper volontairement diffère

d'une information biaisée, dont l'influence potentielle ne dépend que des opinions ou des préjugés du diffuseur, sans intention délibérée de tromper. **Différents critères permettent de définir plus précisément l'intention d'une manipulation, par exemple, la présence de faits avérés faux ou déformés, de sources non crédibles, la décontextualisation et l'omission d'informations clés, ou encore le ton alarmiste ou sensationnaliste employé destiné à susciter une réaction émotionnelle chez le percepteur.** Enfin, le caractère organisationnel est aussi un critère pour définir une intention délibérée, prouvant ainsi l'existence d'une « campagne de désinformation ». **L'information biaisée ne comporte pas ces éléments intentionnels et organisés de la manipulation : il s'agira plutôt du soutien d'un point de vue particulier, par le choix éditorial et la sélectivité dans la présentation des faits, les euphémismes employés, etc...** La divergence de perspectives est, elle, ouverte aux débats et aux différentes interprétations, en s'appuyant sur un langage neutre et rationnel, fondé sur des sources fiables tout en respectant généralement le contexte.

LA: Comment les stratégies et les fondements de la désinformation en Russie et en Occident diffèrent-ils ? Peut-on affirmer que la désinformation / manipulation d'information est pratiquée de manière équivalente des deux côtés ?

C.G: Appréhender le concept de la désinformation, ses fondements et ses stratégies, nécessite la connaissance de ce que constitue la perception de l'information par les systèmes.

Pour la Russie, et auparavant l'Union Soviétique ou l'Empire russe, l'information est, par essence, source de danger et doit donc être contrôlée. Il y a donc là, une divergence philosophique et historique fondamentale. Le contrôle de l'information, ainsi perçu comme relevant de la sécurité nationale, s'est accompagné de stratégies visant à appuyer la politique étrangère de l'Union soviétique, en regroupant l'ensemble des moyens officiels et clandestins visant à influencer les événements ou les décisions dans les pays étrangers. De nombreux analystes voient aujourd'hui le retour de ces « mesures actives » dans les stratégies de désinformation du gouvernement russe et particulièrement des services de renseignement, dont l'outil digital amplifie la portée et l'impact. Du côté occidental, l'information, n'est pas en soi une source de danger, les médias y exercent une liberté inscrite dans les fondements même des démocraties tout en restant soumis aux contraintes économiques. **En revanche, le rôle des médias dans nos sociétés, qui est celui de contribuer à la construction d'une réalité sociale, un cadre de référence dans une situation d'incertitude, telle que nous la connaissons aujourd'hui dans le contexte de la guerre en Ukraine, implique la mobilisation de représentations sociales faisant l'objet d'un consensus au sein de la communauté. Ces « noyaux centraux » consensuels ont pour effet le renforcement des valeurs et des croyances, augmentant la résilience informationnelle au sein de la population, mais peuvent aussi être perçus comme relevant d'une information biaisée en créant un univers idéologique menant à la formation d'une opinion dominante.** Il peut exister une résistance à ce consensus, et ce

fut l'un des axes de mes premières recherches, notamment parmi une partie de la population étudiante en France. La manifestation de cette résistance aux médias se manifeste, entre autres, dans le choix des sources d'information, en privilégiant les comptes privés sur les réseaux sociaux, en adoptant une stratégie d'évitement de l'information.

LA: Quels ont été les principaux axes de la propagande et les narratifs dominants utilisés par la Russie pour influencer l'opinion publique dès les premières phases du conflit ?

C.G: L'Histoire a principalement été au centre de la propagande russe dès les premières phases du conflit. Si la mobilisation des concepts et des idéologies, vus de Russie, liés à la Deuxième Guerre mondiale a connu un certain écho (et soutien) parmi la population russe, elle s'est rapidement avérée être un échec dans la volonté d'influencer l'opinion publique occidentale. Les médias occidentaux ont, en effet, rapidement repris les narratifs de l'Histoire dans leur travail collectif d'interprétation du conflit russo-ukrainien, en mobilisant les représentations sociales, la mémoire collective ou l'imaginaire social lié à l'événement considéré le plus important de l'Histoire pour les Français. Ce travail d'interprétation par les médias occidentaux a ainsi contribué à intégrer l'Ukraine dans une identité européenne, bien que membre de l'Union soviétique puis du Pacte de Varsovie après la guerre. **Aujourd'hui, les narratifs dominants liés à l'Histoire, utilisés par la Russie, et visant à décrédibiliser le gouvernement ukrainien, ne le sont plus qu'à**

destination interne et marginalement en politique étrangère. L'accusation de génocide que l'Ukraine aurait perpétré sur la population russophone du Donbass depuis 2014 a également été utilisé pour justifier l'invasion des troupes russes.

LA: Dans quelle mesure l'Occident est-il capable d'établir un récit fidèle à la réalité sans être physiquement sur le terrain du conflit russo-ukrainien, particulièrement dans les régions sécessionnistes du Donbass ?

C.G: La guerre dans le Donbass a commencé en 2014, après l'annexion de la Crimée, et pour de nombreux Ukrainiens, a marqué le début de la guerre avec la Russie. Les médias ont couvert les événements, à peu près jusqu'aux accords de Minsk I et II, en 2014 et 2015, puis la guerre du Donbass a été l'oubliée des médias occidentaux, jusqu'au mois de mars 2022. Il n'y eut de ce fait que très peu de récit durant cette période, révélant une méconnaissance de la situation sur le terrain et des enjeux par les audiences occidentales. Aujourd'hui, les médias occidentaux, les ONG et les organisations humanitaires occupent une présence importante sur le sol ukrainien, parfois dans des conditions extrêmement dangereuses. **Il est vrai que les informations relayées proviennent essentiellement de la partie ukrainienne, au risque parfois de reprendre des informations erronées, telles que la chute d'un missile sur le territoire polonais, attribué à la Russie par l'Ukraine et reprise, un peu trop précipitamment, par certains médias occidentaux.** Enfin, le récit peut présenter une réalité controversée, tel que le rapport fait par Amnesty International

au mois d'août 2022 dans lequel l'ONG accusait l'Ukraine de mettre en danger ses propres civils. Face à cette accusation, le gouvernement ukrainien insinua que l'organisation reprenait la propagande de Moscou. La directrice du bureau de Kiev démissionna et l'on ne parla plus du rapport.

A travers ces exemples, on peut observer que l'élaboration d'un consensus à travers la communication, face à une réalité incertaine, est essentielle pour que notre jugement soit considéré comme valable sur cette réalité, mais que dans certains cas, le climat d'opinion institué peut présenter certaines idées comme légitimes tandis que d'autres sont discréditées, la « spirale du silence » (Noëlle-Neumann, 1989) en étant le modèle théorique.

« Aujourd'hui, les narratifs dominants liés à l'Histoire, utilisés par la Russie, et visant à discrédibiliser le gouvernement ukrainien, ne le sont plus qu'à destination interne et marginalement en politique étrangère ».

I.A : Pourriez-vous nous parler des différentes stratégies de communication mises en place par l'Ukraine et la Russie dans le contexte de la guerre informationnelle ?

C.G : Il convient de distinguer les stratégies de communication officielles, institutionnelles des campagnes de désinformation menées par les services de renseignement ou les

“entrepreneurs de l'influence” agissant sur les réseaux sociaux notamment. **La communication institutionnelle de la Russie, portée par la voix du président ou les membres du gouvernement, est destinée à rassurer les pays partenaires alliés de la Russie, à justifier la guerre en Ukraine, auprès de la population russe ou à l'échelle internationale, en jouant sur différents registres sémantiques : la victimisation, la menace, la « justice historique », la confrontation avec l'Occident, etc... donnant la ligne directrice reprise ensuite par les médias d'État et les relais d'influence, tels que les ultra patriotes ou « voenkori » sur les plateformes digitales.** Les nombreuses campagnes de désinformation attribuées à la Russie (Doppelganger, Matriochka, Portal Kombat, Overload...) visent à discrédibiliser les autorités européennes et donc à les affaiblir aux yeux de l'opinion publique en semant la confusion et le doute, mais aussi à discrédibiliser les médias occidentaux afin de parvenir à un état d'incertitude tel que la recherche de la vérité ne représente plus un objectif en soi. **L'incertitude menant à la dissonance cognitive (Festinger, 1957), il devient alors plus aisé de modifier les « noyaux centraux », que j'ai évoqué au début de cet entretien, afin d'y substituer d'autres représentations du monde. Nous ne parlons plus alors de guerre informationnelle mais de guerre cognitive, puisque la pensée devient un terrain d'affrontement. En effet, l'objet de l'influence diffère dans les deux cas : la guerre de l'information va porter sur ce que nous pensons, la guerre cognitive, sur la manière dont nous pensons. L'impact de cette dernière s'inscrit dans la durée, et parfois des années, avant que la modification des**

« noyaux centraux » ne s'opère. Tout cela n'est pas nouveau, la guerre psychologique de la guerre froide a montré de nombreux cas d'école, mais en 2024, l'outil digital augmenté de l'intelligence artificielle, en augmente la portée et vraisemblablement l'efficacité sans que nous ne sachons encore mesurer les effets, à l'instant T mais également dans le temps.

A.I. Depuis le début du conflit, la Russie a interdit des plateformes digitales telles qu'Instagram ou plus largement Meta. Le réseau Telegram est alors de plus en plus utilisé et est devenu le terrain privilégié de la propagande patriotique russe : mais alors de quoi est fait le paysage informationnel digital en Russie ? Comment mesurer son impact sur la population ?

C.G. Si le réseau Telegram est devenu le terrain privilégié de la propagande patriotique russe, il est aussi utilisé par de très nombreux comptes d'activistes des droits humains, dénonçant la guerre et les crimes commis sur le sol ukrainien, le sort des prisonniers envoyés sur le champ de bataille ou le traitement infligé à ceux qui refusent de partir. Les médias russes exilés continuent aussi leur travail auprès du public russe, sur leurs sites ou sur diverses plateformes digitales. **Toutes ces informations sont disponibles pour les Russes, bien que le contrôle de l'organe d'Etat Roskomnadzor se soit renforcé depuis 2022, en téléchargeant un logiciel VPN pour contourner les blocages. Les décisions prises par les autorités d'interdire les principales plateformes américaines pour rediriger les abonnés vers les**

plateformes russes telles que Ru-Tube n'ont pas connu les résultats escomptés. On peut l'interpréter comme la résistance d'une partie de la population russe qui continue de s'informer via les réseaux sociaux en passant par les logiciels VPN pour y lire des informations autres que celles dictées par le Kremlin, ce qui concerne principalement les plus jeunes. **On peut également interpréter la fébrilité du gouvernement russe concernant cette jeunesse, dans la « reprise en main » de l'éducation patriotique, voire militaire, dans les écoles, les lycées et les universités afin de contrer cette « influence extérieure » occidentale.**

« La communication institutionnelle de la Russie, portée par la voix du président ou les membres du gouvernement, est destinée à rassurer les pays partenaires alliés de la Russie, à justifier la guerre en Ukraine, auprès de la population russe ou à l'échelle internationale, en jouant sur différents registres sémantiques : la victimisation, la menace, la « justice historique », la confrontation avec l'Occident, etc... donnant la ligne directrice reprise ensuite par les médias d'État et les relais d'influence, tels que les ultra patriotes ou « voenkori » sur les plateformes digitales ».

A.I: Quel est l'impact des blogueurs ultranationalistes russes, les « voenkori », sur le discours public en Russie, et comment leur statut prétendument indépendant leur permet-il de critiquer les forces armées russes tout en restant influents dans le paysage médiatique ?

C.G : Les « voenkori » ont particulièrement pesé sur le discours public en Russie lorsque Evgeni Prigojine en a représenté la tête de file, employant un ton que l'on n'avait encore jamais vu, contre le ministère de la Défense, les forces de sécurité et la stratégie militaire russe en général. La mort de ce dernier a sifflé la fin de la récréation, si j'ose dire. **Aujourd'hui, ils ne jouent plus le même rôle de « lanceurs d'alerte » mais projettent encore auprès d'une certaine frange de la population, et des plus jeunes, une image de « héros » patriotique fantasmée et renforcée par la militarisation dans l'éducation.** Le pouvoir russe a longtemps tâtonné pour gagner le soutien de la jeunesse russe dans la sphère informationnelle, et les « voenkori », se sont présentés comme une solution « naturelle » prompte à émettre un message ultra-patriotique qui ne vient pas d'en haut (et donc plus crédible pour de nombreux russes) avec une « indépendance » relative, pouvant inspirer la confiance chez les abonnés. Nous avons vu que cette liberté d'expression était elle aussi toute relative.

« L'incertitude menant à la dissonance cognitive (Festinger, 1957), il devient alors plus aisé de modifier les « noyaux centraux », que j'ai évoqué au début de cet entretien, afin d'y substituer d'autres représentations du monde. Nous ne parlons plus alors de guerre informationnelle mais de guerre cognitive, puisque la pensée devient un terrain d'affrontement. En effet, l'objet de l'influence diffère dans les deux cas : la guerre de l'information va porter sur ce que nous pensons, la guerre cognitive, sur la manière dont nous pensons ».

A.I: Ces stratégies de désinformation pour manipuler l'opinion sur les réseaux sociaux ne sont pas seulement présentes dans les pays occidentaux. Quelles sont les principales cibles et terrain d'affrontement informationnel pour la Russie ?

C.G : La menace informationnelle comprise par le pouvoir russe, et ce depuis les années 2000, faut-il le rappeler, se situe à deux niveaux : l'une est interne et l'autre externe. Il s'agit donc de lutter contre toute désinformation produite par les citoyens ou les entités russes, et par désinformation, il est entendu tout discrédit des forces armées, appels à manifester ou propos considérés comme menaçants la sécurité nationale. De lourdes amendes et des sanctions pénales ont fait l'objet d'amendements à la loi sur l'information et la protection de l'information dès le mois de mars 2022, le Roskomnadzor

veillant à supprimer tout contenu « déviant ». **A partir de 2008, de nombreux scientifiques russes ont expliqué la désintégration de l'Union soviétique par la défaite soviétique face à la guerre psychologique menée par le bloc occidental. Ces idées se sont répandues dans l'appareil d'État et ont fait de la protection de l'information ou de l'utilisation de l'information/désinformation à des fins de politique extérieure, un enjeu de sécurité nationale.** Ainsi, la compréhension russe des processus mondiaux portait non seulement sur ce qu'il se passait dans la réalité mais aussi sur ce que les populations pensaient sur ce qu'il se passait. Informer/désinformer, aux frontières très floues, sont rapidement devenu une « nécessité », du point de vue russe, ainsi qu'une arme pour influencer sur les événements mondiaux.

La perception de la menace externe s'est, elle, cristallisée sur les plateformes digitales étrangères, soupçonnées de manipuler la conscience publique russe par des appels à la discorde, des idées diverses considérées comme relevant de la provocation. Ces plateformes ont donc été en grande partie bannies par le pouvoir russe. **Mais il reste les attaques cyber sur les institutions, les banques, les sociétés russes qui ont explosé depuis le début de la guerre. Nous l'avons vu durant les élections présidentielles en Russie également. Des opérations sont menées par la partie ukrainienne afin que les Russes prennent conscience de l'existence d'une insécurité dans leur pays, détricotant ainsi le discours officiel du Kremlin, en hackant, par exemple, les chaînes**

de radio russes pour y lancer des messages d'alerte à la bombe.

I.A.: Le groupe Wagner a joué un rôle important dans le conflit d'influence et d'affrontement informationnel, notamment avec le scandale du charnier de Gossi au Mali en avril 2022, où un faux compte Twitter a accusé la France d'avoir enterré des cadavres en quittant leur base militaire. La mort d'Evguéni Prigogine, le patron de Wagner, et la dégradation des relations entre Wagner et le gouvernement de Poutine peuvent-ils influencer la propagande déployée par Moscou concernant la guerre en Ukraine ?

C.G.: Evguéni Prigogine avait construit tout un système économique dont la holding média « Patriot », abritant le réseau de propagande digitale de Saint-Petersbourg, représentait une partie importante. Son « business model » a depuis, fait des émules et nombreux sont ceux qui reproduisent ou tentent de reproduire ce modèle. **Depuis la mort de son patron, Wagner, rebaptisé African Corps, a été intégré au sein du ministère de la Défense, et les actifs détenus par Prigogine redistribués. La propagande de Moscou continuera de se déployer, sans celui qui en a incarné les effets les plus saillants, car Prigogine n'en aura été qu'un exécutant, celui qui aura rompu avec la tradition de discrétion et d'opacité propre au système russe.**

I.A.: Quelle est l'influence de la désinformation russe sur les opinions publiques internationales et comment

parvient-elle à semer le doute même en dehors du territoire russe ?

C.G.: Il est très difficile de mesurer l'influence de la désinformation sur les opinions publiques, mais pour autant, l'on voit que pour de nombreux pays africains francophones, l'influence médiatique russe et en particulier celle que le groupe Wagner a mené par l'intermédiaire de sa holding média, a contribué aux changements politiques qui se sont opérés par la suite. Néanmoins, c'est le contexte de coopération économique, politique ou militaire au plus haut niveau de ces Etats avec le groupe Wagner et la Russie, qui a certainement contribué à favoriser ces changements dans l'opinion publique à l'égard de la France en particulier.

En revanche, avant le 24 février 2022, l'influence de la désinformation russe sur les opinions publiques ukrainiennes s'est, elle, révélée être un échec. Après de longues années de tentatives politiques, parmi lesquelles des campagnes de désinformation menées dans les médias, les cybers attaques contre les institutions, les médias, les campagnes de dénigrement destinées à discréditer la classe politique ukrainienne, l'Ukraine ne sera pas retournée dans le giron de l'influence russe.

En ce qui concerne la France, devenue l'une des cibles particulières de la désinformation russe aujourd'hui, l'on peut dire que le climat politique actuel, l'incertitude dans le cadre des élections législatives anticipées constituent un terrain « favorable » à la vulnérabilité face à la désinformation. Les attaques augmentent d'une façon très

importante et il est crucial, en ces temps, de ne pas faire le nid du doute, à des fins politiciennes. Par « nid du doute », j'entends tout propos pouvant susciter davantage de confusion ou d'inquiétude chez les électeurs.

« A partir de 2008, de nombreux scientifiques russes ont expliqué la désintégration de l'Union soviétique par la défaite soviétique face à la guerre psychologique menée par le bloc occidental. Ces idées se sont répandues dans l'appareil d'État et ont fait de la protection de l'information ou de l'utilisation de l'information/désinformation à des fins de politique extérieure, un enjeu de sécurité nationale ».

I.A.: Dans le contexte des élections européennes, l'Union Européenne s'est efforcée de lutter contre les tentatives de désinformations russes. Quel était le narratif russe et les méthodes employées ? Y- a-t-il eu un impact sur l'électorat européen ?

C.G.: La désinformation en période électorale n'est pas un fait nouveau, nous pouvons compter de nombreux exemples en la matière, en revanche, les outils utilisés, l'IA et les deepfakes, ont décuplé les capacités de diffusion et en conséquence l'impact auprès des populations. Comme les résultats de mes premières recherches le montrent, 1/15ème des personnes interrogées peuvent changer leurs représentations du monde

en réponse à la perception d'une fausse information. **Je maintiens donc que l'objectif d'une campagne de désinformation n'est pas de faire croire à une fausse information, mais de créer une zone de doute qui peut évoluer vers un changement dans les représentations, sur le moyen et le long terme, d'une part, et d'autre part, en élargissant la diffusion au plus grand nombre, peut augmenter les « chances de succès » pour atteindre ce changement.**

On voit bien que l'IA rend tout cela possible et relègue à la préhistoire, les opérations d'ingérences sur les réseaux sociaux durant la campagne électorale présidentielle américaine de 2016. Les élections européennes tout comme les Jeux Olympiques de Paris sont les cibles privilégiées de ces tentatives. Avant les élections européennes, l'Observatoire Européen des Médias Numériques a mis en lumière, suite à la révélation du président tchèque, l'opération d'influence pro-russe opérée par le site web Voice of Europe, lequel aurait payé des parlementaires européens pour promouvoir la propagande du Kremlin. Le site a été fermé dès le mois de mars 2024. Il n'en reste pas moins que la révélation de l'affaire avec ses répercussions au sein des classes politiques de nombreux pays membres et notamment celles des mouvances d'extrême droite, aura certainement prolongé les « objectifs » de décrédibilisation des institutions européennes auprès des opinions publiques, avec la corruption mise au grand jour de certains de ses membres. **La stratégie est alors, tout comme durant les présidentielles américaines de 2016, de jouer des rivalités politiques internes dont l'issue, *in fine*,**

contribue à saper les valeurs démocratiques et la confiance dans les institutions des opinions publiques européennes. Dans la guerre psycho-informationnelle, le réseau de désinformation « Portal Kombat », comptant près de 224 sites à travers le monde, a fait l'objet d'une enquête de VIGINUM depuis 2023. Les sujets controversés abordés peuvent contribuer à diviser le débat public et renforcer un narratif pro-Kremlin.

Il est impossible aujourd'hui de mesurer scientifiquement et précisément l'impact de ces narratifs sur l'électorat, mais comme je le disais précédemment, plus large est la diffusion, plus important sera l'impact en terme de nombre de personnes susceptibles d'être influencées par ces narratifs. **La situation d'incertitude augmentant la vulnérabilité aux influences, les querelles politiques, l'instrumentalisation et les révélations de corruption contribuent à exacerber cette incertitude, que l'IA utilisée à des fins trompeuses pour manipuler les opinions, va amplifier sur les réseaux sociaux, telle une caisse de résonance. Ajoutons à cela notre dépendance aux informations en ligne, lesquelles nous font surestimer nos capacités méta-cognitives (savoir que l'on sait), nos biais de confirmation décuplés par les algorithmes et vous avez là un terrain cognitif particulièrement complexe.**

De plus, lorsqu'une personne se trouve dans une situation de mise en danger de ses représentations pour en changer avec d'autres, résultat possible, sous certaines conditions, de la perception d'une fausse information, ce phénomène tendra à

se répéter lorsque la personne sera amenée à percevoir le même type de fausse information, produisant ainsi les mêmes effets, se renforçant au fur et à mesure. Un phénomène d'automatisation du traitement de l'information se mettra alors en place. **Notre cerveau est ainsi fait, qu'il choisit toujours le processus de traitement de l'information qui lui coûtera le moins en termes d'énergie.** Ainsi, une désinformation ou une fausse information, bien que débusquée et révélée, continuera de produire ses effets et de les renforcer, chez les personnes dont elle aura suscité le doute, voire dont les représentations auront changé. Mon travail consiste à comprendre ces processus de perception et d'interprétation des informations liées à la Russie, afin de pouvoir appréhender les effets de la désinformation.

I.A: La guerre en Ukraine a mis en lumière l'importance cruciale de la vérification des faits et de la lutte contre la désinformation pour maintenir une opinion publique informée et critique. Quels rôles jouent les organisations de vérification des faits et les initiatives contre la désinformation dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne ? Quelles stratégies sont adoptées en Europe ?

C.G: Vérifier les faits, débusquer les fausses informations ou les campagnes de désinformation est en effet essentiel pour préserver un espace informationnel sain tout en formant la population à la vigilance. C'est une première étape cruciale. En France, les organisations d'État telles que VIGINUM, créée en 2021, dont le but est la protection contre les ingérences

étrangères, ou PHAROS, créé en 2009, la plateforme de signalement de contenu illicite sur Internet, répond aux stratégies de lutte contre la désinformation. Pour autant, nous avons peu de données en ce qui concerne la prise de mesure de l'efficacité réelle de ces stratégies sur la cognition des personnes, tout comme nous sommes dans l'inconnu pour ce qui est de mesurer les effets de l'influence d'une désinformation. Ces derniers peuvent aussi être amplifiés à des fins politiques, instrumentalisés et utilisés contre les adversaires.

I.A: Comment l'information « brute » diffusée en temps réel façonne-t-elle les perceptions du public sur les événements, et quelles sont les implications de cette pratique pour la vérification des faits et la propagation de la désinformation ?

C.G: Selon les résultats de mes premières recherches, auprès d'une partie de la population étudiante en France, l'information « brute », par son pouvoir cinétique, vient compenser un désir d'action, que les jeunes ne trouvent pas dans les médias traditionnels. A la manière des jeux vidéo, où la perception de l'information passe par le mouvement et procure un sentiment de « réel » chez le joueur, l'information « brute » sur les événements liés à la guerre en Ukraine est jugée plus « vraie », dénuée de commentaires journalistiques considérés par eux comme subjectifs et souvent biaisés. Bien que s'informant aussi dans la presse et les médias, c'est paradoxalement une sorte de résistance aux médias, qui s'est mise en place dans le contexte

de la guerre en Ukraine. La majorité des étudiants interrogés pour ma recherche se déclarant incapable de discerner le vrai du faux, se sont donc tournés vers des comptes privés, parfois même depuis les zones de combat, pour y chercher une information qu'ils jugent plus proche de la réalité, loin des plateaux TV. Le pendant de tout cela est qu'il est aussi parfois difficile de distinguer une bonne information « brute » d'une mauvaise, modifiée et donc fausse. Les réseaux sociaux ne sont pas tous équipés d'outils à la vérification ou n'ont pas la volonté de le faire, plaçant alors les internautes dans une position vulnérable. Toutefois, les jeunes interrogés font preuve d'une grande prudence et d'une grande habileté à vérifier les faits par eux-mêmes. On voit là les résultats de l'éducation aux médias mise en place il y a une dizaine d'années en France, qui a développé leur esprit critique. Ils trouvent donc dans l'information « brute » une autre façon d'accéder à l'information, qu'ils vérifient par un retour aux médias traditionnels lorsqu'ils le jugent nécessaire.

« L'objectif d'une campagne de désinformation n'est pas de faire croire à une fausse information, mais de créer une zone de doute qui peut évoluer vers un changement dans les représentations, sur le moyen et le long terme, d'une part, et d'autre part, en élargissant la diffusion au plus grand nombre, peut augmenter les « chances de succès » pour atteindre ce changement ».

I.A : Peut-on parler de prise d'otage de l'opinion publique, autant pour la Russie que pour l'Occident ?

C.G : Je considère une prise d'otage de l'opinion publique, telle qu'elle n'est plus libre de penser ou de s'exprimer, dans un environnement idéologique fixé et dans une situation de propagande informationnelle, dictée par le haut et verrouillée. Il est évident que l'infosphère en Russie est verrouillée, bien avant le début de la guerre et « cadennassée » après. Avant cela, l'opinion publique russe a été « travaillée » de façon à créer un environnement « mûr » pour lancer cette guerre. Pour autant que je sache, il n'y a pas de médias occidentaux qui se seraient exilés en raison d'un environnement idéologique leur interdisant toute critique. Les internautes occidentaux ont accès à toute la presse internationale, aux idées et aux courants politiques multiples. **Il n'y a pas de prise d'otage de l'opinion publique occidentale. On peut parler, en revanche, d'un consensus, ce qui est différent. Il y a un consensus, lequel, par définition, domine dans les médias occidentaux. Adhérer, rejeter ou s'accommoder de ce consensus est le choix de chacun, mais il devient alors moins facile, une fois le consensus formé, d'exprimer une opinion différente allant à contre-courant de ce qu'est devenu la norme.**

I.A : Concernant spécifiquement la France, partagez-vous le constat de la présence d'un consensus au sein de l'opinion publique concernant la guerre en Ukraine, alors que ce consensus n'est pas présent pour d'autres conflits, comme pour Israël-Palestine ?

Comme je l'ai évoqué précédemment, il existe un consensus au sein de l'opinion publique occidentale, élaboré par les médias dans le travail collectif d'interprétation du phénomène du retour de la guerre sur le sol européen. **Ce consensus, quelques mois après le début de la guerre, s'est formé, entre autres, par la mobilisation des représentations sociales de l'histoire, par l'imaginaire social et la mémoire collective européenne, intégrant de ce fait l'Ukraine, en tout cas symboliquement, dans la famille européenne. Il n'y a pas eu ce consensus formé pour le conflit Israël**



et des autres se sont rapidement heurtées entre elles. Le processus d'ancrage des représentations dans les médias, phénomène de pensée par lequel l'interprétation de phénomènes nouveaux s'opère en l'enracinant dans des modes de pensées existants (Moscovici, 1961) n'a pu se faire, comme pour l'Ukraine, car il s'agissait de former des conceptions majoritaires et partagées par le plus grand nombre. Or, nous l'avons vu, la guerre Israël Hamas n'a fait que révéler de profondes divisions au sein de la société, faute de représentations partagées, de mémoire collective ou d'imaginaire social commun.

Entretien avec David Teurtrie : Résilience économique russe et discours sur l'isolement dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne

Iliona Asseline

David Teurtrie est maître de conférences en science politique à l'Institut catholique d'études supérieures (ICES) de Vendée. Il est l'auteur de *Russie, le retour de la puissance*. Son livre aborde la question de la puissance de la Russie : comment l'évaluer sous cet angle, les points forts et les faiblesses de cette puissance. **Il mène également des recherches sur les questions de résilience économique, mais plus largement sur les relations et interactions de la Russie avec son « étranger proche ».**

Iliona Asseline (I.A) : Dans un contexte de sanctions internationales omniprésentes envers la Russie, autant au niveau économique que diplomatique, comment qualifieriez-vous la résilience de la Russie ? Que révèle le conflit ukrainien sur cette résilience ?

David Teurtrie (D.T) : La résilience russe est due à plusieurs facteurs, il n'y a pas d'explication mono-causale. **En tant que**

puissance qui s'appuie sur un large territoire de très vastes ressources, sans doute le plus riche au monde de ce point de vue, sa diversité de ressources (appelée profondeur stratégique par les militaires) a souvent joué en sa faveur dans son histoire. C'est un aspect qui a sans doute été sous-estimé : les analystes sont souvent influencés par les idées de libre échange, de taille, de PIB, etc. qui sont liées à une économie plus financiarisée et commerciale. Ce ne sont effectivement pas les domaines dans lesquels la Russie est la plus forte. Cependant, dans un conflit de haute intensité les capacités industrielles jouent davantage. La Russie a montré qu'elle avait su garder des capacités industrielles très importantes : a priori, elle produit actuellement plus d'obus que l'ensemble de l'Occident réuni. Cet aspect était d'autant moins prévu par les élites occidentales qu'elles avaient la représentation d'une Russie qui produit du pétrole et qui a la bombe atomique, pour raccourcir. On se rend compte que c'est bien plus compliqué que ce genre d'analyse rapide.

Le deuxième facteur est que les sanctions à l'encontre de la Russie n'ont pas débuté en 2022, mais en 2014. Du côté européen, ces sanctions sont restées relativement faibles avant 2022, alors que pour les États-Unis elles n'ont cessé de s'accumuler dès 2014. **La pression des sanctions a donc augmenté progressivement, permettant aux autorités russes de travailler pendant huit ans sur la résilience de l'économie russe, en prenant des mesures, notamment ce qu'elles appellent la substitution des importations :** tenter de produire en Russie les technologies et éléments pouvant

être impactés par les sanctions et qui ne pouvaient plus être importés. Dans cette politique de résilience, un autre aspect a été très efficace, notamment au début de la vague de sanction : il s'agit du domaine financier. C'est dans ce domaine que les sanctions ont été les plus radicales au début. On se souvient notamment des expressions, telles que celle de Bruno Le Maire, annonçant l'effondrement de l'économie russe, ce qui était lié à cette croyance que le système financier russe ne résisterait pas aux sanctions financières occidentales. Cependant, dans ce domaine **la Russie a mené une politique très efficace de création d'outils permettant au système financier russe de continuer à fonctionner alors même qu'il est presque déconnecté du système occidental.** C'était quelque chose de très inattendu, qu'un pays avec une aussi grosse économie puisse continuer à fonctionner dans des conditions aussi radicales de sanctions.

I.A: On parle habituellement de résilience comme la capacité à surmonter un choc traumatique. Quels sont ces chocs traumatiques que la Russie aurait à surmonter ? Est-ce que les sanctions occidentales constituent réellement un choc de cet ordre pour la Russie ?

D.T: Le choc a été réel ! Au début du conflit, le rouble a perdu de sa valeur en quelques semaines et a été divisé de moitié, ce qui est considérable. Il y a également eu une poussée inflationniste et un effondrement des échanges avec l'Occident sur l'année 2022. Ainsi, ce ne sont pas des sanctions sans effets. **Cependant, les Occidentaux pensaient que la récession serait grande et durerait sur plusieurs années.**

La récession a bien eu lieu en 2022 mais à seulement 2%, ce qui représente moins que les récessions ayant eu lieu pendant le COVID, par exemple, et depuis cela la Russie connaît une croissance économique supérieure à celle des Occidentaux. Il y a donc eu un choc certain au début, mais du fait des mesures prises et des capacités de rebond de l'économie russe, notamment liées aux capacités industrielles, et tout ceci associées à une politique de gestion de crises efficace des autorités russes, a permis à l'économie russe de faire preuve de résilience.

I.A: Vous venez de rééditer « Russie, le retour de la puissance » (Dunod, 2024) : comment définiriez-vous cette puissance ? Quels sont les moyens mis en œuvre pour ce retour de puissance ?

D.T: Ce n'est pas seulement de la résilience, il y a aussi un investissement dans l'outil militaire. Cet investissement est paradoxalement plutôt récent et s'est fait sous le « règne » de Vladimir Poutine, avec 24 ans de pouvoir au sommet. Dans les dix premières années de sa présence, l'armée russe n'était pas prioritaire pour Poutine, contrairement à ce qu'on pourrait penser. L'investissement dans l'outil militaire a débuté au début des années 2010. Au vu des résultats du conflit avec la Géorgie en 2008, où la Russie a gagné, l'ensemble des analystes militaires, qu'ils soient russes ou occidentaux, ont estimé que la Russie avait exprimé beaucoup de faiblesse dans ce conflit. Le Kremlin a alors reformé et investit des moyens assez importants dans l'armée russe, ce qui se traduit davantage par une forme de

modernisation plutôt qu'une militarisation de l'outil militaire qui était très largement resté soviétique. Dorénavant, il y a un surinvestissement du fait de l'effort de guerre russe lié à la guerre actuelle avec l'Ukraine.

Un autre aspect de cette puissance peut être souligné. La diplomatie russe est très active. Elle n'est évidemment pas parvenue à établir un dialogue avec l'Occident, mais se trouve être très efficace avec les pays émergents, et cela même depuis le conflit en Ukraine. On s'aperçoit que la Russie n'est pas isolée, malgré les projections que nous faisons au début du conflit.

I.A: Les revenus pétroliers russe ont récemment retrouvé leurs gains d'avant-guerre, mettant alors à mal les projections européennes d'effondrement économique russe. La Russie possède également 20% des stocks mondiaux en ressources naturelles et minerais stratégiques sur son territoire : peut-on alors attribuer cette robustesse économique à sa richesse de sol ?

C'est évidemment un facteur important puisqu'il a été un des enjeux du bras de fer Russie-Occident. Les Occidentaux ont tenté de couper les revenus pétroliers de la Russie afin de freiner les moyens de financer la guerre en Ukraine. Cependant, à chaque mesure les Russes trouvaient la parade en quelques mois, et cela même alors que les mesures étaient de plus en plus restrictives. **La réorientation massive des exportations de pétrole russe vers les grands pays émergents ainsi que la mise en place d'une flotte de tanker transportant le pétrole russe pour contourner le plafond**

pétrolier des Occidentaux, constituent autant de mesures permettant à la Russie de retrouver ses revenus pétroliers d'avant-guerre. C'est également permis grâce aux grands pays émergents qui n'ont pas suivi les Occidentaux dans leur politique de sanctions.

Il y a également des échos qui disent que l'administration Biden serait défavorable aux frappes ukrainiennes contre les raffineries russes, par crainte que cela provoque un choc sur les prix du pétrole en période électorale, ce qui serait un problème pour les États-Unis. Ils font également des exceptions dans les sanctions financières pour permettre des transactions dans le domaine pétrolier : le pragmatisme américain se laisse donc le droit de ne pas les appliquer, si ça les arrange. Cela est assez différent des Européens qui semblent être moins pragmatiques vis-à-vis de cet outil. Deuxièmement, cela renvoie au fait que dans le domaine énergétique, la Russie est tellement importante qu'en réalité même les Américains ne sont pas favorables à couper totalement les exportations russes. Ce qu'ils cherchent avant tout est de baisser les revenus de la Russie, mais pas d'empêcher le pétrole russe d'arriver sur le marché international.

LA : La croissance économique de la Russie a progressé de 4,9% fin 2023 et de 5,4% au premier semestre de 2024. En parallèle, l'indice boursier des actions russes cotées en roubles a gagné 42% depuis 2022. Dans cette perspective, les sanctions économiques semblent avoir un effet illusoire. Pensez-vous que cette nouvelle dynamique

économique pourrait durer sur le long terme, dans un contexte de guerre d'usure ?

D.T : Il y a un débat chez les économistes à ce sujet. **Ce qui est certain est qu'une grande partie des analystes occidentaux pensaient à une récession durable, ce qui constitue une erreur d'analyse. Désormais le débat ne se porte donc plus là-dessus, mais sur la durabilité de la croissance russe et la part des dépenses militaires dans cette croissance.** Il y a d'un côté ceux qui affirment que cette croissance serait artificielle car basée largement sur la production militaire, ce qui ne bénéficie pas à l'ensemble de l'économie et à la population. Ce serait donc une croissance qui compte le nombre d'obus, compté comme une production industrielle qui ne crée pas de biens durables pour la population. D'un autre côté, certains affirment que même si cela induit une croissance pour d'autres secteurs économiques, lorsque la guerre s'arrêtera ou si le conflit devient trop long, ce modèle de croissance ne pourra pas durer éternellement et il faudra trouver un relai de croissance pour la Russie.

Lorsque l'on analyse d'autres aspects de la croissance actuelle russe, on s'aperçoit qu'il y a une forte consommation de la part des Russes. Les revenus réels des Russes sont donc en augmentation pour la deuxième année consécutive, alors même qu'ils avaient tendance à stagner voire baisser les années précédentes. Il y a donc une forme d'enrichissement et de redistribution plus importante qu'auparavant.

Concernant les nouvelles fortunes en Russie, elles ne sont ni liées au secteur pétrolier ni à celui de l'armement. Elles se retrouvent dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la distribution, de la nouvelle économie avec des équivalents d'Amazon russe : on a donc de nouveaux secteurs qui n'ont rien à voir avec l'outil militaire mais qui sont dynamiques. La situation reste donc complexe, et là encore, on ne peut pas avoir d'explication mono-causale.

I.A. : En définitive, les sanctions ont-elles été efficaces ?

D.T. : Ces sanctions ont été, à court terme, inefficaces. Il faut rappeler que l'objet initial de ces sanctions était de mettre fin au conflit. Ces sanctions ne constituaient évidemment pas le seul outil, puisqu'elles ont été couplées à une aide importante à l'Ukraine. Cependant, les Occidentaux pensaient que cette aide massive ajoutée aux sanctions permettrait d'obtenir la « défaite » de la Russie, ce qui était d'ailleurs annoncé pendant toute l'année 2022. Ce terme de « *défaite* » est de moins en moins utilisé. Les analystes faisant état des rapports de force actuels admettent qu'il sera difficile d'obtenir les résultats que nous avons escomptés au départ. De ce point de vue-là, c'est donc un échec.

D'un autre côté, il peut y avoir des conséquences négatives pour l'économie russe à moyen et long terme, selon certains analystes. A cet égard, il est intéressant de regarder ce que dit la partie russe. Quand Vladimir Poutine a présenté son soi-

disant plan de paix, il a évoqué dans les demandes russes du volet économique, l'annulation des sanctions occidentales. Il serait donc plus favorable à l'annulation de ces sanctions. Manifestement, la Russie souhaiterait sortir de cette période de sanctions.

« Ce qui est certain est qu'une grande partie des analystes occidentaux pensaient à une récession durable, ce qui constitue une erreur d'analyse. Désormais le débat ne se porte donc plus là-dessus, mais sur la durabilité de la croissance russe et la part des dépenses militaires dans cette croissance »

I.A. : Dans le but de renforcer la demande de roubles, le président Vladimir Poutine a ordonné à Gazprom d'exiger que les clients internationaux paient le gaz russe en monnaie nationale, passant ainsi à un contrôle des changes total, contre 80 % auparavant. Cette mesure de la Russie, peut-elle être interprétée comme un indicateur d'un isolement économique croissant, nécessitant l'imposition de l'utilisation de sa propre monnaie dans le commerce international ? Que révèle cet acte en termes de résilience économique et de stratégie pour contourner les sanctions internationales ?

D.T. : Cette mesure fait partie du paquet de premières mesures russes qui datent du printemps 2022. A priori, cette mesure a

permis en partie de maintenir certaines banques russes dans le réseau SWIFT. En imposant le rouble aux Européens, la Russie a imposé une banque qui sert au paiement de ses importations de gaz (la Gazprom Banque). Pour que les Européens puissent continuer à importer du gaz, ils doivent utiliser cette banque pour leurs échanges. La Gazprom banque reste d'ailleurs une des rares banques russes toujours présentes dans le réseau interbancaire SWIFT. Il a évidemment d'autres aspects, mais les questions d'utilisation des monnaies restent assez techniques. De manière politique et symbolique, cela a constitué une sorte de contre mesure pour montrer que la Russie peut faire quelque chose face aux Européens en obligeant à payer en rouble. C'est également très important de rester dans le réseau SWIFT pour la Russie, et cela malgré le fait qu'ils aient développé un équivalent russe de SWIFT permettant aux banques russes d'opérer à travers un système national. Le système SWIFT reste cependant essentiel pour ce qui est des échanges à l'international.

Sur la question de l'isolement économique, tout est une question de point de vue. Du point de vue occidental, la Russie est isolée si l'on admet que l'Occident reste au centre de l'économie internationale. Si on admet que le centre de l'économie mondiale est de plus en plus basé en Asie, il s'avère que la Russie n'est pas autant isolée que ce qu'on voudrait penser en Occident.

LA: Au début du conflit russo-ukrainien, le secrétaire d'État chargé des affaires européennes, Clément Beaune, a déclaré : « La Russie, c'est le PIB de l'Espagne ».

Cependant, l'Espagne se situe à la 15ème place, et la Russie à la 8ème, d'après les données de la Banque mondiale de 2022. Qu'est ce qui explique ce décalage de représentation de la résilience / puissance économique russe ?

D.T: Il y a des représentations négatives de la Russie, liées à la nature du régime et à la perception d'une agressivité, parmi les élites occidentales. Dans le même temps, il y a une grande méconnaissance à analyser, car il n'y a pas vraiment d'étude sur la méconnaissance du sujet parmi les élites occidentales. Cela s'explique par plusieurs facteurs : les élites actuelles, notamment françaises et surtout les jeunes, ont bénéficié d'Erasmus et sont en général allées aux États-Unis à un moment dans leur parcours, donc très rares sont ceux qui ont eu la curiosité d'aller voir ce qui se passe à Moscou, par exemple. En conséquence, **il y a une représentation de la Russie marquée par le passé soviétique, avec l'image d'un pays arriéré qui ne serait pas parvenu à se moderniser.** Curieusement, ce biais est rarement appliqué à l'Asie. On admet généralement qu'il y a des régimes autoritaires, mais qu'ils ont une certaine efficacité économique. Pour la Russie, cette grille de lecture ne s'applique pas. Notre rapport avec la Russie est très complexe. C'est un pays qui nous paraît proche car sur le continent européen, et dans le même temps est très éloigné de nous pour des raisons historiques, de mentalité, de politique etc. Cette relation de proximité et d'éloignement fait donc que ce pays est mal connu des élites occidentales.

On peut aussi admettre que les instruments de mesures économiques sont ce qu'ils sont, ils ne sont pas parfaits. Il existe par exemple deux façons d'exprimer le PIB : le PIB nominal (conversion du PIB vers le dollar) et le PIB en parité de pouvoir d'achat (en fonction du coût de la vie dans les pays). Ce dernier corrige, généralement en faveur des pays émergents, le PIB nominal. Cela crée parfois de grosses différences. **L'exemple le plus simple et connu est celui de la Chine qui est derrière les États-Unis en PIB nominal, mais en 1ère place à l'échelle mondiale pour le PIB en parité de pouvoir d'achat. Pour la Russie, il en est de même : elle est plus loin en termes de PIB nominal que de PIB en parité de pouvoir d'achat.** Cela montre bien qu'évaluer la puissance économique d'un pays n'est pas si simple et que même les outils les plus utilisés, tel que le PIB, peuvent nécessiter la considération de différents aspects en fonction des approches. De plus, pour le PIB actuel, la part des services est très représentée et l'on considère qu'elle représente une part très importante du PIB dans les pays avancés. De ce point de vue-là, la Russie reste moins développée que l'Occident. Là encore, on en revient à des aspects plus en lien avec la capacité à faire la guerre, qui recentre les questions économiques sur l'outil industriel, là où l'Occident s'est désindustrialisé massivement depuis plusieurs décennies. **L'Occident s'avère donc plus fort sur l'aspect financier, mais lorsqu'il s'agit de produire dans des usines les capacités sont plus limitées, au contraire de la Russie.**

LA: Dans l'ensemble, les sanctions économiques internationales n'ont pas eu les effets convoités. Est-ce

révélateur d'une mauvaise évaluation occidentale de la résilience russe, ou bien du poids trop fort des représentations négatives véhiculées par le narratif occidental ?

D.T: Il y a plusieurs explications. Tout d'abord, il y a eu une surévaluation de l'efficacité des sanctions, qui est d'ailleurs étonnante car la Russie n'est pas le premier pays à être sanctionné. **On a des pays qui sont sanctionnés depuis des années, tel que Cuba, et le régime sur place reste inchangé. On pense qu'à bien des égards les sanctions ont tendance à renforcer les régimes en place, et non pas à les libéraliser. L'exemple de l'Apartheid sud-africain reste à peu près le seul contre-exemple. Que ce soit l'Iran, la Corée du Nord, ou le Venezuela, les sanctions n'ont fait que durcir les régimes en place.** Les objectifs politiques sont donc à questionner, les élites politiques ne peuvent qu'en avoir conscience. Si bien que cette croyance dans les sanctions est étonnante. Sur le plan économique, on voit bien que l'Iran souffre des sanctions, ce qui montre donc un certain intérêt à ces sanctions.

Pour la Russie, il a donc une sous-estimation de sa capacité de résilience, de son outil industriel et de ses ressources, mais il y a aussi une surestimation de la puissance de l'Occident qui a cru être resté au centre du monde et qu'en ce sens il pouvait imposer au reste du monde ses sanctions. Au contraire, on a vu que cela a eu tendance à indisposer beaucoup de pays émergents, alors même qu'au début du conflit certains ont voulu condamner la Russie au

sein de l'ONU, ou se sont abstenus, montrant leur malaise face à l'invasion russe. Cependant, **quand l'Occident a décidé seul d'imposer sa lecture du conflit, une sorte de résistance et de volonté de ne pas accepter ces sanctions occidentales s'est développée chez les pays émergents.** L'échec des sanctions est donc au final largement dû à cela : si la Russie n'avait pas pu bénéficier d'une neutralité des pays émergents, elle n'aurait pas pu résister autant face aux sanctions occidentales.

« Il y a une représentation de la Russie marquée par le passé soviétique, avec l'image d'un pays arriéré qui ne serait pas parvenu à se moderniser. Curieusement, ce biais est rarement appliqué à l'Asie. On admet généralement qu'il y a des régimes autoritaires, mais qu'ils ont une certaine efficacité économique. Pour la Russie, cette grille de lecture ne s'applique pas. Notre rapport avec la Russie est très complexe ».

L.A. Comment percevez-vous le narratif occidental qui décrit la Russie comme étant de plus en plus isolée sur la scène internationale ?

D.T. J'ai l'impression que ça n'est plus le narratif occidental, ce narratif daterait plutôt de l'année 2022 voire 2023. Du moins, c'est un narratif de moins en moins convaincant. **Il ne paraît**

plus d'actualité en 2024. Ce qui a d'ailleurs été assez peu analysé en Occident, pouvant illustrer le total échec de ce narratif, est le Sommet pour la Paix en Suisse, organisé par l'Ukraine et les Occidentaux. L'objectif était en réalité d'acter de l'isolement de la Russie, car il n'y a d'ailleurs pas eu de plan de paix. En ce sens, l'idée était d'inviter le plus grand nombre de puissances en dehors des Occidentaux, tels que la Chine et l'Inde, pour signer une déclaration commune vis-à-vis d'une Russie qui serait restée seule en face. Cependant, de nombreux pays émergents ont refusé de s'associer à ce sommet, dont la Chine, et ceux qui ont participé ont souvent envoyé des délégations assez peu représentatives, et ont refusé de signer le communiqué final. Quand on lit ce communiqué, il est pratiquement acceptable pour la Russie, car il porte majoritairement sur la sécurité nucléaire et alimentaire et ne demande pas le retrait des troupes russes. Il semblait donc « acceptable » pour tous, mais a été signé seulement par les Occidentaux et leurs alliés. Ce sommet a donc plutôt illustré l'isolement occidental sur le dossier ukrainien.

« On a des pays qui sont sanctionnés depuis des années, tel que Cuba, et le régime sur place reste inchangé. On pense qu'à bien des égards les sanctions ont tendance à renforcer les régimes en place, et non pas à les libéraliser. L'exemple de l'Apartheid sud-africain reste à peu près le seul contre-exemple. Que ce soit l'Iran, la Corée du Nord, ou le Venezuela, les sanctions n'ont fait que durcir les régimes en place ».

I.A : Comment expliquez-vous ce décalage de narratif concernant l'isolement de la Russie ?

D.T : L'Occident profite très largement de la structure du système international, tel qu'il existe depuis 1945 ; Il y a donc une forme de continuité de la domination : **il y a une domination occidentale, qu'on le veuille ou non. Cette domination s'est exprimée parfois dans des aspects tels que la décolonisation au XIXème et XXème siècle, et qui s'est perpétuée malgré la décolonisation au travers des inégalités en termes de revenus, de concentration des richesses, etc. Les instruments d'influence, telles que les grandes structures financières internationales (FMI, Banque Mondiale...), sont contrôlées par les Occidentaux.** La monnaie d'échange est le dollar, ce dont les États-Unis se servent pour punir ceux qui ne respectent pas les normes occidentales. Il y a donc un ressentiment, sans doute beaucoup plus important que ne le perçoivent les élites occidentales, ce qui joue fortement dans ce conflit.

Il y a aussi sans doute l'idée, chez les pays émergents, de ne pas se couper de la Russie par peur de retrouver un monde qui serait dominé par les seuls Occidentaux : ils ne veulent donc pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. S'ils restent neutres, ils gardent la possibilité d'avoir plus de liberté d'actions dans les relations internationales.

I.A : La Russie semble renoncer à son intégration centrale en Europe et davantage se diriger vers une politique étrangère axée sur l'Eurasie. Cette évolution pourrait-elle amener au déplacement du centre de gravité de la

géopolitique mondiale vers l'Asie ? Comment l'Occident pourrait en être impacté ?

D.T : On peut d'ores et déjà estimer que la guerre en Ukraine a tendance à accélérer un glissement de la géopolitique mondiale vers l'Asie, ce qui était déjà largement en œuvre avant le conflit. Lorsque l'on regarde les grands conflits internationaux du XXème siècle, on voit que cela a plutôt tendance à accélérer des mouvements déjà en place. Par exemple, la montée en puissance des États-Unis, bien qu'ayant lieu indépendamment des guerres mondiales, a été accélérée par les deux guerres mondiales. Dans le cas du glissement géopolitique vers l'Asie, la crise ukrainienne agit plus comme un révélateur de processus déjà en cours. Mais il faut faire attention ! Pour l'instant, on ne peut pas parler de l'Occident de ce point de vue-là. **Les États-Unis, à court terme, sont plutôt gagnants dans ce conflit, du fait de leur reprise en main sur l'Otan et de la réaffirmation de leur domination en Europe. Ils ont également des gains économiques liés à l'exportation de l'armement. L'Europe est, elle, la grande perdante.** Il n'y pas de secteurs où l'on pourrait avoir montré une Europe gagnante. Nous avons, certes, fait preuve d'une forme de solidarité avec l'Ukraine, plus que ce à quoi la Russie s'attendait, mais le domaine économique reste catastrophique. **De ce point de vue-là, c'est donc trompeur de parler de l'Occident car cela risque de ne pas prendre en compte le déclassement de l'Europe, qui est particulièrement frappant.**

I.A : Le développement d'un espace eurasiatique avec la Russie comme tête de cortège pourrait-il amener au développement d'un nouveau discours : celui d'une Europe de plus en plus isolée ?

D.T : L'idée d'isolement ne peut plus constituer une grille de lecture viable avec le monde multipolaire, du moins polycentrique, actuel : il y a plusieurs centres et il est donc difficile d'être isolé. L'idée isolement serait plutôt dans le cadre d'un monde unipolaire ou bipolaire, avec un seul centre. Cependant, nous avons une logique de blocs qui se font face : un espace Eurasiatique Russie-Chine, voire Iran, face au bloc occidental. Avec les organisations régionales, tels que l'OTSC, les BRICS, l'Union européenne et l'OTAN, cela devient dangereux : la logique des blocs peut mener à une confrontation globale. Il est donc dommage que l'humanité retombe dans une logique de bloc, alors que les grands enjeux, que l'on connaît (environnementaux, de grande pauvreté, de conflictualité), ne peuvent évidemment pas être traités de cette manière.

Le pari Kadyrov : Tchétchénie et Kremlin depuis le conflit ukrainien

Johann Lemaire

Lors de l'annonce de l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022, le président de la République tchétchène, Ramzan Kadyrov, a rassemblé ses troupes sur la place centrale de Grozny²⁵⁸. Des milliers de soldats tchétchènes, alignés et armés, acclamaient trois figures emblématiques : Akhmat Kadyrov²⁵⁹, Ramzan Kadyrov et Vladimir Poutine. Cette mise en scène, relayée par les médias tchétchènes et russes, a même été commentée à travers toute l'Europe. Cet événement doit être perçu comme une pièce importante dans la guerre de communication en cours. Une première analyse du discours de Ramzan Kadyrov permet de dégager trois axes principaux.

D'abord, un axe patriotique souligne la nécessité de combattre aux côtés de la Russie. Ramzan Kadyrov personifie le conflit en appelant directement le président Volodymyr Zelensky à s'excuser auprès de Vladimir Poutine. Ensuite, le deuxième axe de la prise de parole de Kadyrov met en avant la nature tchétchène, qu'il présente comme intrinsèquement prête à mener la guerre. Il décrit le peuple tchétchène comme supérieur aux autres en termes de qualités de guerrier. Enfin, son discours a également une dimension religieuse. Il est précédé d'une prière collective et de la lecture de versets du Coran, ajoutant une dimension spirituelle et civilisationnelle à l'offensive russe. Cette association de la religion au discours guerrier s'adresse également aux musulmans du monde entier²⁶⁰.

258 « Guerre en Ukraine : la Tchétchénie envoie des combattants pour aider la Russie », France 24 sur YouTube, 28 février 2022, min. 3m10.

259 Akhmat Kadryov est le père de Ramzan Kadyrov et ancien président de la Fédération de Russie.

Il est extrêmement difficile de jauger l'opinion de la société tchétchène face à ce déploiement. Bien que le pouvoir local se vante d'une forte mobilisation volontaire, de nombreuses ONG expriment leurs préoccupations quant à la nature coercitive de ces enrôlements.²⁶¹

Un autre conflit semble se créer au sein de cette offensive. En effet, cette guerre en Ukraine voit des troupes tchétchènes s'affronter de part et d'autre, avec des bataillons tchétchènes combattant aussi pour l'Ukraine, cherchant à mettre en lumière la question de l'indépendance tchétchène²⁶².

Le 24 février 2022 marque un tournant significatif dans la politique tchétchène, résultant de plus d'une décennie de renforcement de l'influence et de la confiance du clan Kadyrov. Pour saisir l'importance de cette date, il est essentiel de revenir sur l'intervention des hommes de Kadyrov en Syrie²⁶³. Débutée en 2016, cette intervention visait à soutenir les forces russes contre les groupes rebelles et terroristes, notamment l'État islamique. Les troupes tchétchènes, reconnues pour leur expertise en contre-insurrection, ont participé à des missions de sécurisation, de maintien de l'ordre et de formation des

²⁶⁰ « Chechen fighters pray Salah before invading Ukraine for Russia », 5Pillars-YouTube, 6 mars 2022.

²⁶¹ Mémorial, « Le Caucase du Nord et de l'ukraine : 20 Semaines d'opération militaire spéciale 24 février - 15 juillet 2022 », Mémorial (traduit par FIDH), 30 novembre 2022, p 34.

²⁶² Le Monde. (2022, October 27). *En Ukraine, un bataillon tchétchène se bat contre l'impérialisme russe* [Article]. Le Monde International.

²⁶³ Genté, Régis, « L'implication surprenante de la Tchétchénie en Syrie », Orient XXI, 10 mai 2018.

forces locales. Cette implication a renforcé la présence militaire russe en Syrie, stabilisant certaines régions et protégeant les intérêts stratégiques de Moscou. Cette intervention tchétchène en Syrie visait également à se « racheter »²⁶⁴ aux yeux de Moscou après l'assassinat de Boris Nemtsov²⁶⁵.

Les années 2010 ont été marquées par une pression internationale croissante sur le Kremlin concernant les crimes commis en Tchétchénie. John Russell²⁶⁶, dans sa théorie de la « courbe du J », voit dans la nomination de Kadyrov un risque croissant pour le Kremlin, qui doutait de la stabilité du pouvoir tchétchène. L'intervention des troupes tchétchènes en Syrie, qualifiée d'humanitaire, visait également à rassurer Moscou et à réitérer leur allégeance à Poutine.

Le contexte ayant évolué, les motivations tchétchènes à intervenir en Ukraine diffèrent. L'objectif n'est plus de regagner la confiance du pouvoir central, mais de l'accroître.

²⁶⁴ Souleimanov, Emil, « Will Russia deploy Chechen units to Syria? », Central Asia-Caucasus Institute, Novembre 2015.

²⁶⁵ L'affaire Nemtsov concerne l'assassinat de Boris Nemtsov, un opposant politique russe et ancien vice-premier ministre, tué par balles le 27 février 2015 à Moscou, près du Kremlin. Cet assassinat a suscité une forte émotion internationale et de nombreuses spéculations sur les commanditaires. Plusieurs Tchétchènes ont été arrêtés et condamnés pour le meurtre, dont Zaur Dadaïev, ancien membre des forces de sécurité tchétchènes. Cependant, certains observateurs pensent que les véritables commanditaires restent inconnus et soupçonnent une implication plus large, potentiellement liée à des acteurs politiques russes ou tchétchènes.

²⁶⁶ Russel, John, « Ramzan Kadyrov: The Indigenous Key to Success in Putin's Chechenization Strategy? », Nationalities Papers 36, 4, Septembre 2008, pp 659-687.

Comme le mentionne Régis Genté²⁶⁷, en déployant ses troupes dans divers conflits, Kadyrov teste également la capacité de ses forces personnelles à mener une guerre, en prévision d'une éventuelle instabilité post-Poutine.

Février 2022 marque un point de rupture pour la Russie sur plusieurs fronts. Son exclusion du Conseil de l'Europe²⁶⁸, l'arrivée des premières sanctions occidentales, des tentatives d'isolement de la Russie et l'adoption de lois restreignant la liberté d'expression et ciblant les agents étrangers illustrent cette fracture. La dissolution de l'ONG Mémorial, quelques jours avant l'invasion, marque un tournant crucial dans les relations russo-tchéchènes. Mémorial, lauréat du prix Nobel de la paix en 2022, était reconnu pour ses travaux sur les guerres de Tchétchénie et le kadyrovisme, ayant constitué une base de données sur les civils tués et les disparus. La dissolution de cette ONG²⁶⁹ et la perte de ses archives symbolisent une volonté du pouvoir russe d'effacer le passé tchéchène et son histoire, imposant le discours de Kadyrov comme vérité absolue sans opposition historique tolérée.

Ce texte ne vise pas seulement à étudier le cas tchéchène depuis 2022, mais entend démontrer que l'évolution politique et stratégique du pouvoir incarné par Ramzan Kadyrov illustre

267 Genté, Régis, « L'implication surprenante de la Tchétchénie en Syrie », *Orient XXI*, 10 mai 2018.

268 Conseil de l'Europe. « Exclusion de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe et suspension de toutes les relations avec le Bélarus ». Conseil Consultatif de Procureurs Européens, 17 mars 2022.

269Le Monde. « En Russie, la dissolution de l'ONG Memorial marque l'ampleur du recul démocratique de l'ère Poutine ». *Le Monde International*, 29 décembre 2021.

une volonté russe d'utiliser l'allégeance tchéchène pour affronter de nouveaux enjeux, tant intérieurs qu'extérieurs. La promotion du discours tchéchène au sein de la verticale du pouvoir²⁷⁰ moscovite permet de discerner une réponse politique poutinienne à de nombreux défis contemporains. Ainsi, la question de recherche se divise en deux sphères interconnectées : **d'une part, nous nous demandons comment la guerre en Ukraine a impacté les relations russo-tchéchènes ; d'autre part, nous cherchons à comprendre comment le nouveau rôle stratégique accordé à Ramzan Kadyrov révèle une position privilégiée, à la fois diplomatique, militaire, mais aussi narrative du Kremlin.**

Ce texte développera son propos en commençant par une contextualisation des relations russo-tchéchènes et des approches théoriques permettant de comprendre ce rapport unique au sein de la Fédération de Russie. Une fois ce travail de contexte effectué, le texte analysera l'option politique « Kadyrov » pour le pouvoir russe depuis 2022. Enfin, nous étendrons l'analyse de cette option à la reconstruction du rapport de force entre Moscou et Grozny, ainsi qu'à ses implications quant à l'impunité accordée à Ramzan Kadyrov.

Études et analyses des relations russo-tchéchènes

270 Favarel-Garrigues, Gilles, *La verticale de la peur. Ordre et allégeance en Russie poutinienne*, Paris : La Découverte, 2023

Les Tchétchènes, faisant partie du groupe Vainakh des peuples paléo-caucasiens du centre-est, partagent une histoire marquée par la résistance contre les empires et les tentatives d'assimilation. Historiquement patriarcale, leur société était gouvernée par un système de droit coutumier et pratiquait la vendetta. Initialement polythéistes, ils ont adopté l'islam sunnite et le christianisme, imposés à partir du XVIIIe siècle lors de la résistance contre l'expansion russe, influencée par les confréries soufies²⁷¹.

La présence russe au Caucase commence avec l'installation des premières stanitsas cosaques au XVIe siècle, servant de bases militaires pour les incursions dans la région²⁷². Sous Catherine II, à la fin du XVIIIe siècle, l'Empire russe intensifie ses efforts pour contrôler les routes commerciales et les ressources naturelles, entraînant des décennies de conflits violents avec les peuples caucasiens, y compris les Tchétchènes²⁷³.

Les guerres du Caucase (1817-1864) sont une période de résistance farouche menée par l'Imam Chamil et d'autres contre l'expansion russe. Malgré des victoires sporadiques et une lutte opiniâtre, les forces russes finissent par consolider leur emprise sur la région après la reddition de Chamil en

271 Dulaurier, Édouard, « La Russie dans le Caucase – Armée régulière, cosaques et milices indigènes », *Revue Des Deux Mondes* (1829-1971) 27, no. 4, 1866, pp 769-804.

272 Ibidem

273 Urjewicz, Charles, « Comment la Russie a mis la main sur le Caucase », *Alternativesinternationales*, décembre 2008.

1859, marquant la fin progressive des combats tchétones²⁷⁴. Les pertes humaines sont considérables, avec entre 170 000 et 200 000 morts, et les coûts économiques et moraux pour la Russie sont profonds, illustrant la brutalité de ces guerres coloniales.

L'entrée de la Tchétchénie dans l'Union soviétique en 1922 marque le début d'une période de politiques d'industrialisation forcée et de collectivisation agricole qui bouleversent profondément les structures traditionnelles de la société tchétonne, étroitement liées à l'agriculture. L'expérience la plus traumatisante survient en 1944, lorsque Staline ordonne la déportation massive des Tchétchènes et des Ingouches vers l'Asie centrale, les accusant de collaboration avec les nazis²⁷⁵. Ce déplacement forcé entraîne la mort de milliers de personnes et laisse un traumatisme profond qui affecte encore la communauté tchétonne aujourd'hui²⁷⁶.

Après la mort de Staline en 1953, les Tchétchènes et les Ingouches sont graduellement réhabilités et autorisés à retourner dans leur région d'origine, mais les tensions persistent en raison de la répression politique, de la marginalisation culturelle et de la suppression des droits des minorités ethniques²⁷⁷.

Le 1er novembre 1991, la Tchétchénie proclame son indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique, marquant un

274 Citée par : Gurnfinkel, Michel, Fedorovski, Vladimir, *Le retour de la Russie*, Paris : Editions Odile Jacob, 2001, p. 214.

275 Werth, Nicolas, « Histoire de l'union soviétique, de Lénine à Staline (1917, 1953) », Presses Universitaires de France, 2017, pp. 3- 23.

276 Voir brève d'Eurasia Peace dans la Veille Russie du 24 février 2024

277 Ibidem

tournant majeur dans son histoire moderne. Cependant, la Russie refuse de reconnaître cette déclaration, ce qui déclenche une série d'événements qui mènent à deux guerres brutales entre les forces russes et les indépendantistes tchétchènes)²⁷⁸. Le conflit, complexe et profondément enraciné dans l'histoire coloniale russe, reflète les luttes pour l'autonomie nationale et les défis de la transition post-soviétique en Russie²⁷⁹.

La géopolitique complexe de la Tchétchénie, en tant qu'entité non séparée territorialement de la Russie, rend difficile la reconnaissance de son indépendance selon les normes internationales²⁸⁰. Le débat sur l'autodétermination et les droits des peuples indigènes reste un enjeu majeur dans les relations internationales et soulève des questions sur la souveraineté et la gouvernance démocratique dans la région du Caucase.

En conclusion, l'histoire mouvementée de la Tchétchénie sous l'Empire russe et l'Union soviétique a profondément façonné son développement politique, social et culturel. Les conséquences de ces périodes historiques tumultueuses continuent d'influencer les relations contemporaines entre la Tchétchénie et la Russie, ainsi que les défis auxquels ces sociétés sont confrontées dans la quête de paix, de stabilité et de justice sociale.

278 Le Huérou, Anne, Merlin, Aude, « Le conflit tchétchène à l'épreuve de la reconnaissance ». *Cultures & Conflits* 87, no. 3, 2012, pp 47-68.

279 Kalika, Arnaud. « Tchétchénie : le crépuscule de l'indépendance », *Politique étrangère*, n°1 –69e année, 2004, pp. 109-112.

280 Merlin, Aude, « Tchétchénie : un 'après-guerre' sans paix », *Ordres et désordres au Caucase*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010, pp. 125-145

La nomination d'Akhmat Kadyrov en 2003 par le Kremlin est une tentative pour la Russie de stabiliser la Tchétchénie après des années de conflits armés. Durant ces guerres, Akhmat Kadyrov rejoint d'abord les forces séparatistes tchétchènes dans les années 1990 avant de changer de camp et de soutenir les forces pro-russes. Il est également un acteur religieux en Tchétchénie puisqu'il est nommé mufti en 1995.

La deuxième guerre de Tchétchénie est appelée « opération contre-terroriste » par le pouvoir russe, une opération à laquelle le Kremlin met fin officiellement en 2009. Le président de la République tchétchène est alors le fils d'Akhmad Kadyrov : Ramzan Kadyrov. C'est donc autour de lui que s'établirent les relations Moscou-Grozny dans « L'après-guerre ».

Dans son article, Aude Merlin (2010)²⁸¹ associe l'arrivée du clan Kadyrov à une politique de tchétchénisation menée par le Kremlin qui aurait pour but de « régler » un conflit encore palpable. Ramzan Kadyrov arrive au pouvoir avec la volonté de « reconstruire » la Tchétchénie et de faire disparaître « toute trace de la guerre ». C'est en effet l'ambition de la politique menée par R.Kadyrov soutenue par Moscou : effacer toute trace d'une volonté tchétchène de s'affranchir du pouvoir russe. Ce geste se caractérise à la fois de manière discursive, symbolique mais également dans une réécriture de l'histoire tchétchène. En faisant de son père (Akhmat Kadyrov), le père de la Tchétchénie, le passé indépendantiste est totalement passé sous silence. Il n'existe désormais que trois visages en

281 Ibidem

Tchéchénie : Akhmad Kadyrov, Ramzan Kadyrov et Vladimir Poutine.

Que ce soit dans la mémoire collective, ou sur le front, la nomination du clan Kadyrov à la tête de la région, a pour but pour le Kremlin d'effacer toute forme de résistance. En présentant une Tchéchénie qui serait « rentrée dans le rang », Moscou parie sur une solution intérieure. Toutefois, cette solution entraîne le recrutement et le « retournement » d'anciens combattants indépendantistes qui sont également des islamistes. Cette amnistie octroyée par le Kremlin – dont le but est de réintégrer la Tchéchénie dans l'influence russe – reprend en quelque sorte les logiques coloniales de « diviser pour mieux régner ».

Une question reste alors en suspens : est-ce un choix de la Russie de reconstruire la région avec une stratégie de tchéchénisation ou est-ce le témoignage d'une victoire qui serait relative ? Un phénomène paradoxal illustre l'ambiguïté de la stratégie de tchéchénisation : la campagne de Ramzan Kadyrov aux élections législatives de 2008 est conduite sous la liste « Russie unie » tout en accentuant son rapport à l'islam dans l'exercice de son pouvoir. En investissant sur un régime local et sur un pouvoir mené par des anciens guerriers, Vladimir Poutine souhaite mettre en place un pouvoir fort et armé, capable de garantir une stabilité dans une région sujet – historiquement – à des rebellions.

Pour cela, l'arrivée du clan Kadyrov au pouvoir est associée à la constitution d'une garde prétorienne tchéchène. En 2016, l'appareil sécuritaire mis à disposition de R.Kadyrov est estimé entre 20 000 et 30 000 hommes, ils sont divisés entre une

déclinaison locale du ministère de l'Intérieur de Tchéchénie (MVD) ou forment les kadyrovtsy (une armée quasiment privée). Plusieurs de ces hommes sont des anciens combattants indépendantistes.

L'objectif moscovite de doter le pouvoir tchéchène d'une telle force militaire dans 'l'après-guerre' est de permettre à Ramzan Kadyrov de garantir la stabilité en Tchéchénie ainsi que d'effacer toutes traces d'indépendantisme. **Le terme « d'effacement » trouve son sens puisque le clan Kadyrov va entamer des « nettoyages », cherchant à éliminer toutes personnes entraînées, de près ou de loin, dans une rébellion. Quant à Ramzan Kadyrov, l'intérêt d'avoir une telle force d'attaque à sa disposition est de pouvoir garantir la sauvegarde de son pouvoir en Tchéchénie.**

Analyses et réflexions sur la nature des relations de pouvoir entre Grozny et Moscou

Richard Sakwa (2010)²⁸² utilise l'expression « Faustian Pact » pour décrire un accord ou un compromis dans lequel une

²⁸² Sakwa, Richard, « The Revenge of Caucasus: Chechenization and dual state in Russia ». *Europe-Asia Studies* 62, n°8, 2010, pp 1325-1347

partie accepte de faire des concessions importantes en échange d'un avantage ou d'une garantie. Dans son article, l'auteur fait référence à l'accord tacite entre le gouvernement russe et Ramzan Kadyrov. Ce dernier est autorisé à exercer un contrôle presque absolu sur la république de Tchétchénie en échange de sa loyauté envers Moscou et de la garantie de la stabilité dans la région.

Richard Sakwa²⁸³ souligne que ce pacte peut comporter des engagements plus importants que ceux prévus initialement. La relation entre Ramzan Kadyrov et Vladimir Poutine reflète la dualité de l'État russe, où il existe une coexistence formelle et informelle de pouvoir. **Le président tchétchène bénéficie d'une autonomie considérable qui lui permet d'exercer un contrôle quasi absolu sur la république, tout en étant conditionné par le Kremlin.**

Julie Wilhelmsen (2018)²⁸⁴ analyse les relations entre Ramzan Kadyrov et Vladimir Poutine sous l'angle du concept de patronage. Selon elle, il s'agit d'une relation de « patron-client » avec une dimension locale marquée par la parenté. Wilhelmsen définit le « patronage » comme une relation de pouvoir asymétrique où le patron fournit des ressources et une protection en échange de la loyauté et des services du client. Dans ce contexte, Vladimir Poutine soutient et favorise Ramzan Kadyrov en lui fournissant des ressources et une protection, tandis que ce dernier lui offre sa loyauté et ses services.

283 Ibidem

284 Wilhelmsen, Julie, « Inside Russia's Imperial Relations. The Social Constitution of Putin-Kadyrov Patronage », *Slavic Review* 77, n°4, 2018, pp 919-936.

John Russell (2008)²⁸⁵ analyse la relation entre les deux hommes à travers la théorie stratégique de Ian Bremmer et le concept de « courbe en J ». Cette analyse suggère que Vladimir Poutine a pris un risque en soutenant Ramzan Kadyrov malgré sa nature imprévisible et controversée. La « courbe en J » est un concept qui représente les risques et les récompenses associés à une décision politique ou stratégique. Au début de leur coopération, Poutine a pris un risque élevé en soutenant Kadyrov, mais les avantages potentiels de cette alliance, notamment la stabilité relative en Tchétchénie, ont justifié cette décision.

Ainsi, la relation entre Ramzan Kadyrov et Vladimir Poutine est complexe et repose sur un équilibre subtil de pouvoir, d'autonomie régionale et de dépendance mutuelle. Cette alliance, bien que pragmatique pour les intérêts de Poutine en termes de stabilité et d'intégrité territoriale, n'est pas sans risques ni sans implications à long terme pour la Russie et pour la région du Caucase.

Emil Aslan Souleimanov, Namig Abbasov et David S. Siroky (2018)²⁸⁶ analysent la relation entre Ramzan Kadyrov et Vladimir Poutine comme étant complexe et potentiellement instable. Les auteurs mettent en lumière les tensions verticales entre le clan Kadyrov et les élites russes qui perçoivent une menace croissante du pouvoir de Ramzan Kadyrov dans la

285 Russel, John, « Ramzan Kadyrov: The Indigenous Key to Success in Putin's Chechenization Strategy? », *Nationalities Papers* 36, 4, Septembre 2008, pp 659-687.

286 Souleimanov, Emil, Abbasov Naming, Siroky David, « Frankenstein in Grozny: vertical and horizontal cracks in the foundation of Kadyrov's rule », *Asia Europe Journal* 17, 2019, pp87-103.

politique régionale et fédérale. De plus, ces tensions sont également horizontales entre Ramzan Kadyrov et les Tchétchènes locaux en raison des actions brutales du pouvoir tchétchène.

Les auteurs utilisent le concept de « Frankenstein-like ruler » pour décrire Ramzan Kadyrov, un dirigeant puissant mais potentiellement incontrôlable pour Vladimir Poutine. Ils soulignent que la relation entre les deux hommes dépend de la capacité de Kadyrov à maintenir la stabilité en Tchétchénie. Si cette stabilité venait à vaciller, cela pourrait entraîner une escalade rapide du conflit, rendant le statu quo actuel insoutenable à long terme. Ce risque fait encore échos actuellement.

Anne le Huérou et Aude Merlin (2017)²⁸⁷ considèrent que la politique de « tchétchénilisation » sous Ramzan Kadyrov pose des défis significatifs pour le Kremlin. Ils font valoir que cette politique crée essentiellement un « État dans l'État » au sein de la Fédération russe, accordant à Kadyrov une autonomie très étendue. Cette situation remet en question l'autorité de Moscou sur l'ensemble de la région et peut être perçue comme une menace pour l'unité nationale et la cohésion en Russie.

La réduction au silence de la société tchétchène par les traumatismes des guerres et la violence post-guerre peut également représenter un risque pour la sécurité humaine en Tchétchénie et dans la région. Les tensions internes et externes alimentées par la politique de Kadyrov pourraient créer de

287 Le Huérou, Anne, Merlin, Aude, « La Tchétchénie de Kadyrov, atout ou menace pour l'Etat russe ? », Revue Défense Nationale 802, n°7, 2017, pp177-184.

nouveaux fronts conflictuels, offrant des opportunités de réengagement pour les individus dans des actions armées, ce qui constitue un risque potentiel pour la Fédération russe.

Marlène Laruelle (2017)²⁸⁸, dans une note pour l'IFRI (Institut Français des Relations Internationales) intitulée « *Le kadyrovisme : un rigorisme islamique au service du système de Poutine ?* », analyse le rigorisme islamique utilisé par Ramzan Kadyrov comme un outil de pouvoir et de contrôle en Tchétchénie. En captant l'islam radical et en le mettant sous sa tutelle, le régime de Kadyrov parvient à pacifier la région et à éliminer la menace d'une insurrection tchétchène. Cependant, ce rigorisme islamique peut aussi être utilisé pour contester les décisions fédérales et pourrait potentiellement nuire aux relations internationales de la Russie en promouvant des idées anti-occidentales ou anti-russes. Il est intéressant de souligner que cette menace du rigorisme islamique tchétchène est depuis 2022 une option crédible pour le Kremlin dans sa communication de guerre et son narratif²⁸⁹.

Lilla Hein (2020)²⁹⁰, dans son analyse intitulée « *A Hard Bargain, Foreign Policy and Dynamics of the Putin-Kadyrov Relationship* », explore la relation entre Grozny et Moscou sous l'angle de la politique étrangère russe. Elle souligne que Ramzan Kadyrov joue un rôle crucial dans cette dynamique en

288 Laruelle, Marlène, « Le Kadyrovisme: un rigorisme islamique au service du système de Poutine ? », Russie.Nei.Visions, n°99, IFRI, 2017.

289 KEATING Josué, « Ramzan Kadyrov is a top Putin foot soldier. Now he wants a nuclear strike and a 'great jihad' against Ukraine », GRID, 8 novembre 2022.

290 Heins, Lilla. « A Hard Bargain, Foreign Policy and Dynamics of the Putin-Kadyrov Relationship », Journal of Caucasian Studies 6, 2020: pp 43-62.

agissant comme un acteur extérieur aux canaux officiels de la politique étrangère russe. Kadyrov est autorisé à mener des actions diplomatiques indépendantes en raison de son rôle de stabilisateur en Tchétchénie. Il exploite cette position pour augmenter son influence sur les intérêts nationaux et internationaux de la Russie. Depuis 2022, on peut constater une augmentation des actions diplomatiques du clan Kadyrov. Ils semblent être des interlocuteurs privilégiés pour développer les partenariats russes au Moyen-Orient.

Le rôle spécifique des Tchétchènes en Syrie est également mis en avant. Ramzan Kadyrov agit en tant qu'émissaire en Syrie, établissant des réseaux de soutien et de connexions qui incluent des détachements des Kadyrovtsy soutenant les forces du régime syrien. De plus, la *Fondation Akhmad Kadyrov* joue un rôle significatif en Syrie en coordonnant des dons alimentaires et en construisant des hôpitaux pour les civils²⁹¹. Kadyrov prétend même avoir infiltré des groupes islamistes militants en Syrie, renforçant ainsi son rôle et son influence dans la politique étrangère russe.

En conclusion, jusqu'au 24 février 2024, les relations entre Moscou et Grozny ont évolué à travers plusieurs périodes historiques de construction et de déconstruction. La nomination d'Akhmat Kadyrov par Vladimir Poutine et la mise en œuvre de la tchéchéenisation du conflit visaient à stabiliser une région historiquement instable. **Cependant, cette relation entre le Kremlin et le clan Kadyrov est souvent perçue et théorisée comme une source de menace**

²⁹¹ Genté, Régis, « L'implication surprenante de la Tchétchénie en Syrie », *Orient XXI*, 10 mai 2018.

et d'instabilité, des deux côtés. Traditionnellement considérée comme une menace, la deuxième partie de cette analyse cherchera à examiner comment le Kremlin envisage de transformer cette menace potentielle en un atout pour surmonter certaines lacunes et difficultés en Ukraine, tout en contrecarrant les efforts occidentaux visant à isoler la Russie sur la scène internationale.

L'option politique Kadyrov pour le Kremlin depuis 2022

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, Ramzan Kadyrov, le dirigeant de la République tchéchéne, a consolidé son rôle comme une figure politique et stratégique clé au sein de la Fédération de Russie. Son influence s'étend tant sur la scène interne russe qu'en politique extérieure.

Il est pertinent de se demander comment Kadyrov est devenu une option politique crédible, en mettant en lumière ses actions et stratégies à la fois à l'intérieur du pays et sur la scène internationale. Cette section vise à examiner les avantages et les limites du clan Kadyrov depuis le début de la guerre en Ukraine.

Pour combler certaines de ses lacunes, **le pouvoir russe peut compter sur son allié tchéchéne. Il est essentiel de considérer cette entité comme un allié, ce qui distingue son rôle de celui d'autres entités. En effet, une relation**

d'alliance se caractérise par la reconnaissance mutuelle de l'altérité entre deux acteurs politiques, impliquant une dépendance réciproque. Ils s'associent et unissent leurs forces pour atteindre un objectif commun. Cependant, étant des unités politiques, ces entités entretiennent des relations de pouvoir et peuvent être concurrentes.

L'usage des forces tchéchènes dans la guerre en Ukraine

Le premier point à examiner est « l'arme psychologique tchéchène » mise à la disposition du Kremlin. Ce terme s'est répandu surtout au début du conflit, apparaissant dans de nombreux articles de presse sans jamais être clairement défini ni expliqué²⁹². On pouvait deviner que « cela allait de soi », mais l'utilisation de ce terme mérite une première réflexion. C'est l'objet de l'article publié par le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité, intitulé : « *Les Kadyrovtsy en Ukraine : les limites de « l'arme psychologique » de Poutine* »²⁹³. **L'idée derrière ce concept repose principalement sur un imaginaire et une représentation**

292 voir notamment : L'Express. (n.d.). Guerre en Ukraine : Les combattants tchéchènes, armes psychologiques de la Russie [Article]. L'Express. Retrieved June 24, 2024.

La Tribune. (n.d.). Les Tchétchènes en Ukraine : L'arme psychologique de Poutine pourrait se retourner contre lui [Article]. La Tribune. Retrieved June 24, 2024.

293 Lemaire, Johann. « Les Kadyrovtsy en Ukraine : les limites de 'l'arme psychologique' de Poutine », Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité, décembre 2022.

des Tchétchènes, plus généralement des « montagnards du Caucase ».

Pour comprendre cet imaginaire, il est intéressant de revenir à ses origines. La représentation du Caucasiens comme un barbare, un sauvage, un être de nature (en opposition à un être de culture) provient principalement de la vision coloniale russe²⁹⁴. La littérature russe, aussi connue sous le nom de « textes caucasiens », de Tolstoï²⁹⁵ à Pouchkine²⁹⁶ en passant par Lermontov, représente avec fascination un *Autre* caucasien, sauvage et violent, en contraste avec le citoyen russe, cultivé, civilisé et romantique²⁹⁷. Ce geste littéraire, similaire à l'orientalisme en France ou à la littérature sur les Indes en Grande-Bretagne, est typique des sociétés colonialistes. Toutefois, ce procédé a une particularité dans le contexte russe : la construction étatique de la Russie s'est accompagnée de conquêtes coloniales.

Ces expansions territoriales ont permis à la Russie de devenir l'un des plus grands empires de l'histoire, avec des impacts profonds et durables sur les régions conquises. Par conséquent, **l'imaginaire renvoyé par le « Tchétchène » correspond à une représentation russe.** Cela est illustré dans le film « *Il était une fois la Tchétchénie* »²⁹⁸, où la narratrice explique avoir grandi avec des contes dans lesquels

294 GERY Catherine, « L'Autre caucasien dans la littérature russe, de Pouchkine à Makanine », L'Altérité-Séminaire du musée du quai Branly, mars 2016, Paris, France.

295 TOLSTOÏ Léon, Hajdi-Mourat, Paris, Galimard, 1896.

296 POUCHKINE Alexandre, Le Prisonnier du Caucase, Paris, Téchenet, 1861, p. 39-45.

297 BURTON Tara Isabella, « The Other Orientalism: Colonialism in the Caucasus », Daily Jstor, 28 mars 2016.

le méchant était un Caucasien. Ainsi, ce qu'on entend aujourd'hui par « arme psychologique tchéchène » est en réalité partiellement le fruit d'une représentation coloniale russe.

Cet imaginaire est aussi le produit de la politique d'un homme : Ramzan Kadyrov, du souvenir des violences des guerres de Tchétchénie, des politiques anti-terroristes et anti-insurrection menées en Tchétchénie, des crimes contemporains, du soft power tchéchène incarné par le MMA²⁹⁹, ainsi que du discours du pouvoir actuel. Tous ces éléments constituent des ressources à la disposition du Kremlin dans le cadre de la guerre en Ukraine. **Cependant, les résultats militaires des forces tchéchènes en Ukraine ne sont pas particulièrement remarquables. L'usage du soldat tchéchène peut donc être défini principalement à travers l'imaginaire qu'il renvoie, contribuant ainsi à la narration de guerre.**

Le 24 février 2022, le pouvoir russe a fait le constat d'un manque d'expérience de la part d'une partie de son armée. Pour remédier à cela, plusieurs outils se sont révélés être à sa disposition comme le groupe privé *Wagner* mais également ... les *kadyrovtsy*³⁰⁰. Les Kadyrovtsy sont des forces paramilitaires

298 Kirtadzé, N. (Director & Writer). (2001). Il était une fois la Tchétchénie [Documentary]. France: PR Films, Médiane Films, ARTE France.

299 AUBIN Lukas, « Être fort comme un Tchétchène. Sport, islam et politique sous Ramzan Kadyrov », Revue du Crieur, 2021/2, n° 19, p. 92-119.

PROTHERO Mitchell, « 'My MMA Gym Will Be Empty': Chechens Head to Ukraine to Fight Kadyrov », Vice, 2 mars 2022.

300 LEFÈVRE Muriel, « Ukraine: groupe Wagner et Kadyrovtsy, ces milices brutales au service de Poutine », Le Vif, 7 mars 2022.

tchéchènes fidèles à Ramzan Kadyrov. Originaires de la période post-soviétique, ces unités ont été consolidées par Ramzan Kadyrov après la mort de son père, Akhmat Kadyrov, en 2004. Elles jouent un rôle crucial dans le maintien de l'ordre en Tchétchénie, participant à des opérations anti-terroristes, des patrouilles de police et des missions de sécurité intérieure. Leur structure est caractérisée par une loyauté personnelle à Kadyrov plutôt qu'à l'État russe, renforcée par des liens tribaux et familiaux.

Les Kadyrovtsy bénéficient d'un statut juridique ambigu en Russie. Bien qu'ils soient officiellement intégrés aux forces de sécurité russes, leur fidélité est avant tout envers Kadyrov, ce qui leur confère une certaine autonomie. Ils sont souvent critiqués pour leur brutalité et sont accusés de nombreuses violations des droits de l'homme, y compris de torture et d'exécutions extrajudiciaires. Leur relation étroite avec le Kremlin leur permet de fonctionner avec un haut degré d'impunité, tout en étant une force redoutée et controversée au sein de la Fédération de Russie. Vladimir Poutine, souhaite renverser ce sentiment de défiance en une force dans le contexte de guerre.

Les Kadyrovtsy ont été déployés en Ukraine pour soutenir les forces armées russes. Leur rôle principal inclut des opérations de combat direct, des missions de reconnaissance et des opérations spéciales. Ils sont souvent utilisés pour des missions nécessitant des compétences particulières en combat

urbain et en contre-insurrection, domaines où ils ont acquis une expérience notable en Tchétchénie³⁰¹.

Sur le front ukrainien, les Kadyrovtsy ont été impliqués dans diverses missions. En combats urbains, ils ont participé à des opérations dans des villes clés, aidant à sécuriser des quartiers et à repousser les forces ukrainiennes. En reconnaissance et renseignement, ils ont mené des missions pour recueillir des informations sur les positions et mouvements des forces ukrainiennes, grâce à leur connaissance du terrain et leur capacité à opérer discrètement. Pour le contrôle des zones occupées, ils ont souvent été chargés de sécuriser et de maintenir le contrôle des territoires capturés, neutralisant les résistances locales et maintenant l'ordre. Enfin, dans les opérations spéciales, ils ont ciblé des infrastructures critiques ou des commandants adverses, utilisant leur formation et leur équipement spécialisés.

Les Kadyrovtsy ont montré une capacité à mener des opérations de combat intenses, particulièrement dans des environnements urbains, renforçant souvent les lignes russes et sécurisant des gains territoriaux. Leur capacité à contrôler les zones nouvellement occupées a été cruciale pour l'armée russe, permettant de se concentrer sur les avancées frontales. Les missions spéciales menées par les Kadyrovtsy ont souvent permis de désorganiser les défenses ukrainiennes et de porter des coups significatifs aux infrastructures et commandements adverses³⁰².

301 MUSTAFFA Munira, « The Kadyrovtsy: Putin's Force Multiplier or Propaganda Tool? », New Lines Institute for strategy and policy, 4 mars 2022.

Toutefois, de nombreux retours du sol ukrainien nous exposent des limites opérationnelles de la part des kadyrovtsy³⁰³. Il est rapidement apparu que les Kadyrovtsy ne parviendraient pas à atteindre leurs objectifs, la Russie n'étant pas parvenue à assiéger Kiev. Ce revers égratigne le mythe d'efficacité entourant les Kadyrovtsy, bien que leur brutalité reste notoire. **Les informations du terrain révèlent que les Tchétchènes sont bien moins nombreux que les 70 000 hommes annoncés par Ramzan Kadyrov. Les chiffres réels indiquent plutôt 12 000 Tchétchènes en février 2022, et actuellement entre 3 000 et 10 000 soldats.** Selon Cerwyn Moore³⁰⁴, professeur de Relations internationales à l'université de Birmingham, il ne s'agit pas de troupes d'élite, restées en Tchétchénie. **La majorité des soldats tchétchènes seraient en fait des citoyens endettés, contraints de rejoindre le front, principalement des hommes peu entraînés et inexpérimentés**, utilisés comme "chair à canon" ou cantonnés à des rôles de maintenance. Cette précision mérite d'être exposée : lorsque l'on parle de « Tchétchènes » sur le sol ukrainien, il s'agit principalement de citoyens mobilisés par l'armée fédérale. La majorité des Tchétchènes sur le front ne sont donc pas des kadyrovtsy (armée personnelle de Ramzan

302 STEWART Will, MATTHEWS Chris, ALEXANDER Harriet, « Chechen special forces 'hunters' are unleashed in Ukraine to detain or kill Kyiv officials – and are given 'decks of cards' with photographs of their targets », DailyMail, 25 février 2022.

303 Lemaire, Johann. « Les Kadyrovtsy en Ukraine : les limites de 'l'arme psychologique' de Poutine », Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité, décembre 2022.

304 KEATING Josué, « Ramzan Kadyrov is a top Putin foot soldier. Now he wants a nuclear strike and a 'great jihad' against Ukraine », GRID, 8 novembre 2022.

Kadyrov), mais des citoyens assignés à des rôles subalternes ou utilisés comme chair à canon.

Le rôle effectif des soldats tchéchènes est donc loin de celui fantasmé à l'annonce de leur déploiement. Les Kadyrovtsy manquent d'expérience pour le type de conflit de celui qui se joue en Ukraine, habitués à maintenir l'ordre dans un contexte contre-insurrectionnel face à des ennemis mal armés. En Ukraine, ils affrontent une armée aguerrie et bien équipée par les stocks de l'OTAN. Sur un mode conventionnel, les Kadyrovtsy ne peuvent rivaliser efficacement avec les forces ukrainiennes, et leur impact opérationnel est limité. De plus, les Tchétchènes se trouvent désormais loin des lignes de front, endossant principalement un rôle de « blogueurs » de la guerre, ce qui en fait des sujets de moqueries³⁰⁵. Cet éloignement est dû à des maladroites communicationnelles, entraînant des pertes humaines et matérielles. Par exemple, la divulgation de photographies d'un convoi près de Hostomel a permis aux Ukrainiens de tendre une embuscade, coûtant la vie à 70 soldats du 141^e régiment motorisé tchéchène. Le contraste entre les discours triomphants du clan Kadyrov et l'implication réelle de ses hommes sur le front souligne l'échec des Kadyrovtsy.

Ramzan Kadyrov comme outil de communication et de propagande pour le Kremlin

³⁰⁵ MUSTAFFA Munira, « The Kadyrovtsy: Putin's Force Multiplier or Propaganda Tool? », New Lines Institute for strategy and policy, 4 mars 2022.

L'option Kadyrov correspond également à une nécessité de loyauté³⁰⁶ envers Vladimir Poutine dans un contexte d'isolement. **Cette loyauté n'est pas seulement une démonstration de fidélité personnelle, mais aussi un moyen stratégique d'assurer un soutien continu de la part du Kremlin. En se présentant comme un allié indéfectible, Kadyrov a su obtenir des ressources financières et un soutien politique substantiel pour la Tchétchénie³⁰⁷.** Cette relation de confiance avec Poutine permet à Kadyrov de maintenir une position privilégiée parmi les dirigeants régionaux de la Russie. **L'intérêt du président russe est d'obtenir un soutien maximal, tant interne qu'externe, pour justifier son engagement dans la guerre en Ukraine. Il cherche à mettre en avant les manifestations d'allégeance. Dans cette optique, Ramzan Kadyrov représente une ressource précieuse.**

Ramzan Kadyrov est également un outil dans une stratégie de communication de guerre. Il a mis l'accent sur la militarisation et la promotion d'une image martiale. Il a formé et maintenu une force paramilitaire puissante, utilisée non seulement pour maintenir l'ordre en Tchétchénie, mais aussi pour projeter la force russe à l'étranger. Ces troupes, souvent médiatisées, servent de symbole de la capacité russe à mobiliser et à utiliser des forces de diverses régions pour atteindre des objectifs stratégiques communs. L'exemple des Tchétchènes est utilisé

³⁰⁶ REMY Philomène, « Kadyrov, le nettoyeur de Poutine », BFM TV, 23 novembre 2022.

³⁰⁷ MUSTAFFA Munira, « The Kadyrovtsy: Putin's Force Multiplier or Propaganda Tool? », New Lines Institute for strategy and policy, 4 mars 2022.

par le Kremlin pour démontrer l'unité fédérale absolue dans la guerre en Ukraine.

Depuis le début du conflit en Ukraine, Kadyrov a envoyé ses troupes pour combattre aux côtés des forces russes. Cette participation active a non seulement renforcé l'effort de guerre de la Russie, mais a aussi servi de propagande pour montrer le soutien et l'engagement des Tchétchènes à la cause russe. Les unités tchétchènes, souvent mises en avant dans les médias, symbolisent l'unité et la détermination de la Fédération de Russie face à l'adversité. **Ils servent à projeter une image à l'ensemble de la population russe, mettant en avant une supériorité perçue du peuple russe dans son ensemble et un engagement total des personnes mobilisées.** Cela constitue un élément de propagande visant à dissimuler les retours de certains soldats depuis l'Ukraine. En focalisant l'attention sur ces troupes tchétchènes, le Kremlin masque certaines difficultés.

L'influence de Ramzan Kadyrov dans la politique étrangère russe depuis 2022

Dans une autre mesure, sur la scène internationale, Ramzan Kadyrov joue un rôle important dans la projection de la puissance russe³⁰⁸. Ses troupes en Ukraine sont utilisées pour démontrer l'engagement et la capacité de la Russie à mobiliser des forces de différentes régions pour un objectif commun. Cette projection de force est un message clair aux adversaires

³⁰⁸ voir brève d'Eurasia Peace sur le Caucase du Nord du 9 décembre 2023

potentiels de la Russie, indiquant que le pays est prêt à utiliser tous ses atouts pour défendre ses intérêts.

En tant que leader musulman en Russie, Kadyrov joue un rôle unique dans les relations avec les pays musulmans. Il sert de pont entre la Russie et ces nations, renforçant ainsi l'influence russe dans les régions à majorité musulmane. Cette diplomatie alternative permet à la Russie d'élargir son réseau d'alliances et d'influences, en utilisant Kadyrov comme un intermédiaire crédible et respecté. On peut notamment mentionner les récentes visites diplomatiques de Ramzan Kadyrov en Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis. Il accompagnait le président russe dans des voyages stratégiques, notamment pour faire face aux volontés « isolationnistes » occidentales.

La personnalité politique caucasienne a accompagné une délégation russe restreinte, comprenant notamment Abubakar Edelgeriev (conseiller du président de la Fédération de Russie pour les questions climatiques), le mufti de la République tchétchène, Salah-Hadzi Mezhev, et Adam Kadyrov (fils de Ramzan Kadyrov et chef du service de sécurité du président de la République tchétchène). De cette rencontre, ont émergé plusieurs déclarations de Ramzan Kadyrov, louant les Émirats arabes unis ainsi que l'Arabie saoudite. Il a également saisi l'occasion pour effectuer un court pèlerinage à La Mecque, où, selon ses propos, il aurait adressé une prière spéciale aux *«frères et sœurs qui souffrent en Palestine»*. Ramzan Kadyrov a exprimé sa gratitude envers ses hôtes, en particulier le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, ainsi que le

président des Émirats arabes unis, Mohammed ben Zayed Al Nahyan.

Les raisons de la présence de Ramzan Kadyrov au sein du cortège diplomatique russe au Moyen-Orient peuvent susciter des interrogations. Il est essentiel de souligner que la figure tchéchène entretient des liens personnels dans la région. Certains de ces liens découlent d'un réseau hérité de son père, Akhmad Kadyrov, qui avait tissé de nombreuses relations avec le monde islamique, notamment lors de son voyage en Jordanie pour étudier le droit islamique. Lorsque Akhmat Kadyrov a été nommé mufti de Tchétchénie, il a désigné Ziyad Sabsabi comme conseiller en relations internationales³⁰⁹. Jusqu'en 2019, Sabsabi a joué un rôle clé dans les relations tchéchènes dans la région, en tant que vice-président du Fonds Akhmad Kadyrov, représentant un réseau stratégique tchéchène, notamment en Syrie.

Depuis son accession au pouvoir, Ramzan Kadyrov a organisé de nombreuses rencontres avec des dirigeants du Moyen-Orient, notamment d'Arabie saoudite, de la Libye, de la Jordanie et des Émirats arabes unis. Certains de ces dirigeants ont également visité Grozny. Sa présence est l'une des raisons du réchauffement des relations entre la Russie et le Moyen-Orient. Il agit en tant que sous-traitant des relations de la Russie avec le monde islamique conservateur. Dans le domaine des affaires, les objectifs du chef tchéchène et de ses associés sont clairs : renforcer leur position dans les négociations avec

³⁰⁹ Il est un homme politique syro-russe qui a été membre du Conseil de la Fédération de l'autorité législative de la République tchéchène de 2008 à 2019. Il a été représentant autorisé de la République tchéchène auprès du président de la Russie de 2004 à 2008.

le Kremlin, promouvoir leurs intérêts commerciaux et assurer une « porte de secours » en cas d'urgence. Il est également important de mentionner l'importance de la diaspora tchéchène dans la région. Grozny entretient une relation paradoxale avec sa diaspora, cherchant à la contrôler par une combinaison de mesures incitatives et répressives. La répression se manifeste par une violence directe contre les Tchétchènes dissidents à l'étranger, tandis que les incitations comprennent des initiatives telles que la construction de mosquées, des projets culturels et une aide humanitaire.

L'utilisation des réseaux sociaux par Ramzan Kadyrov constitue également une arme dans la stratégie de communication du Kremlin. Bien qu'il ne soit pas perçu comme un haut responsable russe par l'opinion publique occidentale, sa légitimité découle de ses responsabilités politiques. Ainsi, lorsqu'il prend la parole publiquement, une partie du discours reflète le pouvoir russe sans que celui-ci ne soit directement associé à ses déclarations. Deux exemples sont particulièrement révélateurs : ses propos du 3 octobre 2022 sur l'utilisation potentielle d'armes nucléaires en Ukraine, où il déclare : « *À mon avis, des mesures plus drastiques doivent être prises, jusqu'à la déclaration de la loi martiale dans les zones frontalières et l'utilisation d'armes nucléaires de faible puissance* »³¹⁰. La réaction du porte-parole du Kremlin a été ambiguë, qualifiant cette prise de parole d'« *émotive* ». Le deuxième exemple concerne une déclaration sur les réseaux sociaux de Kadyrov concernant une possible

³¹⁰ CAMPISTRON Marie, « 'S'attaquer à la Pologne reviendrait à s'attaquer à l'Otan' : après l'Ukraine, Varsovie à son tour dans le viseur de la Russie ? », Le Parisien, 28 mai 2022.

extension du conflit à la Pologne, une menace jamais exprimée publiquement par Vladimir Poutine ou ses ministres. En laissant Ramzan Kadyrov émettre de telles déclarations, le Kremlin est conscient de leur impact sur les sociétés occidentales. Cela représente un levier psychologique, un discours alternatif mais néanmoins contrôlé, utilisé par le pouvoir russe et incarné par Ramzan Kadyrov.

Au sein du Kremlin, Ramzan Kadyrov est considéré comme un interlocuteur clé pour le Caucase du Nord. Sa profonde connaissance de la région et son contrôle sur la Tchétchénie lui confèrent un rôle crucial dans la stabilisation de cette zone historiquement instable. Sa capacité à maintenir l'ordre en Tchétchénie en fait un atout précieux pour le Kremlin, qui cherche à prévenir tout conflit dans cette région sensible, pouvant découler indirectement des opérations militaires en Ukraine. **Les minorités ethniques de Russie, sur-représentées parmi les pertes du côté russe, sont parfois qualifiées de « chair à canon »³¹¹, augmentant ainsi le risque de contestations voire de rébellions. Ramzan Kadyrov est un instrument pour contenir de telles insurrections.**

En effet, son expertise en matière de lutte contre le terrorisme et de maintien de l'ordre est valorisée au sein du Kremlin. Kadyrov a démontré sa capacité à éradiquer l'insurrection en Tchétchénie, ce qui sert de modèle pour d'autres régions russes confrontées à des problèmes similaires. Cette

³¹¹ 7sur7. (10 mars 2022). "On n'est pas de la chair à canon" : Quand les milices tchétchènes tant redoutées rebroussement chemin [Article]. 7sur7.

expertise³¹² renforce son influence dans les discussions sur la politique de sécurité intérieure, où ses méthodes et stratégies sont souvent adoptées.

Entre soutiens et oppositions : l'émergence du discours de Ramzan Kadyrov au sein de la verticale du pouvoir russe

Le rôle de Ramzan Kadyrov dans la politique russe va au-delà d'une simple influence sur le Kremlin ; il repose davantage sur ses liens personnels avec Vladimir Poutine. **Leur relation n'est pas uniquement une manœuvre politique ; c'est un lien profond qui accorde à Kadyrov un accès inégalé au président russe.** Cette proximité directe lui permet d'exprimer ses préoccupations et de défendre ses intérêts directement auprès de la plus haute autorité de la Russie. Une telle intimité avec Poutine renforce l'influence de Kadyrov au sein des cercles décisionnels du Kremlin, où ses conseils portent un poids considérable. **Ainsi, Kadyrov ne représente pas seulement une option politique pour Poutine, mais un confident de confiance dont les avis résonnent profondément dans les couloirs du pouvoir.**

Kadyrov participe activement à certaines décisions stratégiques, notamment celles liées à la sécurité nationale et à la politique étrangère, en raison de son expérience militaire et de sa capacité à mobiliser rapidement des forces armées. Son soutien et ses conseils sont pris en compte dans les stratégies

³¹² BIDUN Vasil, « The kadyrovites in Ukraine: war crimes and the whereabouts of the Chechen occupiers », Slidstvo.Info, 12 mars 2022.

militaires, comme l'a démontré son implication dans le conflit en Ukraine. Cette participation directe aux décisions stratégiques renforce son statut de leader influent au sein du gouvernement russe.

Kadyrov sert parfois de levier de pression ou de négociateur dans les affaires internes du Kremlin. **En tant que chef d'une région sensible, il peut influencer des décisions en menaçant de déstabiliser ou de stabiliser la région en fonction de ses intérêts.** Cette capacité à influencer la stabilité régionale lui donne un poids considérable dans les négociations internes, où il peut utiliser cette influence pour obtenir des concessions ou des soutiens.

Kadyrov a développé un réseau de patronage solide au sein du Kremlin et des élites russes. Grâce à son influence, il peut obtenir des ressources et des soutiens pour la Tchétchénie, tout en renforçant ses alliances politiques. Ce réseau étendu lui permet d'exercer une influence discrète mais significative sur diverses politiques nationales. En cultivant ces relations, Kadyrov assure non seulement la prospérité de sa région, mais aussi son propre pouvoir et sa stabilité au sein de la structure politique russe.

Ramzan Kadyrov s'est imposé comme une option politique et stratégique crédible pour le Kremlin depuis le début de la guerre en Ukraine. Sa loyauté envers Vladimir Poutine, son contrôle autoritaire sur la Tchétchénie, et sa capacité à projeter la puissance russe tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières font de lui un acteur clé dans le cadre des objectifs stratégiques de la Russie. Sa participation active à la guerre en Ukraine, son rôle dans la diplomatie alternative avec les pays

musulmans, et son influence au sein du Kremlin renforcent sa position comme un leader incontournable dans la politique russe contemporaine.

Un nouveau rapport de force Kadyrov-Poutine : carte blanche pour Ramzan Kadyrov

Le contrat féodal entre Ramzan Kadyrov et Vladimir Poutine repose principalement sur un échange entre une loyauté et une protection militaire et économique accordées aux élites tchétchènes. Toutefois, comme le déclare Aude Merlin³¹³, le leader tchétchène joue avec les lignes rouges dans l'optique de dévorer toujours plus de pouvoir. Il ne cesse de défier les limites imposées par le Kremlin. Cela se caractérise de plusieurs manières, et n'est pas un phénomène uniquement présent depuis 2022. **A travers plusieurs lois, le pouvoir tchétchène enfreint la Constitution de la Fédération de Russie.** On peut notamment évoquer la promotion et la défense de la pratique de la polygamie. Ces défis de Ramzan Kadyrov ne sont pas nouveaux. On peut rappeler qu'il avait déclaré encourager les forces tchétchènes à "*tirer à bout portant*" sur tout représentant fédéral présent sur le territoire tchétchène sans autorisation.

Il semble cependant que cette volonté d'autonomie ne se soit pas atténuée depuis la guerre en Ukraine. Au

³¹³ Propos d'Aude Merlin issus de : Euradio. (2023, June 24). Aude Merlin: La Tchétchénie de Kadyrov sur fond d'invasion de l'Ukraine: Entre loyauté à Moscou et autonomie redoublée [Radio broadcast]. Euradio.

contraire, elle semble prendre la forme d'une insoumission croissante comme l'illustre plusieurs situations. Un nouveau rapport entre les deux entités semble se construire. Après avoir énuméré les actes récents d'insoumission tchétchène, il est pertinent de revenir sur les théories développées avant la guerre en Ukraine sur les relations Grozny Moscou, pour essayer de comprendre ce qui a changé et la situation actuelle.

Le succès du discours d'insoumission de Ramzan Kadyrov

Cependant, quelles sont ces tendances d'insoumission tchétchène en Ukraine ? Plusieurs affaires peuvent être constatées, notamment celle liant le général russe Alexander Lapine³¹⁴. Le général russe Alexander Lapine, autrefois considéré comme un « *héros national* », est désormais qualifié de « *général sans talent* » selon les critiques du président de la République tchétchène. Malgré sa carrière construite sous l'égide du Kremlin et sa reconnaissance par le pouvoir russe, Ramzan Kadyrov remet en question non seulement son engagement, mais aussi les distinctions honorifiques reçues pour la prise de Lysychansk. En critiquant Lapine, Kadyrov semble attaquer l'ensemble de l'état-major général russe : « *Je me demande si quelqu'un se soucie de savoir comment Lapine a*

314 SICARD Stéphane, « Guerre en Ukraine : Héros de la nation cet été, viré samedi... Qui est le général russe Alexander Lapin qui laisse le terrain libre aux bouchers Kadyrov et Prigozhin? », L'Indépendant, 30 octobre 2022.

obtenu une étoile pour la prise de Lysychansk, où il n'était même pas présent ? Qui s'intéresse à comment il a permis à Chervony Lyman de tomber aux mains de l'ennemi ? » Il ajoute : « *Ce n'est pas honteux que Lapine soit incompetent. Ce qui est honteux, c'est que les hauts dirigeants de l'état-major général le protègent...* ».

En septembre 2022, Kadyrov a exprimé des critiques notables envers le Kremlin, soulignant des erreurs stratégiques qu'il espère voir corrigées. **Il suggère implicitement que les leaders du ministère russe de la Défense ne comprennent pas pleinement la réalité sur le terrain et devraient être mieux informés.** Ces interventions sont significatives à deux égards : premièrement, elles marquent une rare dissidence parmi les alliés du pouvoir russe concernant la conduite des opérations militaires. Deuxièmement, Kadyrov ne se montre pas aligné sur les positions officielles du Kremlin, révélant ainsi des perspectives stratégiques divergentes et des critiques politiques.

Il déclare également au sujet d'Alexander Lapine : « *Si cela ne tenait qu'à moi, je le rétrograderaï, je le priverais de ses récompenses et je l'enverrais au front, avec une mitrailleuse à la main, afin qu'il lave sa honte au prix du sang* »³¹⁵. Il est utile de rappeler qu'au moment où ces propos sont prononcés, Vladimir Poutine accorde encore l'entièreté de sa confiance à son général. Cependant, de ce bras de fer, c'est Ramzan Kadyrov qui s'en sort vainqueur et une partie de ce qu'il préconisait se produisa : Alexander Lapine fut défait de ses fonctions. Quelques jours après ce retrait, le leader tchétchène

315 Ibidem

a été récompensé par Vladimir Poutine et promu au grade de colonel-général³¹⁶. Le grade de colonel-général est le troisième grade de commandement le plus élevé dans la hiérarchie militaire russe, derrière ceux de général d'armée et de maréchal. Le leader tchéchène était déjà trois fois général avant cette promotion : des forces militaires de l'intérieur, de la police et de la garde nationale de Tchétchénie.

Alors que les divergences opérationnelles tchéchènes semblaient limitées lors de la guerre en Syrie, une tendance croissante s'observe pendant le conflit en Ukraine. Ramzan Kadyrov est l'un des rares, voire le seul, proche du pouvoir à critiquer ouvertement les choix stratégiques du ministère russe de la Défense dans ce pays. Ses critiques envers Alexander Lapine, qui représentent une remise en question politique, sont notables. Lapine, en tant que commandant russe, symbolise le succès du système promu par le Kremlin, comme en témoignent les distinctions honorifiques qui lui ont été décernées. En le critiquant publiquement, le président tchéchène remet en question l'intégralité de ce système. Il est crucial de souligner que ces critiques ne visent jamais directement Vladimir Poutine.

Ce changement stratégique et cette attention accrue accordée à l'avis de Kadyrov sur les choix militaires en Ukraine marquent un triomphe pour le clan Kadyrov. Jusque-là, sa voix avait trouvé peu d'échos au sein du système opérationnel fédéral, mais elle s'impose désormais au Kremlin.

³¹⁶ Bakrou, G. (2022, October 6). Russie: Kadyrov promu colonel général par Poutine. La Nouvelle Tribune.

Ces éléments témoignent de l'influence croissante de Kadyrov au sein de l'appareil militaire russe. **Non seulement des divergences semblent exister entre Moscou et Grozny, mais l'opinion du président tchéchène émerge comme une force puissante et concurrente au sein du Kremlin.** Cette dynamique d'altérité révèle non seulement un rapport de force entre le Kremlin et Kadyrov aux yeux de Poutine, mais aussi une relation d'alliance émergente. Cette alliance se manifeste d'abord timidement en Syrie, mais se développe plus nettement dans le contexte ukrainien, où les actions de Kadyrov semblent viser à regagner la confiance du pouvoir fédéral russe et à accroître son influence au Kremlin. Cette distinction claire entre le Kremlin et Vladimir Poutine est cruciale pour comprendre la dynamique complexe des relations russo-tchéchènes.

Un autre exemple, vient également témoigner d'un changement profond sur la place du discours tchéchène au sein la société russe. Il s'agit de **la proposition controversée du député Dmitry Kouznetsov de former un bataillon d'enfants appelé « Akhmat », visant à promouvoir l'amitié entre les peuples et à éduquer la jeunesse à travers la Russie, principalement par des hommes originaires de Tchétchénie et d'autres régions du Caucase du Nord**³¹⁷. Cette initiative a suscité des inquiétudes quant au modèle éducatif tchéchène et à l'utilisation du nom « Akhmat »³¹⁸. Aпти Alaudinov, commandant des forces spéciales d'Akhmat, a rejeté

³¹⁷ Kavkaz Uzel. (2017, January 29). Kadyrov announces the murder of the "organizer" of the attack on Grozny [Article]. Kavkaz Uzel.
³¹⁸ Akhmat est le nom du père de Ramzan Kadyrov : Akhmat kadyrov.

les critiques en qualifiant les opposants de « fascistes ». Cette proposition a ravivé les débats sur la perception du Caucase en Russie, marquant un changement symbolique dans la manière dont la région est intégrée dans l'imaginaire national russe.

L'impact de cette dynamique sur les théories d'étude des relations russo-tchéchènes

Comme nous l'avons vu en première partie, les scientifiques théorisent les relations russo-tchéchènes comme singulières, instables et dépendantes. La guerre en Ukraine et l'accroissement de l'influence du clan Kadyrov au sein de la verticale du pouvoir russe peuvent nous permettre d'ajuster, compléter et actualiser ces conceptions théoriques.

Deux qualificatifs désignent traditionnellement la Tchétchénie contemporaine : « État dans l'État »³¹⁹ et « étranger de l'intérieur »³²⁰. Le premier suggère une autonomie structurelle du pouvoir tchéchène au sein de la Fédération de Russie, une exception, tandis que le second présente la Tchétchénie comme une altérité concurrente à l'intérieur même de la Russie.

La réorganisation hiérarchique du pouvoir du clan Kadyrov au sein de la structure de l'État russe permet de compléter ces théories en observant une évolution du rapport de force entre

319 Le Huérou, Anne, et Aude Merlin. « La Tchétchénie de Kadyrov, atout ou menace pour l'État russe ? », *Revue Défense Nationale*, vol. 802, no. 7, 2017, pp. 177-184.

320 Avioutskaa, Viatcheslav. « Nord-Caucase : un « étranger intérieur » de la fédération de Russie », *Hérodote*, vol. 104, no. 1, 2002, pp. 92-118.

Moscou et Grozny. Les analyses qui considèrent la Tchétchénie comme un atout potentiel ou une menace pour le Kremlin restent pertinentes : plus la dynamique d'atout s'accroît, plus le risque de menace grandit. Aujourd'hui, dans le contexte de la guerre en Ukraine et de l'isolement international de la Russie, la Tchétchénie de Ramzan Kadyrov se présente comme une arme significative, augmentant son influence dans la politique interne et externe de la Russie.

Loin de l'image du Caucasiens sauvage et ennemi de la culture russe, la représentation de la Tchétchénie est désormais instrumentalisée en Russie. Cette perception est utilisée à la fois dans une guerre psychologique et comme modèle éducatif. La Tchétchénie n'est pas une région marginalisée de la Fédération ; elle est aujourd'hui une région d'influence. Le contexte de guerre impose un discours belliqueux, la loi martiale et des gestes d'allégeance de la part des entités fédérées. La Russie et le pouvoir de Vladimir Poutine doivent être unis et fédérés autour de leur président. En ce sens, Ramzan Kadyrov illustre pour les Russes la confiance et le soutien d'autres figures de pouvoir.

De plus, le narratif de la guerre en Ukraine s'oriente, du côté russe, vers une démarche civilisationnelle. Cette guerre dépasse la question territoriale pour inclure des conceptions du monde. Les mœurs des sociétés occidentales sont un élément central du discours russe. À cet égard, Ramzan Kadyrov est un allié précieux, car il critique vivement le mode de vie occidental, en faisant même un élément religieux. Kadyrov parle de « troisième guerre mondiale » contre l'Occident et ses valeurs, décrivant le conflit comme une

« guerre entre le bien et le mal, entre les valeurs traditionnelles et les conceptions abjectes du satanisme, et la lutte contre les suppôts du diable ». ³²¹

Dans une logique guerrière, la communication de Ramzan Kadyrov constitue un atout majeur, malgré quelques déclarations personnelles controversées sur l'extension du conflit à la Pologne ou l'utilisation d'armes nucléaires. On observe également que les concessions faites par le Kremlin, conceptualisées comme un « pacte faustien », ³²² augmentent en réponse à la nécessité pour la Russie de garantir le soutien tchéchène.

Ce rééquilibrage nous permet d'analyser la relation entre Moscou et Grozny depuis le début de la guerre en Ukraine. Le Kremlin a besoin d'un soutien logistique et discursif. Les mobilisations tchéchènes et le déploiement des kadyrovtsy répondent à cette attente, tandis que l'incarnation de l'allégeance à Vladimir Poutine renforce le narratif de guerre.

Les événements de l'automne 2022 démontrent l'influence croissante de Ramzan Kadyrov au sein du mécanisme décisionnel militaire russe. Le président tchéchène s'impose comme une force concurrente pour le Kremlin. Cependant, cette analyse montre que ces contributions militaires tchéchènes sont également un moyen pour le pouvoir tchéchène de réaffirmer son allégeance à Vladimir Poutine. Ainsi, le travail d'analyse conclut en théorisant les relations

russo-tchéchènes principalement comme une relation personnelle entre deux hommes : Ramzan Kadyrov et Vladimir Poutine, une relation qui s'inscrit dans une logique d'allégeance.

La guerre en Ukraine a-t-elle offert une « carte blanche » à Ramzan Kadyrov ?

Il est légitime de se demander si Ramzan Kadyrov bénéficie d'une « carte blanche » accordée par Vladimir Poutine. Le « monstre » politique qu'est Ramzan Kadyrov demeure-t-il encore sous contrôle ? **Malgré l'absence de documentation des ONG en Tchétchénie, il semble que les violations des droits de l'homme restent impunies sous la férule fédérale.** Un exemple frappant est l'affaire d'Adam Kadyrov en octobre 2023 : le fils du leader tchéchène a été filmé en train de brutaliser Nikita Zhuravel, un jeune Russe de 19 ans né en Crimée, à l'intérieur d'une prison où ce dernier était détenu pour avoir brûlé le Coran. Cette scène de violence extrême, totalement contraire à l'État de droit, a été publiquement approuvée par son père, Ramzan Kadyrov. Bien que cette conduite ne puisse être justifiée par le pouvoir fédéral, Adam Kadyrov n'a pas été sanctionné, mais a au contraire reçu des éloges et des récompenses tant du Kremlin que des instances fédérales.

³²¹ Kestenholz, Daniel, « Kadyrov qualifie l'opération contre l'Ukraine de 'guerre sainte' », Blick, 11 octobre 2022.

³²² Sakwa, Richard, « The Revenge of Caucasus: Chechenization and dual state in Russia ». Europe-Asia Studies 62, n°8, 2010, pp 1325-1347

L'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe³²³ et la dissolution de plusieurs ONG de défense des droits humains ont renforcé la politique répressive du leader tchéchène. Cette situation, bien que loin d'être nouvelle, laisse désormais peu de voix pour dénoncer les abus ou recueillir les témoignages des victimes. Cela permet au pouvoir en Tchétchénie d'éliminer toute forme d'opposition, qu'elle soit tchéchène ou même russe.

Les craintes émises par le Kremlin au début des années 2010 semblent toujours présentes, mais le pouvoir confié par Vladimir Poutine à son « nettoyeur »³²⁴ tchéchène paraît aujourd'hui incontrôlable. Il n'y a plus d'ONG pour signaler les crimes commis en Tchétchénie. La population tchéchène s'est repliée sur elle-même et le pouvoir fédéral ne semble avoir d'autre choix que d'offrir une impunité totale à Ramzan Kadyrov. Depuis 2022, les crimes perdurent, mais plus personne de la société civile russe ne peut en faire état. L'exemple de la jeune Seda Suleymanova³²⁵ en est un parfait exemple, symbolisant l'impunité russe face aux « crimes d'honneur ». Plus inquiétant encore, cette affaire témoigne de la complicité du pouvoir fédéral dans les politiques répressives du clan Kadyrov. Certes, la situation des droits humains en Tchétchénie a toujours été alarmante, mais l'influence croissante de Ramzan Kadyrov au sein du pouvoir russe, ainsi

323 Council of Europe. (2022, March 16). The Russian Federation is excluded from the Council of Europe [Article]. Council of Europe.

324 REMY Philomène, « Kadyrov, le nettoyeur de Poutine », BFM TV, 23 novembre 2022.

325 The Moscow Times. (2024, 3 avril). Russia opens criminal probe into disappearance of young Chechen woman. The Moscow Times.

que la dissolution de toute forme d'opposition de la société civile russe, rendent l'avenir encore plus sombre.

Conclusion

Ainsi, pour combler certaines crises issues de la guerre en Ukraine, Vladimir Poutine peut compter sur une option politique de taille : Ramzan Kadyrov. Ce « monstre » politique, traditionnellement cadennassé au Caucase du Nord se répand sur plusieurs fronts, y compris à Moscou au Kremlin. Vladimir Poutine peut compter sur un allié qui lui prête une allégeance qui semble être toutefois conditionnée. Depuis son arrivée à la tête de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov ne cesse de défier les limites dressées par le pouvoir fédéral. Depuis février 2022, l'influence de Ramzan Kadyrov dépasse le cadre tchéchène et s'attaque au pouvoir fédéral. En témoigne son bras de fer gagné avec le général russe Alexander Lapine. Vladimir Poutine semble avoir fait le « pari Kadyrov » pour combler certains manques de sa politique depuis 2022. **Toutefois, l'allié désigné semble être ambitieux et difficilement contrôlable. Il ne s'agit pas d'une simple entité fédérée mais bien d'une force politique interne.** La guerre en Ukraine semble marquer un nouveau chapitre des relations Moscou-Grozny et de cette volonté d'autonomie tchéchène semble émerger une menace d'insoumission pour le Kremlin. Pour mener sa stratégie militaire et diplomatique depuis 2022, Vladimir Poutine doit exploiter les ressources à sa disposition. Ramzan Kadyrov a fait une offre dont on ne connaît pas le prix. En faisant ce choix, ce pari, le pouvoir central peut compter sur une arme kadyroviennne qui se développe progressivement au sein de la Fédération de Russie.

Zoom sur : La Russie et le Myanmar

Depuis l'indépendance du Myanmar (aussi connu sous le nom de Birmanie) en 1948, le pays est en proie à une violente guerre civile, qui a connu des périodes d'intensification et d'autres d'accalmie. En février 2021, le Tatmadaw (les forces armées birmanes) s'est emparé du pouvoir dans un violent coup d'état, caractérisé par sa brutalité et la déconnexion du pays au réseau internet mondial. Depuis, l'armée a établi une junte à la tête du Myanmar, et plus d'une dizaine de groupes armés aux revendications et à l'appartenance ethnique diverses s'affrontent.

Contrairement aux Occidentaux, qui ont tout de suite désavoué le régime, la Russie entretient de bonnes relations avec le gouvernement myanmarais, qu'il considère comme une excellente porte d'entrée vers la zone indopacifique. En 2021, les deux pays ont passé un accord permettant au Kremlin de vendre des armes, ainsi que du matériel militaire, à Naypyidaw. Depuis, le Tatmadaw utilise bien souvent des appareils aériens russes afin de mener ses actions de bombardement sur les groupes rebelles.

Néanmoins, le Myanmar a bien bénéficié de la guerre en Ukraine pour diversifier ses échanges avec Moscou. Son soutien à la Russie, face aux condamnations des Occidentaux, lui ont bien entendu permis de continuer à recevoir du matériel militaire en grande quantité, mais aussi d'acheter à bas prix des hydrocarbures russes dont la vente était sanctionnée par l'Europe et les Etats-Unis. En outre, les deux pays ont signé plusieurs accords commerciaux depuis 2022, permettant de meilleurs échanges entre leurs deux monnaies.

Autre effet insolite : le tourisme russe en Birmanie s'est fortement développé, dans les régions côtières où l'armée garde encore le

contrôle. Ainsi, en profitant de l'inaction des occidentaux (qui se contentent de condamner la junte) dans cette partie de l'Asie, la Russie a su développer des liens forts avec un gouvernement répressif. De nouveau, le pragmatisme de Moscou lui ouvre des portes que l'OTAN a bien du mal à refermer.

Conclusion

Dix ans après le début de la crise ukrainienne, le conflit s'est embourbé dans un réseau complexe de positions et de batailles d'usure. Depuis le lancement de son offensive militaire en Ukraine en 2022, la Russie est devenue persona non grata pour la majorité des pays occidentaux. Dans l'imaginaire européen, le Kremlin est maintenant perçu comme le « fou » décrit par Dominique Weber, un perturbateur dangereux à isoler de la communauté internationale, dont les actions nuisibles ne peuvent être tolérées.

Pourtant, force est de constater que les espoirs de l'Occident d'isoler politiquement, idéologiquement et surtout économiquement la Russie paraissent désormais inatteignables. L'économie russe a su tenir (bien qu'affaiblie) face aux sanctions qui lui furent imposées, en diversifiant ses partenariats énergétiques auprès des pays en développement. La culture russe continue de séduire en Afrique, en Amérique latine, et en Asie, tandis que Vladimir Poutine et son entourage continuent à diriger le pays d'une main de fer. Enfin, le Kremlin a su trouver du soutien à ses revendications anti-occidentales par le biais de son alliance avec l'Iran et la Chine. Semblable à « l'Axe du Mal » dont parlait le président américain George W. Bush (bien qu'à l'époque, il faisait référence à la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak), ce nouveau « Triangle de Fer » est parvenu à résister aux sanctions, aux conflits commerciaux et même aux conflits par procuration qu'il mène avec ses adversaires occidentaux. Si la Russie ne ressort pas victorieuse de ces deux

dernières années de guerre, elle continue à survivre et à faire face à un bloc européen qui lui demeure hostile.

De plus, les tentatives d'isolement occidentales ont eu pour effet pervers de radicaliser la société russe en elle-même. Désormais, la production intellectuelle et les ONG sont scrutées et soupçonnées d'être des bastions de l'influence occidentale dans le pays. Le régime a également pu s'appuyer sur les républiques de sa Fédération, comme la Tchétchénie, afin de trouver de nouveaux soutiens et de nouvelles pistes pour asseoir son pouvoir politique, accordant par la même occasion une véritable carte blanche à ces factions sur leur propre pouvoir. Les conséquences de ces décisions sont malheureusement difficiles à mesurer, à l'heure actuelle, mais il semble qu'elles entretiennent un climat de tension et de méfiance au sein de la société russe. Des tensions que la Russie a neutralisé comme lors de la tentative de révolte du groupe Wagner.

Mais la survie n'est pas le seul objectif de Vladimir Poutine, dont le régime désire désormais porter le combat dans les instances qu'il estime contrôlées par le bloc occidental. Inspirée par la doctrine Karaganov et des penseurs tels qu'Alexander Douguine, la Russie a adopté une idéologie construite autour de l'anti-occidentalisme, de la résistance aux idées libérales, et à l'attachement aux droits de l'homme, en promouvant un modèle basé sur l'autorité, le droit au développement et au particularisme national. Ainsi, tel qu'indiqué par le changement dans son concept de politique étrangère, en mars 2023, la diplomatie russe espère désormais remodeler les instances multilatérales à son avantage.

Transformation des BRICS en un bloc rivalisant avec le G7, demande de réformes auprès du Conseil de Sécurité de l'ONU, et créations de nouvelles organisations ou plateformes d'échanges (tels que le Forum de Partenariat Russo-Africain) sont autant d'outils permettant à la Russie d'avancer son narratif.

En se présentant comme le porte-parole du Sud-Global, de ces nations oubliées de la mondialisation et exploitées par les Occidentaux, la Russie a su trouver un certain soutien dans diverses parties du monde. Il est même possible de dire que ses campagnes de désinformation, très efficaces afin de perturber l'opinion publique, sont parvenues à avoir un réel impact même au sein du bloc européen. Les élections américaines de 2016 et de 2020, tout comme l'élection européenne de 2024, ont toutes été parasitées par l'influence russe, et par ses discours altermondialistes qui parviennent à séduire une partie de l'électorat occidental. Si l'influence de la Russie dans le monde doit cependant être nuancée (tous les États soutenant Moscou sur certains points, tels que la réforme du système économique mondial, ne sont pas forcément d'accord avec le reste de ses revendications), il est vrai que le Kremlin a su tirer profit de la situation qui lui était imposée, et de se trouver de nouveaux soutiens.

Car là est toute la stratégie russe : en se rapprochant des États dont les occidentaux ne reconnaissent pas forcément la légitimité (nous en avons cité quatre dans nos différents zooms), Moscou gagne des alliés en évitant la concurrence de ses adversaires, et sème les graines de la sédition à l'échelle mondiale. En redéployant son influence dans plusieurs régions

stratégiques, la Russie réagit à la volonté occidentale de l'isoler et va encore plus loin en proposant des pôles concurrents à l'hégémonie occidentale. En effet, la guerre en Ukraine n'a non seulement pas réussi à isoler la Russie sur la scène internationale, mais a également accéléré un processus d'alliance entre des puissances « oubliées », « délaissées » ou « méprisées » par les forces occidentales.

Mais ni Bruxelles, ni Washington ne semblent prêts à reconnaître leur défaite. Alors que la Russie menace de faire usage de la bombe atomique sur le terrain ukrainien si cela est nécessaire, l'OTAN et leurs alliés se parent eux-mêmes à tout éventualité. La diplomatie européenne est de plus en plus hostile à l'idée d'une victoire russe sur l'Ukraine, et bien que les propositions du président Macron d'envoyer des conseillers militaires à Kiev aient été très mal reçues, elles témoignent d'une réelle évolution du discours politique international. Dans un contexte de tensions digne d'une nouvelle guerre froide, les deux blocs se réarment et radicalisent leur discours l'un contre l'autre, dans une succession d'affrontements idéologiques qui pourraient bien se muer, un jour, en véritable conflit ouvert. Bien que la question ukrainienne soit bien entendue au centre de l'attention, il n'est pas impossible qu'un autre membre du Triangle de Fer n'ouvre lui aussi un second front. Les incidents en Mer de Chine et en Corée, mais aussi l'escalade de la violence au Proche-Orient, font peser des risques nucléaires croissants.

Ce dossier de recherche a ainsi exploré la question de « l'isolement russe ». Derrière cette thématique se cachent des réflexions beaucoup plus larges sur l'équilibre mondial et la

nature d'un nouveau système de polarisation. Bien qu'il soit erroné de penser que février 2022 a impulsé un changement de l'ordre mondial et des dynamiques des relations internationales, car certaines tendances semblaient déjà présentes avant l'offensive russe de 2022, on peut néanmoins utiliser l'analogie du « coup de pied dans la fourmilière ». Les différentes réactions à cette violation du droit international témoignent d'un nouveau paysage mondial qui semblait se construire depuis plusieurs années. Le monde multipolaire, perçu comme pacifique pour les États, semble avoir cédé la place à un retour à une logique de « bloc » plus conflictuel.

Enzo Padovan



EURASIAPEACE